POLITIQUES ARCHIVISTIQUES

POUR LA DÉFENSE

DES DROITS DE L'HOMME

Antonio González Quintana

Traduit de l'espagnol par Perrine et Jean Canavaggio

ACTUALISATION ET ÉLARGISSEMENT DU RAPPORT ÉLABORÉ EN 1995 POUR L'UNESCO ET LE CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES SUR LA GESTION DES ARCHIVES DES SERVICES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT DES ANCIENS RÉGIMES RÉPRESSIFS

Conseil International des Archives, Paris 2009

TABLE DES MATIERES

Présentation……..

Remerciements……..

POLITIQUES ARCHIVISTIQUES POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME……

De la gestion des archives des anciens régimes répressifs à la mise en œuvre de politiques archivistiques pour la défense des droits de l'Homme…

Archives y droits de l'Homme: un problème social qui dépasse les limites de l'archivistique……

La rencontre entre juristes, historiens, archivistes et défenseurs des droits de l'Homme: les rapports Joinet et Orentlicher…….

La demande d'ouverture des archives……

Le travail des organisations non gouvernementales…….

La dimension internationale: la justice universelle (compétence universelle)…….

La dimension atemporelle……..

L'éclosion de la mémoire……..

Nouvelles institutions de gestion du passé…

Les autres traces documentaires de la répression…….

Toutes les archives: politiques archivistiques et politiques mémorielles…….

Mondialisation et archives: l'indispensable engagement international…….

RECOMMANDATIONS AUX POUVOIRS PUBLICS……..

1.- Les documents qui témoignent de violations de droits de l'Homme doivent être conservés…….

Raisons justifiant la conservation des fonds de la répression…

Nécessité de souligner le rôle essentiel des archives dans les transitions politiques…..

Moratoire dans les processus d'élimination de documents publics…….

2.- Les documents qui témoignent de la violation de droits de l'Homme doivent être disponibles pour l'exercice de ces droits en démocratie……

Droits collectifs…..
Libre choix du modèle de transition……
Droit à la mémoire……
Droit à la vérité…..
Droit à la justice……
Droit à connaître les responsables de crimes contre les droits de l'Homme……

Droits individuels……..
Droit à être disculpé et réhabilité…….
Droit de connaître le sort des parents ayant disparu pendant les périodes de répression…….
Droit de chacun à connaître les données existantes sur lui dans les archives de la répression……
Droit à la recherche historique et scientifique…….
Liberté pour les prisonniers politiques et les victimes de délits d'opinion……
Droit au dédommagement et à la réparation des torts subis par les victimes de la répression……..
Droit à la restitution des biens confisqués…….

3.- Les archives des organismes propres au régime répressif, y compris celles des partis totalitaires qui les ont soutenus, doivent être soumises à la législation démocratique

4.- Les archives des anciens services répressifs doivent rester sous le contrôle des nouvelles autorités démocratiques….

5.- Les archives des Commissions de vérité et des organismes similaires doivent être protégées et leur utilisation réglementée par la loi…….

6.- Il faut trouver une solution pour la sauvegarde et la conservation des archives des tribunaux créés pour juger les crimes de guerre ou les crimes contre l'humanité…….

7.- Les documents qui témoignent de la répression politique passée doivent être conservés dans des centres d'archives ……..

Anciennes et nouvelles institutions archivistiques: intégration des fonds documentaires comme éléments de la justice transitionnelle ou versement dans les centres préexistants du système archivistique…….

Archives ou centres de documentation; archivistes ou militants……

8.- Les archives qui conservent les documents ayant trait à la répression doivent être soumises à la protection légale des biens d'intérêt culturel……

9.- Il faut réglementer l'usage des archives de la répression…

Nouvelle législation archivistique…….

10.- On doit aussi conserver et rendre accessibles les témoignages sur les violations de droits de l'Homme qui se trouvent dans les pays de tradition démocratique. De même, on doit exiger, dans le cas des pays en processus de transition, les sources sur les violations des droits de l'Homme et la répression politique qui les affecte, détenues par les services de renseignement des régimes de tradition démocratique ……

11.- Il faut localiser et recenser les archives des organismes publics impliqués dans les violations des droits de l'Homme ……..

12.- Des mesures doivent être prises pour encourager la localisation, la protection et le traitement archivistique des fonds documentaires produits par les organisations des droits de l'Homme et les organismes d'opposition aux régimes répressifs….

13.- Il faut faire largement connaître l'existence des archives qui conservent des documents témoignant de violations des droits de l'Homme …….

CONSIDÉRATIONS ET RECOMMANDATIONS PROFESSIONNELLES……

1.- Procéder à l'identification des fonds……..

2.- Réaliser des tâches d'évaluation et les soumettre à l'avis d'autres professionnels……

3.- Application du principe de provenance…….

Intégrité des fonds……..
Chaîne de conservation……..
Description…….

4.- Gestion archivistique……

Préservation……..
Gestion des usagers…….

5.- Les responsables des institutions qui conservent des documents de la répression, les archivistes et les autres professionnels qui en sont chargés doivent accepter un code d'éthique……..

BIBLIOGRAPHIE…….

RÉPERTOIRE DES PRINCIPALES ARCHIVES ET INSTITUTIONS QUI CONSERVENT DES TÉMOIGNAGES DE VIOLATIONS DE DROITS DE L'HOMME…….

LÉGISLATION (SÉLECTION)……

PRÉSENTATION

Le Conseil international des Archives (ICA) s'est développé, depuis sa naissance en juin 1948, en étroite liaison avec l'UNESCO. Aujourd'hui, l'ICA est une organisation mondiale de près de 1500 membres, institutionnels et individuels, et de 80 associations professionnelles dans environ 190 pays et territoires.

Soutenu par ce réseau mondial, le Conseil international des Archives offre un forum pour les débats professionnels au-delà des frontières et des divisions politiques et il a défendu avec fermeté la promotion des archives dans les pays en voie de développement ; en tant que porte parole international des archives, des associations et des professionnels qui y sont affiliés, son objectif est de faciliter la conservation permanente des documents et l'accès des citoyens à l'information qu'ils contiennent.

La communauté archivistique qui constitue l'ICA a exprimé, pendant de nombreuses années, sa profonde préoccupation pour le sort des archives qui attestent la violation des droits de l'Homme, joignant ainsi sa voix à celle de la société civile. Sans documents d'archives on ne peut exiger de responsabilités ou cette exigence ne peut être que très limitée. La préservation des documents est essentielle à la répartition des responsabilités, à la garantie des réparations et à la pérennité de la mémoire collective. Le Conseil international des Archives a toujours soutenu les projets et activités qui sont liés à l'efficacité de la gestion des documents et de l'administration des archives, comme condition de base pour la bonne gouvernance, la transparence et la démocratie.

En 1995, conjointement avec l'UNESCO, l'ICA a publié sa première étude sur les archives créées par les services de sécurité des anciens régimes répressifs. Ce rapport fut produit dans un contexte d'extension des processus de démocratisation, engagé dans les années 1980, et il prétendait offrir, non seulement une analyse de la situation de ces archives mais aussi des recommandations pour leur gestion et conservation. Antonio González Quintana fut désigné comme président du groupe d'experts constitué pour mener à bien ce travail essentiel.

En 2003, la Conférence internationale de la Table ronde des Archives de l'ICA eut pour thème les archives et les droits de l'Homme et se réunit dans un lieu symbolique : Le Cap, en Afrique du Sud. De nombreux participants entendirent dans ce forum des réflexions profondes qui allaient les influencer tant sur le plan professionnel que personnel. Le rapport de 1995 fut discuté en détail par la communauté archivistique internationale, sous la direction d'Antonio González Quintana, presque dix ans après sa parution. La Conférence a été le cadre et l'environnement idéal, sur le plan professionnel et politique, pour développer une stratégie claire dans ce domaine, établir un leadership permanent du groupe et lancer une série de projets, parmi lesquels une base de données archivistique sur les documents qui attesteraient de violations des droits de l'Homme ainsi que la révision du rapport préliminaire.

Comme en 1993, Antonio González Quintana accepta l'invitation de ses collègues à aborder cette tâche délicate avec une vigueur renouvelée et de nouvelles perspectives. Il continue à être une des voix les mieux informées et les plus efficaces parmi celles qui plaident en faveur de l'importance essentielle des documents d'archives. Cette étude montre que, malgré les efforts réalisés dans de nombreuses parties du monde pour identifier, préserver, organiser, divulguer et rendre accessibles les archives qui soutiennent les droits, il reste encore beaucoup à faire. Cette publication montre aussi clairement le rôle que l'engagement personnel joint à l'expérience professionnelle peut jouer à l'heure de faire la différence. Cette étude est un hommage rendu au dévouement de tous les collègues qui ont eu à travailler dans des circonstances difficiles.

Notre profession ne peut pas rester en marge de la problématique des droits de l'Homme. Les archives dans une société démocratique sont au service du peuple. Les documents qui sont conservés, quand ils touchent toute la société, et sont accessibles à tous, constituent un fondement irremplaçable pour un gouvernement et une administration soutenus par des preuves et des évidences. C'est seulement par une compréhension honnête des sociétés dont nous avons hérité et que nous devons continuer à construire, en connaissant ses points forts et ses faiblesses, que nous pourrons affronter de manière efficace les défis du XXIème siècle.

Ian Wilson
Président du Conseil international des Archives

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements doivent être pour le Conseil international des Archives. Ce travail n'aurait pas été possible sans l'insistance et la persévérance de Perrine Canavaggio, qui en a été Secrétaire générale adjointe entre 2001 et 2009 et qui a été le promoteur fondamental de son groupe de travail sur Archives et droits de l'Homme, ni sans l'appui de ses principaux responsables ces dernières années, parmi lesquels Charles Kecskeméti, Joan van Albada et David Leitch, ainsi que de son président actuel Ian Wilson ; merci aussi à la Secrétaire générale adjointe Christine Martinez.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, les Sciences et la Culture (UNESCO) a constitué, comme si souvent dans la vie du Conseil international des Archives, un allié permanent pour ce travail. Elle a non seulement appuyé et financé les premières initiatives concernant le thème des Archives et droits de l'Homme mais elle a aussi publié le rapport que, par le biais de cette publication, nous prétendons actualiser. Dans cette participation, le rôle d'Axel Plathe, du Programme général d'Information, a été décisif ; avec Charles Kecskeméti, alors Secrétaire général du Conseil international des Archives, ils ont été ceux qui ont permis la formation du premier groupe de travail.

Parmi les premières personnes auxquelles je dois exprimer ma gratitude figure également Margarita Vázquez de Parga. En tant que sous directrice générale des Archives d'Etat espagnoles, en 1993, elle m'a fait confiance pour la réalisation de ce travail, en me proposant pour sa direction dans les forums internationaux mentionnés.

Quelques unes des principales contributions apportées à la mise à jour du rapport viennent précisément des expériences partagées avec les collègues impliqués dans le groupe de travail Archives et droits de l'Homme. Ma reconnaissance est, de ce point de vue, toute particulière à Trudy Huskamp Peterson, notre maître à tous dans ce domaine, ainsi qu'à Jens Boel et Anna Svenson.

Merci aussi à ceux qui ont eu la patience de lire le texte, une fois qu'il a été mis sur le site du Conseil international des Archives pour discussion, et apporter commentaires et critiques. M'ont été en particulier de grande valeur les corrections et suggestions de Perrine Canavaggio, ainsi que celles d'Anne Pérotin-Dumon, de Graciela Karababikian et de Mariana Nazar.

Bien entendu, l'appui de mes collègues d'*Archivistes sans Frontières* a été très important, dans différents pays : Espagne, France, Brésil, Argentine, Pérou, Mexique… Je dois exprimer cette reconnaissance générale en la personne de sa présidente Mariona Corominas ; de Laura Ureña Bosh, collègue de travail en République Dominicaine ; de ma collègue au Comité consultatif international du projet pour la récupération des archives de la Police nationale du Guatemala, Fina Solà i Gasset et, tout spécialement du fondateur de cette ONG, Ramon

Alberch Fugueras, ami, collègue et inséparable compagnon de voyage en faveur de la cause des droits de l'Homme.

Merci, bien sûr, à la *Fondation 10 de Marzo*, du Syndicat national des Commissions ouvrières de Galice qui a généreusement édité en espagnol ce travail, et particulièrement au directeur du domaine historique, Victor Santidrián Arias pour son dévouement.

Merci à Montse, pour la révision du texte et ses suggestions et corrections judicieuses ; mais surtout pour son amour et sa patience pendant toutes ces années.

Puisqu'il s'agit d'un travail de mise à jour d'un rapport antérieur, les premiers remerciements doivent être donnés aux membres de l'équipe dont j'ai eu l'honneur d'assumer la direction et d'où est né le premier texte. Outre l'auteur, les personnes suivantes le constituaient :

Dagmar Unverhau (Allemagne)

Alejandro González Poblete (Chili)

Narissa Ramdhani (Afrique du Sud)

Eliana Resende Furtado de Mendoza (Brésil)

Mary Ronan (USA)

Lazlo Varga (Hongrie)

Vladimir Kozlov (Russie)

En plus de toutes ces contributions initiales, les apports de nombreux collègues dans le monde entier ont été essentiels tant pour la collecte de l'information et l'échange des points de vue que pour la diffusion du contenu du premier rapport. Sans prétendre à l'exhaustivité, je dois citer les suivants, même au risque d'oublier de mentionner beaucoup de collègues et amis :

Allemagne :

Klaus Oldenhague (Bundesarkiv)

Argentine :

Ana Cacopardo, Patricia Funes et Laura Lenci (Commission provinciale pour la mémoire. La Plata)

Elisabet Cipolletta, Andrés Pak Linares et Mariana Nazar (Archives générales de la Nation – Archives intermédiaires -, Buenos Aires)
Patricia Valdés y Graciela Karababikian (*Memoria Abierta*. Buenos Aires)
Liliana Winkelmann, Calos Lafforgue et Judith Said (Archives nationales de la Mémoire. Buenos Aires)
Marta Z. Rufeil (Université de Córdoba)

Bolivie :

Marcela Inch (Archives nationales)

Brésil:

Jaime Antunes da Silva (Archives nationales)
Ana María Camargo (Université de Sao Paulo)
Jesie Jane Viera de Sousa, (Archives publiques de l'Etat de Rio de Janeiro)
Suzana Schunck Brochado (Archives historiques de l'Etat de Rio Grande do Sul)
Enrique Serra Padrós et Jorge Eduardo Enríquez Vivar (Université fédérale du Rio Grande do Sul)
Sonia Tolves et Claudio Gutiérrez (Commission du patrimoine du Rio Grande do Sul pour la Lutte contre la Dictature)

Chili :

Eugenia Barrientos et Patricia Huenuqueo (Archives nationales)
María Paz Vergara Low (Fondation Documentation et Archives du Vicariat de la Solidarité)
José Zalaquet (avocat)
Gloria Alberti (UNESCO)

Colombie :

Sara González Hernández (Archives générales de la Nation)

Hermes Tovar (historien)
Mariela Álvarez Rodríguez (Archives municipales de Bogotá)

Costa Rica :

Virginia Chacón Arias (Archives générales de la Nation)

Espagne :

Miguel Angel Jaramillo Guerreira et Mª José Turrión García (Archives générales de la Guerre civile – Centre de Documentation de la Mémoire historique)
Miguel Angel Camino del Olmo (Section des Archives historiques de la Police nationale)
Rosana de Andrés Díaz (Archives générales du Ministère de l'Intérieur)
Ana Laviña Rodríguez, Javier Díez Llamazares et Maria Teresa Piris Peña (Archives générales de l'Administration)
Francisco Espinosa (*Todos los Nombres*)
Manuel Melgar Camarzana (Archives générales militaires d'Avila)
Victoria Arias Roca, Vicente Pucho Sancho et Cristina Cruz (Unité de coordination des Archives militaires, Ministère de la Défense)
Javier López Jiménez (Archives générales militaires de Guadalajara)
Fuensanta Muñoz Fernández et Fernando Urrea Sánchez (Centre d'information documentaire des Archives)
Aurelio Martín Nájera et Carmen Motilva Martí (Fondation Pablo Iglesias)
José Babiano (Fondation 1º de Mayo)
Juan José del Águila Torres (magistrat)
Ludivina García Arias (Association des Descendants de l'Exil)
Julio Aróstegui et Sergio Gálvez (Chaire de Mémoire historique du XXème siècle – Université Complutense)
Álvaro Soto Carmona (Université Autonome de Madrid)
Antonio Niño et Mirta Núñez Díaz-Balart (Université Complutense)
Josefina Cuesta Bustillo, Manuel Redero San Román, Dolores de la Calle, Ignacio Berdugo, Severiano Hernández Vicente et Carmen Rosell (Université de Salamanque)

Josefina Martínez et Teresa Valdehita (Université nationale d'Education à Distance)
Riansares Serrano (Archives historiques provinciales de Guadalajara)
Vicenta Cortés Alonso (Archivistes Espagnols de la Fonction Publique)

Etats Unis d'Amérique :

Kate Doyle (*National Security Archive*)

Estonie :

Valdur Omán (Branche des Archives d'Etat)
Peep Pillak (Département des Archives)

France :

Martine de Boisdeffre (Direction des Archives de France)
Henri Zuber (Association des Archivistes Français)
Bruno Groppo (Université de Paris 1)
Joie Springer (UNESCO)

Guatemala :

Gustavo Meoño Brenner, Carla Villagrán, Alberto Fuentes, Claudia Estrada, Velia Muralles, Lisbeth Barreiros et Ingrid Molina (Projet de récupération des archives de la Police nationale)

Hongrie :

Ivan Szekely (Open Society Archives)
Andras Sipos (Archives Municipales de Budapest)

Lettonie :

T. Mazure et Daina Klavina (Archives nationales)
Indulis Zalite (Centre de Documentation des Conséquences du totalitarisme)
Andris Aukmanis (Fondation Soros)
Paulis Lazda (Fondation Musée des 50 ans de l'Occupation de la Lettonie)
Ainara Bambals (*Latvijas Valsts Arhivs*)

Lituanie :

Victoras Domarkas (Archives nationales)
Kestas Remeika (Archives extraordinaires de Lituanie)
Regina Druciunienė (Archives du Ministère de la Défense)

Mexique :

José Enrique Pérez Cruz (Archives de l'Université Autonome de México)
María Teresa Dorantes Cacique (AsF-México)

Nicaragua :

Margarita Vannini (Institut d'Histoire du Nicaragua et d'Amérique Centrale – Université Centroaméricaine)

Paraguay :

Rosa Palau (Centre de Documentation et d'Archives pour la Défense des Droits de l'Homme)
Martín Almada (Association Américaine des Juristes)

Pologne :

Jan Stanislaw Ciechanowski (Institut National de la Mémoire)

Portugal :

Silvestre Lacerda, Maria de Lourdes Henriques, Eugenia Costa et María Paula Lomelino (Archives nationales – Torre do Tombo)

Pérou :

Ruth Elena Borja Santa Cruz (Centre d'Information pour la Mémoire Collective et les Droits de l'Homme – Défenseur du Peuple)
Aida Luz Mendoza Navarro (avocate ; AsF Pérou)

Porto Rico :

Joel Blanco

République Dominicaine :

Roberto Cassá, Víctor Manuel Lugo, Aquiles Castro, Ana Feliz, Quisqueya Lora et Angel Hernández (Archives générales de la Nation)
Luisa de Peña (Musée de la Résistence Dominicaine)
Franklin Franco Pichardo (Académie Dominicaine d'Histoire)

République d'Afrique du Sud :

Graham Dominy et Marie Olivier (Archives nationales)

Russie :

Elena B. Zhemkova (*Memorial*)

Suisse :

Céline Terry (Archives Fédérales Suisses)
Cristina Bianchi (Archives Municipales de Pully)

Uruguay:

Alicia Casas de Barrán (Archives générales de la Nation)

Zimbabwe:

I.J Johnstone

Politiques archivistiques pour la défense des droits de l'Homme

De la gestion des archives des anciens régimes répressifs à la mise en oeuvre de politiques archivistiques pour la défense des droits de l'Homme

La Conférence Internationale de la Table Ronde des Archives (CITRA) a approuvé en 1993, lors de sa conférence de Mexico, la création d'un groupe de travail au sein du Conseil International des Archives, en vue de l'étude des archives des services de sécurité de l'Etat des anciens régimes répressifs. Il s'agissait d'analyser la situation des fonds documentaires relatifs à la répression politique qui avaient été produits et accumulés au sein de ces régimes dont commençaient à se détacher de nombreux pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, engagés dans un vaste processus de démocratisation depuis la fin des années 80. La communauté internationale des archivistes se faisait ainsi l'écho des préoccupations manifestées par les collectifs de défense des droits de l'Homme au sujet de la préservation de documents qui s'avéraient essentiels si l'on voulait établir les responsabilités, garantir d'éventuelles réparations, reconstruire l'histoire des sociétés ou perpétuer la mémoire collective, ainsi que pour aborder les questions éthiques et déontologiques impliquées par la sauvegarde et le traitement de ces fonds. L'autre tâche que devait assumer ce groupe de travail était la présentation d'un ensemble de recommandations élaborées à partir de l'étude ci-dessus mentionnée, sur les actions à entreprendre à partir de ces ensembles de documents dans les processus de transition politique vers la démocratie. Ce travail allait être mené à bien entre 1994 et 1995, dans le cadre d'un accord de coopération signé entre l'UNESCO et le Conseil International des Archives, par un groupe d'experts que j'ai eu l'honneur de présider.[1]

[1] Disponible sur Internet en anglais et en espagnol depuis 1996, sur la page web de l'UNESCO: www.unesco.org/webworld/ramp/security.htm. Un résumé de ce rapport a été publié par le Conseil International de Archives, en anglais et en français: Antonio González Quintana, "Archives of the Security Services of Former Repressive Regimes", *Janus, 1998.2* ; "Les archives de services de sécurité des anciens régimes répressifs", *Janus, 1999.1.*

En janvier 1994 ce groupe de travail s'est constitué et on a essayé d'y inclure des archivistes ayant l'expérience de ce type de fonds ou de la déontologie archivistique, ainsi que des experts en matière de défense des droits de l'Homme, tout en s'efforçant d'avoir une présence équilibrée de pays engagés dans des processus de transition politique tant d'Europe centrale et orientale que d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Europe occidentale (dans le cas des anciennes dictatures ibériques et grecque). Ainsi, la direction du projet a été confiée à Antonio Gonzalez Quintana qui avait été directeur de la Section « Guerre civile » des Archives historiques nationales de Salamanque (Espagne) entre 1986 et 1994, le reste du groupe étant formé de :
Dagmar Unverhau, directrice des archives de l'ancienne Stasi à Berlin (Allemagne),
Lazlo Varga, directeur des Archives municipales de Budapest (Hongrie),
Vladimir Kozlov, des Archives d'Etat de la Fédération russe à Moscou (Russie),
Alejandro González Poblete, président de la Corporation nationale de réparation et réconciliation de Santiago (Chili),
Narissa Ramdhani, directrice des archives du Congrès national africain à Johannesbourg (Afrique du Sud), Eliana Resende Furtado de Mendoça, directrice des Archives de l'Etat de Rio de Janeiro (Brésil),
Mary Ronan des Archives nationales des Etats Unis.

La première réunion constitutive du groupe eut lieu à Paris, au siège de l'UNESCO, en 1994. Une première déclaration d'intentions fut déjà faite à cette réunion ainsi qu'une première définition des objectifs et du calendrier de travail. Le groupe se réunit de nouveau à Coblence (Allemagne), en février 1995, pour mettre en commun le travail mené par ses membres et pour essayer de traiter concrètement du thème de l'évaluation des documents. La dernière réunion a alors été fixée à Salamanque (Espagne) en décembre 1995, pour l'approbation du texte final, fruit du travail mené pendant ces deux années.

Après la Conférence internationale de la Table ronde des Archives (CITRA) du Cap en 2003, le groupe Archives et droits de l'Homme qui y fut établi a continué ce travail. La mise à jour qui est présentée ici est le résultat de nombreux

contacts et échanges au sein et à l'extérieur du groupe, ce qui fait quasiment de cet ensemble de recommandations une œuvre collective[2].

Le rapport de 1995 du groupe d'experts du Conseil international des Archives cherchait à atteindre une série d'objectifs pratiques. Sans penser offrir un ensemble de recettes applicables à tous les cas, étant donné que chaque processus de transition politique est distinct des autres, le groupe de travail visait à exposer aux archivistes des pays en voie de démocratisation l'ensemble des problèmes qu'ils auraient à affronter et, en même temps, à rendre compte des actions qui avaient été menées dans tous ces pays ayant connu des processus similaires, terminés ou plus ou moins avancés.

Ce travail cherchait aussi à rendre compte des points de convergence qui sont résumés dans l'ensemble de recommandations qui y sont incluses, depuis celles qui sont purement archivistiques à celles qui sont nettement politiques, et dont le groupe d'archivistes, même si cela ne relevait pas de sa compétence, allait être un promoteur actif.

Il a été considéré qu'il était très important de faire une proposition de Code d'éthique pour le traitement de ces documents, code qui figure également dans cette étude.

Le groupe de travail, enfin, a lancé une opération de collecte de données sur les archives des institutions répressives, afin d'en créer un recensement. Une première mesure pour préserver ce patrimoine documentaire est sans aucun doute de le faire connaître et de le diffuser. On a commencé par l'information apportée par les membres du groupe sur leurs pays respectifs, et on y a ajouté celle qui a été offerte par d'autres collègues qui se sont proposé de compléter les formulaires que le groupe a alors décidé de distribuer à un ensemble limité de pays (Lettonie, Lituanie, Paraguay, Pologne et Portugal entre autres).

[2] Pour rejoindre le groupe de travail « Archives et droits de l'Homme » du Conseil international des Archives : www.ica.org/groups/

Dans le recensement qu'on a commencé à élaborer, seules ont été incluses en principe, les références aux institutions répressives disparues entre 1974 et 1994 dans les pays suivants : Allemagne, Brésil, Chili, Espagne, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Paraguay, Pologne, Portugal, Russie, Afrique du Sud et Zimbabwe. Bien que l'information obtenue sur ces différents pays soit très inégale, on a essayé d'avoir, au moins : les noms des principaux fonds documentaires, les dates extrêmes des documents conservés, leur lieu de conservation et leur volume approximatif, ainsi que, chaque fois que cela a été possible, le relevé des principales séries de documents qu'elles contiennent. Par ailleurs on a apporté des informations sur les aspects pratiques liés à l'usage donné à ces fonds dans le nouveau régime politique et sur les conditions de cet usage, ce qui a permis une première évaluation statistique significative.

Ces données initiales, minimes par comparaison avec celles que nous pouvons exploiter actuellement, ont permis un premier tableau indicatif sur cette thématique et il est évident que son effet multiplicateur a été fructueux. Nous pouvons citer, actuellement, trois initiatives au moins consacrées à recenser les archives ayant un lien spécial avec les droits de l'Homme : le recensement des archives de la répression que gère *Memoria Abierta* ; le projet Archives des droits de l'Homme que promeut *Archivistes sans Frontières* et enfin le projet de guide des fonds sur les violations des droits de l'Homme initié par le groupe Archives et droits de l'Homme constitué au sein du Conseil international des Archives. Maria José Aldaz propose aussi, dans son magnifique blog, un panorama d'informations sur les archives et les droits de l'Homme, source indispensable pour être à jour des nombreux événements qui quotidiennement surviennent sur cette question (voir son web : www.archivistica.net). A cette moisson d'informations ponctuelles, il faut ajouter La Carte des Archives et droits de l'Homme, qui, de manière très parlante, présente et localise de telles archives sur une mappemonde[3].

[3] Carte Archives et droits de l'Homme :
http://www.archivistica.net/archivos_derechos_humanos.htm

Dans ce travail on a essayé d'actualiser le répertoire des archives et la liste de leurs principaux fonds.

Finalement, l'ensemble de références bibiographiques et législatives, initialement limité à quelques pages dans le rapport de 1995, s'est converti en une section spéciale de la mise à jour de ce travail, avec une sélection des textes législatifs considérés comme des références significatives pour le développement de politiques archivistiques.

Archives et droits de l'Homme : un problème social qui dépasse les limites de l'archivistique

Les années 1980 du siècle passé ont vu se développer un processus irrépressible de démantèlement des régimes répressifs dans le monde entier.

D'une part, les pays d'Europe centrale et orientale, qui depuis la Seconde Guerre mondiale étaient situés dans l'orbite de l'Union soviétique dans le monde bipolaire de la Guerre Froide, ont engagé, à partir de la périphérie que représentait la Pologne, un processus qui allait culminer au début des années 1990 avec la totale débâcle des structures héritées du stalinisme. L'élément le plus symbolique de ce processus a été la chute du mur de Berlin et la réunification allemande en 1989.

Parallèlement, en Amérique latine commençait en même temps un autre processus impossible à freiner de démolition des régimes politiques répressifs. Il s'agissait dans ce cas des dictatures militaires conservatrices qui avaient dominé, depuis le Cône Sud jusqu'à l'Amazonie, la quasi totalité de l'Amérique du Sud, pendant plus de cinquante ans dans certains cas ; cela avec des intervalles démocratiques plus ou moins stables dans différents pays.

D'autre part, le continent africain a vécu, au cours d'un long processus de lutte, la fin des régimes fondés sur la répression exercée par le pouvoir politique sur des races ou groupes ethniques déterminés, depuis la démocratisation du

Zimbabwe jusqu'au jalon fondamental qu'a supposé la fin du régime de l'Apartheid en Afrique du Sud.

Enfin, la décennie de 1970 a vu la disparition des dictatures conservatrices européennes du bloc occidental au Portugal, en Grèce et en Espagne. Les processus de transition de ces trois pays, qui ont devancé dans le temps l'énorme processus général décrit plus haut, représentent trois expériences, très différentes les unes des autres mais qui constituent une référence importante.

Cette période d'un peu plus de vingt années, qui va de la Révolution des œillets au Portugal en avril 1974 à la fin du régime de l'Apartheid, sera le cadre chronologique dans lequel s'inscrira notre étude. Certes il n'est pas sans intérêt de remonter aux antécédents qui, au milieu des bouleversements du XXème siècle, ont signifié la fin du fascisme italien ou la chute du nazisme allemand, périodes auxquelles, d'autre part, nous ferons allusion tout au long de l'étude, mais il nous faut essayer de trouver dans les expériences les plus proches des points de référence valables pour le contexte politique mondial que nous vivons au seuil du XXIème siècle. Et même, en remontant plus loin, nous pourrions arriver aux débuts de l'Etat moderne avec lequel naissent les premiers instruments du pouvoir spécialisés dans la répression et dont l'Inquisition espagnole constitue le principal modèle. Selon toute probabilité c'est le fonds documentaire de cette institution qui est l'antécédent le plus ancien des archives répressives modernes. Le citer sert en tout cas à rendre manifeste l'importance énorme qu'a eue sa conservation pour les historiens de l'époque moderne : actuellement, les Archives nationales historiques de Madrid (Espagne) conservent les fonds du Conseil suprême de l'Inquisition, ainsi que ceux de la plupart de ses tribunaux de district, ce qui constitue une source irremplaçable pour connaître, non seulement les relations de pouvoir des royaumes ibériques mais aussi les mentalités et la culture de la Renaissance dans toute l'Europe.

Il est évident par conséquent que, depuis la configuration de l'Etat moderne, les organismes répressifs ont proliféré. Les documents qui témoignent de leurs

activités abondent dans les archives du monde entier. Mais le cas des archives des institutions répressives les plus récentes nous intéresse particulièrement, surtout parce qu'aujourd'hui elles ont une énorme importance sociale et politique. De telles archives, qui ont été absolument nécessaires pour l'exercice des activités répressives, deviennent dans le nouveau régime politique, avec l'arrivée des libertés et à la lumière de la référence commune qu'offre la Déclaration universelle des droits de l'Homme, un instrument social irremplaçable pour établir de nouvelles relations sociales. L'effet boomerang que dans ce sens possèdent les documents qu'elles conservent est atypique et unique, et il demande, du point de vue professionnel de l'archiviste, une profonde réflexion sur la gestion de tels fonds, tout en faisant retomber sur les institutions archivistiques une responsabilité inconnue jusqu'alors.

Les archives influent de façon décisive sur la vie des peuples et des personnes. Aucun exemple n'illustre mieux cette affirmation que celui des archives au service de la répression. L'image des archives des services de sécurité de l'état des régimes répressifs est une preuve et une illustration par elle-même de son importance. S'il est bien certain que durant la vie de ces régimes les victimes des services d'information policière ressentent dans leur chair, même sans en avoir connaissance, le poids de ces archives, c'est quand la démocratie arrive et que leurs fonds s'ouvrent que les citoyens prennent une pleine conscience de leur influence sur la vie des personnes.

Pour Richard Cox et David Wallace, c'est le pouvoir des documents, comme source pour scruter les activités, qui constitue sa caractéristique principale, caractéristique, qui, fréquemment, les fait apparaître dans les titres des journaux ou dans les salles d'audience des tribunaux. Ces deux archivistes signalent que, au cours de la décennie précédente, les archives se sont révélées être des éléments clés dans la configuration de notre monde[4].

Par ailleurs, le rôle de ces archives ne se limite pas à donner les clés de notre passé récent, mais il se renforce dans la perspective de son usage administratif

[4] Richard J. COX et David WALLACE. *Archives and the Public Good: Accountability and Records in Modern Society*. Westport, 2002.

pour l'exercice des droits individuels que la démocratie a l'habitude de permettre : amnistie pour les délits d'opinion, indemnisation des victimes de la répression ou de leurs familles, etc. Les expériences allemande et espagnole en sont une illustration considérable. C'est en outre cette valeur primaire que nous devons le plus examiner dans notre approche de la question. Il n'y a aucun doute sur l'importance extrême de la dimension historique, mais la répercussion sociale de ces archives tient au fait qu'elles sont devenues des services publics de première importance. Parmi les archives les plus connues d'Espagne il y a sans aucun doute les Archives générales de la Guerre civile espagnole, situées dans la ville de Salamanque[5], fondamentalement parce qu'elles ont fourni des dizaines de milliers d'attestations à des citoyens qui à l'époque avaient appartenu aux armées et aux forces de sécurité de la République ou à l'administration républicaines en général et qui ont été ensuite victimes de la répression franquiste[6]. On peut en dire autant des archives de l'ancienne Stasi à Berlin.

A côté de la mise en valeur des archives produites par les organismes répressifs, dans les dernières années du XXème siècle ou au début du XXIème nous avons reconnu l'importance de conserver les témoignages produits par les victimes elles-mêmes ou leurs associations. Malgré leur volume modeste, comparé à la gigantesque machine répressive des polices politiques, leur valeur, tant dans les actions judiciaires que dans les processus connus comme ceux de la « récupération de la mémoire historique », est devenue incontestable.

Le travail, enfin, des tribunaux internationaux et des Commissions de vérité, si important pour la consolidation de la démocratie, doit laisser les témoignages accumulés en lieu sûr et il faut mettre en place, également, des mécanismes pour gérer les documents qu'ils produisent et pour administrer les archives qu'ils vont créer pour garantir leur survie.

---

[5] Actuellement intégrées au Centre de documentation de la Mémoire historique, créé par décret royal 697 du 1er juin 2007.
[6] Antonio GONZÁLEZ QUINTANA, « El Archivo de la Guerra Civil de Salamanca », in *Historia 16*, n°230, juin 1995, pp. 12-26.

Plus de dix ans se sont écoulés depuis la publication de ce rapport et bien des choses ont changé, bien des événements se sont produits qui justifient amplement la mise à jour de ces recommandations. Ce délai nous a surtout aidé à approfondir l'analyse de la corrélation existante entre archives et droits de l'Homme. De cet élargissement de notre étude nous avons déduit que la priorité dans l'actualisation de ce rapport devait être un élargissement de notre champ d'enquête à d'autres archives, en plus de celles qui ont été produites par les services répressifs: un élargissement réclamé de surcroît par différents collègues avec de très solides arguments[7].

La réalisation des objectifs professionnels qu'en tant qu'archivistes nous prétendons définir pour aborder l'organisation, la conservation et l'utilisation des documents relatifs aux droits de l'Homme, tant du point de vue de la violation de ces droits que de celui de leurs défenseurs, réclame la plus ample connaissance possible des institutions qui ont produit les fonds documentaires issus de ces pratiques, qu'il s'agisse de la violation des droits de l'Homme ou de leur défense.

Ce rapport analyse à partir des institutions publiques, les caractéristiques de la genèse et du traitement des documents liés à la violation massive des droits de l'Homme : les archives intégrées dans les sous-ensembles d'archives des Services de Sécurité de l'État, les archives des tribunaux spéciaux, les archives du régime carcéral ou concentrationnaire, les archives militaires, les archives des forces de l'ordre et les archives de la Justice ordinaire.

On étudiera ensuite la pratique documentaire des organismes qui se consacrent à la défense des droits de l'Homme ou à la dénonciation de leurs violations, ce que nous pourrions regouper sous la dénomination générique d'archives de la société civile[8], parmi lesquelles se trouvent les archives des organisations de défense des victimes, les archives des partis, des syndicats et des associations d'opposants clandestins ou en exil et les organismes de défense des droits de l'Homme: institutions religieuses, collectifs de juristes et

[7] Graciela KARABABIKIAN.- "Archivos y Derechos Humanos en Argentina", *Boletín del Archivo General de la Nación. Año LXIX, vol. XXXII, nº 119,* Saint Domingue, 2007
[8] Gloria ALBERTI.- "Los archivos del dolor en América Latina", *Comma,* 2004. 2.

d'avocats, organisations civiques. Ces ensembles documentaires se sont avérés être une source essentielle, et parfois unique, pour la connaissance du passé, ainsi qu'une alternative dans la constitution de preuves permettant de demander des comptes aux responsables des violations des droits, des crimes contre l'humanité ou de génocide, et de disposer d'un outil pour exiger des réparations.

En troisième lieu, on formulera des recommandations sur les archives des institutions créées après la disparition des régimes répressifs pour juger les responsables de violations des droits de l'Homme ou pour mener à bien la réparation des torts causés aux victimes par l'action répressive de l'État. On s'occupera également des organismes représentatifs de ce que l'on appelle la justice transitionnelle: fondamentalement les commissions "vérité", parce qu'elles ont mis en marche un nouveau mécanisme de production de documents qui sont essentiellement des témoignages de victimes, mais aussi, dans certains cas, ceux des acteurs de la répression, comme en Afrique du Sud où ceux-ci ont été invités à déposer devant la Commission Vérité et Réconciliation. moyennant un pardon qui leur était garanti: ce que nous pourrions appeler les Archives de la justice, de la honte et de la purification.

Finalement, il convient d'accorder attention aux archives publiques en général; car, bien plus souvent qu'on ne pourrait le penser à première vue, elles fournissent de nombreuses preuves de violation de ces droits et, surtout, parce qu'une politique archivistique d'ensemble, capable d'embrasser tous les documents publics, est la meilleur garantie pour assurer la préservation et la disponibilité de documents essentiels aux intérêts de la communauté.[9] Le caractère spontané de la production des documents d'archives en fait un miroir de la société où ils sont produits, et si ces sociétés se caractérisaient par l'absence de libertés et par la violation systématique et impunie de ces droits, il n'est pas surprenant de trouver une information abondante sur ces agissements dans de telles sources, que nous pourrions, a priori, juger imprévisibles.

[9]Mariana NAZAR - "Dictadura, archivos y accesibilidad documental. A modo de agenda", *Derechos humanos en Argentina. Informe 2007*, Informe Anual del CELS, EUDEBA, 2007, et www.cels.org.ar

Au moment d'aborder la mise à jour de ce rapport, il s'avère tout d'abord nécessaire de mener, même brièvement, une réflexion historique et sociologique sur les années qui se sont écoulées depuis sa publication: c'est la seule façon de replacer dans leur contexte les modifications indispensables à apporter à son contenu, telles qu'on peut les considérer dans cette nouvelle version.

Nous devons rappeler, en premier lieu, la profonde réflexion qui a été engagée dans le milieu des archives, au cours des dix dernières années, sur le rôle des archives et des archivistes au sein de la société, en tant que garants des droits des citoyens et acteurs essentiels de la constitution de la mémoire collective des peuples. A cette évolution ont concouru toute une série de facteurs:

1.- L'apparition de la notion de mémoire dans les politiques de gestion du passé, nées aussi bien de la nécessité de gérer le passé immédiat que de celle de réviser la gestion du passé lointain. Il peut s'agir d'un phénomène présent dans les "nouvelles démocraties", mais aussi d'un processus propre aux "vieilles transitions" qui décident d'affronter la connaissance d'un passé qu'on a voulu d'abord ignorer, au nom d'une réconciliation que l'on imaginait plus aisée.

2.- La perception sociale du passé comme condition du moment présent, ce qui a déterminé la demande explicite d'une connaissance objective de la vérité, au-delà des discours officiels et des mythes populaires.

3.- Les effets consécutifs à l'irruption des documents des services de sécurité de l'État dans les processus de transition politique: ce sont non seulement des outils essentiels à la détermination des responsabilités et à la réparation des torts subis par les victimes, mais aussi des armes puissantes qui, employées à bon escient par les partis, peuvent leur fournir des atouts considérables dans leur combat politique, grâce une communication mesurée des données que l'organisme chargé de contrôler les documents veillera à adapter tout particulièrement à la conjoncture électorale. Dans les périodes de transition, le rôle des archives des services de renseignement tels que le MVD en Russie ou

la Stasi en DDR, a été fondamental pour la mise en route des politiques de “lustration” ou d’analyse du comportement des individus dans les époques de répression; ces politiques ont caractérisé l’évolution vers la démocratie des pays communistes, jusqu’à la décision récente de la Roumanie de renoncer à cette forme de justice transitionnelle. Et s’il est vrai que les lois de lustration, de *vetting* ou d’enquête sur les comportements visaient à l’origine à éviter que les principaux responsables des violations ds droits de l’Homme puissent disparaître dans un oubli généralisé, l’utilisation abusive du pouvoir des documents a conduit à des excès difficiles à comprendre du point de vue de la défense des droits de l’Homme. Le plus éloquent de ces abus est la réforme législative contestée qu’ont menée en Pologne les frères Kaczyński.

4.- Le développement de politiques archivistiques orientées vers les archives des mouvements politiques d’opposition ou les archives des organisations de défense des droits de l’Homme. La richesse des informations que recèlent ces fonds, en dépit de leur taille souvent réduite, nous montre la nécessité de confronter les sources. La perception des archives comme éléments centraux susceptibles de fournir des sources de nature très diverse, commence à pénétrer dans l’esprit des gouvernants, des partis, des acteurs sociaux et des citoyens en général.

5.- La rencontre entre archivistes et défenseurs des droits de l’Homme. Tel a été, en dernière instance, l’élément clé pour ouvrir la voie à un travail interdisciplinaire sur les archives, travail dont l’archiviste ne peut être l’unique interprète. Le fait de partager avec les juristes nos réflexions sur le droit de connaître la vérité sur notre passé nous a permis de voir que les points de convergence autour du rôle des archives sont nombreux. Ainsi, le droit de savoir et le devoir de mémoire, définis par les rapporteurs spéciaux Louis Joinet et Diane Orentlicher à propos de la lutte contre l’impunité, sont devenus des références essentielles pour les archivistes. De la même façon, nous devons nous référer aux importantes observations que font, sur l’usage des archives dans la défense du droit des victimes à la réhabilitation et aux dédommagements, d’autres rapporteurs des Nations Unies pour le Conseil des Droits de l’Homme, comme Theo Van Boven.

Il fallait aussi, bien évidemment, actualiser les données sur les archives qui, durant ces années-là, avaient été localisées ou bien ouvertes à la consultation, et il y en a eu beaucoup; depuis les archives de la Police nationale du Guatémala, localisées par hasard en 2005, qui sont une des sources les plus impressionnantes pour l'étude de la terreur policière dans les dictatures latino-américaines[10], jusqu'à l'ouverture des archives de Bard Arolsen où se trouvent les fonds des organismes nazis impliqués dans l'Holocauste[11] - un authentique monument archivistique sur l'histoire des génocides qui est appelé à être un des centres de référence pour l'étude des violations des droits de l'Homme - en passant par l'incorporation ou l'ouverture à la recherche, dans les archives nationales ou dans d'autres archives publiques de caractère général, d'importants fonds publics ou privés en rapport soit avec les violations des droits de l'Homme, soit avec le combat pour la défense de ces droits. À titre d'exemple, il convient de citer le travail mené par l'*Archivo General de la Nación* de la République Dominicaine: il a permis de moderniser une institution née au sein même de la dictature de Trujillo et qui a été l'instrument principal des politiques répressives de ces années de tyrannie, avant de devenir une institution modèle dans le traitement des ensembles documentaires qu'elle conserve et auxquels se sont ajoutés récemment les fonds de la période de la présidence de Rafael Léonidas Trujillo, avec plus de 25 000 unités de conservation dont la plupart sont désormais à la disposition du public[12].

Mais là où se sont produits les changements les plus importants, c'est certainement dans le travail législatif et dans la création d'institutions archivistiques ou de gestion du passé impliquant également un traitement des archives et des documents de référence, comme les archives et les musées de la Mémoire. Presque tous les pays en transition d'Europe Centrale ou Orientale ont promulgué des lois sur la réglementation des archives de la répression: soit

[10] Kate DOYLE, "Los archivos de la atrocidad: descifrando los archivos de la guerra sucia de Guatemala", *Pueblos,* 16-5-2008 (traduction par María de la Luz CALLEJO MUÑOZ, de l'original publié en anglais dans *Harper's Magazine*, déc. 2007

[11] John F.L. ROSS (Associated Press), 24 octobre 2007

[12] Roberto CASSA, "Informe sobre los avances archivísticos en la República Dominicana", *Boletín del Archivo General de la Nación*, Año LXIX, Volume XXXII, N° 118

qu'elles concernent directement les archives, soit qu'elles soient comprises dans les dispositions relatives à ces fonds dans les lois sur la mémoire ou sur la gestion du passé. La réglementation des nouvelles institutions (Instituts, Centres, Archives ou Musées de la Mémoire), qui a fixé les conditions d'utilisation des documents a été très abondante.

La rencontre entre juristes, historiens, archivistes et défenseurs des droits de l'Homme : les rapports Joinet et Orentlicher

L'attention que porte le Conseil International des Archives ou l'UNESCO à l'avenir de ces archives a été partagée par d'autres institutions et, surtout, elle a dû compter avec la pression de la société civile à travers de nombreux collectifs développant des activités de toute sorte autour de la conservation et de l'utilisation de cette documentation. Au cours de ces dix ans ont été tenus un grand nombre de conférences, colloques, journées et séminaires autour du thème des archives des services de sécurité dans les pays en transition, à partir de diverses perspectives, généralement liées aux différents modèles de transition politique. Dans un essai de synthèse nous pourrions classer ces rencontres et ces initiatives en trois groupes distincts: 1) archives et recherche, 2) archives et mémoire collective, et 3) archives, établissement des responsabilités et dédommagements accordés aux victimes.

Dans le premier groupe ainsi défini on placerait les rencontres des historiens et des chercheurs en général, préoccupés par l'accès aux sources pour l'étude de l'histoire récente, souvent largement tendancieuse. Ce type d'approche du sujet a été caractéristique des anciens pays communistes d'Europe Centrale et Orientale, où l'ouverture des archives aux chercheurs a supposé la possibilité de se rapprocher d''une connaissance scientifique du passé, niée par les régimes répressifs. La consultation de ces fonds documentaires, benéficiant d'importants appuis internationaux, a produit une moisson historiographique sans précédent, non seulement dans les pays affectés par ces changements

politiques, mais aussi dans beaucoup de ceux que l'on qualifiait d'ennemis de ces pays dans la période de la "Guerre Froide"[13].

Le deuxième groupe est formé des rencontres sur la mémoire collective, le droit à la vérité et le devoir de mémoire. Elles bénéficient principalement de l'appui des collectifs sociaux qui cherchent, dans la perpétuation du souvenir des horreurs, les réparations de justice que les tribunaux sont incapables de fournir aux victimes de la répression. Lors de ces rencontres, on a amplement réfléchi au rôle des archives dans cet essai de construction d'un patrimoine pour la mémoire collective. Il est intéressant de voir, de ce point de vue, comment les documents peuvent aider à ce que ne soient oubliées ni la répression, ni ses victimes. Elles ont une finalité pratique très concrète, didactique: faire en sorte que ces événements ne se répètent plus jamais. Cette approche du sujet est une caractéristique fondamentale de l'Amérique latine, où de multiples traces de la répression et des atrocités qui s'y rapportent ont été effacées par les régimes dictatoriaux, dans le but de semer plus aisément le doute autour des témoignages des victimes, de leurs proches ou de leurs amis, selon une stratégie délibérée d'oubli tendant à nier l'existence de crimes gravissimes[14].

Dans le troisième groupe de ces rencontres nous plaçons celles qui sont principalement consacrées au sujet des archives comme moyen d'obtenir l'exercice des droits reconnus aux victimes de la répression dans le processus de transition politique et comme instruments privilégiés d'information pour l'établissement des responsabilités dans les violations des droits de l'Homme[15].

---

[13] Entre bien d'autres rencontres, nous pouvons citer, en raison de leur importance, les deux suivantes : *Archives of Political Parties after the collapse of Communism*, Budapest, 16-27 juillet 2000 ; Table ronde '*The Opening the Archives and the History of Communism 1990-2000'*, 19ème Congrès des Sciences historiques, Oslo, 6-13 août 2000

[14] Voici, par ordre chronologique, quelques-unes de ces rencontres : Atelier *"Preservación de la Memoria Histórica: documentos y archivos de derechos humanos en el Cono Sur"* , Santiago du Chili, 25-28 avril 1999; Conférence Internationale *"The Memory of the Century"*, Vienne (IWM), 9-11-mars 2000; Séminaire international *"Arquivos da Relaçao. Autoritarismo, repressao e memória: Uma História Contemporânea",* Río de Janeiro, Septembre 2000; "*Memória das Dictaduras. Instrumentos para a Consolidaçao dos Dereitos Humanos"*. Porto Alegre (IIIème Forum Social Mondial), janvier 2003

[15] Relevons particulièrement les suivants: Séminaire international *"Impunidad y sus Efectos en los Procesos Democráticos"*, Santiago du Chili, 14 décembre 1996; *Mortos e Desaparecidos Políticos: Reparaçao ou Impunidade*, Sao Paulo, 8-10 avril 1997; Conférence internationale *"Archives of Repressive Regimes in the Open Society*", Riga, 4-5-juin 1998; Verbrechen im Parteiauftrag: *Akten, Archive, Aufarbeitung der kommunistischen, Vergangenheit in*

Toutefois, sans doute en raison de son importance, on ne saurait omettre de rappeler le forum le plus important où cette question a été débattue: la Commission des Droits de l'Homme (devenue aujourd'hui le Conseil des Droits de l'Homme) des Nations Unies.

Peu après la fin du travail du groupe ICA-UNESCO sur les archives de la Sécurité de l'État des anciens régimes répressifs, dont le rapport final fut approuvé par lui lors de la réunion qu'il a tenue à Salamanque (Espagne) en décembre 1995, Louis Joinet (qui travaillait depuis 1991 sur le thème de la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'Homme) a présenté son premier rapport devant la Sous-Commission de prévention des discriminations et de protection des minorités, relevant de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies[16]. Ce rapport s'intitulait "Principes pour la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme dans le but de combattre l'Impunité". En 1997, Louis Joinet allait présenter, après révision, son rapport final[17]. Il sera finalement porté devant la Commission des Droits de l'Homme le 17 avril 1998 (52ème réunion), laquelle allait le reprendre dans sa résolution sur l'"impunité"[18]. Dans ce rapport était proclamé, en tant que droit collectif, le "droit de savoir", entendu non seulement comme le droit individuel que toute victime ou l'un de ses proches a de connaître ce qui lui est arrivé – ce qui serait un simple droit à la vérité – mais, ainsi que le dit Joinet, comme un droit collectif qui plonge ses racines dans l'histoire, afin d'éviter que puissent se reproduire à l'avenir de telles violations. Il implique aussi bien le "droit inaliénable à la vérité" (principe nº 1) – la vérité sur les événements survenus et sur les circonstances et les motifs qui ont conduit, à travers la violation massive et systématique des droits de l'Homme, à la perpétration de crimes aberrants - que le "droit de mémoire" (principe nº 2), qui incombe à l'État, afin de se protéger contre ces altérations de l'histoire baptisées révisionnisme et négationnisme. En effet, la connaissance par un peuple de l'histoire de son oppression fait partie de son

---

Ostmitteleuropa, Tutzing, 26-28 octobre 1998; IIèmes Journées d'Archivistes sans Frontières, *"Archivos y Derechos Democráticos"*. Barcelone, 21-22 février 2003

[16] UN doc. E/CN.4/Sub.2/1996/18-20 juin 1996

[17] E/CN. 4/Sub.2/1997/20/Rev. 1

[18] C.H.R. res. 1998/53, ESCOR Supp. (No. 3) at 175, U.N. Doc. E/CN.4/1998/53 (1998)

patrimoine et doit être pour cela conservée. Tels sont les principaux objectifs du droit de savoir en tant que droit collectif.

Cette définition du “droit de savoir” en tant que droit collectif coïncide pleinement avec celle que nous donnons du “droit à la vérité” dans notre rapport ICA-UNESCO; même si elle n’est pas formulée exactement dans les mêmes termes, la mention du “devoir de mémoire” comme une des parties essentielles du “droit de savoir” pourrait être comparée au “droit à la mémoire collective” que nous avons également mentionné dans notre rapport de 1995, en nous référant à l’intégrité d’une mémoire écrite incluant, bien évidemment, la répression comme une partie inséparable de l’histoire d’un peuple. Empêcher de bâtir un passé édulcoré et d’où seraient absents les moments sombres, c’est favoriser le mécanisme d’un “devoir de mémoire” parfois douloureux.

Ce rapport propose ensuite deux séries de mesures destinées à faire valoir ce droit collectif: la première est de créer des commissions extra-judiciaires de recherche historique; la finalité de la deuxième série de mesures consiste à préserver les archives qui se rapportent aux violations des droits de l’Homme, en indiquant en particulier que, pendant un processus de transition, le droit de savoir implique la nécessité de conserver les archives. Les dispositions adoptées à cet effet couvrent les domaines suivants:

a) mesures de protection et dispositions répressives destinées à empêcher leur soustraction, leur destruction et leur détournement;
b) création d’un inventaire des archives disponibles où figureront les archives détenues par des pays tiers, afin de les rendre accessibles avec leur concours et, si nécessaire, de les leur faire restituer;
c) adaptation à la nouvelle situation de la réglementation en matière d’accès et de consultation de ces archives, offrant en particulier à toute personne qui y fait l’objet d’une accusation, la possibilité d’ajouter des documents à son dossier, conformément à l’exercice de son droit de réponse.

Les principes concrets du rapport Joinet qui rassemblent les propositions relatives aux archives de la répression sont les suivants :

C. Préservation et consultation des archives afin de déterminer les violations

PRINCIPE 13 - MESURES DE PRESERVATION DES ARCHIVES

Le droit de savoir implique que soient préservées les archives. Des mesures techniques et des sanctions pénales doivent être prises pour s'opposer à la soustraction, la destruction, la dissimulation ou la falsification des archives, notamment dans le but d'assurer l'impunité d'auteurs de violations des droits de l'homme[19]*.*

PRINCIPE 14 - MESURES FACILITANT L'ACCES AUX ARCHIVES

L'accès aux archives doit être facilité dans l'intérêt des victimes et de leurs proches pour faire valoir leurs droits.

Il en est de même, en tant que de besoin, pour les personnes mises en cause qui le demandent en vue d'assurer leur défense.

Lorsque l'accès est prévu dans l'intérêt de la recherche historique, les formalités d'autorisation ont en principe pour seule finalité le contrôle de l'accès et ne peuvent être détournées à des fins de censure.

PRINCIPE 15 - COOPERATION DES SERVICES D'ARCHIVES AVEC LES TRIBUNAUX ET LES COMMISSIONS NON JUDICIAIRES D'ENQUETE

---

[19] La traduction non officielle de ce principe par l'équipe Nizcor nous paraît beaucoup plus claire et conforme à l'original :
Le droit de savoir implique que soient préservées les archives. Une série de mesures techniques et de sanctions pénales doivent être prises pour empêcher la soustraction, la destruction, la dissimulation ou la falsification des archives, principalement perpétrées pour assurer l'impunité des auteurs de violations des droits de l'Homme.
Traduction non officielle du document E/CN. 4/Sub. 2/1997/20/Rev. 1 réalisée et publiée électroniquement par l'équipe Nizcor le 11 janvier 1998 et révisée le 31 mars 2002. (http://www.derechos.org/nizcor/doc/joinete.html)

Les tribunaux et les commissions non judiciaires d'enquête, ainsi que les enquêteurs travaillant sous leur responsabilité, doivent avoir librement accès aux archives. Le secret-défense ne peut leur être opposé. Toutefois, en vertu de leur pouvoir souverain d'appréciation, les tribunaux et commissions non judiciaires d'enquête peuvent décider, à titre exceptionnel, de ne pas rendre publiques certaines informations pouvant compromettre le processus de préservation ou de rétablissement de l'état de droit auquel elles contribuent.

PRINCIPE 16 - MESURES SPECIFIQUES CONCERNANT LES ARCHIVES A CARACTERE NOMINATIF

a) Sont réputées nominatives, au sens du présent principe, les archives contenant des informations qui permettent, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, l'identification des personnes auxquelles elles se rapportent, quel qu'en soit le support, qu'il s'agisse de dossiers ou de fichiers manuels ou informatisés.

b) Toute personne a le droit de savoir si elle figure dans lesdites archives et, le cas échéant, après avoir usé de son droit d'accès, de contester le bien-fondé des informations la concernant en exerçant un droit de réponse. Le document exposant sa propre version doit être annexé au document contesté.

c) Sauf lorsque de telles informations se rapportent à leurs dirigeants ainsi qu'à des collaborateurs permanents, les informations nominatives contenues dans les archives des services de renseignement ne peuvent constituer à elles seules des preuves à charge, à moins qu'elles ne soient corroborées par d'autres sources fiables et diversifiées.

PRINCIPE 17 - MESURES SPECIFIQUES RELATIVES AUX PROCESSUS DE RETABLISSEMENT DE LA DEMOCRATIE ET/OU DE LA PAIX OU DE TRANSITION VERS CELLES-CI

a) Des mesures sont prises pour que chaque centre d'archives soit placé sous la responsabilité d'une personne nommément désignée. Si cette personne en avait déjà la charge, elle doit être reconduite dans ses fonctions par une décision spéciale, sous réserve des modalités et garanties prévues au principe 41.

b) Dans un premier temps, priorité est donnée à l'inventaire des archives stockées, ainsi qu'à la vérification de la fiabilité des inventaires existants. Une attention toute particulière doit être apportée aux archives des lieux de détention, en particulier lorsqu'ils n'avaient pas d'existence officielle.

c) Cet inventaire concerne en outre les archives pertinentes détenues par des pays tiers qui se doivent de coopérer en vue de leur communication ou restitution aux fins d'établissement de la vérité.

En 2005, Diane Orentlicher allait actualiser le rapport Joinet[20], en rédigeant dans les termes suivants les principes relatifs à la conservation et à la diffusion des archives :

Principe 14. Mesures de préservation des archives

Le droit de savoir implique que soient préservées les archives. Des mesures techniques et des sanctions pénales devraient être prises pour s'opposer à la soustraction, la destructtion, la dissimulation ou la falsification des archives, notamment dans le but d'assurer l'impunité d'auteurs de violations des droits de l'homme et/ou du droit humanitaire[21].

Principe 15. Mesures facilitant l'accès aux archives

L'accès aux archives doit être facilité dans l'intérêt des victimes et de leurs proches pour faire valoir leurs droits.

Il en est de même, en tant que de besoin, pour les personnes mises en cause qui le demandent en vue d'assurer leur défense.

L'accès aux archives devrait également être facilité dans l'intérêt de la recherche historique, sous certaines restrictions raisonnables visant à préserver la vie privée et la sécurité des victimes et d'autres personnes. Les formalités d'autorisation régissant l'accès ne peuvent cependant pas être détournées à des fins de censure.

Principe 16. Coopération des services d'archives avec les tribunaux et les commissions non judiciaires d'enquête

Les tribunaux et les commissions non judiciaires d'enquête, ainsi que les enquêteurs travaillant sous leur responsabilité, doivent avoir accès aux archives pertinentes. Ce principe doit être appliqué de façon à respecter les obligations qui conviennent en matière de respect de la vie privée, particulièrement les garanties de confidentialité données à des victimes ou à des témoins comme

[20] UN Doc. E/CN. 4/2005/102/ADD. 1, 8 février 2005

[21] Traduction corrigée dans le sens signalé en note 19. Dans la traduction officielle : « …ou la falsification des archives, notamment afin que les auteurs de violations des droits de l'Homme et/ou du droit humanitaire restent impunis.

condition préalable à leur témoignage. L'accès ne peut être refusé pour des raisons de sûreté nationale à moins que, dans des circonstances exceptionnelles, cette restriction ait été prévue par la loi, que l'Etat ait démontré que cette restriction était nécessaire dans une société démocratique pour protéger un aspect légitime de la sûreté nationale et que le refus fasse l'objet d'un contrôle judiciaire indépendant.

Principe 17. Mesures spécifiques concernant les archives à caractère nominatif

a) Sont réputées nominatives, au sens du présent principe, les archives contenant des informations qui permettent, directement ou indirectement, l'identification des personnes auxquelles elles se rapportent.

b) Toute personne a le droit de savoir si elle figure dans les archives publiques et, le cas échéant, après avoir usé de son droit d'accès, de contester le bien-fondé des informations la concernant en exerçant un droit de réponse. Le document contesté devrait comporter un renvoi au document qui en conteste la validité et, chaque fois que l'accès au premier est demandé, le second doit également être fourni. L'accès aux dossiers des commissions d'enquête doit répondre aux attentes légitimes de confidentialité des victimes et des témoins déposant en leur faveur, conformément aux principes 8 f) y 10 d).

Principe 18. Mesures spécifiques relatives aux processus de rétablissement de la démocratie et/ou de la paix ou de transition vers celles-ci

a) Des mesures devraient être prises pour que chaque centre d'archives soit placé sous la responsabilité d'un service expressément désigné;

b) Lors de l'inventaire et de la vérification de la fiabilité des archives stockées, une attention toute particulière devrait être apportée aux archives concernant les lieux de détention et autres lieux où ont été commises de graves violations des droits de l'homme et/ou du droit humanitaire, comme la torture, en particulier lorsqu'ils n'avaient pas d'existence officielle;

c) Les pays tiers se doivent de coopérer en vue de la communication ou de la restitution d'archives aux fins d'établissement de la vérité.

Le droit individuel à la recherche historique et, surtout, celui de savoir quelle documentation sur soi-même peut être trouvée dans des archives, ce que l'on connaît sous le nom d'*habeas data*, coïncident également avec ceux qui sont énoncés dans le rapport du Conseil International des Archives (ICA-UNESCO). Mais ce sont les mesures proposées par Louis Joinet pour garantir la préservation des fonds documentaires, particulièrement dans les périodes de transition politique, qui retiennent le plus l'attention dans ce rapport juridique, car il n'est pas fréquent que nous autres archivistes trouvions un interlocuteur aussi en harmonie avec d'autres collectifs sociaux auxquels, malheureusement, nous n'avons pas été capables de faire partager notre conviction: celle de l'importance de la conservation et du traitement professionnel des documents en vue de faciliter l'exercice des droits reconnus par les lois.

Enfin, un autre forum important où l'on a débattu durant ces années des archives et des droits de l'Homme, a été la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des États Américains. En 1998, lors du cinquantème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. au cours de sa 101ème session, la Commission recommandait aux États membres d'adopter "*d'adopter les mesures, tant législatives que de toute autre nature, qui seront nécessaires pour rendre effectif le droit au libre accès à l'information existant dans les archives et les documents aux mains de l'État, en particulier lors de recherches visant à établir les responsabilités en cas de crimes internationaux et de violations graves des droits de l'Homme* "[22].

La demande d'ouverture des archives

Bien qu'il ait toujours existé des lois réglementant la liberté d'information depuis 1776, un nombre sans précédent d'États, dans ces dix dernières années, a adopté une législation sur la liberté d'information. David Banisar signale que, parmi les raisons qui expliquent cette prolifération législative, il faut prendre en compte *l'effondrement des régimes autoritaires dans les années 80 et la naissance de nouveaux États à la démocratie, qui ont ouvert la voie à de nouvelles constitutions incluant dans leur texte, en termes spécifiques, la*

[22] Communiqué de presse nº 21/98

garantie du droit à l'information. Cette garantie constitutionnelle requiert fréquement l'adoption de nouvelles lois sur l'accès à l'information[23].

La fin des dictatures et le commencement de la marche vers la démocratie dans les pays en transition a supposé la généralisation d'une série de demandes, directement ou indirectement liées aux archives des organismes voués à la répression. Indirectement, parce que ce sont des outils indispensables à l'exercice de la justice, ordinaire ou transitionnelle, et parce qu'ils constituent un élément essentiel à la construction d'une mémoire sociale. Mais directement aussi, parce que c'est à leur propos, quand leur existence s'est avérée évidente, qu'a surgi la demande d'ouverture, comme dans la plupart des pays du centre et de l'est de l'Europe, qui ont connu des régimes communistes jusqu'à la fin de la décennie 80. Très concrètement, en ce qui concerne ces anciens pays communistes, on pourrait entendre par ouverture des archives, ainsi que l'indiquent certains auteurs, *en premier lieu la transformation de toutes les archives dans les pays post-communistes, et particulièrement les archives des partis communistes, en archives publiques, gérées conformément aux règles propres aux pays démocratiques; en second lieu, l'accessibilité aux documents conservés dans ces archives dans les mêmes conditions pour tous les utilisateurs; en troisième lieu, l'ouverture généralisée, en vue de leur libre consultation, des fonds documentaires constitués depuis la fin de la Première Guerre Mondiale jusqu'aux années 80 et dont l'interprétation a fait l'objet de manipulations ou de falsifications fréquentes de la part des autorités communistes*[24].

L'ouverture des archives a fait partie de la grande révolution sociale survenue en Union Soviétique et dans les autres pays communistes depuis 1989. Elle a été déterminée en partie par ces changements, mais, en même temps, l'ouverture de ces archives, quoique graduelle, avec ses ombres et ses lumières, a supposé une concrétisation de ces transformations. La recherche

[23] David BANISAR., The irresistible rise of a right, Eurozine, 2005

[24] Vilém PRECAN, « The Opening of the Archives and the History of Communism »,*The Millennium Congress : 19ème Congrès International des Sciences historiques,* Oslo, 6-13 août 2000 ; Table Ronde 19.

de la vérité sur le passé récent a été, en définitive, un élément du combat politique pour une nouvelle orientation, aussi bien sur le plan intérieur que dans les relations internationales de ces pays.

Les événements ont répondu de façon affirmative à la question que, dans les premières pages de l'introduction à son *Archipel du Goulag (1918-1956),* se posait Alexandre Solyenitsine quand il disait qu'il n'osait pas écrire une histoire de l'Archipel :… *il ne m'a pas été donné de lire la documentation pertinente.Y aura-t-on un jour accès?* Or les travaux que l'ouverture des archives a rendus possibles ont réaffirmé, dans les propres termes du langage bureaucratique des documents officiels, la monumentale dénonciation littéraire du prix Nobel 1970[25].

Diane Orentlicher, l'autre expert indépendant chargé par la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies de formuler des propositions visant à améliorer la lutte contre l'impunité, et de poursuivre et d'actualiser le rapport Joinet de 1997[26], spécifie que, de façon générale, les États doivent prendre des mesures pour que l'information sur les violations des droits de l'Homme soit à la disposition du public. Dans de nombreux pays, les lois d'accès à l'information favorisent cet objectif: *Afin de développer leur capacité à améliorer l'accès des citoyens à la vérité sur les violations des droits de l'Homme, on recommande que les États qui ne l'auraient pas encore fait promulguent des lois permettant aux citoyens d'accéder aux documents officiels, y compris ceux qui donnent des informations sur les violations des droits de l'Homme. On peut citer comme exemple la Loi fédérale d'accès à l'information du Mexique, promulguée en*

[25] Nicolas WERTH., "Un Estado contra su pueblo: violencias, temores y represiones en la Unión Soviética", *El libro negro del Comunismo: crímenes, terror y represión.* Madrid, Espasa Calpe, 1998

[26] Dans sa résolution 2003/72, la Commission des droits de l'Homme a demandé au Secrétaire général de commander une étude indépendante "sur les bonnes pratiques, assortie de recommandations visant à aider les États à renforcer leur capacité propre à combattre tous les aspects de l'impunité, en prenant en compte" l'ensemble des principes pour la protection et la promotion des droits de l'Homme au moyen de la lutte contre l'impunité (E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1, annexe II). Cette étude, préparée par la Sous-Commission de promotion et de protection des droits de l'Homme, devait porter sur les principes et "la façon dont ils avaient été appliqués, en passant en revue leur évolution récente et en examinant la question de leur application ultérieure, tout en tenant compte des informations et des observations reçues" des États en application de cette résolution. "Cette étude devait être soumise à la Commission lors de sa 60ème session au plus tard".

2002, qui interdit la rétention de documents décrivant de "graves violations" des droits de l'Homme.

Conformément au principe 17c) formulé par Joinet, les États disposant d'informations pertinentes sur les abus commis dans un autre État doivent les communiquer. Parmi les exemples de ces dénonciations figure la communication par le Gouvernement des États-Unis, en août 2003, de 4 677 documents sur les violations des droits de l'Homme en Argentine pendant la période du gouvernement des militaires. Nombre d'entre eux concernaient les affaires instruites par les tribunaux argentins. Ce Gouvernement a aussi déclassifié des documents relatifs aux droits de l'Homme et à la politique des États-Unis vis-à-vis du Chili, du Salvador, du Honduras et du Guatemala.

Le travail des organisations non gouvernementales

Mais ce qui s'est avéré important, ce ne sont pas seulement les processus de construction de nouveaux centres d'archives financés par les institutions publiques, ce sont aussi les initiatives développées par des associations privées et des mouvements de citoyens qui ont essayé de mettre sur pied tout un arsenal d'informations, et même des archives permettant la recherche de données sur des personnes victimes des violations des droits de l'Homme. Le but poursuivi couvre un large spectre, depuis la reconstruction de la mémoire historique jusqu'à la localisation de proches disparus. L'exemple du travail mené par des organisations comme *Mémento* en Estonie ou comme *Memorial* en Russie, dans le recueil de données sur des citoyens victimes de la répression, emprisonnés ou déportés, ou encore celui de *Tous les noms*, en souvenir du roman de Saramago, qui a été entrepris en Andalousie (Espagne), sont représentatifs de ce qui peut être fait à partir de la société civile. Ce qu'il serait curieux d'analyser, c'est la différence que l'on peut observer en matière de sources utilisées. Ainsi, tandis que certaines, c'est le cas de *Memento,* s'alimentent au départ de données tirées des archives publiques, dans le cas espagnol, c'est tout le contraire qui se produirait car ce sont les témoignages apportés par les victimes elles-mêmes et les données fournies par les historiens qui constituent les sources fondamentales.

Dans le cas de l'Estonie**,** les archives d'État comptabilisaient, en 1994, 43 683 fiches de personnes arrêtées et 40 455 fiches de déportés. Toutefois, il ressortait de la recherche de données individuelles que les archives manquaient d'informations sur un nombre élevé de déportés. Pour compléter ces données, *Mémento*, l'Association estonienne des personnes victimes de répression légale, a créé au sein de son Comité d'information et d'histoire un groupe de travail, le Registre des Estoniens victimes de répression, dans le but de rassembler sur une seule base de données les données personnelles de toutes les victimes entre 1940 et 1988. Ces données seront tirées des archives ou de témoignages fournis par les victimes ou par leurs proches.

La dimension internationale: la justice universelle (compétence universelle)

S'il y a eu un vaste débat sur les archives de la répression, les événements de ces dix dernières années, en relation avec la mondialisation de la justice, n'ont pas eu la même importance pour le sujet qui nous occupe.

Dans les pays engagés dans un processus de transition menant d'un régime totalitaire à un système politique démocratique, le lien entre archives et droits de l'Homme acquiert une dimension particulière. Nous avons souvent mentionné l'importance que les documents produits autour de la répression politique revêtent pour perpétuer la mémoire des peuples, dans la mesure où ils constituent un témoignage irremplaçable sur la répression que ces peuples ont subie; mais l'argument le plus important pour défendre la conservation des documents ayant trait à la répression dans les nouveaux régimes démocratiques réside dans l'importance qu'ils ont pour les personnes affectées par la répression en tant que victimes directes ou indirectes: ils seront en effet essentiels dans la nouvelle situation politique pour permettre l'exercice de droits individuels précis: réhabilitation, amnistie, réparations, indemnisations, pensions, restitutions de biens… À toutes ces considérations d'ordre privé il faudrait ajouter la dimension internationale qu'intègre à ce lien entre archives et droits de l'Homme la notion de justice universelle. Celle-ci avait été formulée

dans les années 40 dans la convention contre le génocide ou lors du procès de Nuremberg, mais elle n'a été considérée comme une pratique juridique généralisée qu'à partir d'expériences aussi récentes que la création du Tribunal pour l'étude des crimes commis dans l'ex-Yougoslavie, le Tribunal du Rwanda ou les actions menées par le juge Garzón contre Augusto Pinochet, ainsi que par d'autres juges en différents endroits du monde. Elles ont abouti à favoriser la création de la Cour Pénale Internationale, même si l'on tient compte du terrible obstacle que représente l'hostilité ouverte des Etats-Unis à l'encontre de cette nouvelle institution, qui s'est manifestée depuis la Conférence de Rome, en 1998, et qui s'est notablement accrue depuis le début de l'administration Bush, en 2001. Malgré ce très grave contretemps dans la mondialisation de la Justice Universelle, il semble que s'affirme désormais la prise en compte des atrocités commises par les responsables de ces régimes en tant que crimes contre l'humanité, ce qui rend possible l'intervention de pays tiers dans les poursuites engagées contre ces responsables. L'absence de prescription pour ces délits, la généralisation de pratiques telles que celles du juge Baltasar Garzón[27], largement suivie sous d'autres latitudes[28], viennent avaliser la recommandation qui veut que les archives de sécurité de l'État des anciens régimes répressifs soient conservées et protégées en tant que Patrimoine de l'Humanité. En résumé, ces ensembles documentaires doivent rester à la disposition des peuples pour que ne soit pas retranchée une partie de leur mémoire collective, pas plus que cette autre mémoire universelle, indispensable au combat contre la barbarie qu'implique la violation systématique des droits de l'Homme et, avec les gararanties pertinentes, pour être mise au service de la cause des droits de l'Homme. Ainsi, la responsabilité de leur conservation dépasse les limites des États, dans la mesure où la recherche et la sanction des violations des droits de l'Homme dépasse l'intérêt particulier d'une société

[27] Pour plus de détails sur ces interventions, voir *El caso de España contra las dictaduras chilena y argentina: los documentos del juez Garzón y la Audiencia Nacional*, Barcelone, Planeta, 1998

[28]Outre la détention, les abus et le procès du général Augusto Pinochet à partir des initiatives de l'Union Progressiste des Procureurs Espagnols, en 1996, et de celles du juge de *l'Audiencia Nacional* espagnole, Baltasar Garzón, nous pouvons mentionner le procès instruit en France contre le capitaine Astiz, de la marine argentine, ou l'action du juge Luna, au Mexique, contre le capitaine Cavallo. Nous pouvons aussi rappeler l'instruction ouverte au sein de l'*Audiencia nacional* en Espagne par le juge Santiago Pedraz contre les dictateurs guatemaltèques Rios Montt et autres

donnée pour devenir une affaire qui concerne l'ensemble de la communauté internationale[29].

La dimension atemporelle

Toutefois, ces événements n'ont pas seulement dépassé le cadre géographique des pays affectés par la transition politique: ils ont aussi dépassé le cadre temporel de cette transition même. En premier lieu, nous devons analyser les initiatives tendant à reconsidérer la forme qu'ont revêtue ces processus de transition, telles que celles qui ont été prises en Argentine, où la Chambre des Députés, à l'initiative du gouvernement de Nestor Kirchner, a aboli les lois "Point Final" et "Obéissance due", en dégageant de cette façon la voie par où pourraient être jugés les responsables des violations des droits de l'Homme pendanr le régime militaire. Dans cette nouvelle situation, on a donné suite à de nouveaux ordres de détention contre les responsables de la repression à l'époque de la dictature argentine et l'on a rouvert des dossiers d'extradition. C'est ainsi que le juge Rodolfo Canicoba Corral, a partir de la demande d'extradition présentée par le juge Baltasar Garzón, a ordonné d'arrêter 45 militaires qui avaient participé à la répression. Le magistrat espagnol avait demandé leur extradition vers l'Espagne, afín de les juger pour violation des droits de l'Homme. Dans cet ordre étaient inclus les ex dictateurs Jorge Rafael Videla y Emilio Eduardo Massera, ainsi que les ex généraux Luciano Benjamín Menéndez et Antonio Domingo Bussi. Ce même juge a ordonné la détention de l'officier de marine Alfredo Astiz, condamné pour rébellion à la prison perpétuelle en France. Tous bénéficiaient jusqu'alors des lois "Point Final" et Obéissance due"

Au Chili également, en 2003, le gouvernement Lagos a créé la Commission Nationale sur l'Emprisonnement politique et la Torture, avec 45 bureaux répartis à travers tout le pays. Son objectif était de rassembler le maximum d'informations sur les victimes de la répression et de proposer des mesures intégrales de réparation, dans un essai manifeste pour dépasser les limites qui

[29] Patricia SCHAULSOHN BRODSKY, "Administración de Justicia y Corte Penal Internacional", *Hacia una cultura de los derechos humanos* (Alfred García ed.), Genève, 2000

avaient été atteintes par la Corporation pour la Réparation et la Réconciliation, dans la décennie 90.

Par ailleurs, nous trouvons des pays qui sont censés avoir achevé leur transition politique depuis des années, et où l'on réclame maintenant des informations sur des événements ou des épisodes de la répression qui n'avaient jamais été dévoilés, comme dans le cas des Espagnols disparus durant les premières années de la dictature franquiste. Les enfants et petits-enfants de ces disparus dans l'Espagne des années 40 ont créé diverses associations pour tenter de localiser les lieux où gisent leurs proches et obtenir les preuves leur permettant, entre autres buts, de régulariser les données de l'état-civil, essentielles pour reconstruire la vie de leurs familles. Certaines organisations non gouvernementales, saisies des demandes de ces collectifs, ont publié en 2004 un communiqué dans lequel elle révèlent la nécessité de disposer des listes des archives et d'autres sources documentaires susceptibles de contenir des informations importantes sur la localisation des victimes ou sur les circonstances de leur "disparition", ou bien, dans certains cas, sur leur exécution sommaire. Tout ceci, comme nous pouvons l'apprécier, survient presque soixante ans après que se soient produites de telles disparitions[30]. La distance dans le temps n'a pas été un obstacle pour qu'en l'occurrence, l'Espagne en vienne à grossir la liste, établie par *Amnesty International*, des pays ayant des disparus.

Quelque chose de semblable aux disparitions d'Espagnols dans les années 40 s'est produite avec les disparus mexicains dans la décennie 60. En dépit des aspects formels du système démocratique, ce n'est qu'à l'arrivée du gouvernement Fox qu'a pu être satisfaite la demande d'éclaircissements sur plus de 500 disparitions forcées, formulée sans relâche par le Comité Eureka depuis qu'elles se sont produites: des disparitions attribuées à l'officielle Brigade Blanche des corps de police mexicains, dont les défenseurs des droits de l'Homme gardent un mauvais souvenir. C'est ainsi que ce gouvernement a confié une enquête sur ces disparitions à la Commission Nationale des Droits

[30] Manifeste conjoint d'*Amnesty International, Greenpeace* et *Intermón* avant les élections générales de 2004 http://www.a-i.es/esp/docs_esp.shtm

de l'Homme. Après le rapport diffusé en 2001 par cette Commission, le gouvernement Fox a fait un pas de plus pour tirer au clair ces violations des droits de l'Homme: il a ordonné (Journal Officiel de la Fédération du 18 juin 2002) que la totalité des dossiers, des documents et des renseignements produits de façon générale par les défuntes Direction Fédérale de Sécurité et Direction Générale des Renseignements Politiques et Sociaux, qui étaient placées jusqu'ici sous la garde du Centre de Recherches de la Sécurité Nationale, soient transférés à l'*Archivo General de la Nación* et ouvertes au public[31].

L'éclosion de la mémoire[32]

L'apparition de la mémoire, en tant que préoccupation culturelle et politique dans le débat central des sociétés contemporaines, est un phénoméne mondial[33]. Les archives ont été entraînées par cette vague, sans avoir souvent la capacité de mener une réflexion approfondie sur ces notions[34].

Il est évident que Mémoire et Archives ne sont pas un même phénomène. Les ressemblances entre ces deux notions semblent venir davantage de la comparaison avec ce que toutes deux représentent dans le monde de l'informatique, où la mémoire interne ou externe de l'ordinateur ressemble à un dépôt où sont archivés des documents. Néanmoins, dans la vie quotidienne, la mémoire humaine a des connotations très différentes de celles de l'ordinateur, surtout en ce qui concerne la capacité à oublier ou à taire volontairement les choses. Les archives en tant qu'institution ne devraient pas se comporter de la même façon, parce qu'elles compromettraient leur capacité à analyser les faits dans une perspective d'ensemble.

---

[31] Je dois cette information à l'amabilité du licencié José Enrique Pérez Cruz, des Archives de l'Université Autonome de Mexico, qui m'a communiqué une copie de son travail "Los archivos policíacos y de seguridad nacional abren por primera vez sus puertas con la nueva legislación", septembre 2002

[32] Josefina CUESTA BUSTILLO.- "Memoria e Historia: un estado de la cuestión", *Memoria e Historia.* Madrid, Marcial Pons, 1998

[33] Gilda WALDMAN, "La cultura de la memoria: problemas y reflexiones", *Política y cultura*, nº 26 (automne 2006)

[34] Laura MILLAR, « Touchstones : considering the relationship between memory and archives. », *Archivaria: The Journal of The Association of Canadian Archivists / Production*, University of Toronto Press, nº 61, Spring 2006, pp. 105-126

Toutes ces réalités confirment la nécessité de penser à la conservation des documents des services d'information de l'État liés à la répression, sur une durée plus longue que celle qui s'avère uniquement nécessaire à la satisfaction des besoins immédiats des victimes ou, plus généralement, des acteurs du moment politique de la transition la plus immédiate.

Nouvelles institutions de gestion du passé

Les commissions Vérité ont continué à être un instrument, officiel dans la plupart des cas, plus rarement officieux, à travers lequel les pays en voie de transition vers la démocratie ont affronté le passé relatif au régime répressif qu'il venaient d'éliminer.

Celles qui ont été créées pendant ces dix dernières années ont été très nombreuses; parmi les plus récentes figurent la Commision Vérité créée en Équateur en 2007, ou la Commission Vérité et Justice, créée au Paraguay le 16 octobre 2003. Ce qui est le plus remarquable, toutefois, semble être le fait que le modèle des commissions Vérité s'est étendu à des pays de tradition démocratique comme le Mexique ou le Pérou, afin d'examiner des épisodes de violation des droits de l'Homme.

Certains de ces organismes ont été de simples utilisateurs des archives dans le déroulement de leurs enquêtes, mais d'autres ont été ou sont en même temps les gérants des fonds documentaires des anciens organismes répressifs des régimes antérieurs. C'est le cas, par exemple, du Bureau d'enquête et de documentation des crimes du Communisme, créé en République Tchèque en 1995 et doté des pleins pouvoirs pour établir, rechercher et rassembler la documentation relative à ces crimes. Lié à la police, ce Bureau intervenait en tant qu'organisme légal dans l'enquête judiciaire, et il lui revenait d'apporter les preuves pertinentes au tribunal, en même temps que l'acte d'accusation. Ses compétences allaient être reprises, en 2007, par l'Institut pour l'étude des régimes totalitaires, qui dépend désormais du Parlement et non plus de la

police, ce qui garantit une plus grande impartialité dans son travail. Les archives de la police politique et d'autres organismes d'espionnage, qui étaient auparavant disséminées entre les ministères de l'Intérieur, de la Défense et de la Justice, ont été également unifiées sous l'administration de cet Institut pour l'étude des régimes totalitaires.

En 1995 apparaît toutefois une institution d'un grand intérêt pour analyser la façon dont évolue la gestion des épisodes répressifs du passé. Au Brésil est créée une Commission spéciale à compétence fédérale, pour se prononcer sur la mort des disparus et les inclure parmi les victimes de la violence de la répression politique, afin de déterminer dans de tels cas l'opportunité d'une indemnisation accordée par l'État â leurs familles. Il s'agit d'une expérience gouvernementale officielle, mais qui n'aspire pas, comme les commissions Vérité, à une étude d'ensemble des atrocités commises et à une purification (catharsis) collective. Au contraire, elle mène une action dont les fins sont très précises: satisfaire les demandes concrètes des victimes de la répression politique. La loi 9140 du 4 décembre 1995, connue comme la "Loi des Disparus", reconnaît comme décédées les personnes disparues du fait de leur activité politique ou parce qu'elles ont été accusées d'une telle activiité, durant la période allant du 2 septembre 1961 au 15 août 1979. Pour obtenir une telle reconnaissance, elle crée une Commision spéciale composée de sept membres nommés par le Président de la République: quatre seront choisis, respectivement, parmi les membres de la Commission des Droits de l'Homme de la Chambre de Députés, parmi les proches des disparus, parmi les membres du Ministère Public et au sein des Forces Armées. Pour atteindre ces objectifs, cette Commission pourra demander "des documents à tout organisme public" (art. 9.I).

Dans l'État du Rio Grande do Sul, par décret nº 39.680, du 24 août de 1999, a été créée une Commission spéciale afin de constituer un patrimoine historique de lutte pour la démocratie et de dénonciation des violations des libertés démocratiques et des droits de l'Homme commises par la Dictature militaire établie le 31 mars 1964. Ce patrimoine doit être constitué de toute sorte de matériaux : documents, livres, brochures, périodiques etc., donnés par des

particuliers ou des organisations non gouvernementales, documents audiovisuels, documents publics appartenant à des organismes de l'administration de l'État ou à d'autres secteurs de la Fédération, témoignages personnels sur cette période historique, enregistrés et susceptibles d'être publiés. Par décret nº 40.318 du 28 septembre 2000, elle a déclassifié les documents des polices politiques qui sont intervenues dans l'État du RIo Grande do Sul, ainsi que le reste des archives que l'État a en sa possession. De la même façon, les archives des services de renseignement de la police de Buenos Aires ont été mises à la disposition de la Commission de la Mémoire, de même que l'édifice où ces services étaient installés.

Les autres traces documentaires de la répression

Ce qui est apparu particulièrement clair, dans le débat ouvert sur les archives, la répression politique et la défense des droits de l'Homme, c'est que, pour avoir une vue d'ensemble du sujet et parce que, dans certains cas, ils constituent la seule source d'information, sont nécessaires, non seulement les archives de la sécurité de l'État ou les archives de la répression proprement dites, mais aussi les fonds documentaires produits par les institutions de défense des droits de l'Homme ou les organismes d'enquête sur le passé et de gestion de ce passé.

Dans le rapport que nous avons mentionné, intitulé *Ensemble des principes actualisés pour assurer la protection et la promotion des droits de l'Homme par la lutte contre l'impunité*, Diane Orentlicher souligne l'importance de la conservation des documents produits par ces organismes, surtout parce qu'ils peuvent - et les faits l'ont vérifié - être utilisés contre les responsables des délits en tant que preuves invoquées par la justice ordinaire.

8ème PRINCIPE. DÉLIMITATION DU MANDAT D'UNE COMMISSION

/…/

e) Les commissions d'enquête doivent s'attacher à sauvegarder les éléments de preuve dans l'intérêt ultérieur de la justice.

f) Le mandat des commissions d'enquête devrait souligner l'importance de la préservation des archives des commissions. Dès qu'elles commencent à fonctionner, les commissions devraient définir clairement les conditions régissant l'accès à leurs documents, y compris les mesures destinées à prévenir la divulgation d'informations confidentielles, dans le cadre de leur action visant à faciliter l'accès du public à leurs archives[35].

Sur ce dernier chapitre, outre les témoignages recueillis par les commissions d'enquête officielles et les commissions Vérité, telles que les commissions chilienne, salvadorienne, sud-africaine, panaméenne, péruvienne et tant d'autres, il faut relever l'importance des sources rassemblées par d'autres commissions d'enquête non officielles, liées aux Églises ou à d'autres mouvements sociaux.

Les archives du Vicariat de la Solidarité au Chili, appelé également « La Conscience du Chili », pour avoir documenté de façon exhaustive tous les cas qui lui avaient été dénoncés par les familles des disparus et les victimes de représailles, sont une source inestimable pour la connaissance du passé de la dictature chilienne, Aussi a-t-il reçu en 1988 le Prix Simon Bolivar, en raison de son combat pour le respect des droits de l'Homme[36]. Finalement, l'importance de ces archives a abouti à leur inscription, en 2003, dans le Registre « Mémoire du Monde » de l'UNESCO, avec d'autres fonds documentaires chiliens procédant de diverses organisations de défense des droits de l'Homme.

D'autres archives de ce type méritent également une évaluation particulière ; permi elles citons les archives du mouvement « *Brasil Nunca Mais* »[37]. C'est là

---

[35] Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité. Rapport de Diane Orentlicher, experte indépendante chargée de mettre à jour l'Ensemble de principes pour la lutte contre l'impunité. Nations Unies. Distr. GENERAL. E/CN.4/2005/102/Add.1; 8 février 2005

[36] Maria Angélica CRUZ, « Silencios, contingencias y desafíos : el archivo de la Vicaría de la Solidaridad en Chile », *Los archivos de la represión : documentos, memoria y verdad*, Madrid, 2002

[37] BRASIL : *Nunca Mais*, Rio de Janeiro, Vozes, 1985

un cas particulièrement intéressant, dans la mesure où elles ont pour base d'enquête les sources officielles obtenues à partir de la duplication semi clandestine des procès de la Justice militaire conservés au Tribunal Supérieur Militaire de Brasilia. Les dossiers étaient réclamés par les avocats des victimes de la répression qui souhaitaient faire valoir la Loi d'amnistie de 1970 accordée par le Gouvernement de Joao Figueiredo. Ces copies sont devenues le fonds documentaire « *Testemunho Pró Paz* » conservé aux Archives de la Curie Métropolitaine de Sao Paulo, et des copies microfilmées et digitalisées depuis 1987 se trouvent à Genève, au siège du Congrès Mondial des Églises, et à Chicago (*Latin American Microform Project-Lamp*). Précisément, en comparant le rapport « *Brasil Nunca Mais* » avec le « *Nunca Más* » publié en Argentine par la CONADEP, ainsi qu'avec d'autres livres et d'autres rapports dénonçant la répression politique en Amérique latine, on en vient à conclure que, pour la première fois, les dénonciations ont été formulées sur la base de documents officiels, consignés dans les tribunaux militaires, sans que l'on puisse mettre en doute, comme dans les autres cas, la véracité de dénonciations obtenues à partir de témoignages produits en marge des institutions judiciaires[38].

En Argentine, en 2007, ont été proposés au Comité *Mémoire du Monde*, qui les a acceptés pour les inclure, les fonds des associations des droits de l'Homme et d'organismes publics ; ainsi, les documents produits par la CONADEP, qui constituent l'ensemble de départ des Archives Nationales de la Mémoire, créées en 2003, ainsi que les fonds documentaires de la défunte DIPBA (*División de Inteligencia de la Policía de Buenos Aires*), conservés par la Commission Provinciale pour la Mémoire de la Province de Buenos Aires. C'était là le premier exemple d'inclusion dans *Mémoire du Monde* d'un fonds produit par un organisme de la répression, la DIPBA, par un organisme de purification comme la CONADEP, caractéristique de la Justice Provisoire, et par diverses archives d'organismes de défense des droits de l'Homme, comme le SERPAJ, le CELS, l'APDH, les Mères de la Place de Mai et *Línea Fundadora*, réunis autour de *Memoria Abierta*. Ainsi mettait-on fin au mouvement qui tendait à n'inclure que les archives des organismes que nous pourrions qualifier

[38] Ludmila DA SILVA CATELA, « Territorios de memoria política », *Los archivos de la represión : documentos, memoria y verdad*, Madrid, Siglo XXI, 2002

d'exemplaires, et l'on admettait l'importance que, pour la mémoire de l'humanité, revêt la conservation du côté obscur du genre humain (les fonds paraguayens de ce qu'on a appelé « Les Archives de la terreur » ont présenté leur candidature à ce Registre en 2000, mais elle a été récusée. Ils l'ont de nouveau présentée en 2008 et leur inscription a été acceptée en juin 2009.)

En 2008 le Comité dominicain de *Mémoire du Monde* a présenté la candidature au Registre *Mémoire du Monde* des fonds documentaires produits par les associations intégrées dans la Fédération des Fondations Patriotiques (Fondation Manolo Távarez, Fondation Sœurs Mirabal, Fondation Héros de Constanza...) qui conservent les documents des principales organisations engagées dans la lutte contre la dictature de Trujillo et qui constituent le noyau du projet de « Musée de la Résistance Dominicaine ». Cette candidature a été retenue et cet ensemble documentaire a été inscrit au Registre *Mémoire du Monde* en 2009. Comme dans les cas du Chili et de l'Argentine, en dehors de l'exception du fonds de la Division du Renseignement de la Police de Buenos Aires, il s'agit de fonds documentaires privés, de collectifs implqués dans la défense des droits de l'Homme ou dans le combat politique, y compris la lutte armée, contre le régime répressif[39].

Quant à la typologie des fonds documentaires sur la répression poilitique, le classement d'Elizabeth Jelin est particuliérement clair : elle distingue trois types de « patrimoine archivistique » : 1) ceux des institutions répressives, 2) ceux des organismes d'enquête sur le passé, comme les Commissions Vérité et 3) les archives des associations de défense des droits de l'Homme ou des mouvements de résistance aux dictatures ou aux régimes répressifs[40].

Un autre classement est celui que nous offre Orentlicher quand elle délimite la portée de la notion d'Archives dans le rapport que nous avons mentionné

/.../

[39] www.museodelaresistencia
[40] Elizabeth JELIN, *Los Archivos de la represión : documentos, memoria y verdad*, Madrid, 2002

E. Archives

Dans le sens qu'il prend dans l'énoncé des présents principes, le mot « archives » fait référence à des collections de documents relatifs à des violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire : elles incluent : a) des organismes gouvernementaux nationaux, en particulier ceux qui ont joué un rôle important en rapport avec les violations des droits de l'Homme ; b) des organismes locaux, tels que des commissariats de police ayant participé à des violations des droits de l'Homme ; c) des organismes d'État, y compris les services du procureur et le pouvoir judiciaire, qui participent à la protection des droits de l'Homme d) des matériaux réunis par les commissions Vérité et par d'autres bureaux d'enquête.

Toutes les archives : politiques archivistiques et politiques mémorielles

Mais, si nous allons plus loin, nous pouvons dire que, dans presque tous les pays qui ont vécu de longues périodes de dictature, ce ne sont pas seulement les fonds documentaires produits par les instances qui se consacrent exclusivement à la répression qui nous renseignent sur elle et en sont le témoignage ; celles que nous pourrions appeler les « archives conventionnelles » sont aussi remplies de témoignages sur des actions répressives qui peuvent être d'une extraordinaire importance chaque fois qu'il faut établir des responsabilités ou réparer des torts commis.

Comme je l'ai déjà signalé en d'autres occasions, les archives sont toujours un reflet de la société qui les a produites ; aussi, dans une dictature comme celle qu'a connue l'Espagne entre 1939 et 1977, les archives de toutes les administrations et de tous les organismes publics reflètent des activités répressives, et nous pouvons trouver des informations sur les violations des droits de l'Homme dans des fonds documentaires parfois inattendus. Tel semble être le cas des Archives Générales de la Cour des Comptes, qui est probablement la première et la principale source de notre connaissance détaillée de la composition, de l'évolution et de l'action des Camps de

Concentration, des Bataillons de Travailleurs et des Bataillons Disciplinaires : elles sont bien plus riches en informations que les archives militaires générales d'Avila et de Guadalajara qui conservent les fonds de ces institutions. Contraintes de fournir à la Cour, en vue de leur contrôle, les justificatifs des données, ces unités militaires remettaient des états mensuels des entrées et des sorties avec la liste détaillée des internés et l'état des dépenses issues de leur entretien (justificatifs d'inspection).

Le groupe des archivistes chargés de ces fonds à la Cour des Comptes a élaboré, ces dernières années, des inventaires détaillés de ces justificatifs de plus de 300 unités, entre camps et bataillons de travailleurs et camps disciplinaires, de 1937 à 1943. De même, au cours des quatre dernières années, on a délivré des milliers d'attestations aux victimes de cette forme de privation de liberté ou de travail forcé[41].

Ce simple exemple doit nous amener à réfléchir à la nécessité de politiques archivistiques intégrales, capables de traiter de façon professionnelle tous les documents officiels et de s'intéresser à la connaissance et au soutien des archives privées. La meilleure polltique de mémoire, du point de vue des archives, serait celle qui serait capable de gérer scientifiquement et efficacement les documents des organismes publics et de connaître, soutenir et promouvoir l'usage des archives privées.

Mondialisation et archives : l'indispensable engagement international

Non seulement les archives que nous appellerons traditionnelles des pays qui ont connu des régimes répressifs peuvent fournir des témoignages essentiels à la défense des droits de l'Homme au cours de la période durant laquelle ils ont subi ces régimes, mais, dans les pays démocratiques, nous pouvons aussi trouver une documentation intéressante à ce sujet. Un exemple très éclairant est celui que nous offre le combat pour la localisation des nazis auteurs de

[41] Antonio GONZÁLEZ QUINTANA, « La política archivística del Gobierno español y la ausencia de gestión del pasado desde el Comienzo de la Transición », *HISPANIA NOVA. Revista de Historia Contemporánea*, nº 6 (2006)

génocides ou d'autres crimes contre l'humanité qui se sont dérobés à leur obligation de rendre des compte sur leurs responsabilités : c'est ce que l'on appelle vulgairement la chasse aux nazis. Nous avons vu, dans les années 90, comment, après mille vicissitudes, Klaus Barbie a été jugé et condamné en France, précisément à Lyon, en 1987, pour crimes contre l'humanité. Cela a ouvert dans ce pays la possibilité d'exiger des nazis, ainsi que de bien de leurs collaborateurs français, de rendre des comptes ; cela a été le cas, par la suite, avec Paul Touvier en 1994 et, en 1997-98, avec Maurice Papon[42].

Dans de nombreux pays on a démontré l'importance de certains documents publics, tels que les registres des services d'immigration, pour la localisation des nazis recherchés et réclamés par la justice de différents pays. Bien mieux : dans certains cas, comme cela s'est passé au Canada, la destruction de ces registres, conformément aux directives spécifiées sur les tableaux de rétention établis par les Archives Nationales, a mis clairement en évidence les processus d'évaluation des documents ; ils ont été définis à partir de critères fort peu sensibles ou très éloignés, selon les cas, des réalités concrètes[43].

Objectifs atteints et tâches en suspens

Le rapport établi en 1995 par le groupe d'experts du Conseil International des Archives visait à atteindre une série d'objectifs concrets. Sans vouloir offrir un ensemble de recettes applicables à tous les cas, étant donné que chaque processus de transition politique est différent des autres, il cherchait à exposer aux archivistes des pays en cours de démocratisation l'ensemble des problèmes qu'ils allaient avoir à affronter et, en même temps, rendre compte des actions qui ont été menées dans ces pays respectifs selon des démarches comparables, les unes achevées, les autres plus ou moins avancées.

Un tel travail visait aussi à rendre compte des points de convergence qui sont résumés dans l'ensemble des recommandations incluses dans ce rapport,

[42] *Le Procès Barbie. Justice pour la Mémoire et l'Histoire*, Lyon, Centre de recherches de la Résistance et de la Déportation, 2005
[43] Sur la destruction des registres de l'immigration au Canada, voir l'article de Terry COOK

depuis celles qui sont de nature strictement achivistique jusqu'à celles qui sont nettement politiques, et dont la communauté des archivistes, même sans que cela soit de sa compétence, devra être un promoteur actif.

Un point jugé très important était de proposer un code d'éthique pour le traitement de cette documentation, code également fourni dans le cadre de ce rapport.

Enfin, le groupe de travail a engagé un travail de récollection des données concernant les archives des institutions répressives, dans le but de créer peu à peu un recensement de ces données. Une première mesure destinée à préserver ce patrimoine documentaire est, sans doute, sa diffusion et sa divulgation, en commençant par les informations fournies par les membres du groupe sur leurs pays respectifs. Y ont été ajoutées celles qu'ont offertes d'autres collègues qui avaient accepté de remplir les formulaires qu'en temps opportun le groupe avait décidé de distribuer au sein d'un ensemble limité de pays (parmi lesquels la Lettonie, la Lituanie, le Paraguay, la Pologne et le Portugal).

Dans le recensement que l'on a commencé à élaborer étaient uniquement incluses, en principe, les références aux institutions répressives qui ont disparu entre 1974 et 1994 dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Brésil, Chili, Espagne, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Paraguay, Pologne, Portugal, Russie et Zimbabwe. Bien que les informations procédant de ces différents pays aient été très inégales, du moins a-t-on essayé d'obtenir les noms des principaux fonds documentaires, les dates extrêmes des documents conservés, leur lieu de conservation et leur volume approximatif, ainsi que, chaque fois qu'il a été possible, le relevé des principales séries de documents qu'ils contiennent. Par ailleurs, on a ajouté des informations sur des aspects pratiques liés à l'usage que les nouveaux régimes politiques ont fait de ces fonds ainsi qu'aux conditions de cette utilisation, ce qui a permis une première évaluation statistique significative.

Ces premières données, bien que minimes si on les compare à celles que nous pouvons traiter actuellement, ont représenté la première mosaïque d'informations offertes autour de cette thématique et, bien évidemment, leur effet multiplicateur a été fructueux. Nous pouvons parler, à l'heure actuelle, de trois initiatives destinées à recenser les archives qui se rapportent aux droits de l'Homme : le recensement des archives de la répression, géré par *Memoria Abierta ;* le projet des Archives des Droits de l'Homme que mène Archivistes sans Frontières ; enfin le projet d'un guide des fonds sur les violations des droits de l'Homme, conduit par le Groupe « Archives et droits de l'Homme » qui a été constitué au sein du Conseil International des Archives, lors de la Conférence de la Table Ronde du Cap en 2003. De plus, dans son magnifique blog, Maria José Aldaz est en train d'opérer un extraordinaire regroupement d'informations sur archives et droits de l'Homme ; c'est une source indispensable pour suivre les événements nouveaux qui se produisent chaque jour en grand nombre sur ce sujet (voir son web : www.archivistica.net). A cette masse d'informations ponctuelles il faudrait ajouter la Carte Archives et Droits de l'Homme sur laquelle, de façon très imagée, elle présente et localise ces archives sur une mappemonde[44].

En annexe de ce travail on a essayé de mettre à jour le répertoire des archives et le relevé de ses principaux fonds documentaires.

Finalement, l'ensemble des références bibliographiques et législatives qui, dans le rapport de 1995, se limitait à quelques pages, est devenu une annexe particulière de ce rapport actualisé.

Plan de travail et méthodologie

En janvier 1994 a été constitué sous le patronage de l'UNESCO le groupe de travail que nous venons de mentionner, avec l'intention d'y incorporer des archivistes ayant l'expérience de ce type de fonds ou bien experts en

[44] Mapa de Archivos y Derechos Humanos.
http://www.archivistica.net/archivos_derechos_humanos.htm

déontologie archivistique, ainsi que des spécialistes de la défense des droits de l'Homme. On s'est efforcé d'obtenir une présence équilibrée des pays engagés dans des processus de transition politique, tant en Europe Centrale et Orientale qu'en Amérique Latine, en Afrique et en Europe Occidentale (dans le cas des anciennes dictatures ibériques ou grecque). On a alors confié la direction de ce projet à Antonio González Quintana, ancien directeur de la section « Guerre civile » du Centre des Archives nationales de Salamanque (Espagne), de 1986 à 1994. Le reste du groupe était formé par Dagmar Unverhau, directrice des Archives de la défunte Stasi à Berlin (Allemagne), Lazlo Varga, directeur des Archives municipales de Budapest (Hongrie), Vladimir Kozlov, des Archives d´État de la Fédération de Russie à Moscou (Russie), Alejandro González Poblete, président du Collège national de réparation et de réconciliation (Chili), Narissa Ramdhani, directrice des Archives du Congrès National Africain, à Johannesbourg (République Sud-Africaine), Eliana Resende Furtado de Mendoça, directrice des Archives de l'État de Rio de Janeiro (Brésil) et Mary Ronan, des Archives nationales des Etats-Unis.

Le groupe a tenu une première réunion, de caractère constitutif, à Paris, au siège de l'UNESCO, en 1994. Dès cette première réunion a été établie une déclaration d'intention, ainsi qu'une définition des objectifs et un calendrier de travail Le groupe s'est à nouveau réuni à Coblence (Allemagne), en février 1995, afin de mettre en commun le travail mené par ses membres et d'aborder concrètement la question de l'évaluation documentaire. On a lors fixé la tenue de la dernière réunion à Salamanque (Espagne), en décembre 1995, en vue de l'approbation du texte final, fruit du travail mené durant les deux années ci-dessus mentionnées.

Pour le rassemblement des informations sur lesquelles devait se fonder ce travail, les membres du groupe ont brossé un bref rappel historique des institutions répressives les plus récentes dans leurs pays respectifs, en indiquant comment y avait été abordé le traitement des archives de ces institutions. Ces rapports ont été d'une énorme utilité pour la formulation des propositions. Néanmoins, des questionnaires homogènes ont été élaborés, afin de recueillir en même temps, de façon synthétique, les données qui allaient

constituer le Guide des archives de la Répression, surtout si l'on tient compte du fait que ces informations allaient également être demandées à des collègues archivistes travaillant dans d'autres pays et coupés de la dynamique du travail du groupe.

LES ARCHIVES DE LA RÉPRESSION : DIMENSION D'UN PROBLÈME SOCIAL QUI DÉPASSE LES LIMITES DE L'ARCHIVISTIQUE

Au cours des années 80 on a vu, dans le monde entier, des régimes politiques répressifs subir un inévitable processus de démantèlement.

D'un côté, les pays d'Europe Centrale et Orientale qui, depuis la Deuxième Guerre Mondiale, étaient entrés dans l'orbite de l'Union Soviétique, au sein du monde bipolaire de la Guerre Froide, ont commencé, à partir du cas périphérique de la Pologne, un processus qui a culminé au début des années 90, avec la débâcle complète des structures héritées du stalinisme. L'élément le plus symbolique de ce processus a été la chute du Mur de Berlin et la réunification allemande en 1989.

Parallèlement, en Amérique Latine, s'est engagé au même moment un autre processus irrépressible de démolition de régimes politiques répressifs. Dans ce cas, il s'agissait des dictatures militaires conservatrices qui avaient dominé, du Cône Sud jusqu'aux Amazones, la quasi totalité de l'Amérique du Sud, durant plus de cinq décennies dans certains cas, encore qu'avec des intervalles démocratiques plus ou moins stables dans plusieurs de ces pays.

Par ailleurs, le continent africain a vu, tout au long d'un long processus de lutte, la fin des régimes basés sur la répression qu'exerçait le pouvoir politique sur certaines races ou certains groupes ethniques, depuis la démocratisation du Zimbabwe jusqu'au jalon essentiel qu'a constitué la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud.

Enfin, la décennie 70 a vu disparaitre les dictatures conservatrices du bloc occidental européen au Portugal, en Grèce et en Espagne. Les trois processus

de transition, dans ces pays respectifs, ont devancé dans le temps le gigantesque processus que nous venons de décrire. Ils supposent trois expériences fort différentes, mais qui n'en ont pas moins toutes une valeur de référence.

Cette période de 20 ans, qui se situe entre la « Révolution des œillets » au Portugal, en avril 1974, et la fin du régime de l'Apartheid, va constituer le cadre chronologique où se placera notre étude. Ce n'est pas qu'il soit sans intérêt de remonter aux antécédents qu'au milieu des convulsions du XXème siècle ont constitué la fin du fascisme italien ou la chute du nazisme allemand. Nous y ferons d'ailleurs allusion tout au long de ce texte ; mais il s'agit de trouver dans les expériences les plus proches des points de référence valables pour le contexte politique mondial que nous vivons au seuil du XXIème siècle. On pourrait même, en allant plus loin, remonter à l'aube de l'État moderne, avec lequel naissent les premiers instruments de pouvoir spécialisés dans la répression et dont l'exemple le plus achevé est l'Inquisition espagnole. Selon toute probabilité, le fonds documentaire de cette institution est l'ancêtre le plus lointain des archives modernes de la répression. Que ce rappel, en tout cas, serve à mettre en évidence l'énorme importance qu'a eue, pour les historiens des Temps modernes, la préservation correcte de ce fonds ; à l'heure actuelle, l'Archivo Histórico Nacional de Madrid conserve les fonds du Conseil Suprême de l'Inquisition, ainsi que ceux de la plupart de ses Tribunaux de district, ce qui constitue une source irremplaçable pour connaître non seulement les rapports de pouvolr dans les royaunes ibériques, mais aussi les mentalités et la culture de la Renaissance en Europe.

Il est par conséquent évident que, depuis que s'est constitué l'État moderne, les organismes répressifs ont proliféré. À travers les archives du monde entier abondent les documents qui témoignent de leur action. Mais ce qui nous intéresse plus particulièrement, c'est le cas des archives des institutions répressives les plus récentes, d'autant plus que leur importance sociale et politique est considérable pour la période contemporaine. Ces archives, qui ont été indispensables à l'exercice des activités répressives, deviennent, avec l'istauration d'un nouveau régime politique et l'arrivée des libertés, ainsi qu'à la

lumière de la référence commune qu'offre la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, un instrument social irremplaçable pour organiser les nouveaux rapports sociaux. En ce sens, l'effet boomerang que produisent les documents ainsi préservés est atypique et unique ; du point de vue professionnel de l'archiviste, il requiert une réflexion profonde sur la gestion de ces fonds, en même temps qu'il fait retomber sur les institutions archivistiques une responsabilité jusqu'ici inconnue.

Les archives exercent une influence décisive sur la vie des peuples et des personnes. Aucun exemple n'illustre mieux cette affirmation que celui des documents au service de la répression. Les archives des services de sécurité de l'État, dans les régimes répressifs, sont, en tant que tels, un exemple imagé de leur extrême importance. S'il est certain que, pendant la durée de ces régimes, les victimes des services policiers de renseignement ressentent dans leur chair, même sans le savoir, le poids de ces archives, le jour où renaît la démocratie et que s'ouvrent leurs fonds est celui où les citoyens prennent une pleine conscience de leur influence sur la vie des personnes.

Richard Cox et David Wallace soulignent que, pour eux, le pouvoir des documents comme source permettant d'analyser ces actions constitue leur caractéristique principale ; c'est lui qui les fait souvent apparaître dans les titres de journaux ou dans les salles d'audience des tribunaux. Ces deux archivistes indiquent que, dans la dernière décennie, les archives se sont avérées comme des éléments clés dans la configuration de notre monde[45].

Par ailleurs, l'importance de ces archives ne se limite pas à mettre en lumière les clés de notre passé récent : elle se renforce dans la perspective de leur utlisation administrative pour l'exercice des droits individuels que la démocratie met habituellement en place : amnistie pour les délits d'opinion, indemnisation des victimes de la répression ou de leurs familles, etc. Les expériences allemande et espagnole sont extrêmement revélatices. C'est aussi cette valeur primordiale que nous devrons considérer plus particulièrement dans notre

[45] Richard J. COX et David A. WALLACE, *Archives and the Public Good : Accountability and Records in Modern Society*, Westport, 2002

approche du sujet. Nul doute que leur dimension historique ne soit fort importante, mais ce qui confère une répercussion sociale à ces archives, c'est leur transformation en services publics d'un poids considérable. Parmi les archives les plus connues d'Espagne figure sans aucun doute l'Archivo Històrico Nacional (Section Guerre Civile) à Salamanque, essentiellement pour avoir fourni des dizaines de milliers d'attestations aux citoyens ayant appartenu, à l'époque, aux Forces armées et aux organismes de sécurité de la République ou à l'Administration républicaine en général, et qui ont été par la suite victimes de la répression franquiste[46]. Nous pouvons dire la même chose des archives de la défunte Stasi à Berlin.

RECOMMANDATIONS AUX POUVOIRS PUBLICS

1. Les documents qui attestent la violation des droits de l'Homme doivent être conservés

La première recommandation doit être celle qui rend possible toutes les autres : pour pouvoir gérer et traiter les documents d'archives ceux-ci doivent exister. Les rapports de Louis Joinet et Diane Orentlicher commencent donc leurs recommandations concernant les archives par la nécessité de les conserver :

Le droit de savoir implique que soient préservées les archives. Des mesures techniques et des sanctions pénales doivent être prises pour s'opposer à la soustraction, la destruction, la dissimulation ou la falsification des archives, notamment dans le but d'assurer l'impunité d'auteurs de violations des droits de l'homme [47].

[46] Antonio GONZÁLEZ QUINTANA, « El Archivo de la Guerra Civil de Salamanca », *Historia 16*, nº 230, juin 1995, pp. 12-26

[47] Principe 13 – Mesures de préservation des archives. (Louis JOINET, Principes pour la protection et la promotion des droits de l'homme pour combattre l'impunité, UN.Doc. E/CN.4/1998/53 (1998).

Le droit de savoir implique que soient préservées les archives. Des mesures techniques et des sanctions pénales devraient être prises pour s'opposer à la soustraction, la destruction, la dissimulation ou la falsification des archives, notamment dans le but d'assurer l'impunité d'auteurs de violations des droits de l'homme et/ou du droit humanitaire[48].

Raisons justifiant la conservation des fonds de la répression

Dans tout débat général sur les archives des défunts organismes de Sécurité de l'État dans les pays en transition vers la démocratie, le premier point est de savoir s'il convient ou non de les préserver. Toute discussion ultérieure sur leur traitement archivistique, sur son utilisation par les citoyens et par la nouvelle administration, ou sur l'éthique professionnelle en relation avec leurs contenus est déterminée par la réponse à donner à cette première question. Ce sera donc notre premier objet de réflexion.

Nous disposons des expériences de pays où ont été conservées presque intégralement les archives des services de répression de toute espèce, produites par les régimes qui ont précédé la démocratie. De la même façon, il existe des expériences de nature opposée qui ne gardent aucun témoignage écrit de la répression, à moins que leur existence ne soit simplement ignorée. À mi-chemin il est des pays où ces documents ont fait d'abord l'objet d'une utilisation à des fins administratives, avant d'être détruits par la suite pour des raisons de caractère éthique.

Le Chili est l'exemple par excellence de l'impossibilité de localiser ou de récupérer les archives des services de renseignement de la dictature (la DINA et son héritière, la CNI) et cela alors même qu'il existe des preuves de la production bureaucratique de fichiers et de l'organisation d'archives proprement dites dans ces institutions : les témoignages de survivants employés à créer ou organiser la documentation, les documents périodiquement exhumés par le

[48] Principe 14 Mesures de préservation des archives. (Diane ORENTLICHER. Ensemble de principes pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité, E/CN.4/2005/102/Add.1, 8 février 2005).

journalisme d'investigation ou apportés aux tribunaux par les prévenus. C'est pourquoi, au début du processus de transition, le besoin qui s'est manifesté de connaître la vérité sur la violence politique, les disparitions et les assassinats commis par le régime de Pinochet s'est heurté au terrible obstacle du manque de supports documentaires en provenance des organismes officiels. La Commission Vérité et Réconciliation, institution pionnière du genre, créée en 1990, a dû affronter le défi de reconstruire quinze années d'histoire du pays presque exclusivement à partir de témoignages personnels, avec l'aide de la mémoire orale ou écrite des protagonistes. Mais, surtout, la Commission Rettig a pu établir la vérité sur ce qui était arrivé grâce aux archives du Vicariat de la Solidarité qui ont fourni 90% des charges pour confirmer les témoignages et on pourrait en dire autant de la seconde commission, connue comme Commission Valech*[49]. Et s'il est vrai que cet effort a permis de renforcer la prise de conscience des abus du régime antérieur, il n'a pas été à même d'élucider le destin d'un grand nombre de disparus et d'établir la responsabilité des auteurs de ces atrocités. De ce point de vue, l'expérience chilienne est très éclairante : ce sont les citoyens chiliens qui ont été perdants, tandis que les gagnants, grâce à l'absence de ces documents, ont été les agents de la répression et ses principaux responsables. Même s'il est certain que la voie chilienne vers la démocratie passe par la réconciliation, il n'est pas moins vrai qu'a ainsi disparu, dans une large mesure, la possibilité d'exiger des comptes de la part des responsables.

Un cas semblable est celui de la République Sudafricaine, en ce qui concerne la documentation de la NIA, si cette institution demeure encore longtemps responsable des documents qu'elle a produits par le passé.

En Espagne, l'un des fonds documentaires dont on ignore la destination (s'il n'a pas été détruit) est celui du SD de la Présidence du Gouvernement, commandé par le colonel San Martín et dont l'activité a été celle d'un service de renseignement pendant les dernières années de la dictature.

---

*Commentaire d'Anne Pérotin à ce rapport joint à d'autres réflexions opportunes et nécessaires (note de l'auteur)

Toutefois, le cas chilien n'est pas exceptionnel. Ainsi, la Rhodésie a complètement détruit, entre 1989 et 1990, les documents produits par les quatre organismes répressifs spécialisés les plus importants pendant les dernières années du régime : le Service central de renseignement (*Central Intelligence Organization*), la Division spéciale de la Police (*Special Branch – Police*), les Tribunaux Spéciaux (*Special Courts*) et la *Selous Scouts-Army.* En Afrique du Sud, également, la destruction des documents au cours des dernières années de l'apartheid a affecté les principaux services de renseignement et, devant l'imminence de la transition politique, elle a été menée de façon systématique dans ce pays, dans le but d'éliminer des preuves susceptibles d'être utilisées à l'encontre des responsables des violations des droits de l'Homme.

Au contraire, l'exemple de ce qui s'est passé dans l'ex-République Démocratique Allemande, après la chute du Mur et la réunification, nous montre un processus de transition dans lequel les archives de l'omniprésente Stasi ont été conservées, sinon intégralement, du moins pour la plupart d'entre elles. Si cela a été possible, c'est surtout grâce à la persévérance qu'ont mise à les préserver les citoyens allemands qui, dès le premier instant, ont été conscients de l'importance qu'avaient pour eux les documents ainsi conservés. De cette manière, dès que les archives de la Stasi sont passées aux mains des nouvelles autorités, l'action que celles-ci ont menée a pu suivre la voie tracée par les nouveaux représentants de la souveraineté populaire et, entre autres conséquences, éclaircir la présence d'anciens responsables de la répression au sein de la nouvelle administration. Cette action a donc servi à établir les responsabilités, autant et plus qu'à dédommager les victimes de la répression. L'action légale parallèle a été par ailleurs exemplaire. Deux lois, l'une promulguée dans la RDA elle-même avant la réunification, l'autre, définitive, dans une Allemagne désormais réunifiée, ont couronné un usage qui avait été déterminé démocratiquement. Les citoyens en ont été les parfaits protagonistes. Le rôle de groupes tels que celui du révérend Gauck a été par ailleurs déterminant. Peut-être les Allemands ont-ils encore présent à l'esprit l'usage que l'on a fait des archives du régime nazi a la fin de la Guerre Mondiale : il a été de façon primordiale, rappelons-le, de permettre les procès

de Nuremberg. Toutefois, ce ne sont pas les citoyens allemands qui, en la circonstance, avaient été les protagonistes de ce processus, mais les forces militaires des pays alliés.

À mi-chemin de ces deux expériences on peut situer la Grèce, qui a utilisé les documents des organismes répressifs à des fins administratives de dédommagement et d'exigence des responsabilités dans les années qui ont immédiatement suivi la fin de la Dictature. Mais, par la suite, on les a détruites dans le but de suivre une prétendue ligne éthique fixée par le nouveau pouvoir législatif, qui ne désirait pas laisser dans les registres officiels et les archives publiques des témoignages relatifs aux personnes liées à des activités ou à des attitudes jugées illégales dans le régime antérieur. Même si l'on a pu établir clairement les responsabilités ou dédommager les victimes, on n'a pas conservé une mémoire historique écrite de la répression, et les citoyens grecs se sont retrouvés seuls détenteurs de la mémoire de leur passé immédiat. En détruisant à jamais ces archives, on a rendu encore plus difficile la tâche d'écrire l'histoire de cette période, entièrement dépendante de la capacité mémorielle ; en effet, même si l'on admet l'axiome selon lequel le peuple n'oublie pas, tous les citoyens ne se rappellent pas la même chose, ni à chaque instant[50]. Par ailleurs, l'éventualité de nouvelles mesures de dédommagement a été vouée à l'échec. Cette décision a mis pour la forme un point final à la Dictature des Colonels, mais elle ne peut en aucun cas être jugée positive du point de vue de l'enrichissement du patrimoine historique et documentaire grec.

En Espagne également s'est posée la question de la destruction des dossiers des archives policières qui révélaient les antécédents politiques, syndicaux ou idéologiques de personnes jugées hostiles par le régime de Franco. À la suite de l'incident anecdotique qu'a constitué, sous le nouveau régime politique, l'arrestation à l'aéroport de Madrid du député communiste Enrique Curiel, parce qu'il figurait dans les ordinateurs de la police comme activiste politique, le Parlement espagnol a lui aussi débattu d'une proposition de destruction de ces

[50] Anastasios ANASTASSIADIS « Le peuple n'oublie pas... l'État, si. La destruction des archives grecques de la sécurité intérieure entre usage politique, histoire et concurrence mémorielle », *Colloque international de la Casa Velasquez*, 4-6 juin 2007 *: Violence et transitions politiques à la fin du XXe siècle. Europe du Sud - Amérique Latine*

dossiers ; toutefois, la décision prise à l'issue de ce débat a été de procéder à l'annulation dans les registres informatiques de la police des données relatives aux activités politiques et sociales existantes depuis le régime antérieur et, en même temps, de transférer à *l'Archivo Histórico Nacional* tous les dossiers de nature politique conservés dans les archives de la Police. À cette fin, le ministère de l'Intérieur, responsable des Archives centrales de la Police, et le ministère de la Culture, responsable de *l'Archivo Histórico Nacional*, ont signé un accord prescriptif. On a ainsi conservé un ensemble documentaire irremplaçable pour l'étude des mouvements sociaux d'opposition au régime franquiste pendant plus de quarante ans.

On a affirmé, en plus d'une occasion, que les archives étaient essentielles à l'histoire des peuples, parce qu'elles constituaient la mémoire la plus explicite des nations. Si cette affirmation est recevable en général, elle est encore plus indiscutable dans le cas de régimes totalitaires ou dictatoriaux, ou plus généralement répressifs, comme nous préférons les appeler dans cette étude. En l'absence de dispositions légales capables de refléter la pluralité des idées et des comportements, seules les archives de ces régimes et, surtout, celles de leurs services policiers de renseignement et de contrôle de la population rendront compte de la confrontation sociale qui existait en leur sein de façon plus ou moins larvée. Face à l'image publique que ces régimes ont souvent prétendu donner à l'extérieur, leur vrai visage se trouve dans les dossiers et les fichiers de leurs services répressifs. Par ailleurs, une caractéristique qui leur est commune à tous est l'existence d'importantes archives policières. Leurs appareils répressifs, qui sont généralement d'une dimension considérable, s'appuient sur un substrat documentaire très important où l'information sur les personnes et les groupes, ainsi que leur constante mise à jour, se trouve être, en maintes occasions, la seule façon d'assurer le soutien du régime.

De plus, dans tous les pays qui ont vécu des époques de répression politique, dès le moment où celle-ci est parvenue à son terme, l'intérêt éveillé par ces archives parmi les chercheurs a été énorme. Depuis les historiens jusqu'aux journalistes, partout s'est manifesté le désir légimite de connaître dans toute sa profondeur la réalité vécue de la répression. Il faut donner une réponse à cette

exigence, avec toutes les garanties légales pour qu'elle n'interfère pas avec l'action de la justice et, en même temps, afin de préserver l'intimité des victimes de la répression. Même dans les pays où a été promulguée une loi dite de « *point final* », il faut essayer de faire valoir ce droit.

L'argument en faveur de la préservation de ces documents paraît clair. Néanmoins, un doute important subsiste au sujet de l'éventualité de cette préservation : la possibilité de leur réutilisation à des fins répressives. Lorsqu'on n'est pas absolument certain de la destruction de cette documentation ou de leur transfert aux autorités culturelles ou à des institutions sans aucun lien avec la répression exercée par le régime antérieur, au Chili par exemple, il peut se produire le cas indésirable d'une nouvelle utilisation à l'encontre des droits de l`Homme. De la même façon, dans l'hypothèse d'un retour au régime répressif, les documents pourraient être réutilisés à des fins condamnables. Dans tous les cas, le mieux est que ces documents soient soumis à l'autorité de la loi dans le cadre de l'État de droit et qui'ils soient entre les mains d'archivistes professionnels.

Nous pouvons alléguer l'importance, pour la mémoire des peuples, des documents produits autour de la répression politique, dans la mesure où ils sont un témoignage irremplaçable de la répression que ces peuples ont subie. Mais l'argument le plus important pour défendre leur conservation, au sein du nouveau régime démocratique, tient à l'importance qu'ont ces fonds documentaires pour les personnes affectées par la répression, en tant que victimes directes ou indirectes. Dans la nouvelle situation politique, les documents sur la répression seront essentiels à l'exercice des droits individuels : amnistie, indemnisations, pensions, droits civils en général (à l'héritage, à la propriété, etc...

Nécessité de souligner le rôle essentiel des archives lors des transitions politiques

Nous observons une grande diversité des solutions retenues pour les archives de la Sécurité d'´Etat des régimes répressifs, selon le type de voie vers la démocratie qui a été choisi dans chaque cas. En général, la façon dont est tombé le régime répressif détermine en grande partie l'avenir des archives de la répression. Dans les processus de « rupture consentie » ou de « réconciliation nationale », le point de vue qui l'emporte sur tout autre est celui du dédommagement des victimes ; dans certains cas, même, on se désintéresse de la recherche des responsabiités, conformément aux lois dites « *de point final* », au bénéfice de ce que l'on croit être la paix sociale. Dans les cas de rupture révolutionnaire ou de chute rapide du système, l'exigence qui prime est la recherche des responsabilités. Dans ce second cas, la tâche des archivistes est plus aisée, parce que la faillite du système incite à l'avènement de nouvelles façons de poser le problème, au changement des responsables et à la rupture avec les routines. Toutefois, dans les processus démocratiques engagés de l'intérieur du propre régime répressif ou qui supposent la fin d'une longue évolution, on voit s'interposer constamment un ensemble d'obstacles difficiles à surmonter ; le principal est le maintien à des postes intermédiaires de responsabilité de personnes qui se sont compromises avec le régime antérieur, voire d'acteurs de la répression elle-même.

Comme on l'a indiqué plus haut, aucun processus de transition n'est exactement semblable à un autre. Néanmoins, nous pouvons considérer comme des exemples caractéristiques des deux termes de cette alternative le cas allemand en rapport avec les archives de la Stasi et le cas espagnol à travers les archives des institutions répressives du franquisme : ce sont deux voies de transition complètement différentes et qui partent, l'une, l'allemande, de l'effondrement complet du régime, l'autre, l'espagnole, d'un long processus de transition engagé de l'intérieur même du régime franquiste et sans rupture frontale avec sa « légalité ».

Étant donné l'importance des archives dans les processus de transition politique, elles deviennent des moyens essentiels pour faire valoir les droits collectifs et individuels. L'efficacité des mesures de réparation et de dédommagement des victimes de la répression et des actions visant à établir

les responsabilités, ainsi que celle de toute autre action déterminée par ces processus, seront en grande mesure conditionnées par l'utilisation qui sera faite des documents des institutions répressives. Le soutien accordé à leur conservation et le développement des institutions chargées de leur sauvegarde, durant la nouvelle étape politique, seront des facteurs déterminants dans le processus de consolidation démocratique.

Moratoire dans les processus d'élimination de documents publics

Dans tous les cas, et par mesure de précaution, il faut établir un moratoire d'au moins dix ans pour la destruction de documents publics, y compris dans les cas où celle-ci est réglementée légalement. En Amérique Latine, ce moratoire qui a pris la forme de dispositions judiciaires interdisant toute innovation[51] a été appliqué dans des cas concrets comme celui du ministère de la Défense argentin[52].

2. Les documents qui témoignent de la violation des droits de l'Homme doivent être disponibles pour l'exercice de ces droits en démocratie

Il serait beaucoup trop long de dresser la liste de toutes les utilisations possibles de ces documents en tant qu'éléments d'une réaffirmation de la démocratie. Mais, parmi les utilisations fondamentales que devront favoriser les archivistes, en tant qu'elles se rapportent à l'exercice des droits, tant individuels que collectifs, nous mentionnerons les suivants :

DROITS COLLECTIFS

[51] L'ordre de ne pas innover, décrété par un tribunal, signifie ne rien faire de nouveau, ne pas changer ni altérer les choses en introduisant des nouveautés

[52] Lettre du séminaire de *Servicio de Paz y Justicia sur* la situation actuelle de l'impunité, Buenos Aires, 24 mai 1997. (On peut la consulter à http://www.derechos.org/nizcor/arg/doc/impu.html)

Libre choix du modèle de transition

Le droit qu'ont les peuples de choisir leur propre transition politique est largement conditionné par l'existence des documents. Sans archives, il n'y a pas d'options qui soient librement choisies.

L'expérience allemande a été très éclairante. La population connaissait l'importance des archives de la Stasi pour son avenir et pour savoir dans quelle mesure son passé avait été conditionné par l'action des services de renseignement et de répression politique. Ce qui, dans une certaine mesure, a pu peser sur la mémoire du peuple allemand, c'est l'expérience de l'utilisation qui a été faite des archives du nazisme, après la Seconde Guerre Mondiale, et de l'importance qu'ont eue à cet effet la récollection et la sauvegarde de ses fonds documentaires.

Les Commissions Vérité, comme les montrent les exemples chilien et sudafricain, pourront réaliser leur travail à plus ou moins grande échelle, de la meilleure ou de la pire façon, si elles conservent les sources documentaires institutionnelles sur la répression.

Droit à la mémoire

Le droit à une mémoire qui ne soit pas conditionnée par l'absence de sources documentaires ou par une destruction sélective des preuves est un droit auquel on ne saurait renoncer. L'oubli volontaire ou le pardon, quand ils sont librement assumés par une collectivité qui choisit la voie de cette transition politique, ne peuvent avoir pour effet que l'on élimine du patrimoine documentaire d'un peuple la partie ou les parties les plus noires et les plus négatives de son histoire. Les nations ont le droit et le devoir de préserver leur mémoire, dont le témoignage essentiel est celle qui est déposée dans ses archives. Une génération, même lorsqu'elle est libre de décider des processus politiques dont elle est la protagoniste, ne peut hypothéquer les racines des générations

futures. Le droit de choisir une voie de transition exclut celui de la destruction des documents.

Le cas de l'administration coloniale du Congo est exemplaire. Selon Adam Hochschild, la Belgique nous offre un magnifique exemple d'une politique de l'oubli. Aussi bien le roi Léopold II que les fonctionnaires belges qui lui ont succédé dans l'administration de la colonie sont allés aussi loin que possible dans leur travail de destruction des archives et, avec elle, de celle d'éventuelles preuves d'inculpation[53]. La destruction des archives publiques, jointe à une protection mal comprise de la réputation de la Belgique, elle-même appuyée sur la limitation drastique par l'État de l'accès aux rares documents conservés dans ses archives pour la période ci-dessus mentionnée[54], pourrait être une réponse à la question que pose Mario Vargas Llosa dans sa préface à l'édition espagnole du livre d'Hochschild : comment est-il possible que ce que savait tout être humain moyennement informé de la sinistre aventure congolaise au moment de la mort de Léopold II (1909) ait disparu aujourd'hui de la mémoire publique ?[55]

Tout au long de l'ère de l'apartheid, l'État sudafricain a détruit ses documents de façon routinière, de façon à maintenir le secret sur certains processus. Entre 1990 et 1994 a été engagé un travail de nettoyage à grande échelle de ses sources de mémoire, en vue de laisser hors des mains d'un futur gouvernement démocratique l'information qui aurait pu être utilisée contre l'ancien régime ou ses principaux acteurs. Dans ce processus, tous les documents des organisations de résistance qui avaient été confisqués des années durant par l'État ont été détruits. De nombreux autres documents ont été également éliminés au cours de raids et de bombardements effectués sur des locaux occupés par des organisations anti-apartheid. Les deux mandats spécifiques de la Commission Vérité et Réconciliation, qui a passé trois ans à éclairer les sombres cavernes du système de l'apartheid, ont consisté à enquêter sur les

[53] Adam HOCHSCHILD, *El fantasma del Rey Leopoldo*, Barcelone, 2002, pp. 433-453
[54] Voir Jules MARCHAL, *L'État Libre du Congo : Paradis Perdu. L'Histoire du Congo (1786-1900)*, Borgloon, 1996, et *E.D. Morel contre Léopold II. Histoire du Congo (1900-1910),* Paris, 1996.
[55] Mario VARGAS LLOSA, « En el corazón de las tinieblas », Préface à *El fantasma del Rey Leopoldo*, p. 11.

destructions de documents ordonnées pour masquer de graves violations des droits de l'Homme. Le Gouvernement a finalement imposé un moratoire dans la destruction de tout document officiel pendant la durée de fonctionnement de la Commission Vérité et Réconciliation. Verne Harris, rapportant la façon dont il a vécu son métier d'archiviste de l'État sud-africain durant ces années, raconte comment, en 1993, il a reçu de fonctionnaires du gouvernement l'ordre d'éliminer une série de documents classifiés : un odre auquel il n'a heureusement pas obéi, bien que ce refus l'ait exposé à une peine de dix années de prison[56].

Droit à la vérité

Il est intimement lié aux deux précédents. À travers leur représentation parlementaire ou par l'intermédiaire de toute autre instance que leurs légitimes représentants jugeront représentative, les citoyens ont droit à une information d'ensemble sur l'action du régime antérieur. Il s'agit d'une vérité « objective », rendue publique à travers un rapport. Telle est la caractéristique fondamentale des commissions dite de Vérité, telle que celles que nous avons mentionnées plus haut dans le cas du Chili (Commission Vérité et Réconciliation), dans celui de l'Afrique du Sud (*Truth and Reconciliation Commission*) ou dans celui de la Pologne (*Supreme Commission on the Research of the Crimes Against the Polish Nation*).

Droit à la justice

Le droit d'exiger que ne restent pas impunis les violations des droits de l'Homme ou les crimes majeurs contre l'humanité doit être entendu comme un droit collectif, indépendamment de la légitimité du recours devant la justice de toute victime individuelle, en ce qui la concerne personnellement. L'impunité des gouvernants coupables de génocide ou responsables des pires atrocités à l'époque des régimes répressifs est la voie principale ouverte à la généralisation de cette impunité dans les sociétés en transition, et c'est l'un des

[56] Verne HARRIS, *Exploring Archives. An Introduction to Archival Ideas and Practices in South Africa*, 2000

plus lourds fardeaux antidémocratiques auxquels se trouvent confrontées bien des sociétés latino-américaines ; il en est où plus de 90% des délits échappent à toute sanction. Selon Louise Arbour, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme, « *là où l'impunité est la règle pour les violations passées, il n'est pas surprenant de la voir également prévaloir pour les crimes actuels* »[57].

En Argentine, le procès des responsables de crimes de lèse-humanité durant la dictature militaire a été une réclamation constante de la part d'importants secteurs de la société civile, dès le début de la transition : on avait conscience que l'ouverture de ces procès jetterait les bases d'un renforcement de l'État de droit et des institutions démocratiques. Ainsi, à la suite de l'annulation des lois dites « *de point final* » et « *obéissance due* », depuis l'année 2008 en Argentine, 212 procès ont été ouverts, 1036 personnes ont été mises en accusation et 17 condamnations ont été prononcées. Les anciennes Archives de la Direction du Renseignement de Buenos Aires (DIPBA), gérées par la Commission Provinciale de la mémoire de Buenos Aires, qui ont été ouvertes au public en 2003, ont fourni un nombre important de preuves dans des affaires aussi significatives que celles d'Etchecolatz, Von Wernich, Hôpìtal Posadas, Cinquième Commissariat ou CNU Mar del Plata, entre autres[58].

Droit de connaître les responsables de crimes contre les droits de l'Homme.

Le droit de connaître les noms des criminels et des agents de la répression doit être considéré inndépendamment de toute décision politique relative aux responsabilités dont ceux-ci doivent ou non rendre compte, ainsi qu'à leur maintien dans les services publics. L'application possible de mesures de grâce comme l'amnistie ou le pardon des responsables des violations des droits de l'Homme a été un choix assumé par certains pays dans leur processus de transition. De telles mesures ne peuvent être comprises qu'au nom de la

[57] Déclarations de Louise Arbour lors de sa visite au Guatemala, BBC News, 28-05-2006.
[58] *Encuentros sobre archivos de la represión y juicios por delitos de lesa humanidad*. La Plata, 2 y 3 de Julio 2008. www.comisionporlamemoria.org

réconciliation. Toutefois, en démocratie, les peuples doivent connaître le nom des responsables de telles atrocités, et il faut éviter qu'ils bénéficient d'une promotion politique en étant protégés par l'anonymat des crimes commis contre les droits de l'Homme. Le législateur devra réglementer, comme c'est le cas dans la loi allemande que nous avons mentionnée, la façon de rendre cette possibilité effective. Dans la « Loi sur les documents de la Stasi », sont spécifiées les personnes sur lesquelles des institutions publiques ou privées peuvent enquêter en raison de leurs liens éventuels avec le système répressif : essentiellement des autorités, des personnes publiques et des représentants des citoyens. Ce que l'on délimite, de cette façon, c'est la portée de telles enquêtes : comment éviter que, par pure ignorance, ne se cachent au coeur du pouvoir les agents et les collaborateurs du Ministère de l'Intérieur. D'autre part, la législation allemande limite l'exercice de ce droit quand les personnes faisant l'objet de ces enquêtes ont moins de 18 ans au moment de l'exercice de leur éventuelles activités. Une limite dans le temps est également fixée à ces enquêtes : 15 ans depuis la promulgation de la loi (jusqu'à l'année 2006).

DROITS INDIVIDUELS

Droit à être disculpé et réhabilité.

La restitution de leur réputation aux personnes injustement accusées de toute sorte de crimes ou de délits à seule fin de justifier leur épuration est une des principales exigences des citoyens des anciens pays communistes. La révision de leurs procès et leur réhabililtation publique ont été des conquêtes essentielles pour nombre d'entre eux.

Dans la seule Lettonie, entre 1990 et 1998, 92 293 personnes ont été disculpées, grâce à l'aide des archives publiques qui conservent les documents produits par les appareils répressifs de ce que l'on appelle l'époque de l'occupation. Telle a été l'utilisation principale qu'on a faite des documents des anciens organismes répressifs lettons, même s'ils ont été aussi utilisés pour enquêter sur les crimes contre l'humanité, pour rétablir le droit de propriété ou

pour donner la preuve que les serviteurs de l'État au cours de la nouvelle étape démocratique n'ont pas été mêlés aux activités des organismes répressifs[59]. Pour la seule année 1994, les tribunaux de district et les tribunaux régionaux tchèques ont réhabilité 220 000 personnes[60].

Droit de connaître le sort des parents ayant disparu durant les périodes de répression.

L'un des pires drames de la répression est celui de l'ignorance du sort subi par les parents et amis disparus sans laisser de traces. Les archives de la répression doivent être un élément fondamental pour clarifier cette situation limite.

La nécessité de préserver et de rendre accessibles les archives des institutions répressives s'est affirmée comme une évidence au cours des débats parlementaires qui ont précédé au Brésil l'approbation de la loi 9140/1995, dite Loi des Disparus. ; *la demande d'ouverture des archives a été une mesure destinée à rectifier les responsabiilités qui incombaient à l'État à ce sujet*[61] ; surtout en confrontant l'énorme travail de recherche d'informations sur le sort des disparus qui a été mené par leurs familles, à celui de l'État qui, lui, est demeuré quasiment passif.

La loi allemande de 1991 sur les documents de la Stasi, dans son art. 15, réglemente aussi le droit à l'information, à l'examen et à la remise des documents des proches parents des disparus ou des défunts.

(1) Aux proches parents seront remis, à leur demande, des informations pour

1. La réhabilitation des disparus ou des défunts,

[59] Daina KLAVINA, « Preservation and access to the archives of the repressive institutions of the occupation period »

[60] Karel BARTOSEK, « Europa central y del sureste », in « La otra Europa víctima del comunismo », *El Libro negro del comunismo*, Madrid, Espasa Calpe, 1998, Tercera Parte

[61] Ludmila DA SILVA CATELA, « Territorios de memoria política », *Los archivos de la represión : documentos, memoria y verdad*, Madrid, 2002

2. La protection du droit personnel des disparus ou des défunts, en particulier pour élucider les accusations de collaboration avec le Service de Sécurité de l'État,

3. La détermination du sort des disparus ou des défunts.

Dans la requête on exposera l'objet pour lequel on recueille ces informations, on démontrera leur véracité et l'on établira la relation de parenté avec le disparu ou le défunt.

(2) Les alinéas 2 et 6 du paragraphe 1 de l'article 13 seront respectivement valides.

(3) On considérera comme parents les conjoints, enfants, petits-enfants, pères. mères, frères et sœurs.

(4) Le paragraphe 1 ne sera pas valide si le disparu ou le défunt a laissé d'autres dispotiions ou si, pour d'autres raisons, on démontre sans contestation son désir contraire.

Droit de chacun à connaître les données existantes sur lui dans les archives de la répression.

Connu sous le nom d'« *habeas data* », il garantit à une personne la capacité de savoir si les services de renseignement policiers ou chargés de la répression ont recélé quelque information sur elle, afin d'apprécier de cette façon comment sa vie personnelle, familiale ou professionnelle a pu se voir affectée par une forme de répression de caractère politique, idéologique, ethnique ou racial. « Je veux mon dossier ! » proclamaient les groupes de citoyens qui ont occupé les bureaux de la Stasi le 15 janvier 1990 et qui portaient des pancartes avec des slogans tels que « Sécurité pour nos documents » ou « Liberté pour mon dossier »[62].

Ce droit doit s'étendre aussi aux agents et aux employés des services de répression.

[62] Eric KETELAAR, « Access : The Democratic Imperative », *Archives and Manuscripts* 34, nº 2 (2008), pp. 62-81

L'article 13 de la Loi de 1991 sur les documents du Service de Sécurité de l'État de l'ex-République Démocratique a trait au droit des personnes concernées et de leurs tiers à l'accès à l'information, ainsi qu'à l'examen et à la remise de ces documents. Il précise :

(1) On remettra aux personnes concernées, sur leur demande, les documents produits avec les informations qu'ils contiennent à leur sujet. Il ne sera pas nécessaire d'indiquer la raison pour laquelle elles demandent cette information.

(2) L'information s'assortit d'une description des documents existants et produits relatifs aux personnes concernées, ainsi que d'une description de l'essentiel de leur contenu. L'information pourra se limiter, dans un premier temps, à constater l'existence de ces documents et à garantir leur consultation à ces personnes.

(3) On permettra à ces personnes, sur leur demande, d'examiner les documents produits renfermant des informations les concernant.

(4) À leur demande, on remettra à ces personne un double des documents. Les informations relatives à ces personnes et faisant référence à d'autres personnes concernées ou à des tiers seront rendues anonymes.

(5) Dans les documents produits sur une personne qui contiennent une information ayant trait à d'autres personnes et que la personne concernée a examinés ou dont elle a reçu un double, il peut arriver qu'apparaissent sous de faux noms des collaborateurs du Service de Sécurité de l'État, soit qu'ils aient réuni des informations sur cette personne, soit qu'ils les aient utilisées ou contrôlées. On lui fournira alors, sur sa demande, les noms de ces collaborateurs, ainsi que toutes autres données permettant leur identification, chaque fois qu'elles seront identifiables, sans équivoque possible, à partir des documents des Services de Sécurité de l'État**.** L'alinéa 1 est aussi valable pour d'autres personnes ayant dénoncé la personne par écrit, si le contenu de la dénonciation a été susceptible de lui porter préjudice. Les intérêts des

collaborateurs et des dénonciateurs, dont les noms seront gardés secrets, ne seront pas un obstacle à la notification de leurs noms.

(6) Les alinéas 1 et 2 du paragraphe 5 ne seront pas valides, si le collaborateur du Service de Sécurité de l'État ou le dénonciateur n'a pas encore accompli 18 ans au moment des activités qu'il a menées à l'encontre de la victime.

(7) Dans le cas des tiers, les alinéas 1 à 6, respectivement, seront valides dès lors que le demandeur aura fourni des indices permettant localiser l'ìnformation. On ne communiquera cette information que si l'effort nécessaire n'est pas excessif en comparaison de l'intérêt de l'information dont la justification aura été alléguée par le demandeur.

Dans deux de ses articles, les numéros 16 et 17, respectivement, la Loi sur les Documents de la Stasi élargit ce droit aux employés et agents de la Stasi, ainsi qu'à ceux qui ont en ont été les bénéficiaires.

Article 16. Droit des employés du Service de Sécurité de l'État à l'accès à l'information, à l'examen de documents les concernant et à leur remise.

(1) On remettra aux collaborateurs du Service de Sécurité de l'État, sur leur demande, les documents contenant des informations personnelles ayant trait à leur personne.

(2) De plus, l'information pourra contenir un relevé de la nature et de l'étendue de leurs activités, du cercle des personnes sur lesquelles ils ont enquêté, ainsi qu'un état de la fréquence de leurs rapports.

(3) On permettra au collaborateur d'examiner, sur sa demande, les documents ayant trait à sa personne. L'alinéa 2/2 du paragraphe 4 de l'article 12 ne sera pas valide.

(4) On permettra au collaborateur d'examiner, sur sa demande, l'information sur les rapports qu'il aura établis, chaque fois qu'il aura prouvé de façon

convaincante qu'elle présente un intérêt juridique. Ceci ne sera pas valable si l'on ne respecte pas la confidentialité dont l'intérêt aura été justifié pour des personnes concernées ou des tiers.

(5) On remettra au collaborateur, sur sa demande, les doubles des documents ayant trait à sa personne. Les informations personnelles contenues dans ces doubles et faisant référence aux personnes concernées et à des tiers seront rendues anonymes.

Art. 17. Droit des bénéficiaires à l'accès à l'information, à l'examen des documents et à leur remise.

(1) Pour le droit des bénéficiaires à l'accès à l'information, à l'examen des documents et à leur remise, l'article 16 sera valide dans ses paragraphes 1, 3 et 5, respectivement.

(2) Le bénéficiaire devra fournir des données permettant la localisation des informations.

(3) Le paragraphe 1 ne sera pas valide si l'autorité fédérale suprême compétente ou l'autoirité régionale compétente déclarent, devant le mandataire fédéral, que ne sont autorisés ni l'accès aux informations, ni l'examen des documents, ni leur remise, en raison de la priorité donnée à l'intérêt public.

Droit à la recherche historique et scientifique

Tous les citoyens ont le droit d'étudier le passé de la nation. L'utilisation scientifique et historique des documents se verra limitée, en tout état de cause, par la nécessité de protéger la vie privée des victimes de la répression, ainsi que des tierces parties mentionnées dans les documents.

Liberté pour les prisonniers politiques et les victimes de délits d'opinion

Libération, réintégration professionnelle ou, dans le cas des prisonniers et des victimes de représailles politiques, prise en compte de leur temps de détention comme un temps de travail effectif. Dans tout processus de transition vers la démocratie, les personnes condamnées par les tribunaux ou privées de leur travail pour des raisons purement politiques, religieuses, éthiques ou raciales, seront mises en liberté, réintégrées dans leur emploi ou, à défaut, dédommagées. Très fréquemment, ce n'est que dans les documents des archives des anciens organismes répressifs que se trouvent les preuves de la nature politique, religieuse, éthique ou raciale des chefs d'accusation ou des licenciements.

6. Droit au dédommagement et à la réparation des torts subis par les victimes de la répression

Lorsque les autorités du nouveau régime, démocratique, décident de dédommager les personnes qui ont été victimes de répression, les documents conservés dans les défunts organismes répressifs leur fourniront les preuves nécessaires.

Selon la loi estonienne, une année passée en prison o en exil par des personnes victimes de représailles équivaut à trois années d'activité professionnelle pour le calcul de leur pension.

7. Droit à la restitution des biens confisqués

Lorsque les citoyens auront vu reconnu par la loi, dans le nouveau régime, le droit à la restitution des biens personnels qui leur avaient été confisqués par le réime antérieur en raison de leus idées o de leurs croyances, les documents des archives de la répression établiront, dans ce cas, la nature de ces biens ainsi que les données relatives à leur localisation ou à leur sort. De cette façon, si leur restitution n'est pas possible par suite de la disparition de ces biens ou de l'existence de nouveaux propriétaires légitimes, le droit à la restitution pourra être compensé par un juste dédommagement.

En République Tchèque, alors qu'on se trouvait encore dans le cadre légal de la République Fédérale Tchécoslovaque, on a édicté des lois pour la restitution des biens confisqués par le pouvoir depuis le 25 février 1945[63].

Sur ce chapitre, l'exemple de la plus vive polémique est apparu lorsqu'a été réclamée la restitution des archives de la Généralité catalane, qui avaient été saisies à la fin de la Guerre Civile espagnole.

3. Les archives des organismes propres au régime répressif, y compris celles des partis totalitaires qui les ont soutenus, doivent être soumises à la législation démocratique

Législation et archives doivent se donner la main dans les processus de transition politique. Le législateur doit tenir compte des archives et de leur rôle instrumental pour rendre effectives les mesures législatives. Les exemples de la législation espagnole, portugaise ou allemande nous montrent que l'application concrète de dispositions telles que l'amnistie, les indemnisations ou les dédommagements est intimement liée aux documents qui, en tant que preuves de premier degré, feront valoir les droits consacrés par la loi. De leur côté, les archivistes devront tenir compte de la législation et assumer, dans le processus engagé dès la fin du régime répressif, les changements qui se produiront dans ce sens, afin de devenir le facteur décisif qui, dans bien des cas, rendra effectifs les droits qui ont été reconnus par la nouvelle situation.

Consciente de ces nécessités et de l'indispensable rôle instrumental des documents produits par la répression, la communauté des archivistes de chaque nation, depuis les plus hautes instances administratives jusqu'au plus humble des archivistes, devra favoriser l'essor de la législation au sein de son État. Ainsi, la sauvegarde des droits collectifs et individuels que nous avons

[63] Karel BARTOSEK, « Europa central y del sureste », in « La otra Europa víctima del comunismo », *El Libro negro del comunismo*, Madrid, Espasa Calpe, 1998, Tercera Parte

décrits plus haut, de même que tout autre droit susceptible d'être reconnu, devra se concrétiser par des mesures légales.

À l'intérieur du spectre des archives des organismes appartenant au régime défunt se détachent, par-dessus toutes autres, les archives des partis totalitaires qui ont apporté leur soutien politique à de tels régimes en étant dans de nombreux cas les éléments constitutifs de leur propre structure politico-administrative. En outre, dans le cas des partis totalitaires, nous rencontrons des témoignages difficilement présents dans les documents de l'administration publique. Pour l'obtention de preuves sur les responsabilités dans la conception et l'exécution des politiques d'extermination, de génocide ou de graves crimes contre l'humanité, les archives de ces partis peuvent avoir une grande valeur. Ainsi, par exemple, le degré d'impunité des dirigeants communistes dont témoignent les archives du Comité Central du Parti communiste d'Union Soviétique, ces dirigeants ayant approuvé les pires atrocités, nous place devant un exemple inouï dans les archives des administrations publiques d'une reconnaissance écrite de la proposition et de l'application de politiques d'extermination massive ou de répression indiscriminée à l'encontre de collectivités ou de communautés[64].

Les initiatives législatives relatives à la qualification, conservation et administration du patrimoine documentaire produit par ces partis doivent, par conséquent, constituer une part substantielle de la politique archivistique dans les processus de transition politique.

4. Les archives des anciens services répressifs doivent rester sous le contrôle des nouvelles autorités démocratiques

[64] Voir les biographies de Lénine, Trotski et Staline publiées par Dimitri Volkogonov, père de l'ouverture des archives russes et ex-directeur des Archives militaires russes. Elles ont été élaborées à partir de matériaux inédits, tirés pour la plupart des Archives du Comité Central du PCUS : Dimitri VOLKOGONOV, *El verdadero Lenin*, Madrid, 1996. On peut en constater l'importance dans l'ouvrage de J. ARCH GETTY et Oleg V. NAUMOV (Sous-directeur du Centre russe de conservation et d'étude des documents sur l'histoire récente, au moment où a été édité ce livre) : *La lógica del terror : Stalin y la autodestrucción de los bolcheviques, 1932-1939*, Barcelone, 2001.

L'ensemble des documents produits ou accumulés par les anciens organismes de répression doit être placé le plus tôt possible sous le contrôle des nouvelles autorités démocratiques, qui devront procéder au recensement de ces documents. Sous le nouveau régime démocratique, il faudra créer immédiatement des commissions comprenant des archivistes, qui prendront en charge les documents issus de ces organismes. Ces commissions devront également prendre sous leur contrôle les documents des services de renseignement et des forces de sécurité, si ces instances continuent d'exister sous le nouveau régime. Elles sélectionneront ces dossiers, et la police ou les organes de sécurité et de renseignement ne devront pas continuer à les conserver si leur contenu ne justifie pas qu'ils soient nécessaires à l'action légitime de ces organismes dans un État de droit. Elles devront prendre la responsabilité de verser les dossiers et les documents ainsi sélectionnés aux archives générales de la nation ou aux services provisoires d'archives qui pourraient être créés, afin de dédommager les victimes de la répression, réparer les torts qu'elles auront subis, déterminer les responsabilités ou étudier l'action des Commissions Vérité.

5. Les archives des Commissions de Vérité et des organismes similaires doivent être protégées et leur utilisation réglementée par la loi

La publication du rapport que ces commissions sont appelées à élaborer aurait dû leur épargner, semble-t-il de se préoccuper par la suite des documents produits dans l'exercice de leur activité. La discrétion dont s'entoure souvent le travail mené par ces organisations qui font oeuvre de justice dans les périodes de transition, ainsi que l'interdiction expresse qui leur est faite, dans leurs dispositions constitutives, de donner les noms des auteurs d'actions répressives (car c'est au domaine juridictionnel qu'est réservé exclusivement le pouvoir de juger, et avec lui, celui de déterminer les coupables), ces facteurs,

disons-nous, ont contribué à les écarter de toute responsabilité en matière de sauvegarde de ces documents et de réglementation de leur utilisation[65].

Le cas le plus fréquent a été soit de maintenir ces documents sous la responsabilité de la Commission, soit de les faire dépendre de l'instance appelée à en devenir l'héritière au terme de son parcours. Tel semble être le cas du Chili, où la Commission Rettig, dont les archives ont été confiées au Collège national de Réparation et de Réconciliation, chargé de poursuivre les recherches concernant les victimes disparues. De même, la Commission Valech a souligné dès le début de son rapport l'importance de ses archives, et les mesures destinées à permettre leur conservation et leur communication figurent parmi les recommandations finales : on préconise en particulier leur versement à un Institut des Droits de l'Homme dont la création est encouragée par cette instance, ainsi que leur ouverture dans un délai maximum de 30 ans ; si cet Institut n'est pas créé, ces archives devront être versées aux services d'archives de l'État[66]. Au Pérou, le modèle retenu est celui d'un organisme consacré à la gestion des archives de la Commission[67].

Dans le cas de l'Afrique du Sud, on a pris au contraire la décision d'intégrer les archives de la Commission Vérité et Réconciliation dans les fonds des Archives Nationales, tout en s'entourant de précautions et en imposant un délai pour le libre accès à ces documents.

La recommandation primordiale est, bien entendu, que soit garantie leur conservation, surtout si l'on tient compte de ce que nous savons des conditions dans lesquelles ont été dénoncées, antérieurement, les violations des sièges de ces commissions ou la destruction de leurs archives[68] ; de plus, il est essentiel

---

[65] Sur la gestion des archives des Commissions Vérité, voir Trudy PETERSON, *Final acts : a Guide to Preserving the Records of Truth Commissions*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2005

[66] Anne PEROTIN-DUMON, « El pasado vivo de Chile en el año del Informe sobre la Tortura : Apuntes de una historiadora », *Nuevo Mundo, Nuevos Mundos*, nº 5, 2005

[67] Aida Luz MENDOZA NAVARRO, *Archivos y Derechos Humanos : los documentos de la CVR*, Lima, 2006

[68] ADITAL, « Allanan por segunda vez la Oficina de la Comisión de la Verdad (de Panamá) », *Las Noticias de Panamá*, vol. 9, nº 14, 20 de Julio-2 de Agosto 2003

que leur utilisation soit réglementée par le Ministère public, par les juges, par les victimes elles-mêmes et, finalement, par les chercheurs.

Dans tous les cas, étant donné que l'ensemble des documents accumulés et produits par ces commissions sont une part fondamentale de la mémoire collective et que, de plus, elles présentent en la circonstance des garanties d'impartialité et de fiabilité qu'il n'est pas aisé de trouver dans d'autres fonds documentaires, il semble hors de doute qu'il faille les intégrer, tôt ou tard, aux archives nationales du pays concerné, tout comme n'importe quel autre fonds provenant d'une administration officielle importante. Il ne semble pas recommandable d'aller au-delà d'un délai supérieur à 30 ans pour que ces fonds soient définitvement incroporés aux archives nationales, même si l'accès à certaines séries doit être restreint plus longtemps ; mais cette responsabiité incombera alors aux archives nationales.

6. Il faut trouver une solution pour la sauvegarde et la conservation des archives des tribunaux créés pour juger les crimes de guerre ou les crimes contre l'humanité

Les tribunaux de caractère circonstanciel, créés dans des situations de post-conflit, parfois par une résolution des Nations Unies et souvent liés à cet organisme international, produisent, comme dans le cas des Commissions Vérité, des ensembles documentaires d'une valeur exceptionnelle pour la mémoire des pays concernés par leur juridiction et leur contenu. Tel est le cas des Tribunaux Spéciaux pour l'ex-Yougoslavie, et pour le Ruanda et le Burundi, créés par une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ou encore des tribunaux de Sierra Leone, du Timor Oriental ou du Kosovo, créés pour le premier par un traité international et, pour les seconds, par des missions des Nations Unies. Du fait du caractère temporaire de ces organismes, il est précisément recommandable d'envisager des solutions permanentes, dans la mesure où il s'agit de fonds documentaires d'une évidente valeur informative qui justifie plus que jamais leur conservation pour une durée indéfinie.

La polémique essentielle porte, dans ce cas, sur le lieu où doivent être conservées ces archives et sur la responsabilité sous laquelle elles doivent ètre placées, après la dissolution de ces tribunaux. Une possibilité serait la création d'un nouvel organisme au siège du Tribunal Permanent de la Haye, où pourraient être conservées de façon permanente les archives produites par ces tribunaux spéciaux de caractère provisoire. Une autre solution serait que celles qui dépendent de l'ONU aboutissent à Genève, au siège des Nations Unies (au moins chaque fois qu'il s'agit de tribunaux créés par l'ONU). Une troisième possibilité serait de déposer ces fonds aux archives correspondantes. Cette dernière solution serait idéale, une fois réglées toutes les utilisations judiciaires et administratives prévues à l'origine, car elle maintiendrait dans le pays une source essentielle à la construction de sa mémoire ; toutefois, elle dépendra dans une large mesure du statut officiel accordé au patrimoine ainsi produit et, surtout, de la capacité d'accueil et de la sécurité offertes par les différents processus de transition où ces pays se trouveront engagés à la fin du mandat de ces tribunaux spéciaux[69].

7. Les documents qui témoignent de la répression politique passée doivent être conservés dans des centres d'archives

Les documents des anciens organismes répressifs doivent être conservés par les institutions archivistiques incluses dans le dispositif général des archives des administrations publiques du pays, ou bien dans des institutions archivistiques spécialement créées par le régime afin d'exiger des responsabilités, de dédommager les victimes de la répression ou d'atteindre tout autre objectif mentionné parmi les droits collectifs et individuels ci-dessus indiqués. Chaque fois que ce sera possible, on devra choisir la deuxième option. Les expériences allemande et portugaise nous montrent les avantages de cette solution, comparée au modèle espagnol. L'afflux de demandes de la part des nouveaux utilisateurs, qui vont s'adresser à ces archives à des fins purement administratives, conséquence de la reconnaissance des droits que

[69] Trudy H. PETERSON, *Temporary Courts, Permanent Records : Special Report*, Washington, United States Institute of Peace, 2006

nous avons mentionnés, peut aboutir à une paralysie de l'activité habituelle des archives traditionnelles qui, le plus souvent, ne bénéficient ni d'un budget considérable, ni de personnel en nombre suffisant. La solution consistant à créer une institution provisoire qui assume ces missions est donc toujours préférable, car elle dispensera un meilleur service aux citoyens et les capacités des archives traditionnelles ne seront pas réduites. Néanmoins, le caractère provisoire de ces institutions devra rester clair, étant donné qu'en tant que partie de la mèmoire collective, ces documents doivent trouver leur siège définitif au sein des archives historiques de la nation.

Anciennes et nouvelles institutions archivistiques. Intégration des fonds documentaires comme éléments de la justice transitionnelle, ou versement dans les centres préexistants du système archivistique.

Dans certains cas, les archives centrales des services de police chargés de la répression politique ont été conservées dans le batîment même que ces services occupaient auparavant : l'exemple le plus caractéristique paraît être celui de la Loubianka à Moscou[70]. Dans d'autres cas, les fonds ont été versés aux archives nationales et y ont été intégrés parmi ceux qui ont été produits par les administrations publiques. Dans un troisième cas, on peut trouver les nouvelles installations créées pour accuellir ces fonds au sein d'une nouvelle institution : par exemple, les centres, les archives, les musées ou les instituts de la mémoire dont les fonds, du fait de leur importance et de leur portée, réclament un traitement spécifique et nous imposent de nous arrêter plus particulièrement sur ces institutions.

Dans ce dernier cas, il se trouve que l'on utilise, comme à Buenos Aires, le vieil édifice qui avait été le siège de la Division du Renseignement au temps de la Dictature : il a été affecté à la Commission Provinciale pour la Mémoire, qui accueille aussi bien les Archives de la DIPBA que d'autres fonds produits par

[70] Vitali CHENTALISKI décrit fort bien son expérience lorsqu'il est entré dans la Loubianka pour commencer ses recherches sur les archives littéraires : *De los archivos literarios del KGB*, Madrid, 1994

des organismes défenseurs des droits,. Cette utlisation de lieux emblématiques nous confirme que le maintien de ces fonds dans le même bâtiment contribue à la consolidation de la mémoire collective.

La formule inscrite à Buenos Aires sur une plaque à l'entrée de l'édifice de la Commission pour la Mémoire (« Là où a siégé l'horreur règnera la vie »[71]) nous rappelle clairement, cependant, que cette ancienne institution a fait place à un nouvel organisme dont l'action est précisément à l'opposé de la sienne, à travers l'effet boomerang dont nous avons parlé en d'autres occasions. Les documents qui sont ici conservés ne seront plus la source de souffrances, de tortures ou de morts, mais devront être un outil destiné à la réparation des atrocités commises et un antidote à l'oubli. Ce retour aux prisons et aux sinistres centres de renseignement doit cependant obéir à de nouvelles lois et, surtout, à un nouvel engagement éthique de la part des archivistes et du personnel chargé des archives. Ces deux composantes, droit positif et éthique, doivent agir comme une chaux désinfectante capable de faire perdre à ces édifices, de façon définitive, toute relation avec le rôle qu'ils ont joué dans la période précédente.

Est-il plus approprié de créer des institutions archivistiques en tant que centres de mémoire, bureaux de traitement des réparations ou lieux aseptiques garanbts de la crédibilité publique ? Une réflexion à ce sujet demanderait un autre article. Dans tous les cas de figure, il est clair que le choix retenu correspond pour une large part à des modèles transitoires et à des espaces géographiques partageant les mêmes traditions archivistiques et, plus généralement, culturelles. Tous trois ont leurs avantages et leurs inconvénients. La même solution, par ailleurs, peut évoluer de façon très différente. La crédibilité a en effet un poids spécifique très lourd : bonne loi et mauvaise pratique est une combinaison que l'on offre très souvent aux citoyens. C'est sur ce terrain que les associations professionnelles ont à relever un défi inéluctable.

---

[71] Antonio GONZÁLEZ QUINTANA, « Archivos y Derechos humanos », *Actas del VII Congreso Nacional de ANABAD : Información y derechos de los ciudadanos ; Teoría y realidad en el XX aniversario de la Constitución, Boletín de la Asociación Española de Archiveros, Bibliotecarios, Museólogos y Documentalistas*, XLIX, 1999, nº 3-4, Julio-Diciembre, pp. 371-389, in *Boletín de ANABAD*, 1999

Un grand nombre d'archives publiques, dans les pays qui sortent du tunnel d'une dictature ou d'un régime répressif, sont lestées d'une image négative en matière de respect des droits des citoyens, en raison du traitement inégal et incorrect réservé aux utilisateurs. Dans d'autres cas, les archives, dont la valeur essentielle consiste à traiter les documents comme des ensembles produits par une institution ou une personne dans l'exercice de ses fonctions, peuvent perdre leur essence si elles mêlent à leurs matériaux des documents d'une autre nature (livres, vidéos, sources orales...) et si les nouvelles institutions ne disposent pas de professionnels qualifiés pour traiter de façon distincte ces différents documents.

Archives ou centres de documentation. Archivistes ou militants

La faible crédibilité dont jouissent les institutions publiques, dans certains pays en transition et, par voie de conséquence, leurs archives nationales également, faute d'une rénovation, d'une professionnalisation et de ressources suffisantes après la disparition des régimes répressifs, a conduit à chercher des organismes alternatifs pour gérer les documents relatifs à la violation des droits. Très souvent, ces nouvelles institutions ont été confiées à des militants de la cause de la démocratie ou des droits de l'Homme comme la meilleure façon de manifester l'engagement pris en faveur des victimes et en matière de justice. Les documents d'archives produits en tant que tels par des personnes physiques ou juridiques dans l'exercice de leurs fonctions, de leurs compétences ou de leurs activités, doivent être traités de façon professionnelle, en les maintenant dans leur contexte et en respectant leur provenance et l'ordre dans lequel ils se trouvaient à l'origine. Leur gestion ne peut obéir aux mêmes techniques que celles de centres de documentation, où prime l'accumulation de données autour d'une même demande de renseignements, indépendamment des caractéristiques du document sur lequel se fonde l'authenticité de ces données et de la façon dont il a été produit ou dont il est parvenu au dossier.

Les professionnels des archives, les archivistes, sont ceux qui savent traiter convenablement les documents d'archives et qui sont conscients que leur

valeur de témoignage est médiatisée par la façon dont ils seront traités. Coupés de leur contexte, la plupart des documents qui attestent les violations des droits ainsi que les actes de répression ou de violence politique perdent une grande partie de leur valeur.

Il est important de rappeler que le recours à des institutions spécialisées pour traiter de façon professionnelle les grands fonds d'archives des anciennes polices politiques (cas de la Stasi allemande ou du KGB) est hautement recommandable pour donner plus de poids à l'utilisation de ces documents au service de la justice et des réparations des torts commis envers les victimes de répressions. Une telle responsabilité ne doit pas retomber sur les archives nationales ou générales, qui manquent le plus souvent de personnel et de moyens pour faire face à leurs tâches quotidiennes et qui sont clairement incapables d'incorporer, dans certains cas, des centaines de milliers de mètres linéaires de fonds nouveaux. Mais cette activité doit avoir un caractère transitoire et la destination finale des fonds documentaires des polices politiques doit être les archives nationales ou générales, une fois achevée la période au cours de laquelle ils auront été le plus souvent utilisés, administrativement parlant, par les institutions ou les acteurs de la justice transitionnelle.

Une autre alternative à prendre en compte est la création de bureaux d'information et de déposition des victimes au sein même des archives publiques préexistantes, comme cela a été fait dans le cas des Archives centrales du ministère de l'Intérieur, en Russie, avec la création du Centre d'information archivistique et de réhabilitation des victimes de la répression politique, créé en 1992.

Cependant, il ne paraît en aucun cas justifié de créer des archives spécifiques pour gérer des fonds documentaires de faible volume ; à plus forte raison, vu le petit nombre de documents officiels (sutout dans les pays qui n'ont pu encore localiser les archives des organismes de sécurité de l'État des régimes disparus), il est hors de question de réunir ces archives avec des livres, des périodiques, des collections de brochures, des coupures de presse, des copies

de documents d'autres archives, des sources orales, des pièces de musée, pour former des ensembles thématiques au sein desquels il deviendra impossible de les reconnaître.

Dans de tels cas, il paraîtrait plus logique de verser ces modestes fonds documentaires aux archives générales, et de faire en sorte que les institutions créées pour gérer le passé orientent davantage leurs efforts vers la création de centres de référence sur les sources de la répression, en installant ces sources dans le site naturel le plus approprié du dispositif archivistique et en mettant au service de la justice, des commissions Vérité, des victimes ou des utilisateurs en général, non seulement les références permettant de localiser dans chaque cas les sources dignes d'intérêt, mais aussi les moyens propres à fournir des preuves aux tribunaux et à engager les procédures d'*habeas data* ou de délivrance des attestations que les victimes devront joindre à leurs demandes de réparation. L'exemple du Centre de références sur la répression (*Mémoires révélées* – Centre de références sur les luttes politiques au Brésil (1964-1985)[72]), créé par le Conseil national des Archives du Brésil, est certainement le modèle le plus approprié ; il rentabilise les ressources, unifie les sources d'information et normalise les processus de description.

En Uruguay, à la suite d'une pétition de différents partis et syndicats demandant la création d'un Centre d'Archives nationales de la mémoire, sur le modèle de celui qui avait été créé en Argentine, la réaction des archivistes professionnels a montré clairement les risques inhérents à ce genre d'initiative et la nécessité de gérer ces archives selon des critères professionnels. Voici ce qu'ils ont déclaré dans une lettre ouverte signée par plus de quarante archivistes :

Nous ne doutons pas que ce projet réponde à un souci qui existe dans différents secteurs de la société et au sein du gouvernement, en relation avec la nécessité d'enquêter sur tous les épisodes, toutes les circonstances et tous les processus liés à la pratique du terrorisme d'État pendant la derniére dictature. De plus, nous croyons qu'il est important de reconnaître les progrès qui ont été

[72] http://www.memoriasreveladas.arquivonacional.gov.br/cgi/cgilua.exe/sys/start.htm?sid=43

accomplis dans cette direction, grâce aux mesures adoptées par le gouvernement actuel. Nous proclamons en même temps notre engagement en faveur d'une politique des archives qui assure la découverte, la conservation et l'accessibilté de l'information sur ces événements. Et nous nous offrons à collaborer dans ce sens dans la mesure de nos possibilités.

Cependant, nous nous sentons obligés de manifester notre conviction que la création de ce nouveau centre d'archives peut avoir des effets contraires aux intentions exprimées dans le projet.

Abstraction faite d'autres critiques et d'autres objections sur des aspects particuliers de ce projet, nous croyons nécessaire de dire que la création même de ce Centre porte atteinte à l'intégrité des archives, en laissant à la discrétion de la Direction la sélection des documents qu'il va regrouper à partir du démembrement, du transfert ou de la reproduction des archives existantes. Il vaut la peine de rappeler que le contexte institutionnel dans lequel sont produits les documents est une clé pour les interpréter[73]*.*

8. Les archives qui conservent les documents ayant trait à la répression doivent être soumises à la protection légale des biens d'intérêt culturel.

Des dispositions devront être prises pour assurer en tant que biens d'intérêt culturel la protection légale des ensembles documentaires des anciens organismes répressifs. Dans un pays dont le patrimoine culturel est protégé par des lois, ces documents doivent être placés dans la catégorie des biens culturels protégés. Là où existe un règlement déclarant en termes généraux que sont protégés les documents conservés aux archives nationales, le simple transfert des documents dans ces archives les mettra en situation de biens culturels protégés. Faute de quoi, ils devront faire, en tant que biens, l'objet d'une déclaration spécifique.

[73] Archives Nationales de la Mémoire d'Uruguay, avec une lettre de 67 professionnels, Montevideo, 24 août 2007 (José Pedro BARRÄN et soixante-six autres signataires). Pour plus d'informations à ce sujet, voir http://archivosmunicipales.blogspot.com/ :

Le souci de la conservation des archives a été surtout ressenti dans les pays qui ont vécu des transitions progressives durant lesquelles les structures de l'État n'ont pas subi de transformations radicales, ce qui est essentiellement le cas des anciennes dictatures militaires d'Amérique Latine.

En 1993 a été présenté à Asunción (Paraguay) un projet de loi visant à déclarer Patrimoine national et culturel les archives qui avaient été localisées l'année précédente. Cette proposition est devenue cinq ans plus tard une loi, mais elle n'a jamais été appliquée, si bien que ces fonds sont restés constamment sous la garde du pouvoir judiciaire, au prix d'une vive polémique opposant les juges aux associations de victimes et aux défenseurs des droits de l'Homme[74].

Au Guatemala, l'une des préoccupations essentielles du Conseil consultatif international pour la récupération des archives de la Police nationale a été la continuité et la survie de ces archives, au terme de l'intervention sur ces fonds documentaires du Procureur des droits de l'Homme, celui-ci ayant été habilité, après leur découverte fortuite, à se charger de leur traitement et de leur utilisation pour la connaissance du passé récent de ce pays[75]. En juillet 2009, le versement de ces documents aux Archives générales d'Amérique centrale, dans la ville de Guatemala, a apporté une réponse définitive à cette préoccupation, quand le président Colom a décidé le transfert de la tutelle des documents, du ministère de l'Intérieur au ministère de la Culture.

A l'échelon international, le meilleur mécanisme de protection des archives qui témoignent de violations des droits de l'Homme se rencontre dans le programme *Mémoire du Monde* de l'UNESCO. L'inscription au Registre *Mémoire du Monde* des fonds documentaires leur donne la qualité de Patrimoine de l'Humanité. Nous avons déjà des expériences très positives d'inscription d'archives en relation avec la répression, avec les cas des archives chiliennes et argentines des organisations de droits de l'Homme, en plus de

[74] Myriam GONZÁLEZ VERA, « Los Archivos del Terror de Paraguay », *Los archivos de la represión : documentos, memoria y verdad*, Madrid, 2002
[75] Conseil international consultatif du Projet de récupération des archives de la Police nationale du Guatemala. Déclaration à l'occasion de sa constitution, 21 mars 2007

ceux des archives de la Division du Renseignement de la Police politique de Buenos Aires, des archives policières de la dictature de Stroessner, au Paraguay, des archives du Musée du génocide de Tuol Sleng, au Cambodge et des archives des organisations civiles dominicaines qui ont défendu les droits de l'Homme pendant la dictature de Trujillo (nominations de 2003[76], 2007[77] et 2009[78]). Nous avons aussi eu l'inscription, en 2007, d'un dossier particulier en relation directe avec la répression politique. Il s'agit de l'affaire 253/1963, de la Cour suprême de Pretoria, connue comme « Procès de Rivonia », contre Nelson Mandela et d'autres, que conservent les Archives nationales d'Afrique du Sud dans les fonds que ce tribunal lui a versés[79].

9. Il faut réglementer l'utilisation des archives de la répression

Il faudra favoriser les initiatives législatives visant à garantir l'exercice des droits individuels avec le soutien des archives, soit au moyen d'une nouvelle Loi générale sur les archives du pays qui tienne compte des situations particulières qui ont été décrites, soit moyennant des décrets d'application sur des points précis, afin d'étendre le champ de cette loi générale lorsqu'elle existe déjà et qu'il n'y a pas lieu de la modifier. Ces lois générales ou ces décrets particuliers devront tenir compte du rôle des archives dans l'exercice de ces droits. C'est à cette condition que seront assurées les garanties suivantes :

---

[76]Archives des droits de l'Homme du Chili : http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-RL_ID=22872&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

[77] Patrimoine documentaire des droits de l'Homme 1976 - 1983 - Archives pour la vérité, la justice et la mémoire dans le combat contre le terrorisme d'Etat (Argentine) : http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-RL_ID=22365&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

[78] 1.-Archives de la Terreur : http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-RL_ID=27285&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

2.- Patrimoine documentaire sur la résistance et le combat pour les droits de l'Homme dans la République dominicaine, 1930-1961 : http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-RL_ID=26956&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

3.- Archives du Musée du génocide de Tuol Sleng : http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-RL_ID=27486&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

[79] Criminal Court Case No. 253/1963 (State Versus N Mandela and Others) : http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-RL_ID=22347&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

- toute personne aura droit au libre accès aux archives, afin d'obtenir des informations sur l'existence ou l'absence d'un dossier ou de toute autre information recueillie à son sujet sous toute autre forme. De même devra être garanti l'accès à ces informations de la façon la plus propre à assurer, en même temps, la vie privée de tierces personnes.

- toute personne n'ayant pas été au service des organismes répressifs aura le droit de décider, après avoir pris connaissance de l'existence de documents la concernant, si ces documents peuvent être ou non consultés par des tiers ; il doit ètre entendu, dans tous les cas, que, sans une déclaration des personnes concernées, dans quelque sens que ce soit, la consultation publique des dossiers personnels des victimes de la répression sera interdite, sauf permission expresse de ces personnes ou de leurs héritiers, pendant le temps normal qu'aura fixé le législateur. De même, devra être réglementée la possibilité pour les individus de faire porter toutes corrections et précisions souhaitées par eux sur les données contenues dans leurs dossiers personnels. Ces corrections, précisions ou notifications devront être incorporées aux dossiers et nettement distinguées des documents conservés par l'organisme répressif, lesquels, par ailleurs, ne pourront être modifiés.

Toute personne aura le droit d'avoir accès aux dossiers des agents de la répression, avec les garanties que pourra établir le législateur pour assurer la sécurité des personnes.

Un bon exemple de synthèse de ces propositions, résumées dans l'analyse d'un cas particulier, se trouve dans le rapport élaboré en 1995, en Hongrie, par le Comité pour l'ouverture des archives du ministère de l'Intérieur[80].

Nouvelle législation archivistique

[80] Laszlo VARGA (président), *The file opening of the Ministry of Interior : Report*, Budapest, 1995 (rapport fourni par Laszlo Varga au groupe de travail du Conseil International des Archives)

À partir de la Loi sur les archives de la défunte Stasi[81], d'autres pays d'Europe Centrale ont essayé de créer des structures comparables à celles de la Commission fédérale pour l'administration des archives de l'ancienne Stasi (vulgairement connue comme le Bureau Gauck, du nom de son premier mandataire fédéral, le révérend Joachim Gauck) ; ils ont aussi cherché à produire des Lois qui, en s'inspirant de la Loi allemande, permettraient de rechercher, au sein des nouveaux régimes démocratiques, l'existence antérieure d'acteurs tels que des agents ou des collaborateurs des polices politiques, des politiciens et des responsables publics. Ces lois sont connues sous le nom de lois de « lustration ». On est finalement parvenu à un résultat en Hongrie, en Pologne et en République Tchèque, bien que son coût politique ait été élevé en raison de la résistance du pouvoir à cesser d'utiliser le contrôle de ces éléments comme une arme destinée à compromettre ses adversaires politiques. Un Bureau Gauck à la hongroise a été mis en place à Budapest, mais son importance sociale n'a pas atteint le niveau de le Bureau allemand[82]. En effet, en 1996, la Loi de lustration a été approuvée en Hongrie après un premier essai avorté en 1994, et on a alors fondé un Bureau Historique[83] chargé de conserver les documents des services de sécurité de l'État. Peu avant, en 1995, avait été approuvée la Loi sur les archives, qui raccourcissait le délai de trente ans imposé pour la consultation des documents du Parti Communiste, en les ouvrant à la recherche jusqu'en 1989. En 2003, la loi d'ouverture des activités secrètes était promulguée et les Archives historiques de la Sécurité de l'Etat hongrois étaient créées. La Pologne a également envisagé, en 1989, la création d'un « Bureau Gauck ». Le Premier Ministre, Jozef Oleski, a alors déclaré à la presse, le 19 janvier 2006, que le moment était venu d'ouvrir les archives au public, tout en évitant qu'elles puissent être utilisées à des fins politiques par les services spéciaux. L'organisme devait

[81] Gesetz über die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Democratischen Republic (Stasi-Unterlagen-Gesetz-Stug) = Act regarding the Records of the State Security Service of the former German Democratic Republic (Stasi Records Act), 20-XII-1991

[82] Janos M. RAINER, « Opening the Archives of the Communist Secret Police. The experience in Hungary », Communication présentée lors de la Table Ronde *L'Ouverture des archives et l'histoire du Communisme 1990-2000*, au 19ème Congrès des Sciences historiques, Oslo, 2000

[83] Ungarishes Gesetz Nr. XXIII vom 05.04.1994. Über die Überprüfung von Personen, die Einige Wichtige Ämter Bekleiden und über das Historische AMT

s'appeler Commission de la confiance publique et être assorti d'une Loi de lustration ou d'examen (*Lustration Gezetz*) rendant obligatoire une enquête sur le passé du président, des ministres, des gouverneurs provinciaux, des membres du Parlement, des juges et des procureurs[84]. En 1998 étaient créés l'Institut national de la Mémoire et la Commission de poursuite des crimes contre la nation polonaise (Loi du 18 décembre). Comme on l'a dit, une dernière version de la législation de lustration en Pologne a été introduite par le gouvernement Kaczynski ; avec elle, les recherches sur le passé des personnes étaient menées bien au delà de ce qu'avaient permis toutes les lois antérieurement citées. La République Tchèque a approuvé deux lois d'examen à partir de 1991[85], grâce auxquelles elle prétendait éviter la présence d'anciens fonctionnaires ou collaborateurs de la StB, le service secret de sécurité à l'époque communiste, aux postes de direction des organismes d'État, de l'armée, de la Police et des services pénitentiaires. En 1996, une autre loi a réglementé l'utilisation des archives de la défunte police politique[86]. La Roumanie, enfin, a approuvé par la loi du 7 décembre 1999 la création du Conseil national pour l'étude des archives de la Sécurité.

La Russie, dans sa réforme, a suivi une pratique en totale rupture : elle a choisi la tutelle des Archives nationales. Elle ne leur a pas seulement versé certains fonds, elle a sutout placé au sein même du dispositif des archives russes les anciennes archives des services centraux des organismes répressifs, tout en leur donnant de nouveaux noms. Aux termes du décret présidentiel de 1991, les archives centrales du KGB ont été placées sous la juridiction des archives de l'État, sous l'autorité du *Rosarkiv.* Quant aux fonds des organismes répressifs, leur plus grande part est gérée par le *TsA FSB Rossii* (Archives

---

[84] POLNISCHES GESETZ NR. 443 VOM 11.04.1997 : ÜBER DIE OFFENLEGUNG DER TÄTIGKEIT IN DES SICHERHEITESORGANEN DES STAATES ODER DER INOFFIZIELEN ZUSAMMENARBEIT MIT IHNEN IN DEN JAHREN 1994-1990 VON PERSONEN IN OFFENTLICHEN ÄMTERN

[85]TSCHECHOSLOWAKISCHES GESETZ NR. 451 VOM 04.10 1991 : ÜBER EINIGE WEITERE VORAUSSETZUNGEN FUR DIE AUSUBUNG EINIGER FUNKTIONEN IN STAATLICHEN ORGANEN UND ORGANISATIONEN DER TSCHECHISCHEN UND SLOWAKISCHEN FÖDERATIVEN REPUBLIK, DER TSCHECHISCHEN REPUBLIK UND DER SLOWAKISCHEN REPUBLIK CZECHOSLOVAKIAN

[86]TSCHECHISCHES GESETZ NR. 140 VOM 26.04.1996 : ÜBER DAS ZUGÄNGLICHMACHEN VON AKTEN, DIE AUFGRUND DER TÄTIGKEITEN DER EHEMALIGEN STAATSSICHERHEIT ANGELEGT WURDEN

Centrales du Service Fédéral de Sécurité), qui conserve dans leur intégralité les fonds centraux du KGB et des organismes qui l'ont précédé dans l'exercice de la répression politique. D'autres fonds de la répression, situés dans un vaste réseau d'archives publiques, ont conservé le même statut, sous la protection du décret ci-dessus mentionné. La législation russe concernant l'utilisation de ces fonds manque de précision et, bien que soit généralement admis le droit qu'ont les victimes de consulter les dossiers qui les concernent, les autres cas de consultation, surtout de la part des chercheurs, restent en grande partie à la discrétion des responsables des différentes archives, et de nombreux documents attendent encore d'être déclassifiés.

L'évolution de la législation des autres nations de l'ex-URSS a été, en revanche, très variée. L'Ukraine, par exemple, a produit trois lois depuis 1994, date de sa déclaration de souveraineté : Loi sur l'Information, Loi sur les Archives nationales et les institutions archivistiques et Loi sur les secrets d'État. Avec cet ensemble législatif qui visait à faire oublier la primauté de principe accordée à l'État et au Parti, on prétendait garantir les droits individuels, tels que le droit à la sécurité et le droit à la protection des données personnellles. C'est cette législation qui régit l'accès aux fonds du défunt KGB d'Ukraine et, dans son cadre, les droits des anciens membres du Parti communiste d'Union Soviétique sont aussi respectés : seuls pourront y accéder à des fins d'enquête les cours de justice et le Ministère public, ainsi que les personnes directement concernées, leurs proches ou leurs héritiers[87].

En Estonie, les archives des anciens services secrets font partie depuis 1993 du réseau national des Archives. En mars 1994 a été approuvée la Loi réglementant l'utilisation des archives de ces services. Cette disposition établit un équilibre entre droits collectifs et droits individuels. Elle acciode aux victimes de la répression un accès illimité aux dossiers les concernant, car l'Estonie reconnaît à ces victimes le droit légal à un dédommagement et à la restitution des biens confisqués ; en même temps, elle rend possible la recherche historique, tout en limitant l'utilisation des données relatives à l'intimité des

[87] Boris V. IVANENKO, « Ukranian archives statutory and ethical problems », *Janus*, 1994.1

personnes. La Loi interdit également la destruction des archives de l'ancien régime répressif, ainsi que leur sortie du pays[88].

La Lettonie a promulgué sa loi sur les Archives en 1993 ; celle-ci réglemente l'accès aux fonds conservés dans les archives publiques du pays. L'année suivante a été promulguée une loi spéciale visant à réglementer la conservation et l'accès aux fonds du défunt Comité de Sûreté de l'État, afin de pouvoir savoir quelles personnes ont collaboré avec le KGB ; elle est comparable aux lois d'examen que nous avons décrites et qui sont propres à l'ensemble de l'Europe Centrale. Il convient aussi de signaler que la Loi sur les Secrets d'État de ce pays interdit, dans son article 5, de déclarer comme secrets d'État et, par conséquent, d'en restreindre l'accès, les informations concernant les violations des droits de l'Homme[89].

Comme modèle d'action dans les pays de l'ex-URSS, nous pouvons citer le cas de la Lituanie. Le décret 452 du 12 avril 1996 (par dérogation au décret 551 du 22 juillet 1993) approuve le règlement de récollection, de gestion, d'investigation et d'utilisation de la Section spéciale des fonds des Archives d'Ètat de Lituanie. Il est corrigé par le décret 1069 du 29 septembre 1997. Il définit les fonds qui seront conservés dans cette Section : les archives des anciens Services de sécurité et de renseignement opérant en Lituanie, y compris la Division lituanienne du KGB, ainsi que les archives du ministère de l'Intérieur de l'ex-République Socialiste Soviétique de Lituanie et du Parti communiste de Lituanie. Elle spécifie les conditions de conservation et d'accès aux dépôts, le contrôle des consultations et l'obligation de remettre chaque jour à leur place les documents consultés par le personnel des archives ou par les utilisateurs, sauf les exceptions consenties pour leur prêt, pour un délai maximum de deux mois, au Département de Sécurité de l'État lituanien, au Procureur général de la Nation ou aux tribunaux susceptibles de les réclamer. Il

[88]Valdur OHMANN, « The archives of the secret services of the Estonian SSR, their preservation and the current regulation of their accessibility. Survey of the situation in Estonia», *International Conference. Archives of Repressive Regime in the Open Society (Thesys),* Riga, 4-5 June 1998

[89] Jautrite BRIEDE, « Availibility of the Archives of the Repressive Institutions: Legal Aspects », *International Conference. Archives of Repressive Regime in the Open Society*, Riga, 4-5 June1998.

est établi une surveillance armée du dépôt où seront gardées les archives de la Division lituanienne du KGB. Il est décidé que ces fonds pourront être utilisés pour déterminer les responsabilités dans le génocide lituanien et pour rétablir les drois civiques. Les dossiers des anciens agents des services secrets (KGB et ministère de l'Intérieur de la République Socialiste Soviétique de Lituanie), ainsi que les dossiers relatifs aux actions de ces services, ne pourront être consultés qu'avec l'autorisation du Département de la sécurité de l'État de Lituanie, du Procureur général de la Nation, des tribunaux ou du Centre de recherches sur le génocide lituanien. Les autres documents pourront être consultés à des fins de recherche scientifique, avec l'autorisation du Département des Archives de Lituanie, des institutions scientifiques lituaniennes, du ministère de l'Intérieur ou du Centre de recherches sur le génocide lituanien.

Il faut aussi conserver et rendre accessibles les témoignages sur les violations des droits de l'Homme qui se trouvent dans les pays de tradition démocratique.

10. On doit aussi conserver et rendre accessibles les témoignages sur les violations des droits de l'Homme qui se trouvent dans les pays de tradition démocratique. De même, on doit exiger, dans le cas des pays en processus de transition, les sources relatives aux violations des droits de l'Homme et à la répression politique qui les affecte, détenues par les services de renseignement des régimes de tradition démocratique.

Malheureusement, les violations des droits de l'Homme de la part d'institutions publiques ne sont ni n'ont jamais été l'apanage exclusif des régimes répressifs. D'importants fonds documentaires sur de graves violations ont été produits dans des pays ayant une longue tradition démocratique ou, à tout le moins réputés l'avoir. Ces fonds se réfèrent soit à un moment précis de crise politique (au Mexique en 1968 et dans la décennie 70, comme nous l'avons vu plus haut), soit à la répression exercée sur des minorités précises : groupes

politiques, ethniques, indigènes ou aborigènes. Tel a été le cas de Porto Rico, avec la minorité hispanique qui revendiquait l'indépendance[90], ainsi que ceux de l'Australie ou du Canada avec leurs minorités indigènes. Il arrive aussi fréquemment que, de temps en temps, des scandales secouent les consciences dans les pays démocratiques, lorsque sont révélés des épisodes de guerre sale dans la lutte anti-terroriste : ainsi pour l'Espagne (la guerre sale contre l'ETA), la France (actions policières contre les indépendantistes algériens), le Royaume-Uni (opérations policiéres contre l'IRA) ou les États-Unis (la chasse aux sorcières vécue à l'époque du maccarthysme, la ségrégration raciale dans les États du Sud ou, plus récemment, le déni des droits des ennemis dans la « guerre » contre le terrorisme international).

Un chapitre à part devrait être consacré aux sources de renseignement des Etats-Unis, dont la valeur est indiscutable pour documenter les violations des droits de l'Homme en Amérique latine. Elles commencent à être connues grâce aux processus de déclassification des documents de leurs services secrets. Cette ouverture est obtenue peu à peu à partir de demandes d'accès, sous la protection de la Loi de la Liberté à l'Information[91]. Un exemple révélateur nous est offert par le travail accompli sur le Chili par Peter Kornbluh[92], membre du *National Security Archive*, à l'Institut de l'Université George Washington, qui se consacre à la récollection, au traitement et à la diffusion des documents classifiés par les agences fédérales des Etats-Unis, une fois que ceux-ci ont perdu leur caractère secret ou réservé. Ainsi, malgré l'important processus de déclassification de documents américains mené par l'administration Clinton, durant le premier mandat de ce président, processus qui avait permis, entre autres choses, de rendre publics de très importants secrets sur le Salvador, le Honduras et le Guatémala, l'arrestation à Londres du général Pinochet a mobilisé de nombreux collectifs liés à la cause de la défense des droits de l'Homme aux Etats-Unis, ainsi que de nombreux proches des victimes

[90] Je remercie José A. BLANCO d'avoir mis généreusement à ma disposition sa très intéressante étude : « The Forbidden Files : Creation and Use of Surveillance Files Against the Independence Movement in Puerto Rico », University of Michigan, School of Information

[91] Soulignons à ce sujet les initiatives d'organismes tels que l'ONG *National Security Archive* ou l'institution *Open Society Archives*.

[92] Peter KORNBLUH, *Pinochet: los archivos secretos*, Barcelone, 2004. Le titre original est beaucoup plus explicite, car il ajoute au titre proprement dit (*The Pinochet File*), le sous-titre suivant : *A Declassified Dossier on Atrocity and Accountablity*

américaines de la répression menée par l'ex-président chilien, dans leur réclamation de preuves destinées à appuyer les efforts entrepris par les juges espagnols pour faire comaparaître Augusto Pinochet devant les tribunaux. Ainsi, même si cette action n'a pas eu pour finalité concrète de soutenir le juge Garzón dans son travail, le Projet chilien de déclassification a fini par permettre de débloquer vingt-cinq mille documents qui constituent une source inestimable non seulement pour connaître les dernières années de l'histoire du Chili et la chronique de la répression déclenchée après le coup d'état qui a porté au pouvoir le général Pinochet, mais aussi pour éclairer *les vingt années dramatiques et obscures de la politique des Etats-Unis au Chili et les opérations que ce pays y a menées*[93].

Diane Orentlicher cite comme exemple de recours au *Freedom of Information Act* aux États-Unis la demande présentée par Bámaca Velásquez devant la Cour Interaméricaine au sujet de la disparition de son mari. Grâce à la Loi sur la liberté de l'information que nous avons mentionnée, elle a pu obtenir des documents prouvant que son mari est demeuré en vie pendant une longue période, après sa détention initiale par les forces gouvernementales du Guatemala.

Le *National Security Archive* a aidé les Commissions Vérité du Salvador, du Guatémala et du Pérou à obtenir des documents déclassifiés sur les violations des droits de l'Homme traitées par ces Commissions durant leurs mandats respectifs, et il a participé avec des ONG mexicaines à l'analyse et à la publication de documents relatifs au massacre survenu en 1968 au Mexique, à Tlatelolco.

Il nous semblerait logique de lancer un appel sur l'importance éthique de la conservation des documents qui attestent des violations des droits de l'Homme. dans les pays ayant récemment subi un régime tyrannique, et nous opposer, en revanche, au maintien des témoignages d'autres atrocités, parce qu'elles se seront produites dans des pays qui sont en principe respectueux des droits de

[93] Peter KORNBLUH, *Pinochet : los archivos secretos*, p. 22

l'Homme. Néanmoins, nous devons étendre notre demande de conservation des fonds documentaires sur la répression en adressant le même appel aux pays qui, en dépit des règles du jeu démocratique, ont commis ou aidé à commettre de graves violations de ces droits, bien que cautionnées par le profond enracinement de leurs traditions démocratiques. Ce serait aussi un progrès important dans la défense de ces droits si la communauté internationale des archivistes assumait, dans son code éthique, le fait qu'ils n'admettront pas, en tant que fonctionnaires, que les pouvoirs publics imposent le secret professionnel sur des documents d'archives attestant des violations des droits de l'Homme de la part d'institutions publiques ou de responsables de ces institutions. Dans cette même ligne, il serait très opportun de promouvoir l'élaboration de lois destinées à empêcher que ces lois soient couvertes par le secret officiel. On peut citer comme exemple, en Lettonie, la nouvelle Loi sur les Secrets d'État qui, dans son article 5, interdit de définir comme tel toute information sur les violations des droits de l'Homme ou d'en restreindre l'accès.

11. Il faut localiser et recenser les archives des organismes publics impliqués dans les violations des droits de l'Homme

La période que nous analysons a confirmé la thèse selon laquelle la répression systématique menée par les régimes totalitaires rendait indispensable le rôle des archives. Ainsi, le volume que ces documents atteignent généralement, proportionnel à la durée d'activité de ces régimes, rend très difficile leur destruction complète, même si de nombreux responsables des atrocités commises y trouvent leur intérêt. Il n'est donc pas facile de nier l'existence de ces documents à l'issue de la période répressive. Au contraire, nous ne sommes pas surpris du nombre de fonds d'archives qui ont été localisés et dont certains ont une valeur particulièrement significative.

Depuis qu'ont été localisées au Paraguay, à la fin de 1992, les archives de ce qu'on appelait la Police Technique, c'est-à-dire les services de sécurité du

régime Stroessner, chargés de la répression politique[94], on a constaté, au moins en Amérique Latine, une demande constante pour que les archives de la répression soient localisées et ouvertes à une utilisation démocratique. On disposait de nombreux indices de l'existence d'archives de la répression en Argentine ou en Uruguay, mais la localisation des archives des services répressifs en Haïti ou au Cambodge, de celles de certains organismes de renseignement en Argentine et, surtout, de celles des polices politiques au Brésil, a confirmé l'espoir qu'on avait de l'existence de ces documents, en dépit de leur prétendue disparition.

Les archives de la police politique uruguayenne ont fait l'objet d'un débat, du jour où l'un des auteurs présumés de la répression, impliqués dans les procès engagés depuis la divulgation du rapport de la Commission pour la Paix, sorte de Commission Vérité uruguayenne, le colonel Cordero, a utilisé, pour sa défense, un dossier constitué de documents de la police politique. Il entendait opposer au juge le fait que, conformément à l'un des documents contenus dans ce dossier, ce dernier aurait été un subordonné de l'accusé au sein du sinistre Organisme coordinateur des opérations anti-subversives (OCOA). D'après ce témoignage, le juge Balcaldi aurait fait partie, entre 1975 et 1980, d'un réseau de la Faculté de Droit chargé de savoir quels étudiants appartenaient à la Fédération des Etudiants Uruguayens[95]. Deux questions évidentes surgirent alors : Qui contrôle les archives de l'OCOA, dont l'existence avait été niée de façon réitérée ? Conserve-t-on les fiches des collaborateurs de l'OCOA ? La demande d'ouverture de ces archives et leur contrôle par les autorités démocratiques urguayennes sont aujourd'hui beaucoup plus justifiés.

Il ne manque pas non plus de témoignages sur l'existence d'archives argentines concernant des personnes disparues pendant la dictature militaire : des fonds qui, une fois microfilmés, auraient été sortis du pays et envoyés en Suisse. C'est ainsi que selon les déclarations de l'ex-agent des services de

[94] Palau BOCIA GONZÁLEZ, *Es mi informe. Los archivos secretos de la Policía de Stroessner*, Asunción, 1994, et Myriam GONZÁLEZ VERA, « Los archivos del Terror de Paraguay. La historia oculta de la represión », *Los archivos de la represión, op. cit.*
[95] Gabriel MAZZAROVICH, « Que muestren todos los archivos de la dictadura », *La República*, 30/07/2003.

renseignement Leandro Sánchez Reisse, devant une commission du Sénat des Etats-Unis, le 23 juillet 1987, il apparaîtrait que des fiches sur les disparus argentins ont été déposées dans des banques suisses. À partir de quoi, le juge argentin Bagnasco et son homologue espagnol Garzón ont enquêté à plusieurs reprises pour tenter de suivre la piste des données et des comptes entreposés dans des banques de ce pays et relatifs aux auteurs présumés d'actions répressives en Argentine.

Toutefois, comme nous l'indiquions quelques lignes plus haut, ce qui a fait progresser de façon décisive la mise à la disposition des citoyens argentins de sources de première main sur la répression politique, c'est la localisation, en 1998, des Archives de la Division du renseignement de la Police de Buenos AIres (DIPBA)[96], dont la gestion a été confiée par le gouvernement de la province à la Commission pour la mémoire. Dans une moindre mesure, un événement d'un certain poids a été également la récupération de certaines séries documentaires provenant des fonds de la police aux Archives générales de la Province de Santa Fe ; ce sont elles qui ont permis de tirer au clair 19 cas, au moins, de disparus[97].

D'importants fonds d'archives des services répressifs ont été localisés durant cette période en Amérique Latine, bien qu'avec des fortunes diverses.

En volume et en qualité d'information, l'un des fonds les plus importants qui aient été récupérés est peut-être celui de la Police nationale du Guatemala, remplacée durant la transition, une fois réglé le « conflit intérieur », par la Police nationale civile. C'est le hasard qui a fait découvrir les pistes essentielles qui ont permis au Procureur des droits de l'Homme de découvrir leur existence et, après une première inspection des locaux où se trouvaient ces documents dans un état de complet abandon, d'obtenir leur fermeture sur ordre de la justice et d'être autorisée à analyser ces archives et à identifier les fonds documentaires qu'elles contenaient. À partir de là a été engagé le Projet de récupération des

[96] Darío OLMO, « Reconstruir desde restos y fragmentos. El uso de archivos policiales en la Antropología Forense en Argentina », *Los archivos de la represión, op. cit.*
[97] Ana María CECCHINI de DALLO, « La demanda de las víctimas de un antiguo régimen represivo », *Comma*, 2003, 2/3

archives historiques de la Police nationale du Guatemala, avec le soutien résolu de la coopération internationale, une fois connue la portée de ces fonds et appréciée l'importance qu'ils pourraient revêtir dans la lutte contre l'impunité dans ce pays et pour la réparation des torts subis par les victimes de la répression politique.

Le travail mené au Guatemala ne peut être tenu pour exemplaire que du point de vue de la conception du projet en matière archivistique, depuis l'étude des institutions productrices des documents jusqu'à la description de ces derniers et à la stratégie mise au point pour parvenir à les organiser techniquement et à les décrire de façon rapide et efficace. Ii doit être une référence pour d'autres cas semblables : comment a été appliqué le principe de provenance, comment ont été abordées les opérations essentielles de nettoyage des documents, comment a été envisagée leur conservation future.

La principale difficulté que rencontre ce projet ambitieux et capital, c'est, toutefois, le développement d'une stratégie destinée à consolider à l'avenir l'intégration de ces archives dans le dispositif archivistique guatémaltèque, lequel est très faible, du point de vue institutionnel : soit à travers son transfert aux Archives générales d'Amérique Centrale, autrement dit les Archives nationales du Guatemala, soit par le biais d'une institution indépendante liée aux politiques de mémoire ou à la justice transitionnelle, comme les centres ou les archives de la mémoire, que nous connaissons déjà. Dans tous les cas, afin que ce fonds documentaire puisse être à la disposition des citoyens, il devait sortir du cadre policier, car, même si le projet était dirigé par le Procureur des droits de l'Homme, la responsabilité des documents appartenait à l'instance qui a hérité des compétences de la Police nationale, c'est à dire de l'actuelle Police nationale civile, et cette dépendance, qui impliquait de multiples servitudes, hypothéquait leur utilisation[98]. Finalement on a choisi l'intégration aux Archives générales d'Amérique centrale, par le biais d'un versement[99].

---

[98] Trudy H. PETERSON, *The end of the beginning : the Completion of Phase 1 of the « Proyecto de Recuperación del Archivo Histórico de la Policía Nacional, Guatemala » : Speech by Trudy Huskamp Peterson, 20008, January 18*. www.trudypeterson.com.

[99] « Documents de la Police nationale versés aux Archives générales d'Amérique centrale », *Diario de Centro América* : organe officiel de la République du Guatemala, 1er juillet 2009.

En 1994, des troupes des Etats-Unis ont été envoyées par les Nations Unies en tant que partie du contingent multinational créé en vertu de la résolution 940 du Conseil de Sécurité. Elles ont localisé les archives du renseignement des forces armées d'Haïti. Les troupes en question intervenaient pour soutenir les autorités constitutionnelles, qui réclamaient leur aide afin de mettre fin à la dictature militaire qui, de facto, dirigeait le pays, et pour rétablir dans son intégrité le régime constitutionnel. Aussitôt après l'arrivée des forces internationales, des équipes des forces armées de États-Unis ont pénétré dans les bureaux de l'armée haîtienne et de l'organisation paramilitaire appelée Front National pour le Progrès et l'Essor d'Haïti (FRAPH), afin de saisir leurs documents. Elles les ont emportées aux États-Unis sans en informer le gouvernement haïtien ni lui demander son consentement ; d'après le témoignage de soldats et d'officiers impliqués dans cette opération, ils se composaient, entre autres matériels, de photographies de responsables de violations des droits de l'Homme et de victimes de ces violations, d'enregistrements audio et de vidéos de séances de torture, ainsi que de documents relatifs à la structure de ces organismes et à leur personnel. Ces documents sont importants pour les habitants de ce pays, aussi bien pour établir la vérité sur la dictature militaire qui l'a dirigé de 1991 à 1994, que pour préparer les procès des responsables de ces violations. Ils semblent l'être tout particulièrement pour l'inculpation des chefs militaires et paramilitaires impliqués dans les crimes les plus graves contre l'Humanité. Au cours du fragile processus de transition qui s'est ouvert à partir de ce moment, les autorités haitiennes n'ont cessé de réclamer la restitution de ce matériel, une revendication reprise par la Mission civile internationale de l'Organisation des États Américains et des Nations Unies à Haïti[100].

Mais l'expérience la plus importante, sans doute, en Amérique Latine, du point de vue de la récupération des archives de la répression, est celle que le Brésil a vécue : entre 1991 et 1996, il a localisé et transféré dans les archives publiques les fonds des polices politiques d'un grand nombre de ses États : Rio de

[100] *Situación de la democracia y de los derechos humanos en Haití. Informe del Secretario General*. Assemblée générale des Nations Unies, A/52/986. 20 juillet 1998

Janeiro, Sao Paulo, Pernambouc, Maranhao, Rio Grande do Sul, Rio Grande do Norte, Parana, Goiais, Alagoas et Espíritu Santo. Bien que les fonds des services militaires de renseignement n'aient pas été localisés ou, à tout le moins, ouverts au public, les sources des Délégations du maintien de l'ordre public et social (DOPS) se sont avérées d'une valeur extraordinaire pour l'exercice de l'*habeas data*, reconnu par la Constitution brésilienne, en vue de permettre aux victimes des violations des droits de l'Homme de réclamer des dédommagements et afin de localiser les disparus. La localisation définitive de ces fonds a varié d'un état à l'autre. Ainsi, dans certains cas, les documents ont été versés aux Archives publiques, dans d'autres aux Archives historiques. Parfois, comme au Rio Grande do Sul, on été constitués des Centres de Mémoire (*Acervos de Memoria*) qui, tout en étant situés au siège même des Archives historiques de l'État, se sont chargés de la gestion des fonds dans le but de dédommager les victimes et de consolider la mémoire collective. En raison de leur poids spécifique dans l'ensemble des pays du sous-continent, le cas des fonds de la police politique de Rio de Janeiro mérite d'être particuliérement, signalé, dans la mesure où ils ont été intégrés aux Archives publiques de l'État et que celles-ci ont prétendu obtenir que l'ancien édifice de l'ex- DOPS devienne le siège définitif de ces fonds. Ceci les a donc confortées dans leur rôle de lieu de mémoire de la répression, tout en élargissant leur champ d'initiatives culturelles dans le sens d'une intervention active en tant qu'institution dans la configuration de la mémoire collective, bien au-delà de la stricte valeur de ces fonds en tant témoignage probant du passé[101].

D'autres pays latino-américains tentent de systématiser leurs efforts pour récupérer ces archives ; aisi la Colombie, avec sa Loi Justice et Paix, a aussi essayé de définir des mesures de préservation des archives[102]. L'article 58 de la Loi colombienne 975, promulguée en 2005[103], établit également des mesures visant à faciliter l'accès aux documents.

---

[101] Ludmila DA SILVA CATELA, « Territorios de memoria política », *Archivos de la represión, op. cit.*

[102] Felipe GÖMEZ ISA, *Desmovilización paramilitar en Colombia : Entre la paz y la justicia*, Madrid, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, Documentos de Trabajo nº 57, Abril 2008.

[103] Loi 975, du 25 juillet, établissant des dispositions en vue de la réincorporation de groupes armés organisés en marge de la loi, afin qu'ils contribuent effectivement à la construction de la

/.../

CHAPITRE X

Conservation des archives

Article 56. *Devoir de mémoire*. La connaissance de l'histoire des causes, du développement et des conséquences de l'action des groupes armés en marge de la loi devra être maintenue au moyen de procédés adéquats, conformément au devoir qu'a l'État de préserver la mémoire historique**.**

Article 57. *Mesures de sauvegarde des archives*. Le droit à la vérité implique la sauvegarde des archives. À cette fin, les organes judiciaires dont c'est la responsabilité, de même que le Procureur général de la Nation, devront prendre toutes mesures susceptibles d'empêcher de soustraire, de détruire ou de falsifier les archives sous prétexte d'assurer l'impunité. Ceci sans préjudice de l'application des normes pénales appropriées.

Article 58. *Mesures visant à faciliter l'accès aux archives*. L'accès aux archives doit être facilité dans l'intérêt des victimes et de leurs proches pour qu'ils fassent valoir leurs droits.

Lorsque cet accès est demandé dans l'intérêt de la recherche historique, les formalités d'autorisation auront pour seul but de contrôler l'accès, la garde et l'entretien approprié du matériel, et non pas des fins de censure.

Dans tous les cas, il faudra prendre les mesures nécessaires à la préservation du droit à l'intimité des victimes de violences sexuelles, ainsi que des enfants et des adolescents victimes de groupes armés agissant en marge de la loi, afin de ne pas aggraver inutilement les torts subis par la victime, les témoins ou toute autre personne, et de ne pas mettre en danger leur sécurité.

---

paix nationale, ainsi que d'autres dispositions en vue d'accords humanitaires (Journal Officiel 45980)

En Équateur aussi, récemment, à partir de demandes de documents adressées aux pouvoirs publics par la Commission Vérité, créée le 3 mai 2007, le Gouvernement de Rafael Correa a manifesté sa volonté d'ouvrir les archives du Conseil de Sécurité Nationale (COSENA), ainsi que d'autres fonds documentaires susceptibles de contenir des informations sur les crimes contre l'humanité ou sur de graves violations des droits de l'Homme[104].

Dans d'autres pays latino-américains oú sont apparus d'importants indices de l'existence d'archives de la répression, comme dans le cas cité de l'Uruguay, on n'a pas accompli, cependant, de pas significatifs vers la localisation et la mise à disposition des utilisateurs potentiels de documents attestant la répression politique : *L'Uruguay manifeste dans le contexte régional un retard notable dans l'identification et la mise à disposition du public des documents qui se réfèrent aux expériences autoritaires récemment vécues*. Il est aussi quasiment certain que des pays comme la Bolivie ou le Nicaragua conservent les archives de leurs services de renseignement ou d'autres organismes répressifs, mais nous manquons encore d'informations à leur sujet.

Les archives de la police politique cambodgienne, qui a existé pendant le régime des Khmers Rouges (*Santebal*), ont été localisées à Pnom-Penh, en 1996, par le Centre de documentation du Cambodge sur le Programme sur le génocide cambodgien. Ce centre a été établi en 1995, dans la capitale de ce pays, dans l'intention de rassembler toute la documentation susceptible d'éclairer les assassinats massifs qui se sont produits dans l'ex-Kampuchea Démocratique[105]. Le Programme sur le génocide cambodgien est un projet du Programme d'études sur le génocide de l'Université de Yale, patronné en principe par le Bureau de recherches sur le génocide cambodgien du Département d'État des États-Unis et, par la suite, appuyé également par l'Australie et les Pays-Bas. Les documents du Centre de documentation sont

[104] PRENSA LATINA, 2 juillet 2008
[105] Séminaire *« Archivos y Derechos Humanos » Déclaration finale*, Montevideo, 2 décembre 2004

traités (décrits et microfilmés) et, postérieurement, offerts à la communauté des chercheurs par l'Université de Yale elle-même.

Dans l'espace européen, enfin, nous pouvons affirmer que, dans la quasi totalité des anciens pays communistes, les archives des polices politiques ont été conservées et placées sous le contrôle de la nouvelle administration. Depuis les décrets de la Fédération de Russie qui, en août 1991, ont mis les archives des services soviétiques de répression sous la garde des Archives nationales russes, on a identifié et versé aux archives nationales les fonds des polices politiques et du reste des organismes spécialisés dans la répression, à moins que l'on n'ait créé des institutions archivistiques imbriquées dans le dispositif archivistique du pays.

En Irak, après l'invasion du pays lors de la Deuxième Guerre du Golfe, d'importants fonds documentaires du Parti Baas et de la police politique de Saddam Hussein ont été localisés et intégrés dans la Fondation pour la Mémoire de l'Irak, qui les a retirés du pays et envoyés aux Etats-Unis, où ils ont été remis à la Fondation Hoover[106]. Depuis la constitution du gouvernement irakien, les Archives nationales d'Irak réclament la restitution de ces documents qu'elles considèrent comme leur appartenant[107].

Comme dans le cas d'Haïti, nous nous trouvons en Irak devant la réalité de la saisie et du transfert d'archives en temps de guerre, ce qui soulève un important débat sur les pratiques que celle-ci entraîne. Il semblerait logique, en tout état de cause, de rappeler le principe qui veut que les saisies de documents en temps de guerre et leur sortie du pays n'ont d'autres légitimations que le combat contre les violations des droits de l'Homme, la poursuite des coupables de crimes et le dédommagement des victimes, que cette sortie doit être limitée dans le temps et que les documents doivent être

[106]Trudy H. PETERSON, *Iraqi Records, U.S. Involvement* 17 février 2008. www.trudypeterson.com.
[107] Saad Eskander, directeur des Archives nationales d'Irak, réclame ce rapatriement et cette restitution à travers différents canaux (par ex.www.archivistica.net)

rapatriés et remis aux nouvelles autorités du pays, une fois que les raisons qui avaient justifié leur saisie n'ont plus lieu d'être[108].

12. Des mesures doivent être prises pour encourager la localisation, la protection et le traitement archivistique des fonds documentaires produits par les organisations des droits de l'Homme et les organismes d'opposition aux régimes répressifs.

Les documents issus des organisations de résistance à la tyrannie sont le contrepoint indispensable des témoignages du pouvoir. Tout tentative pour approcher la vérité des événememts doit passer par la consultation de ces documents. Vu les difficultés que soulèvent le classement et la conservation de bonnes archives, ces organisations, quand elles ont dû mener leur travail dans la clandestinité, offrent malheureusement un ensemble réduit de sources écrites ; il est donc essentiel de les préserver.

Les pouvoirs publics doivent mettre en marche, durant la transition, des programmes qui permettent de localiser, de rapatrier, le cas échéant, et de traiter ces fonds documentaires. De plus, elles doivent favoriser la création d'institutions chargées d'assurer leur sauvegarde et de permettre leur consultation, ou bien faciliter leur transfert à des institutions archivistiques publiques.

L'appel à l'aide internationale, lorsque sont alléguées des raisons économiques pour ne pas développer des tels programmes, peut constituer une alternative, comme le montre l'exemple des archives de la Police nationale du Guatemala, qui s'est avéré capable de susciter un soutien extraordinaire de la part de nombreux pays.

---

[108] Trudy H. PETERSON, *Archives in Service to the State*. www.trudypeterson.com

13. Il faut faire largement connaître les archives qui conservent des documents témoignant de violations des droits de l'Homme

Le couronnement de ce processus passe par une information exacte et par la publication des droits instaurés par le nouveau régime, ainsi que par une large connaissance des archives et des institutions qui auront à appuyer ces mesures en fournissant les documents. Dans ce travail de divulgation, non seulement doivent être impliquées les institutions administratives publiques responsables, mais les collectifs concernés doivent être invités à y participer, ainsi que les partis politiques et les syndicats, les institutions religieuses, les fondations et les organisations de défense des droits de l'Homme. Enfin, il est essentiel de faire appel aux moyens de communication, en particulier la radio et la télévision.

CONSIDÉRATIONS ET RECOMMANDATIONS PROFESSIONNELLES

Comme norme générale, nous devons considérer que les principes généraux de la science archivistique sont également valables pour les archives de la répression. Il arrive fréquemment que le mélange apparent des documents présents dans les archives des organismes répressifs, surtout dans celles des des services de renseignement, suggère à l'archiviste de les soumettre à un nouveau classement d'ensemble. L'archiviste ne doit pas se hâter de procéder à de telles appréciations. Généralement, cet apparent désordre masque une logique, peut-être élémentaire, mais qui garantissait l'efficacité des tâches que l'organisme effectuait. La logique policière détermine une organisation particulière de ces fonds documentaires. Ici, le principe du respect des fonds et de leur classement d'origine doit être conservé. La tâche de l'archiviste consistera essentiellement à découvrir la dynamique de l'activité de ces

institutions et à faire comprendre cette dynamique en élaborant des tableaux de classement et des outils de description.

On pourrait en dire autant des archives des organisations non gouvernementales qui défendent les droits de l'Homme, sauf que, dans ce cas, la logique qui détermine la structure des ensembles de documents recueillis ou élaborés est la dénonciation des violations ou la demande de justice.

1. Procéder à l'identification des fonds

La première tâche de l'archiviste sera d'identifier les fonds. Les archivistes doivent savoir quelle agence, quel organisme ou quelle institution a produit l'ensemble des documents auxquels ils vont être confrontés. Nous devons analyser l'évolution historique de leur structure et de leurs compétences, ainsi que leur dépendance institutionnelle et administrative.

Un travail correct d'analyse des structures et des compétences de ces organismes est le meilleur moyen de découvrir les clés de l'organisation de leurs documents. Essayer de les classifier sans avoir réalisé au préalable une telle étude peut être aussi difficile qu'inadéquat. Nous devons penser que l'organisation originelle de ces documents était la plus conforme aux buts poursuivis par l'organisme, c'est-à-dire l'action répressive. Paradoxalement, plus cette organisation aura été efficace à des fins policières, plus l'efficacité des archives sera assurée, si cet ordre est respecté, pour garantir la protection des droits civiques au sein du nouvel ordre politique. Le travail d'identification devra commencer par l'étude des dispositions légales et des normes internes qui ont régi le fonctionnement de l'organisme tout au long de son histoire.

Il est à recommander, par conséquent, que ces études qui tendent à l'identification des fonds soient réalisées par les archivistes présents dans les commissions de liquidation dont nous avons parlé au chapitre des recommandations générales, avant de procéder au versement des fonds à une

institution archivistique. Un transport incontrôlé des documents peut dénaturer irréparablement leur organisation d'origine.

La variété des institutions répressives est très large, car délimiter la portée du terme « répression » n'est pas aisé. Nous devons étendre cette notion, non seulement aux idées politiques, mais à tout le champ de l'idéologie et des conduites personnelles : religion, pensée philosophique, comportements sexuels et autres libertés reconnues par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, laquelle sera notre référence. Ainsi, le groupe de travaill UNESCO-ICA a classé ces institutions répressives selon les catégories suivantes : services de renseignement, corps paramilitaires, tribunaux spéciaux, camps de concentration, prisons spéciales, centres psychiatriques de rééducation et autres. Ceci pour ce qui est des institutions spécialement créées par les régimes répressifs et qui sont uniquement et exclusivement liées à leur survie. Cependant, nous trouvons aussi des documents sur la répression dans des institutions traditionnelles de l'Administration qui ont continué d'exister après la disparition des régimes totalitaires. Pour elles, le groupe a établi les catégories suivantes : Services de renseignement, Forces armées, Police et Corps de Sécurité, Services pénitentiaires, Tribunaux ordinaires et organes de l'Administration civile.

Parmi toutes ces catégories, celle qui présente la typologie documentaire la plus caractéristique et la plus éloignée de l'organisation traditionnelle des documents d'administration publique, correspond aux services de renseignement. Par ailleurs, leurs archives sont les plus riches en informations sur les personnes et sur les organismes ayant subi des représailles.

Les archives des services de renseignement dans les régimes répressifs sont généralement organisées autour d'un grand fichier ou d'un index automatisé. Ces index étaient confectionnés dans le but d'obtenir une information immédiate sur toute personne dont les données faisaient l'objet d'une demande. Ainsi, les fiches de ces index offrent souvent un sommaire des données contenues dans les documents auxquels elles renvoient. Nous pouvons les appeler, comme l'ont fait nos collègues des Archives de l'État de

Rio de Janeiro, des fiches autoexplicatives[109], différentes dans leur essence de celles que nous pouvons appeler fiches de référence. Ces dernières se bornent à identifier un document ou un dossier dans les dépôts et n'apportent aucune autre information. Il existe enfin des fiches index qui renvoient à d'autres fichiers ou aux dossiers de ceux qui ont été responsables de l'utilisation des sources.

Il convient que les cotes originales des dossiers dans leurs unités de conservation d'origine soient les mêmes, une fois les documents transférés à une nouvelle institution archivistique. Si cela n'est pas possible, il faudra que, lors du processus d'intégration de ces fonds à un nouveau dépôt, l'archiviste crée une table d'équivalences entre anciennes et nouvelles cotes.

Les sources d'information dont s'alimentent les services de renseignement procèdent souvent d'autres institutions ou d'autres organismes. L'utilisation de documents confisqués a été très fréquente dans le cas des institutions répressives. Il est important d'identifier l'existence de ces documents qui procèdent d'autres « archives » à l'intérieur des fonds des organismes répressifs, mais nous devons, si possible, éviter la tentation de les organiser physiquement comme un fonds distinct du fonds de la répression. Le recours à l'ordinateur pour la description des documents peut être néanmoins une aide pour présenter ces documents provenant de saisies ; cette présentation se fera de la façon que l'archiviste estimera la plus propre à faciliter l'étude historique de ces organisations ou de ces personnes victimes de confiscation, et la « réorganisation » informatique de ces documents sera menée, non pas selon la logique policière, mais selon celle des structures et des compétences de ces personnes ou de ces organismes.

Les personnes prises individuellement sont l'objectif fondamental des dossiers des services de renseignement qui se consacraient à la répression. Les informations sur ces personnes peuven être rassemblées en un seul dossier ou bien en de multiples unités de conservation ; toutefois, les données résumées

[109] Dans le Fonds DIPBA de la Commission Provinciale pour la Mémoire, de Buenos Aires, elles étaient appelées *fiches alphabétiques*

sur une fiche autoexplicative, si elle existe, ou les fiches de référence sur une même personne seront toujours regroupées. Les documents auxquels renvoient ces fiches constitueront les preuves essentielles face à toute réclamation ou toute décision administrative ou judiciaire. Il est donc très important que le lien entre fiches et documents ne soit rompu en aucun cas : la cohérence d'ensemble de l'organisation des documents des services de renseignement est déterminée par les fichiers ou les index automatisés.

Plus difficile sera le travail d'identification sur les séries documentaires de caractère répressif, au sein des organismes traditionnels qui continuent d'exister dans la période démocratique. Dans ces derniers cas, nous devrons, à travers ce travail d'identification, essayer de séparer du reste les dossiers relatifs à la répression. Une fois que ces dossiers auront été séparés, et ce seront parfois des séries complètes, nous devrons les considérer comme un fonds clos à transférer, en vue de sa conservation permanente, aux archives générales des administrations publiques. Il est très important d'assumer que, d'un point de vue archivistique, cette procédure atypìque n'est pas recommandable pour d'autres fonds. Nous ne le ferons qu'en raison de la nature politique et sociale sensible des informations contenues dans ces documents, et dans un délai prédeterminé pour le rétablissement de l'intégrité du fonds. L'archiviste devra donc se fixer comme un objectif à long terme la réunion dans un même dépôt de tous les dossiers et de toutes les séries de ces organismes ; car, dans le cas contraire, il pourrait commettre l'erreur de donner à penser aux générations futures que ces institutions n'ont rien eu à voir avec la répression politique exercée au cours des périodes non démocratiques.

2. Réaliser des tâches d'évaluation et les soumettre à l'avis d'autres professionnels.

L'archiviste qui travaille sur des documents ayant trait aux répressions doit mener deux tâches d'évaluation fondamentales : 1) l'étude des différentes séries documentaires qu'il a identifiées, afin d'apprécier leur valeur tant pour la protection des droits individuels que pour éclairer l'histoire de l'organisme

répressif et celle du pays en général ; 2) la sélection des dossiers concernant les atteintes aux droits de l'Homme, afin de les séparer des autres documents des organismes traditionnels qui continuent d'exister en démocratie. Nous distinguerons donc entre une tâche d'évaluation de fonds clos et une tâche d'évaluation de fonds ouverts.

En rapport avec l'évaluation des fonds clos, une fois qu'auront été identifiées les dfiférentes séries, nous devons déterminer leur valeur respective : valeur légale et administrative, d'une part, et valeur en tant qu'information, d'autre part. Sur la valeur légale des documents, il nous faudra entrer avant tout dans le débat sur leur authenticité et leur véracité. De nombreuses séries de documents sur la répression sont caractérisées par l'absence complète d'éléments de validation (signatures ou sceaux). Tel est le cas, par exemple, des fiches autoexplicatives que nous avons mentionnées. Bien des rapports et des documents de ces ensembles de dossiers n'auraient probablement pas de valeur légale comme preuves dans un processus démocratique. Il ne fait pas de doute que les données qu'ils contiennent sont bien souvent de purs mensonges. Mais ce sont des documents authentiques. En période démocratique, les documents sur la répression exercée par les régimes antérieurs deviennent des preuves authentiques et véridiques de l'action menée contre des personnes pour des raisons politiques, idéologiques, religieuses, ethniques et raciales. En ce sens, ce seront des documents valables pour l'exercice de droits tels que l'amnistie, le dédommagement des victimes de la répression ou les compensations qui leur seront accordées.

Dans certaines occasions, toutefois, l'assurance qu'apportent ces documents de l'existence de persécutions pour les raisons susdites n'est pas jugée suffisante pour obtenir le droit au dédommagement ou à la compensation. Il est des lois, comme dans le cas espagnol, selon lesquelles le droit au dédommagement n'est reconnu qu'aux personnes qui ont été emprisonnées plus de trois ans. Devant ces exigences légales, seuls les certificats des tribunaux attestant la liquidation des condamnations peuvent permettre l'accès aux bénéfices prévus par le législateur. En proposant ces réflexions nous voulons souligner combien est important, pour l'archiviste, de connaître la

législation concernant les droits civiques et de déteminer, en conséquence, quels documents seront les plus propres à être donnés aux personnes dans les différents cas. De la même façon, cela servira de modèle pour déterminer quels documents devront être décrits de la façon la plus détaillée et quel sera l'ordre de priorité dans le travail de description.

Une valeur particuilère sera également accordée à la série documentaire des dossiers personnels des agents et des employés des services de répression. Ces dossiers, et particulièrement les « feuilles de service », quand il s'agit d'un personnel militarisé, reproduisent les données biographiques de ces personnes, et ces données seront essentielles pour répondre aux questions soulevées par leur responsabilité dans la répression.

Tous les dossiers contenant des informations sur les victimes de la répression doivent être conservés indéfiniment, tant pour leur valeur primaire pour l'exercice des droits que pour leur grande valeur historique pour connaître la portée réelle des actions de répression.

Dans le cas des fonds ouverts, la sélection des dossiers appelés à être séparés des documents opérationnels de l'organisme doit se fonder sur la typologie des délits. Les dossiers des suspects ou des personnes accusées de prétendus délits que le monde démocratique ne considère pas comme tels, devront être transférés aux archives générales. Les critères de sélection devront être aussi larges que possible : pour les dossiers dont l'inclusion soulève des doutes, nous devrons également proposer leur transfert. En Espagne, on a séparé des archives centrales de la police les dossiers présentant ces caractéristiques et ils ont été transférés à *l'Archivo Histórico Nacional*. Pour l'accomplissement de cette tâche, on a établi un relevé des différents types de délits qui, soit de façon claire dans certains cas, soit de façon douteuse dans d'autres, pourraient être tenus pour nuls et non avenus dans un État de droit. Ces « délits » sont les suivants : menaces envers l'autorité, menaces à l'encontre de particuliers, apologie du terrorisme, association illicite, attentat, contrainte, collaboration avec une bande armée, entente illégale à l'encontre de la législation spéciale et de la sécurité intérieure de l'État, dommages, dépôt d'armes et de munitions,

outrages, désobéissance, détention illégale commise par des particuliers, direction d'associations paramilitaires, dégâts, évasion, grève, publications illégales, incendies, infraction au code de justice militaire, violences contre le gouvernement, infraction à la Loi sur l'Ordre Public, injures aux autorités, insultes aux autorités, manifestations illégales, objection de conscience, passage clandestin de la frontière, appartenance à une bande armée, presse et propagande illégales, violation d'une condamnation, rébellion, résistance, réunion illégale, sédition, détention d'armes et d'explosifs, terrorisme et outrages à la Nation, à ses symboles et à ses emblèmes.

Au sein des fonds ouverts, il faut mettre aussi à part les documents classifiés comme secrets en rapport avec la répression des droits de l'Homme. Ce travail ne sera possible que si les commissions chargées d'analyser les documents des institutions ne rencontrent pas d'obstacles de la part de l'organisme au sein duquel elles vont travailler. Tous leurs membres seront concernés à l'évidence par les lois sur le secret officiel, dès lors qu'ils seront amenés à traiter avec discernement de véritables secrets d'État, et ils devront à cette fin recevoir les autorisations opportunes.

Il est enfin très recommandable de réaliser des travaux de prospection sur les archives publiques en général, afin d'analyser les ressources possibles en matière d'information contenues dans leurs fonds documentaires quant à la violation des droits de l'Homme. Pour que de tels travaux puissent être réalisés avec une garantie de succès, les autorités démocratiques devraient élaborer des politiques archivistiques adéquates pour la configuration

a) des systèmes archivistiques

b) des systèmes de gestion de documents

c) des plans d'infrastructures et de personnel.

3. Application du principe de provenance

Nous avons parlé plus haut du caractère atypique des documents des services de renseignement, au regard d'autres organismes répressifs tels que tribunaux,

prisons, hôpitaux, etc. ; et nous avons relevé la présence fréquente de documents pris à des personnes ou à des institutions civiques ou politiques dans le but d'incorporer ces documents, à des fins d'information, au reste de leurs sources, telles que journaux, rapports d'agents, etc. Or, lorsque les documents de ces services sont transférés aux archives générales au sein d'une administration démocratique, le seul principe de provenance à respecter sera celui-ci, c'est-à-dire celui des documents créés, rassemblés et traités par les services de renseignement.

Intégrité des fonds

En relation avec le Principe de provenance, nous devons admettre le Principe d'intégrité des fonds. Cela dit, si la législation réglemente le droit des personnes à la restitution de leurs biens personnels, ce droit peut entrer en contradiction avec le maintien de l'intégrité du fonds ayant trait à la répression, et des réclamations multiples pourraient mettre en péril la survie d'un ensemble de documents que nous devons considérer, par ailleurs, comme patrimoine de la communauté nationale.

L'équilibre semble difficile à trouver, mais une solution de compromis pourrait passer par la distinction entre les documents strictement personnels, qui devraient être rendus à leurs possesseurs ou à leurs héritiers, et les documents relatifs aux activités des personnes, liées à leurs responsabilités publiques ou politiques, ainsi que ceux des organisations ou des institutions : ceux-ci devraient demeurer dans les archives avec les autres documents. On devrait reconnaître, dans ce cas, le droit à un dédommagement financier des possesseurs ou des héritiers de ces documents, dès lors qu'ils ne choisiraient pas de les déposer volontairement aux archives. Il serait également recommandable que, dans le cas des biens restitués à des particuliers qui choisiraient de les céder à des tiers, l'État puisse exercer un droit d'examen sur ces biens.

Un autre point à envisager est la notion même de fonds dans le cas des branches de la police ou de l'armée spécialisées dans la répression. Pour ces

corps spéciaux, lorsque leurs documents se trouvent séparés des autres, il est recommandable de les considérer comme un fonds propre, selon une conception minimaliste, et, de cette façon, de traiter celui-ci comme un fonds clos en transférant ces documents aux archives générales.

La seule exception concernant le maintien de l'intégrité des fonds doit être celle qui a été décrite plus haut et qui concerne la séparation des dossiers sur la répression, chaque fois qu'ils seront mélangés à eux, de tous ceux qui sont nécessaires à la poursuite des activités des organismes,. Dans ce cas, comme on l'a indiqué, il est recommandable de les séparer temporairement.

Chaîne de conservation

L'utilisation des documents comme preuves à charge dans les actions judiciaires engagées contre les personnes accusées de violations des droits de l'Homme dans les pays en transition, a démontré l'importance que la garantie de leur provenance , et, par là même, le contexte de production des documents a pour l'évaluation de la preuve.

C'est précisément l'implantation de systèmes de gestion de documents et de systèmes archivistiques qui est la base des politiques archivistiques assurant l'authenticité et la fiabilité des documents conservés dans les archives publiques, pour avoir réglementé légalement leur production et leur gestion tout au long de leur cycle de vie. D'où il découle que les archives publiques dans lesquelles ces pratiques ont lieu, offrent, par elles-mêmes, pleine garantie d'authenticité et de non manipulation des documents qu'elles conservent.

Quand, néanmoins, le processus d'accumulation des documents dans une institution d'archives ou d'autre type, ne s'est pas produit selon le modèle normalisé des versements de documents, propres aux systèmes de gestion de documents dans le cadre d'un système archivistique donné, il est nécessaire d'assurer cette authenticité par les formes de conservation des preuves propres au monde du droit et habituelles dans les tribunaux, cours et commissariats de

police, connus comme « chaîne de conservation*[110] ». Dans le cas des mouvements de documents d'un lieu à un autre, la chaîne de conservation, sans solution de continuité, doit rester reflétée dans un registre où sont notés tous les déplacements, ainsi que tous les noms des responsables, internes ou externes, du document ou de l'ensemble des documents, depuis sa localisation et son identification initiale jusqu'à sa possible réclamation et usage judiciaire.

Description

Le travail de description sera semblable à celui que mènent traditionnellement les archivistes : ils s'efforceront, selon un programme à moyen terme, de produire des instruments de description de caractère général, tels que guides et inventaires, afin de permettre une connaissance d'ensemble du contenu. Toutefois, il n'est pas recommandable de laisser les archivistes dresser des catalogues qui incluent des informations détaillées comportant des données relatives aux personnes et susceptibles de mettre en danger leur vie privée. S'agissant de documents dont on estimera, à l'issue de leur évaluation, qu'ils contiennent des données relatives à la vie privée des personnes, la confection d'instruments de description ne doit pas aller jusqu'au stade de l'inventaire, c'est-á-dire d'une description donnant le titre, la série, les dates extrêmes et le relevé des unités de conservations concernées. Les index nominatifs que l'on établira à partir de ces documents ne pourront contenir d'autres informations que le prénom et le nom de la personne et les cotes des documents. Par ailleurs, les fichiers réalisés par les services de répression, même s'ils peuvent être d'une grande utilité pour l'archiviste, ne doivent pas être considérés comme des outils de description, ni offerts comme tels aux utlisateurs. Au contraire, ils

*Chaîne de conservation : mouvement et localisation des preuves physiques, depuis leur obtention jusqu'au moment où elles sont présentées devant un tribunal (West Encyclopedia of American Law, 2005).
La chaîne de conservation de la preuve est la procédure contrôlée qui s'applique aux indices matériels en relation avec le délit, depuis leur localisation jusqu'à leur évaluation par ceux qui sont chargés de rendre justice et qui a pour but de ne pas corrompre l'emploi qui peut en être fait et d'éviter ainsi les altérations, substitutions, contaminations ou destructions/…/ Les particuliers qui, en raison de leur travail ou de l'accomplissement des fonctions propres à leur charge, particulièrement le personnel des services de santé, qui pourraient entrer en contact avec les éléments matériels probatoires et les preuves physiques, sont responsables de leur collecte, préservation et remise à l'autorité correspondante ». (Colombie, Loi 906 du 31 août 2004, Journal Officiel n° 45.658 du 1er septembre 2004, de laquelle est procède le Code de procédure pénale.

doivent être considérés comme des documents à protéger et à manier comme le reste de la documentation, une fois stockés dans des dépôts et exclus de l'accès public. Ces anciens instruments de contrôle seront donc réservés aux manipulations des archivistes. De la même façon, l'utilisation de l'ordinateur dans les tâches de description doit être restreinte de manière que l'information offerte par les instruments de description ainsi élaborés se situe dans les limites établies par les lois de protection de l'intimité.

La principale demande des utilisateurs va être de savoir s'il existe ou non des données les concernant dans les archives. Pour répondre à ces demandes, c'est l'élaboration des index onomastiques ci-dessus évoqués et renvoyant à l'unité d'installation et à leur localisation qui seront les données à fournir.

En ce sens, et à titre d'exemple, les archives d'État de Lettonie ont mis en marche un projet de Registre Unifié des victimes de la répression.

Gestion archivistique.

Un point important dont doit tenir compte l'archiviste qui travaille sur des documents des anciens orgamismes de répression sera la question de la sécurité dans la conservation de ces documents. Les personnes concernées par ces documents sont nombreuses et, dans certains cas et en particulier celui des anciens agents de ces organismes, elles peuvent avoir intérêt à ce que ces documents soient détruits. Il est recommandable que soient prises de sérieuses mesures de sécurité pour la conservation des documents qui auront au moins le même niveau d'importance que celui qu'ils avaient dans ces anciennes institutions.

Préservation

Des mesures pertinentes doivent être prises pour assurer la conservation correcte des documents qui attestent les violations des droits de l'Homme.

Disposer de bâtiments appropriés est la première des recommandations, bien que l'absence de moyens financiers puisse rendre cette solution impossible. Dans tous les cas, devant le manque de moyens, le plus recommandable est toujours de rentabiliser les efforts en partageant les investissements et les dépenses courantes. Une bonne institution archivistique, de dimension nationale ou spécialisée, est préférable à un grand nombre de petites institutions qui manqueront toutes de l'infrastructure et des professionnels indispensables au traitement archivistique des documents.

On peut aussi recourir comme alternative à la reproduction des matériels documentaires, afin de déposer ces copies dans une institution sûre, non seulement comme mesure préventive contre la détérioration due aux conditions d'environnement, mais aussi comme protection contre des sabotages, des agressions ou des atteintes à l'intégrité de ces documents, dans le but de détruire des preuves.

C'est ainsi que l'on a agi dans certains cas, comme celui des Archives Historiques de la Police Nationale du Guatemala.

Le mardi 8 juillet 2008 a été signée une Convention entre le Procureur des Droits de l'Homme du Guatemala, les Archives Fédérales Suisses et le Département Fédéral des Affaires Étrangères de Suisse, au terme d'une négociation de plus d'un an. Le but de cette convention est la préservation, le stockage et la garantie d'accès à long terme des registres digitalisés produits par le Projet de Récupération des Archives Historiques de la Police Nationale du Guatemala, en appliquant à cette fin l'infrastructure technique de stockage des Archives Fédérales Suisses. Les acquis obtenus grâce à la signature de cette convention sont les suivants :

L'assurance de conserver hors du pays une garantie de toute l'information digitalisée produite au moyen du processus de récupération de ces Archives.

La garantie de la sauvegarde de cette information dans le meilleur endroit possible, la Suisse, vu sa compétence technique, son expérience et son soutien au Projet.

La préservation digitale, car en plus de la sauvegarde de toutes les images scannées, photos, documents et bases de données qui se trouvent dans les archives digitales, est assuré l'accès à l'information, quel que soit le temps écoulé. Le format le plus adéquat pour le stockage d'images digitales, à l`heure actuelle, est le TIFF. Les Archives Fédérales s'engagent à réaliser une conversion en bloc de tous les registres qu'ils conserveront de ces archives dans des formats technologiquement actualisés, chaque fois que ce sera nécessaire[111]*.*

Gestion des utilisateurs

La gestion des utilisateurs sera également un point important. Il est recommandable de créer un bureau d'information du public au sein des archives. Ce bureau devrait se charger de publier un guide des droits collectifs et individuels garantis par les lois et que l'utilisation des archives rendra effectifs. Ce guide devrait aussi fournir une information essentielle sur les contenus documentaires des archives et sur les conditions d'accès et les services offerts par le centre aux utilisateurs.

5. Les responsables des institutions qui conservent des documents de la répression, les archivistes et les autres professionnels qui en sont chargés doivent accepter un code d'éthique.

Les archivistes des anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est se sont vus dans l'obligation d'appliquer des critères démocratiques généraux dans le cadre de leur action ; ces critères, apparemment normaux dans notre monde, étaient

[111] Projet de récupération des archives de la Police nationale du Guatemala, *Noticias del Archivo :* Semaine du 7 au 11 juillet 2008. *« La Suisse protège une copie des Archives »*

assez nouveaux pour eux. Au temps de l'URSS et de son régime totalitaire, la tâche principale des archivistes était la conservation des documents d'archives, leur utilisation étant tenue pour secondaire. Mais le passage d'un système totalitaire à un système démocratique a mis les archivistes hors jeu : il a exigé d'eux, en premier lieu, une révision radicale de leurs conceptions et de leur comportement en matière d'utilisation des documents et, en second lieu, une nouvelle échelle de priorités. Ainsi, tandis que l'ancien système administratif avait posé comme priorité essentielle l'intérêt de l'´État ou, plus exactement, du parti dirigeant et de la « nomenklatura », cette priorité a été désormais donnée aux intérêts des individus[112].

L'élaboration d'un code de déontologie peut être d'un grand secours dans la réflexion sur le traitement que doivent recevoir les documents qui sont l'objet de notre travail. Le Code d'éthique du Conseil international des Archives, approuvé en 1996 à Pékin, s'avère insuffisant pour affronter la problématique que rencontrent quotidiennement l'archiviste et les autres professionnels travaillant sur les archives de la répression. Ce code ne doit pas seulement définir la conduite que celui-ci devra adopter, mais aussi l'acceptation des mêmes principes énoncés dans le Code de la part des responsables politiques et administratifs des institutions archivistiques[113].

C'est pourquoi nous proposons que ces codes soient élaborés au sein des archives chargées de leur sauvegarde; ceci sera d'autant plus nécessaire que, lorsque la situation de ces fonds sera en continuité avec celle de l'ancien régime politique, les personnes qui y travaillent devront assumer expressément les principes qui auront été ainsi formulés. Comme règle pour la confection de ces codes nous proposons un ensemble de points qui, à notre avis, pourraient constituer une base de départ :

---

[112] Nina V. KYSTRUSSKA, « Archival Practice in the Context of the Introduction of Access to Information Legislation in Eastern Europe », *Access to Archives, Legal aspects : Proceedings of the Thirty-Second International Conference of the Round Table on Archives*, Edinbourg, 1997, Paris, ICA, 1998.

[113] Michael COOK, « Professional ethics and practice for archives and records management in a human rights context », Journal of The Society of Archivists, Vol. 27, n°1, April 2006, pp. 1-15.

- L'archiviste s'engage à respecter la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies et il refusera l'utilisation de pratiques professionnelles qui porteraient atteinte aux principes qu'elle protège.

- Les documents d'archives qui témoignent de violations des droits de l'Homme sont le patrimoine de tout un peuple. Ils doivent être préservés aussi intégralement que possible. Dans leur ensemble et par extension, ils sont le Patrimoine de toute l'Humanité, en tant qu'ils doivent fortifier sa mémoire contre les dangers de l'intolérance, du racisme et des totalitarismes politiques et servir la cause de la justice.

- L'archiviste exécute la volonté populaire lors du choix de la voie qu'elle retient dans le processus de transition, et il se soumet à l'autorité de la Loi. Néanmoins, il refusera tout ordre supérieur qui l'obligerait à détruire des documents qui concernent la violation des droits de l'Homme ou à les exclure de la consultation pour raisons de « sécurité de l'Etat ».

- Les droits inidividuels des victimes de la répression politique passent avant ceux de la recherche historique.

- Aucun document ne sera déplacé hors des archives en vertu d'une sélection qui serait fondée sur sa valeur pour la recherche historique.

- L'archiviste n'est pas un censeur. Ce seront les lois qui détermineront quels documents peuvent être librement accessibles et sous quelle forme.

- L'archiviste est appelé en pratique à interpréter les lois relatives à l'accès aux documents, lorsque celles-ci ne précisent pas suffisamment certains cas ou certaines situations. En de telles circonstances, il devra s'entourer d'experts en droit administratif et s'efforcera constamment de trouver un juste équilibre entre les intérêts et les droits. La confrontation la plus fréquente, et aussi la plus délicate, se produit habituellement entre le droit au respect de la vie privée et le droit à la recherche

historique. Dans de tels cas, la solution pourra consister à anonymiser les noms de victimes éventuelles ou de tierces personnes, lors de la reproduction des documents originaux.

- L'archiviste s'occupera le plus diligemment possible des demandes d'attestation ou de validation de photocopies qui seront présentées à l'appui des droits des victimes de la répression ou de toute autre personne.

- L'archiviste procédera aux contrôles nécessaires à la protection des documents comportant des informations sensibles placés sous la garde des Archives. Les documents issus de la répression seront conservés au sein des archives générales, dans des dépôts séparés, et ils seront soumis à des mesures spéciales de sécurité. Seul le personnel dûment autorisé aura accès à ces documents.

- L'archiviste limitera l'utilisation des bases de données informatisées concernant les victimes de la répression à celle qui sera rendue nécessaire par l'exercice de l' « *habeas data* ». Ces bases de données seront exclusivement utilisées pour faciliter la connaissance de l'existence de documents sur les personnes ainsi que pour permettre leur localisation. Nulle autre utilisation de ces bases de données par l'administration ou le gouvernement ne devra être autorisée.

BIBLIOGRAPHIE

ALBATS, Eugeniia.- *KGB, State within a State*.- Londres, 1995

ALBERCH FUGUERAS, Ramón.- *Archivos y Derechos Humanos.* Gijón, Trea, 2008

ALBERTI, Gloria.- "Los archivos del dolor en América Latina". En *Comma,* 2004

ALMADA, Martín.- *Paraguay: la cárcel olvidada.* 1993

ANASTASSIADIS, Anastasios.- "Le peuple n'oublie pas… l'État, si. La destruction des archives grecques de la sécurité intérieure entre usages politiques, histoire et concurrence mémorielle".- In: *COLLOQUE INTERNATIONAL CASA DE VELAZQUEZ, 4-6 JUIN 2007: Violence et transitions politiques à la fin du XXe siècle. Europe du Sud - Amérique latine*

ARCH GETTY, J y NAUMOV, Oleg V.- *La lógica del terror: Stalin y la autodestrucción de los bolcheviques, 1932-1939.* Barcelone, Crítica, 2001

ARCHIVES, JUSTICE ET DROITS DE L'HOMME: Actes du colloque international organisé par l'Association française d'histoire de la Justice, l'Association des Archivistes français et le Conseil international des Archives. Paris, La Gazette des Archives, 2007

ARQUIVO PUBLICO DO ESTADO DO RIO DE JANEIRO.- *DOPS: a logica da desconfiança.*- Rio, 1993

ARQUIVO PUBLICO DO ESTADO DO RIO DE JANEIRO.- *Os arquivos das policias politicas: reflexos de nossa história contemporanea.*- Rio, 1994

BARTOSEK, Karel.-

- "Europa central y del sureste". "La otra Europa víctima del comunismo", troisième partie du *Libro negro del comunismo.* Madrid. Espasa Calpe, 1998
- *Les Aveux des archives Prague-Paris-Prague, 1948-1968.* Paris, Le Seuil, 1996

BICKFORD, Louis.- "Los Derechos Humanos y la Memoria Histórica en el Cono Sur de América Latina", *ALA.*- N. 22 (1999), p. 11-27. –

BLANCO RIVERA, Joel A.- “The forbidden files : creation and use of surveillance file against the independence movement in Puerto Rico”, *The American Archivist.*- Vol. 68, n. 2 (fall-winter 2005), p. 297-311

BOCIA, Alfredo; GONZÁLEZ,
Myrian; PALAU, Rosa.- *Es mi informe. Los archivos secretos de la Policía de Stroessner.* Asunción, 2006

BORER, Tristan Anne (comp.), *Telling the Truths: Truth Telling and Peace Building in Post-Conflict Societies*, Notre Dame, Indiana: The University of Notre Dame Press, 2006.

BORIAK, Hennadii - Voting for or against Access to Archives of Special Services Responsible for the Violation of Human Rights: Reviewing the Last Decade in Ukraine.- In: *Comma*. - N. 2 (2004), p. 93-97

BORJA SANTA CRUZ, Ruth Elena.- “Los archivos de los derechos humanos en el Perú**”** In: *Historiar el pasado vivo en América Latina*

BRASIL: Nunca Mais.- Río de Janeiro: Vozes, 1985

BRIEDE, Jautrite - “Availability of the Archives of the Repressive Institutions: Legal Aspects”. En: *International Conference on Archives of Repressive Regime in the Open Society. Riga, 4-5 June, 1998*

BUNDESBEAUFTRAGTE FÜR DIE UNTERLAGEN DES STAATSSICHERHEITSDIENSTES DER EHEMALIGEN DEUTSCHEN DEMOCRATISCHEN REPUBLIK.- *Ester Tätigkeitsbericht des Busdesbeauftragten...*1993…

BUSSE, Meter; UNVERHAU, Dagmar.- “Die Rolle der Archive in der politischen Auseinandersetzung um die "Aufarbeitung der Vergangenheit", 2001. In: *Studien und Quellen = Etudes et sources* / Schweizerisches Bundesarchiv, 27(2001) pp. 203-231

CALLEJO MUÑOZ, de l’original publié en anglais in *Harper’s Magazine, Dic. 2007*

CAMARGO, Ana Maria de Almeida.- "Informaçao, documento e arquivo: o aceso em questao". En: *Boletim Associaçao dos Arquivistas Brasileiros, Núcleo Regional de Sao Paulo.*- nº 11 (1993)

*El caso de España contra las dictaduras chilena y argentina: los documentos del juez Garzón y la Audiencia Nacional.*Barcelona, Planeta, 1998

CANAVAGGIO, Perrine; JOINET, Louis.-“Les archives contre l’oubli”.- *Le Monde,* 23 juin 2004.

CASSA, Roberto. - “Informe sobre los avances archivísticos en la República Dominicana” In: *Boletín del Archivo General de la Nación*, Año LXIX - Volumen
XXXII - Número 118

CECCHINI DE DALLO, Ana María.- "La demanda de las víctimas de un antiguo régimen represivo".- In: *Comma,* 2003 - 2/3

CHAULSOHN BRODSKY, Patricia.- “Administración de Justicia y Corte Penal Internacional”. In: *Hacia una cultura de los derechos humanos* (Alfred García, ed.).- Ginebra, 2000

CHENTALINSKI, Vitali.- *De los archivos literarios del KGB.*- Madrid, 1994

COMISIÓN NACIONAL PARA LA VERDAD Y LA RECONCILIACIÓN.- -*Informe de la Comisión Nacional Chilena para la Verdad y la Reconciliación.*- Santiago, 1991

COURTOIS, Stéphane (et al.)- *El libro negro del comunismo.* Madrid, Espasa Calpe, 1998

COX, Richard J. and WALLACE, David A.- *Archives and the Public Good: Accountability and Records in Modern Society.* Westport, 2002

CRUZ, María Angélica.- “Silencios, contingencias y desafíos: el archivo de la Vicaría de la Solidaridad en Chile”. En: *Los archivos de la represión: documentos, memoria y verdad.* Madrid, 2002

CUESTA BUSTILLO, Josefina.- “Memoria e Historia: un estado de la cuestión”. In: *Memoria e Historia.* Madrid, Marcial Pons, 1998

DA SILVA CATELA Ludmila - “Territorios de memoria política”. In: *Los archivos de la represión: documentos, memoria y verdad.* Madrid: Siglo XXI, 2002

DELETANT, Dennis.- "The Securitate and the Police State in Romania: 1948-64". En: *Intelligence and National Security*.- 8,4 (1993)

DIVACK, Alan.- “The Ford Foundation's Support for Human Rights Archives”.- In: *Comma*. - N. 2 (2004), p. 119-124

DOYLE, Kate.- “Los archivos de la atrocidad: descifrando los archivos de la guerra sucia de Guatemala”. In: *Pueblos,* 16-5-2008 (traduction par María de la Luz)

FARLEY, Gail R. – “Lustration, Decommunization, and European Union Enlargement 2004”. In: *Political Science 595*. Independent Research Project. Dr. William Green, Ph.D. Winter Quarter, 2002-2003. California State University, San Bernardino, CA

FCO HISTORICAL BRANCH.- *Changes in British and Russian Records Policy*.- Londres, 1993

FERMANDOIS, Joaquín and MORRIS, Michael A.- *Democracy in Chile: transition and consolidation.*- Londres, 1995

GÁLVEZ BIESCA, Sergio.- “La ‘Memoria Democrática’ como conflicto”.- In: *Entelequia. Revista Interdisciplinar: Monográfico*, nº 7, septembre 2008, pp-1-52

GARCÍA, María Magdalena.- “The Archives of Political Transitions.- En: *XV Congreso Internacional de Archivos, Sevilla, 2000*. - Madrid: Ministerio de Educación, Cultura y Deporte, Subdirección General de Información y Publicaciones, 2001

GAUCK, Joachim.- "Dealing with the Stasi Past"

GÓMEZ ISA, Felipe.- *Desmovilización paramilitar en Colombia: Entre la paz y la justicia*. Madrid, Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, Documentos de Trabajo nº 57, Abril 2008

GONZÁLEZ QUINTANA Antonio.-

- "Les archives de services de sécurité des anciens régimes répressifs". *Janus, 1999.1*
- "Archives of the Security Services of Former Repressive Regimes". *Janus, 1998.2;*
- "El Archivo de la Guerra Civil de Salamanca". *Historia 16*, nº 230, junio 1995, pp. 12-26.
- "Archivos y Derechos Humanos". *Actas del VII Congreso Nacional de ANABAD : Información y derechos de los ciudadanos : Teoría y realidad en el XX aniversario de la Constitución. Boletín de la Asociación Española de Archiveros, Bibliotecarios, Museólogos y Documentalistas, XLIX, 1999, nº 3-4, Julio-Diciembre, págs. 371-389. Boletín de ANABAD*, nº , 1999
- "Los archivos de la represión: balance y perspectivas".- *Comma*.- N. 2 (2004), p. 59-74
- "Fuentes para el estudio de la represión franquista en el Archivo Histórico Nacional, sección Guerra Civil". *Espacio, Tiempo y Forma*.- t. 7 (1994)
- "La política archivística del Gobierno español y la ausencia de gestión del pasado desde el comienzo de la Transición". *HISPANIA NOVA. Revista de Historia Contemporánea*. Número 6 (2006)
- « Le devenir des archives dans les régimes post-autoritaire ». *La Gazette des archives, nº 206*

GONZÁLEZ VERA Myrian.- "Los Archivos del Terror de Paraguay". *Los archivos de la represión: documentos, memoria y verdad.* Madrid, 2002

GORDIEVSKY, Oleg.- "The KGB archives". *Intelligence and National Security*. 6,1 (1991)

GUIDE to Archival Sources relating to the South African Truth and Reconciliation Commission.- Johannesburg, 2007

HARRIS, Verne

- "Archival ethics".- IASA Journal International Association of Sound And Audiovisual Archives, N. 25 (juillet 2005), p. 4-12"The archival sliver: Power, memory, and archives in South Africa"- Archival Science, Volume 2, Numbers 1-2 / mars 2002, pp. 63-86
- *Exploring Archives, An Introduction to Archival Ideas and Practices in South Africa,* 2000,

HENRIQUES, Maria Lurdes.- "Abertura ao público dos Arquivos de Instituçoes do Regime Deposto em 1974".- *Insar*.- nº 1 (1996)

HERBST, Jennifer et HUENUQUEO, Patricia.- , Archivos para el estudio del pasado reciente en Chile. In: *Historizar el pasado vivo en América Latina*
HOCHSCHILD, Adam.- *El fantasma del Rey Leopoldo*. Barcelona, 2002.

IVANENKO, Boris V.- "Ukranian Archives Statutory and Ethical Problems". *Janus,* 1994.1
JANSSENS, Gustaaf.- "Les archives : la mémoire au coeur de la société démocratique" In: *Pliegos de Yuste*. - nº 2 (mayo 2004), p. [49] - 58
JELIN, Elizabeth.- *Los Archivos de la represión: documentos, memoria y verdad.* Madrid, 2002
JOINET, Louis.- *La Administración de Justicia y los Derechos Humanos de los Detenidos: Informe final revisado acerca de la cuestión de la impunidad de los autores de violaciones de los derechos humanos (derechos civiles y políticos) preparado por el Sr. L. Joinet de conformidad con la resolución 1996/119 de la Subcomisión.* E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1, 2 octobre de 1997

KABANDA.- « Droit des archives et droits de l'homme ». *La Gazette des Archives,* nº 206
KAPLAN, Karel.- *Dans les archives du Comité Central: Trente ans de secrets du bloc soviétique.* Paris. Albin Michel, 1978
KARABABIKIAN, Graciela.- "Archivos y Derechos Humanos en Argentina".- *Boletín del Archivo General de la Nación. Año LXIX, vol. XXXII, nº 119.* Santo Domingo, 2007
KETELAAR, Eric.-

- "Access: The Democratic Imperative", *Archives and Manuscripts* 34, nº 2 (2006) 62-81.
- "Archival Temples, Archival Prisons: Modes of Power and Protection", *Archival Science: international journal on recorded information*. - Vol. 2, n. 3-4 (2002), p. 221-238

KLAVINA, Daina.- "Preservation and access to the archives of the repressive institutions of the occupational period". *International conference. Archives of Repressive Regime in the Open Society (Thesys).* Riga, 4-5- June 1998
KORNBLUH, Peter.- *Pinochet: los archivos secretos*. Barcelone, 2004 (Le titre original est beaucoup plus clair puisque *The Pinochet file* a pour sous titre : *A Declassified Dossier on Atrocity and Accountability*)
KYSTRUSSKA, Nina V.- "Archival Practice in the Context of the Introduction of Access to Information Legislation in Eastern Europe".- *Access to Archives, Legal aspects: proceedings of the Thirthy-Second International Conference of the Round Table on Archives, Edinburgh 1997.* Paris: ICA, 1998

LOBO DE ARRUDA, Alzira; ATTI, César Augusto.- "O Arquivo do DEOPS-SP: os documentos da 'Subversao' nas décadas de 1920-40". *Populaçoes*.- nı 4 (1996)

LORENZ, Federico Guillermo.- "Archivos de la represión y memoria en la República Argentina". *Historizar el pasado vivo en América Latina*

LUKES, Igor.-

- "The Czechoslovak Intelligence Service and Western Reactions to the Communist Coup d'Etat of February 1948".- *Intelligence and National Security*.- 8,4 (1993)
- "The Birth of a Police State: the Czechoslovak Ministry of the Interior. 1945-48". *Intelligence and National Security*.- 11,1 (1996)

MARCHAL, Jules.- *L'Etat Libre du Congo: Paradis Perdu. L'Histoire du Congo (1786-1900).* Borgloon, 1996; et *E.D. Morel contre Leopold II. Histoire du Congo (1900-1910).* Paris, 1996

MENDOZA NAVARRO, Aida Luz.- *Archivos y Derechos Humanos: los documentos de la CVR.* Lima, 2006

MILLAR, Laura.- Touchstones : considering the relationship between memory and archives. In: *Archivaria*: The Journal of the Association of Canadian Archivists / Production, University of Totonto Press, nº 61 spring 2006, pp. 105-126

MILOSAVLJEVIC, Bogoljub; PAVICEVIC, Dorde.- *Secret Files: Opening The Files of State Security Services.* Center for Antiwar Action, Belgrade, 2002.

MONTGOMERY, Bruce P.-

- "Archiving Human Rights: The Records of Amnesty International USA.- *Archivaria*.- n. 39 ; p. 108-131
- "The Iraqui Secret Police Files: A Documentary Record of the Anfal Genocide", *Archivaria*. - V. 52 (fall 2001), p. 69-99

NAZAR, Mariana.-

- ."Dictadura, archivos y accesibilidad documental. A modo de agenda".- In: *Derechos humanos en Argentina. Informe 2007*, Informe Anual del CELS. EUDEBA, 2007 y en www.cels.org.ar
- ."Sobre las Políticas de la Memoria". *Boletín de la ANABAD*, Tomo 56, Nº 2, 2006 , pp. 103-110.

OHMANN, Valdur.- "The archives of the secret services of the Estonian SSR, their preservation and the current regulation of their accessibility. Survey of the situation in Estonia". En: *International conference. Archives of Repressive Regime in the Open Society (Thesys).* Riga, 4-5- June 1998

OLMO, Darío.- "Reconstruir desde restos y fragmentos. El uso de archivos policiales en la Antropología Forense en Argentina".- In: *Los archivos de la represión*

ORENTLICHER, Diane,- *Conjunto de principios actualizado para la protección y la promoción de los derechos humanos mediante la lucha contra la impunidad.* Rapport de Diane Orentlicher, experte indépendante chargée d'actualiser l'ensemble des principes pour la lutte contre l'impunité. Nations Unies. Distr. GENERAL. E/CN.4/2005/102/Add.1; 8 février 2005

PÉROTIN-DUMON, Anne.-

- « Les archives de la défense des droits humains en Amérique latine : Chili, Argentine, Pérou ».- In : *La Gazette des Archives*, n° 206
- (dir) *Historizar el pasado vivo en América Latina.* 1ère éd. 2007 http://www.historizarelpasadovivo.cl/es_home.html
- Liminar. Verdad y memoria: escribir la historia de nuestro tiempo.*"* In*: Historizar el pasado vivo en América Latina*

PETERSON, Trudy H.-

- *Temporary Courts, Permanent Records: Special Report*. Washington, United States Institute of Peace, 2006
- *Final Acts: a Guide to Preserving the Records of Truth Commissions.* Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2005
- « Juridictions temporaires/archives définitives : pour la création d'archives judiciaires des Nations Unies ». In : *La Gazette des Archives,* mº 206

PRECAN, Vilém.- "The Opening of the Archives and the History of Communism". In *The Millennium Congress: 19th International Congress of Historical Sciences, Oslo, 6-13 August, 2000; Round Table 19*

Le procès Barbie: Justice pour la Mémoire et l'Histoire. Lyon, Centre de Recherche de la Résistance et de la Déportation, 2005

PROYECTO de recuperación del Archivo Histórico de la Policía Nacional : informe de avances. - [Guatemala] : Procuraduría de los Derechos Humanos, 2006

PROYECTO de recuperación del Archivo Histórico de la Policía Nacional Guatemala: manual de procedimientos. - Guatemala: Procurador de los Derechos Humanos, 2006

RAINER, János M.- "Opening the Archives of the Communist Secret police. The experience in Hungary". Intervention à la Table ronde *La Apertura de los Archivos y la historia del Comunismo 1990-2000,* du 19ème Congrès des Sciences historiques. Oslo, 2000

RUMIN, Serge.- « Archives et processus de criblage dans les sociétés en transition : l'exemple des pays de l'ancien bloc des pays de l'Est ». *La Gazette des archives,* nº 206

SACHS, Albie.- "Archives, Truth and Reconciliation". *Archivaria*. n°. 62 (Fall 2006), p. [1]-14

SAN MARTIN, José I.- *Servicio Especial: a las órdenes de Carrero Blanco (de Castellana a El Aaiún).*- Barcelone, 1983

SANNERMANN, Gladys.- *Paraguay en el Operativo Cóndor.* 1994

SHAFIR, Michael.- "La novela de espionaje rumana trata de rehabilitar la Securitate". *Cuadernos del Este*.- nº 17 (1996)

SOLIS-AZUAGA, Gabriela.- Le Paraguay : la terreur racontée par elle-même. *La Gazette des Archives,* nº 206

SOLZHENITSYN, Alexandre.- *Archipiélago Gulag, (1918-1956).* Madrid, El Mundo, 2002

SOUTH AFRICAN HISTORY ARCHIVE.- *Guidebook.* Braamfontein, 2006

UNVERHAU, Dagmar.-

- *Das "NS-Archiv" des Ministeriums für Staatssicherheit : Stationen einer Entwicklung.* - Münster : Lit, 2004. - 257 p. - (Archiv zur DDR-Staatssicherheit ; 1)
- "The archival situation in the New States of the Federal Republic of Germany: a view from the Archive of the Federal Agent for the Documents of the State Security Service of the former DDR". Document pour : *Second Joint Working Session of the 63rd. German Archives Congress*
- "Vom Lob der politisch-operativen Archivarbeit : Schulungsvortrag eines Offiziers der Abteilung XII (Zentrale Auskunft/Speicher) des MfS von 1975". In: *Archivalische Zeitschrift*, 81(1998) pp. 138-173
- (Directora).- *Das Stasi-Unterlagen-Gesetz im Lichte von Datenschutz und Archivgesetzgebung : Referate der Tagung des BStU vom 26. - 28.11.1997 /* - Münster : Lit, 1998. - 312 p. - (Archiv zur DDR-Staatssicherheit ; 2)
- (Directora).- *Hatte "Janus" eine Chance? : das Ende der DDR und die Sicherung einer Zukunft der Vergangenheit ; Referate der Tagung der BStU in Zusammenarbeit mit der Museumsstiftung Post und Telekommunikation sowie dem Bundesarchiv vom 27.- 29.11.2002 in Berlin* .- Münster : Lit, 2003. - 445 p. - (Archiv zur DDR-Staatssicherheit ; 6)
- (Directora).- *Lustration, Aktenöffnung, demokratischer Umbruch in Polen, Tschechien, der Slowakei und Ungarn : Referate der Tagung des BStU und der Akademie für Politische Bildung Tutzing vom 26. - 28.10.1998* .- Münster : Lit, 1999. - 408 p. - (Archiv zur DDR-Staatssicherheit ; 3)

VALDEZ, Patricia Tappatá de.- "Archivos y organizaciones de defensa de los Derechos Humanos en Argentina.- *Comma*. - N. 2 (2004), p. 109-114

VARGA, László.-

- "Forschunden in Ungarischen Archivbeständen". *Janus*.- 1994. 2
- (chairman).- *The file opening committee of the Ministry of Interior : Report*. Budapest, 1995 (rapport de László Varga au groupe de travail du Conseil International des Archives)

VOLKOGÓNOV, Dimitri.- *El verdadero Lenin.* Madrid, Anaya y Mario Muchnik, 1996

WALDMAN, Gilda.- "La cultura de la memoria: problemas y reflexiones". *Política y cultura*, nº 26 (Otoño de 2006)

WERTH, Nicolas.- "Un Estado contra su pueblo: violencias, temores y represiones en la Unión Soviética". *El libro negro del Comunismo: crímenes, terror y represión.* Madrid. Espasa Calpe, 1998

WILLEMIN, Georges.- Les Archives du Comité International de la Croix-Rouge comme source de reconstruction de l'identité des victimes.- *Comma*. – n° 2 (2004), p. 115-117

PAGES WEB CONTENANT DE L'INFORMATION SUR ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/index.php (recensement d'archives des droits de l'Homme de *Memoria Abierta*)

http://www.iisg.nl/abb/ (Base de données de l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam sur les archives russes)

http://censoarchivos.mcu.es/CensoGuia/portada.htm (Guide des Archives d'Espagne et d'Amérique Latine du Ministère de la Culture espagnol)

http://www.archivistica.net/archivos_derechos_humanos.htm (Carte des Archives et Droits de l'Homme du web de María José Aldaz: *archivistica.net*

http://www.historizarelpasadovivo.cl/ (Information sur les archives du Chili, Argentine et Pérou)

http://www.memoriasreveladas.arquivonacional.gov.br/cgi/cgilua.exe/sys/start.htm?tpl=home (Mémoires Révélées, Centre de Références des Luttes Politiques au Brésil, 1964-1985)

http://www.ica.org/groups/ (Conseil International des Archives – Groupe de Travail Archives et Droits de l'Homme)

http://www.arxivers.org/es/index.php (Page de l'organisation non gouvernementale *Archivistes sans Frontières*)

RÉPERTOIRE DES PRINCIPALES ARCHIVES ET INSTITUTIONS QUI CONSERVENT DES TÉMOIGNAGES DE VIOLATIONS DE DROITS DE L'HOMME

Alemania

Bad Arolsen

Institución:	**Servivio Internacional de Búsquedas (International Tracing Service (ITS))**
Año de creación:	1945
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Große Allee 5 - 9.- 34454 Bad Arolsen
Teléfono:	+49 (0)5691 629-0
Sitio Web:	http://www.its-arolsen.org/
E-Mail:	email[at]its-arolsen.org
Fuente de información:	http://www.its-arolsen.org/en/archives/collection/inventory_lists/index.html

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Instituto Internacional de Búsquedas (Cruz Roja Internacional) y organismos precedentes	1943	2006	Organismos de DDHH

Berlin

Institución:	**Comisionado Federal para la Administración de los Archivos del Ministerio para la Seguridad del Estado de la República Democrática Alemana**
Año de creación:	1990
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Karl-Liebknecht-Straße 31/33. D - 10178 Berlin-Mitte
Teléfono:	+49 (0)30 23 24-50
Sitio Web:	http://www.bstu.bund.de/
E-Mail:	post@bstu.bund.de
Fuente de información:	http://www.bstu.bund.de/nn_710332/EN/Archives/archives__node.html__nnn=true_ _nnn=true

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Ministerio para la Seguridad del Estado (Stasi)	1950	1989	Organismos represivos

Argentina

Buenos Aires

Institución: **Archivo Nacional de la Memoria**

Año de creación: 2003

Tipo de institución: Centro de Memoria

Dirección: Mariano Moreno 1228, Subsuelo, (1091) Ciudad Autónoma de Buenos Aires

Teléfono: (54 11) 4382 6404

Sitio Web: http://www.derhuman.jus.gov.ar/anm/inicio.html

E-Mail: info@anm.derhuman.jus.gov.ar

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Comisión para el Estudio de las Personas Desaparecidas (CONADEP)	1984	1984	Comisiones de verdad

---

Institución: **Asamblea Permanente por los Derechos Humanos (APDH)**

Año de creación: 1975

Tipo de institución: ONG

Dirección: Av. Callao 569, 3º Cpo. 1º Pis. C1022AAF Buenos Aires

Teléfono: (0054 11) 4372-8594

Sitio Web: www.apdh-argentina.org.ar

E-Mail: apdh@apdh-argentina.org.ar

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=44&nombre=APDH%20(Asamblea%20Permanente%20por%20los%20Derechos%20Humanos)&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Asamblea Permanente por los Derechos Humanos	1975	0	Organismos de DDHH

Institución: **Centro de Estudios Legales y sociales (CELS)**

Año de creación: 1979

Tipo de institución: ONG

Dirección: Piedras 547. Código Postal: C1070AAK, Buenos Aires

Teléfono: (54) 11-43344200 / (54) 11- 4334-4200

Sitio Web:

E-Mail: www.cels.org.ar

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=116&nombre=CELS%20(Centro%20de%20Estudios%20Legales%20y%20Sociales)&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Centro de Estudios Legales y sociales (CELS) (archivo institucional)	1979	0	Organismos de DDHH

Institución: **Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas**

Año de creación: 1975

Tipo de institución: ONG

Dirección: Riobamba 34. Buenos Aires

Teléfono: (54-11) 4954-5646 / (54-11) 4954-5646

Sitio Web:

E-Mail:

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=114&nombre=Familiares%20de%20Desaparecidos%20y%20Detenidos%20por%20Razones%20Políticas&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas (archivo institucional)	1975	2004	Organizaciones de Resistencia

---

Institución: **Madres de Plaza de Mayo - Línea Fundadora**

Año de creación: 1979

Tipo de institución: ONG

Dirección: Piedras 153, 1º A. Código Postal: 1070. Buenos Aires

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=113&nombre=Madres%20de%20Plaza%20de%20Mayo%20-%20Línea%20Fundadora&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Madres de Plaza de Mayo - Línea Fundadora (archivo institucional)	1997	2005	Organizaciones de Resistencia

---

Institución: **Memoria Abierta**

Año de creación: 1999

Tipo de institución: Centro de Memoria

Dirección: Avda. Corrientes 2560, 2º E, (1046) Ciudad Autónoma de Buenos Aires

Teléfono: (54 11) 4951 4870 / 3559

Sitio Web: www.memoriaabierta.org.ar

E-Mail: contacto@memoriaabierta.org.ar

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=127&nombre=Memoria%20Abierta%20-%20Acción%20coordinada%20de%20Derechos%20Humanos&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Memoria Abierta	1999	0	Organismos de DDHH
Fiscalía Moreno Ocampo	1975	1998	Tribunales de Justicia
Colección de testimonios orales	2001	0	Organismos de DDHH
Colección de fotografías	2002	0	Organismos de DDHH

Institución: **Servicio Paz y Justicia - SERPAJ Argentina**

Año de creación: 1974

Tipo de institución: ONG

Dirección: Piedras 730. Código Postal: C1070AAP. Ciudad autónoma de Buenos Aires

Teléfono: (54 11) 4361-5745 / (54 11) 4361-5745

Sitio Web: www.serpaj.org/

E-Mail: serpaj@serpaj.org.ar

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta2.1.php?idInstitucion=102&idPais=1&nombre=Servicio%20Paz%20y%20Justicia%20-%20SERPAJ%20Argentina&fondo=53

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
SERPAJ Argentina	1974	0	Organismos de DDHH

La Plata

Institución:	**Comisión Provincial por la Memoria**
Año de creación:	2000
Tipo de institución:	Centro de Memoria
Dirección:	Calle 54 Nº485, (1900) La Plata,(provincia de Buenos Aires)
Teléfono:	(54 221) 483 1737 / 489 5191
Sitio Web:	www.comisionporlamemoria.org
E-Mail:	cmemoria@speedy.com.ar
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
División de Inteligencia de la Policía de Buenos Aires (DIPBA)	1940	1998	Organismos represivos

Mendoza

Institución:	**Casa por la Memoria y la Cultura Popular**
Año de creación:	1999
Tipo de institución:	Centro de Memoria
Dirección:	Pasaje las Orquideas 767, Código Postal: 5501. Mendoza
Teléfono:	0261- 4295667
Sitio Web:	
E-Mail:	bibliotecaycasaporlamemoria@yahoo.com.ar
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=117&nombre=Casa%20por%20la%20Memoria%20y%20la%20Cultura%20Popular&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Departamento de Inteligencia de la policía de Mendoza (D2)	1973	1978	Organismos represivos
Casa por la Memoria y la Cultura Popular (archivo institucional)	1976	0	Organismos de DDHH

Rawson

Institución:	**Archivo Provincial de la Memoria del Chubut**
Año de creación:	2004
Tipo de institución:	Centro de Memoria
Dirección:	Conesa 284 1º Piso. 9103 Rawson
Teléfono:	(02965) 483710 / 783
Sitio Web:	
E-Mail:	ddhh@chubut.gov.ar
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta2.1.php?idInstitucion=164&idPais=1&nombre=Archivo%20Provincial%20de%20la%20Memoria%20del%20Chubut&fondo=103

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Servicio de Inteligencia del Chubut (SICh)	1960	1988	Organismos represivos

Rosario

Institución:	**Museo de la Memoria de Rosario**
Año de creación:	1998
Tipo de institución:	Centro de Memoria
Dirección:	Av Aristóbulo del Valle y Call. Código Postal: 2000, Rosario
Teléfono:	
Sitio Web:	
E-Mail:	0054-341-4804-511 int. 231 ó 164
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=73&nombre=Museo%20de%20la%20Memoria%20de%20Rosario&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Colección de documentos y testimonios	1975	1983	Organismos de DDHH

San Miguel de Tucumán

Institución:	**Secretaría de Estado de Derechos Humanos de la Provincia de Tucumán**
Año de creación:	2003
Tipo de institución:	Administración Pública
Dirección:	25 de mayo 90 - Casa de Gobierno. Código Postal: 4000. San Miguel de Tucumán (Tucumán)
Teléfono:	
Sitio Web:	
E-Mail:	alejandraschwartz@yahoo.com.ar
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=148&nombre=Secretaría%20de%20Estado%20de%20Derechos%20Humanos%20de%20la%20Provincia%20de%20Tucumán%20-%20Archivo%20de%20la%20Comisión%20Bicameral&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Archivo de la Comisión Bicameral investigadora de las violaciones de los Derechos Humanos en la prov	1984	1986	Organismos de DDHH

Santa Fe

Institución:	**Archivo General de la Provincia de Santa Fe (Archivo Intermedio)**
Año de creación:	1961
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Av. General López 2792 - Av. A
Teléfono:	(54) 0342-4573029 – 4506600 int. 1594 / 1571
Sitio Web:	www.ceride.gov.ar/sipar
E-Mail:	sipar@ceride.gov.ar
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=119&nombre=Archivo%20General%20de%20la%20Provincia%20de%20Santa%20Fe%20(Archivo%20Intermedio)&idPais=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Dirección General de Informaciones, Provincia de Santa Fe	1976	1983	Organismos represivos
Policía de la Provincia de Santa Fe	1976	1983	Organismos represivos
Servicio Penitenciario	1976	1983	Organismos represivos

Brasil

Belo Horizonte

Institución:	**Archivo Público Minero**
Año de creación:	1895
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Avenida João Pinheiro nº: 372. Funcionários - Belo Horizonte. CEP: 30130-180
Teléfono:	(31) 32691167; (31) 32691060
Sitio Web:	http://www.cultura.mg.gov.br/
E-Mail:	apm@cultura.mg.gov.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Departamento de Orden Político y Social del Estado de Minas Generais	1927	1982	Organismos represivos

Campinas

Institución:	**Archivo Edgard Leuenroth – Centro de Investigación y Documentación Social**
Año de creación:	1974
Tipo de institución:	Centro de Documentación
Dirección:	Arquivo Edgard Leuenroth. Centro de Pesquisa e Documentação Social. Instituto de Filosofia e Ciências Humanas. Universidade Estadual de Campinas. Cidade Universitária Zeferino Vaz. Caixa Postal 6110. Campinas - SP - Brasil. CEP: 13083-970
Teléfono:	(19) 3521-1622
Sitio Web:	http://www.ifch.unicamp.br/ael
E-Mail:	chalhoub@unicamp.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Brasil Nunca Mais (colección de materiales recopilados por Paulo Evaristo Arns y Jaime Wright)	1964	1979	Organismos de DDHH

Curitiba

Institución:	**Archivo Público Estatal de Paraná**
Año de creación:	1855
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Rua dos Funcionários nº: 1.796 . Cabral - Curitiba . CEP: 80.035-50
Teléfono:	(41) 3352.2299
Sitio Web:	http://www.arquivopublico.pr.gov.br/
E-Mail:	arquivo@pr.gov.br; daysilucia@seap.pr.gov.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Delegación de Orden Político y Social de Paraná (DEOPS)	1920	1989	Organismos represivos

Fortaleza

Institución:	**Archivo Público del Estado de Ceará**
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Rua Senador Alencar nº: 348 . Centro - Fortaleza. CEP: 60030-050
Teléfono:	(85) 3101-2614; (85) 3101-2615
Sitio Web:	http://www.secult.ce.gov.br/equipamentos-culturais/arquivo-publico
E-Mail:	apec@secult.ce.gov.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Delegación de Orden Poplítico y social de Ceará	1963	1987	Organismos represivos

Porto Alegre

Institución:	**Archivo Histórico de Río Grande do Sul**
Año de creación:	1954
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Memorial do Rio Grande do Sul, na Rua Sete de Setembro, 1020- 2º andar, Centro, Porto Alegre-RS-Cep: 90010-191
Teléfono:	(51) 3227.0883, 3221.0825.
Sitio Web:	http://www.cultura.rs.gov.br/principal.php?inc=arq_hist
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Secretaría de Seguridad Pública (DOPS)	1094	1989	Organismos represivos

Recife

Institución:	**Archivo Público Estatal de Jordão Emerenciano**
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Rua do Imperador Pedro II nº: 371. Santo Antônio - Recife. CEP: 500010-240
Teléfono:	(81) 3181-4705; (81) 3181-4704
E-Mail:	pedromoura@bol.com.br /danielemonclair@gmail.com
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Delegación de Orden Político y Social de Jordao Emerenciano	1926	1991	Organismos represivos

Río de Janeiro

Institución:	**Archivo Público del Estado de Río de Janeiro**
Año de creación:	1931
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Praia de Botafogo, 480 - Botafogo - Rio de Janeiro, RJ - CEP 22250-040
Teléfono:	Telefone: (21) 2332-1449
Sitio Web:	http://www.aperj.rj.gov.br/
E-Mail:	aperj@aperj.rj.gov.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Departamento Autónomo de Orden Político y Social del Estado de Río de Janeiro	1934	1975	Organismos represivos
Departamento de Orden Político y Social del Estado de Guanabara	1935	1982	Organismos represivos

Río de Janiero / Brasilia

Institución:	**Archivo Nacional de Brasil**
Año de creación:	1838
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Praça da República, 173. 20211-350 - Rio de Janeiro, RJ; SIG Quadra 6 Lote 800. Prédio da Imprensa Nacional. 70604-900 - Brasília, DF
Teléfono:	(21) 2179-1273 / 2179-1275 / 2179-1276
Sitio Web:	http://www.arquivonacional.gov.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Servicio Nacional de Informaciones (SIN)	1964	1974	Organismos represivos
Consejo de Seguridad Nacional (CSN)	1964	1980	Organismos represivos
Comisión General de Investigaciones (CGI)	1968	1979	Organismos represivos
Divisió de Inteligencia de Departamento de Polícia Federal (Distrito Federal, Minas Gerais y Paraná)	1964	1985	Organismos represivos
Divisiones de Seguridad e Informaciones de diversos organismos públicos	1964	1985	Organismos represivos

Sao Luís

Institución:	**Archivo Público del Estado de Maranhão**
Año de creación:	1974
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Rua de Nazaré nº: 218. Centro - São Luís. CEP: 65010-410
Teléfono:	(98) 3218-9927; (98) 3218-9928; (98) 3232-4544
Sitio Web:	http://www.cultura.ma.gov.br/
E-Mail:	apem@cultura.ma.gov.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Delegación de Orden Político y Social de Maranhão	1968	1991	Organismos represivos

Sao Paulo

Institución:	**Archivo Público del Estado de Sao Paulo**
Año de creación:	1842
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Rua Voluntários da Pátria, 596 – Santana – São Paulo – SP
Teléfono:	2221-4785
Sitio Web:	http://www.arquivoestado.sp.gov.br/
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Departamento Estatal de Orden Político y Social de Sao Paulo (DEOPS)	1924	1983	Organismos represivos

Vitória

Institución:	**Archivo Público del Estado de Espítu Santo**
Año de creación:	1908
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Rua sete se setembro nº 414, Centro, Vitoria, ES
Teléfono:	(027) 32232952
Sitio Web:	http://www.ape.es.gov.br/index2.htm
E-Mail:	ape@es.gov.br
Fuente de información:	http://www.an.arquivonacional.gov.br/mr/seguranca/Principal.asp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Delegación de Orden Político y Social de Espítitu Santos (DOPS/ES)	1964	1985	Organismos represivos

Camboya

Phnom Pehn

Institución:	**Centro de Documentación de Camboya (Proyecto Genocidio Camboya -US Departamento de Estado)**
Año de creación:	1994
Tipo de institución:	Centro de Documentación
Dirección:	DC-Cam ® 66 Preah Sihanouk Blvd., P.O. Box 1110 Phnom Penh
Teléfono:	Tel: (855-23) 211-875
Sitio Web:	www.dccam.org
E-Mail:	Email: dccam@online.com.kh
Fuente de información:	http://www.dccam.org/Abouts/History/Documentary_materials.htm#[2]

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Partido Comunista de Kampuchea	1975	1979	Partidos totalitarios
Santebal (Seguridad del Estado)	1975	1979	Organismos represivos
Tribunal Popular Revolucionario de Pnom Pehn	1979	1979	Tribunales de Justicia

---

Institución:	**Museo Tuol Sleng del Genocidio**
Año de creación:	1979
Tipo de institución:	Museo
Dirección:	Department of museums (in charge of the Tuol Sleng Genocide Museum) House #23, Street 348, Boeung Kengkung III, Khan Chamkarmon Phnom Penh,
Teléfono:	+85523216045
Sitio Web:	http://www.tuolsleng.com/
E-Mail:	sopheara@online.com.kh
Fuente de información:	http://portal.unesco.org/ci/en/files/27488/12200140123TuolSleng_web.rtf/TuolSleng%2Bweb.rtf

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Centro de detención Tuol Sleng (prisión S-21)	1975	1979	Organismos represivos

Chile

Santiago

Institución: **Archivo Nacional (Archivo Nacional de la Administración Central del Estado (ARNAD))**

Año de creación: 1887

Tipo de institución: Archivo

Dirección: Agustinas 3250, Comuna de Santiago Centro, Santiago

Teléfono: (56 2) 681 7979

Sitio Web: www.dibam.cl/archivo_nacional/an_admin.htm

E-Mail: marcela.cavada@dibam.cl

Fuente de información: http://www.historizarelpasadovivo.cl/es_resultado_textos.php?categoria=Archivos+para+un+pasado+reciente+y+violento%3A+Argentina%2C+Chile%2C+Per%FA&titulo=Archivos+para+el+estudio+del+pasado+reciente+en+Chile

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Diversos fondos de la administración del gobierno dictatorial del General Pinochet	1973	1990	Organismos represivos

---

Institución: **Corporación Justicia y Democracia**

Año de creación: 1994

Tipo de institución: ONG

Dirección: Teresa Salas 786, Comuna de Providencia, Santiago

Teléfono: (56 2) 341 1574

Sitio Web: www.justiciaydemocracia.cl

E-Mail: justidem@terra.cl

Fuente de información: http://www.historizarelpasadovivo.cl/es_resultado_textos.php?categoria=Archivos+para+un+pasado+reciente+y+violento%3A+Argentina%2C+Chile%2C+Per%FA&titulo=Archivos+para+el+estudio+del+pasado+reciente+en+Chile

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Gabinete presidencial e Patricio Aylwin Azocar	1990	1994	Gubernamental
Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación (Copia del Archivo)	1990	1991	Comisiones de verdad

---

Institución: **Fundación de Documentación y Archivo de la Vicaría de la Solidaridad**

Año de creación:	1992
Tipo de institución:	ONG
Dirección:	Erasmo Escala 1872, tercer piso. Santiago
Teléfono:	56 2 696 04 70 - 56 2 696 35.04 - 56 2 698 12
Sitio Web:	www.vicariadelasolidaridad.cl
E-Mail:	funvisol@iglesia.cl
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=109&nombre=Fundación%20de%20Documentación%20y%20Archivo%20de%20la%20Vicaria%20de%20la%20Solidaridad&idPais=3

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Vicaría de la Solidaridad	1973	1982	Organismos de DDHH

Eslovaquia

Bratislava

Institución:	**Instituto de la Memoria de la Nación**
Año de creación:	2002
Tipo de institución:	Centro de Memoria
Dirección:	Námestie slobody 6. 817 83 Bratislava 15. Slovak Republic
Teléfono:	+421 2 593 00 311
Sitio Web:	http://www.upn.gov.sk/v2/index.php?lang=en
E-Mail:	info@upn.gov.sk

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Servicios de Seguridad del Estado (Eslovaquia-Checoslovaquia)	1939	1989	Organismos represivos

España

Ferrol

Institución:	**Archivo Intermedio Militar Noroeste**
Año de creación:	1995
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Avenida del Rey, s/n.- 15400 FERROL, A CORUÑA
Teléfono:	+ 34 981 319 009
Fuente de información:	http://www.mde.es/portalcultura/servlet/ConsultaCultura?ACCION=4&COD_OBJETO=158&COD_PROVINCIA=15&AREA_PORTAL=CULTURAL&TIPO_OBJETO=ARCHIVO

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Consejos de Guerra en Asturias, Cantabria, Castilla y León, Galicia, País Vasco y Rioja	1936	1945	Organismos represivos

Guadalajara

Institución:	**Archivo General Militar de Guadalajara**
Año de creación:	1967
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Avenida del Ejército, nº 2. 19004 GUADALAJARA
Teléfono:	+34 949 213 935
Sitio Web:	http://www.ejercito.mde.es/Unidades/es/unidades/Madrid/ihycm/Archivos/agm-guadalajara-index.html
E-Mail:	agm_guadalajara@et.mde.es
Fuente de información:	http://www.mde.es/portalcultura/servlet/ConsultaCultura?ACCION=4&COD_PROVINCIA=19&TIPO_OBJETO=ARCHIVO&COD_OBJETO=43

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Consejo Supremo de Justicia Militar	1936	1988	Organismos represivos
Campos de concentración, Baltallones de Trabajadores y Disciplinarios (Unidades Disciplinanarias)	1939	1980	Organismos represivos
Comisión Central de Examen de Penas	1940	1977	Organismos represivos

Madrid

Institución: **Archivo General e Histórico de la Defensa**

Año de creación: 2008

Tipo de institución: Archivo

Dirección: Paseo de Moret s.n. (Acuartelamiento Infante don Juan).- 28071 Madrid

Teléfono: + 34 917808602

Sitio Web: http://www.mde.es/portalcultura/servlet/ConsultaCultura?ACCION=4&COD_OBJETO=159&COD_PROVINCIA=28&AREA_PORTAL=CULTURAL&TIPO_OBJETO=ARC

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Consejos de Guerra de Madrid, Castilla-La Mancha, Extremadura, Comunidad Valenciana y Murcia	1936	1945	Organismos represivos

---

Institución: **Archivo Histórico Nacional**

Año de creación: 1866

Tipo de institución: Archivo

Dirección: C/ Serrano, 115.- 28006 Madrid

Teléfono: (34) 91 768 85 00

Sitio Web: http://www.mcu.es/archivos/MC/AHN/index.html

E-Mail: ahn@mcu.es

Fuente de información: http://censoarchivos.mcu.es/CensoGuia/archivodetail.htm?id=9

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Dirección General de Seguridad (serie: expedientes policiales)	1922	1977	Organismos represivos
Causa General	1940	1967	Organismos represivos

Salamanca

Institución:	**Centro Documental de la Memoria Histórica**
Año de creación:	2007
Tipo de institución:	Centro de Memoria
Dirección:	Calle del Expolio, 2.- 37008 Salamanca
Teléfono:	34 923212845
Sitio Web:	http://www.mcu.es/archivos/MC/AGC/index.html
E-Mail:	cdmh@mcu.es
Fuente de información:	http://censoarchivos.mcu.es/CensoGuia/archivodetail.htm?id=1

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Tribunal Especial para la Represión de la Masonería y el Comunismo	1940	1964	Organismos represivos
Tribunal de Responsabilidades Políticas	1939	1945	Organismos represivos
Tribunal de Orden Público	1963	1977	Organismos represivos
Delegación Nacional de Servicios Documentales	1940	1977	Organismos represivos

Estados Unidos

Washington

Institución:	**Archivo Nacional de Seguridad (National Security Archive)**
Año de creación:	1986
Tipo de institución:	ONG
Dirección:	The National Security Archive, The George Washington University, Gelman Library, Suite 701. 2130 H St. N.W. Washington, D.C. 20037
Teléfono:	(202) 994-7005 (fax)
Sitio Web:	http://www.gwu.edu/~nsarchiv/index.html
E-Mail:	nsarchiv@gwu.edu
Fuente de información:	http://nsarchive.chadwyck.com/marketing/collections.jsp

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Colecciones de documentos desclasificados de organismos del gobierno sobre polítidca exterior	1945	2000	Organismos de DDHH

Estonia

Tallin

Institución:	**Archivos Estatales de Estonia (Eesti Riigiarhiivi filiaal)**
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	16 Tõnismägi Street. EE0100 Tallinn
Teléfono:	(0) 693 8512
Sitio Web:	http://www.riigi.arhiiv.ee/?lang=eng&content=Inglise1
E-Mail:	lugemissaal.tm@ra.ee

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Comité para la Seguridad del Estado de la República Socialista Soviética de Estonia	1940	1991	Organismos represivos
Partido Comunista de Estonia	1940	1991	Partidos totalitarios
Liga de la Juventud Comunista de Estonia	1940	1991	Partidos totalitarios

---

Institución:	**Museo de las Ocupaciones**
Año de creación:	2003
Tipo de institución:	Museo
Dirección:	Toompea 8, 10142 Tallinn
Teléfono:	+372 66 80 250, Fax +372 66 80 251
Sitio Web:	http://www.okupatsioon.ee/english/index.html
E-Mail:	muuseum@okupatasioon.ee,

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Colección de documentos sobre las ocupaciones	1940	1991	Organismos de DDHH

Guatemala

Guatemala

Institución:	**Archivo General de Centro América - Proyecto para la Recuperación del Archivo Histórico de la Policía Nacional**
Año de creación:	1968
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	4 av. 7-41 zona 1. Ciudad de Guatemala.
Teléfono:	(502) 22516695
Sitio Web:	http://www.archivogeneraldecentroamerica.com/
E-Mail:	archivo.historico.pn@gmail.com

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Policía Nacional	1960	1995	Organismos represivos

Hungría

Budapest

Institución:	**Archivos de la Sociedad Abierta (Open Society Archives)**
Año de creación:	1995
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	1051 BUDAPEST, ARANY J. U. 32.
Teléfono:	(36 1) 327-3250
Sitio Web:	http://www.osaarchivum.org/
E-Mail:	INFO@OSAARCHIVUM.ORG
Fuente de información:	http://osaarchivum.org/guide/fonds/communismandcoldwar.shtml

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Fondos relacionados con la historia del Comunismo y la Guerra Fría	1919	2006	Partidos totalitarios
Fondso relacionados con los derechos humanos	1957	2006	
Fondos de la Fundación Soros	1938	2006	

Institución:	**Archivos Históricos de la Seguridad del Estado Húngaro**
Año de creación:	2003
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	1067 Budapest Eötvös u. 7.
Teléfono:	(06-1) 478-6020
Sitio Web:	http://www.abtl.hu/index_e_start.html
E-Mail:	info@abtl.hu
Fuente de información:	http://www.abtl.hu/index_e_start.html

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Servicios de Seguridad del Estado	1944	1990	Organismos represivos

Letonia

Riga

Institución: **Archivo Estatal de Letonia**

Año de creación: 1991

Tipo de institución: Archivo

Dirección: Bezdeligu iela 1. Riga LV-1007. Latvija

Teléfono: (371-2)463377

Sitio Web: http://www.itl.rtu.lv/LVA/indexe.php?id=21

E-Mail: lva@lvarhivs.gov.lv

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Espedientes personales de deportados de Letonia el 14 de junio de 1941	1941	1941	Organismos represivos
KGB de la República Socialista Soviética de Letonia	1940	1985	Organismos represivos

---

Institución: **Museo de la Ocupación de Letonia (1940-1991)**

Año de creación: 1993

Tipo de institución: Museo

Dirección: Strēlnieku laukums 1, Rīga LV-1050, Latvija

Teléfono: (+371) 67 212 715

Sitio Web: http://www.omf.lv/

E-Mail: omf@latnet.lv

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Colección de documentos sobre las ocupaciones Nazi y Soviética	1940	1991	Organismos de DDHH

Lituania

Vilnius

Institución:	**Archivo Especial de Lituania**
Año de creación:	1990
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Gedimino 40/1, LT-01110. Vilnius, Lithuania.
Teléfono:	+370 5 251 4210
Sitio Web:	http://www.archyvai.lt/archyvai/index.jsp
E-Mail:	lya@archyvai.lt

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
División del KGB de la República socialista soviética de Lithuania (KGB), de la URSS	1940	1991	Organismos represivos

Paraguay

Asunción

Institución: **Centro de Documentación y Archivo para la Defensa de los Derechos Humanos - Corte suprema de Justicia**

Año de creación: 1993

Tipo de institución: Centro de Documentación

Dirección: C/ Alonso y Testanova. Asunción.

Teléfono: (595-21) 424-311/15 interno 2269 / -

Sitio Web: www.pj.gov.py/cdya

E-Mail: luismbenitezr@hotmail.com

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=104&nombre=Corte%20Suprema%20de%20Justicia%20-%20Centro%20de%20Documentación%20y%20Archivo%20para%20la%20Defensa%20de%20los%20Derechos%20Humanos&idPais=4

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Departamento de Investigaciones de la Policía	1917	1992	Organismos represivos
Dirección nacional de Asuntos Técnicos ("La Técnica")	1954	1992	Organismos represivos

---

Institución: **Comité de Iglesias para Ayudas de Emergencias - CIPAE**

Año de creación: 1976

Tipo de institución: ONG

Dirección: Independencia Nacional 579 e/. Asunción

Teléfono: (595-21) 493-381 / 493-382 / (595-21) 443-932

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=105&nombre=Comité%20de%20Iglesias%20para%20Ayudas%20de%20Emergencias%20%20-%20CIPAE&idPais=4

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Comite de Iglesias para ayuda de emergencias (archivo institucional)	1980	2004	Organismos de DDHH

Institución: **Fundación Cristina Perez Almada**

Año de creación: 2000

Tipo de institución: Museo

Dirección: Carlos Antonio López 2273. Asunción

Teléfono: (595-21) 425-345 Y 425-873

E-Mail: msedu@rieder.net.py

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=103&nombre=Fundación%20Celestina%20Perez%20de%20Almada&idPais=4

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Colección Martín Almada	1992	0	Organismos de DDHH

Institución: **Servicio de Paz y Justicia - SERPAJ-Paraguay**

Año de creación: 1998

Tipo de institución: ONG

Dirección: Celestino Prieto 354 c/ Doctor. Asunción

Teléfono: (595-21) 481-333 y 481-340 / 481-333

E-Mail: documentación@serpajpy

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=125&nombre=Servicio%20de%20Paz%20y%20Justicia%20-%20SERPAJ%20Paraguay&idPais=4

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Servicio de Paz y Justicia - SERPAJ-PY (archivo institucional)	1998	0	Organismos de DDHH

Perú

Lima

Institución: **Asociación Ministerio Diaconal Paz y Esperanza (PAZ Y ESPERANZA)**

Año de creación: 1996

Tipo de institución: ONG

Dirección: Jr. Arnaldo Márquez 845, Lima 11

Teléfono: (51 1) 330 2911

Sitio Web: www.pazyesperanza.org

E-Mail: aspazes@dhperu.org

Fuente de información: http://www.historizarelpasadovivo.cl/es_resultado_textos.php?categoria=Archivos+para+un+pasado+reciente+y+violento%3A+Argentina%2C+Chile%2C+Per%FA&titulo=Los+archivos+de+los+derechos+humanos+en+el+Per%FA

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Paz y Esperanza (archivo institucional)	1984	2000	Organismos de DDHH

Institución: **Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH)**

Año de creación: 1983

Tipo de institución: ONG

Dirección: Jr. Pachacútec 980, Lima 11

Teléfono: (51 1) 431 0482 / 424 7057 / 431 4837

Sitio Web: www.aprodeh.org.pe/

E-Mail: webmaster@aprodeh.org.pe

Fuente de información: http://www.historizarelpasadovivo.cl/es_resultado_textos.php?categoria=Archivos+para+un+pasado+reciente+y+violento%3A+Argentina%2C+Chile%2C+Per%FA&titulo=Los+archivos+de+los+derechos+humanos+en+el+Per%FA

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Asociación Pro Derechos Humanos (archivo institucional)	1980	2004	Organismos de DDHH

Institución: **Centro de Información para la Memoria Colectiva y los Derechos Humanos - Defensoría del Pueblo**

Año de creación: 2004

Tipo de institución: Centro de Memoria

Dirección: Calle, Jr. Miroquesada Nº 398. Lima 1. PERÚ

Teléfono: 426-7800 ó 311-0300 anexo 3181

Sitio Web: http://www.defensoria.gob.pe/cinfo-contactenos.php

E-Mail: rborja@defensoria.gob.pe

Fuente de información: http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=132&nombre=CENTRO%20DE%20INFORMACIÓN%20PARA%20LA%20MEMORIA%20COLECTIVA%20Y%20LOS%20DERECHOS%20HUMANOS-DEFENSORíA%20DEL%20PUEBLO&idPais=6

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Ex Fiscalías Especiales de Defensoría del Pueblo y Derechos Humanos del Ministerio Público	1983	1996	Administración de Justicia
Comisión de la Verdad y Reconciliación	2001	2003	Comisiones de verdad

---

Institución: **Comisión Episcopal de Acción Social (CEAS)**

Tipo de institución: ONG

Dirección: Av. Salaverry 1945, Lima 14

Teléfono: (51 1) 4710790 / 472 4712

Sitio Web: www.ceas.org.pe

E-Mail: ceasperu@ceas.org.pe

Fuente de información: http://www.historizarelpasadovivo.cl/es_resultado_textos.php?categoria=Archivos+para+un+pasado+reciente+y+violento%3A+Argentina%2C+Chile%2C+Per%FA&titulo=Los+archivos+de+los+derechos+humanos+en+el+Per%FA

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Comisión Episcopal de Acción Social (archivo institucional)	1980	2000	Organismos de DDHH

Polonia

Varsovia

Institución:	**Instituto Nacional de la Memoria-Comisión para la Persecución de los Crímenes contra la Nación Polaca (IPN)**
Año de creación:	1998
Tipo de institución:	Centro de Memoria
Dirección:	ul. Towarowa 28, 00-839 Warszawa POLAND
Teléfono:	(0-22) 581 86 00
Sitio Web:	http://www.ipn.gov.pl/portal/en/
E-Mail:	e-mail: sekretariat.ipn@ipn.gov.pl
Fuente de información:	http://www.ipn.gov.pl/portal/en/22/55/Groups_of_Archival_Documents.html

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Organismos y autoridades de la Seguridad del Estado	1944	1990	Organismos represivos

Portugal

Lisboa

Institución:	**Archivos Nacionales - Torre do Tombo**
Año de creación:	1378
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Alameda da Universidade. 1649-010 Lisboa. Portugal
Teléfono:	+351 21 781 15 00
Sitio Web:	http://antt.dgarq.gov.pt/
E-Mail:	mail@antt.dgarq.gov.pt
Fuente de información:	http://digitarq.dgarq.gov.pt/default.aspx?page=regShow&searchMode=as&ID=4279956

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Policía Internacional de Defensa del Estado / Dirección General de Seguridad PIDE/DGS	1919	1975	Organismos represivos
Legión Portuguesa	1936	1975	Organismos represivos
Servicio de Coordinación de Extinción de PIDE/DGS y Legión Portuguesa	1975	1991	Administración transicional
Archivo Salazar	1908	1974	Partidos totalitarios

República Checa

Praga

Institución:	**Archivo de los Servicios de Seguridad**
Año de creación:	1995
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Archiv bezpečnostních složek. Siwiecova 2. 130 00 Praha 3. P.O.BOX 17, 110 06 Praha 1
Teléfono:	+420 221 008 211, +420 221 008 212
Sitio Web:	http://www.abscr.cz/en
E-Mail:	sekretariat@abscr.cz
Fuente de información:	http://www.abscr.cz/en/guide-to-the-collections

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Servicios de la Seguridad del Estado	1948	1989	Organismos represivos

República Dominicana

Santo Domingo

Institución: **Archivo General de la Nación**

Año de creación: 1935

Tipo de institución: Archivo

Dirección: C/ Modesto Díaz, 2. Santo domingo

Teléfono: 809 362 1111

Sitio Web: http://www.agn.gov.do/inicio.html

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Presidencia R.L. Trujillo	1935	1961	Organismos represivos
Partido Dominicano	1935	1960	Partidos totalitarios

Institución: **Museo de la Resistencia Dominicana**

Año de creación: 2007

Tipo de institución: Museo

Dirección: 210 Calle Arzobispo Nouel, Ciudad Colonial, Santo Domingo

Teléfono: 809 412 0245 o 809 221 4141, Ext. 302-304.

Sitio Web: http://www.museodelaresistencia.org/

E-Mail: museodelaresistencia@gmail.com

Fuente de información: http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=26956&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Archivos de las Fundaciones Patrióticas	1930	1961	Organizaciones de Resistencia

Rumanía

Bucarest

Institución:	**Consejo Nacional para el Estudio de los Archivos de la Securitate (CNSAS)**
Año de creación:	1999
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Street Matei Basarab no. 55-57, district 3, code 030671, Bucharest - Romania
Teléfono:	0374 189 167
Sitio Web:	http://www.cnsas.ro/engleza/contact_en.html
E-Mail:	office@cnsas.ro

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Securitate	1945	1989	Organismos represivos

Rusia

Moscú

Institución: **Archivo Central de Tropas Internas (TsAVV)**

Año de creación: 1923

Tipo de institución: Archivo

Dirección: 107150, Moscow, ul. Ivanteevskaia (formerly Podbel'skogo), 5

Teléfono: (499) 160-38-78

Sitio Web: http://www.vvmvd.ru

Fuente de información: http://www.iisg.nl/abb/rep/C-9.tab1.php?b=C.php%23C-9

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Tropas Internas del Ministerio del Interior	1951	1991	Organismos represivos

---

Institución: **Archivo Central del Ministerio del Interior (3ª División del Centro de Información Archivística y de Rehabilitación de las Víctimas de la Represión)**

Año de creación: 1992

Tipo de institución: Archivo

Dirección: 117418, Moscow, (GIATs): ul. Novocheremushkinskaia, 67; (Archive): ul. Zoi i Aleksandra Kosmodem'ianskikh, 5

Teléfono: (499) 745-79-90; (495) 332-30-58 (GIATs)

Sitio Web: http://www.mvd.ru/

E-Mail: osk@giz.mvd.ru

Fuente de información: http://www.iisg.nl/abb/rep/C-8.tab1.php?b=C.php%23C-8

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Ministerio del Interior (MVD)	1955	1991	Organismos represivos

---

Institución: **Archivo Central del Servicio de Seguridad Federal (TsA FSB Rossii)**

Año de creación: 1991

Tipo de institución: Archivo

Dirección: 101000, Moscow, ul. Bol'shaia Lubianka, 2 (reception)

Teléfono: (495) 914-39-08

Sitio Web: http://www.fsb.ru

E-Mail: fsb@fsb.ru

Fuente de información: http://www.iisg.nl/abb/rep/C-6.tab1.php?b=C.php%23C-6

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
KGB y agencias de seguridad precedentes: NKVD-MVD; OGPU; GPU y Cheka	1917	1991	Organismos represivos

---

Institución: **Archivo Estatal de la Federación Rusa (GARF)**

Año de creación: 1992

Tipo de institución: Archivo

Dirección: 119992, Moscow, ul. Bol'shaia Pirogovskaia, 17; 121883, Moscow, Berezhkovskaia nab., 26

Teléfono: (495) 580-88-41, 580-88-67

Sitio Web: http://garf.ru

E-Mail: garf@online.ru

Fuente de información: http://www.iisg.nl/abb/rep/B-1.tab1.php?b=B.php%23B-1

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Órganos Supremos del Estado Soviético	1917	1991	Organismos represivos

---

Institución: **Archivo Estatal Militar Ruso (RGVA)**

Año de creación: 1920

Tipo de institución: Archivo

Dirección: 125212, Moscow, ul. Admirala Makarova, 29

Teléfono: (499) 159-80-91, 159-88-39

Sitio Web: http://www.rusarchives.ru/federal/rgva/

E-Mail: rgvarchiv@stream.ru

Fuente de información: http://www.iisg.nl/abb/rep/B-8.tab1.php?b=B.php%23B-8

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:	Tipo:

Agencias Soviéticas para Gestión de Prisioneros de Guerra y Personas Desplazadas (GULPVI)	1939	1960	Organismos represivos

---

Institución: **Archivo Estatal Ruso de Historia Contemporánea**

Año de creación: 1999

Tipo de institución: Archivo

Dirección: 103132, Moscow, ul. Il'inka (formerly ul. Kuibysheva), 12, entrance 8

Teléfono: (495) 606-50-30

Sitio Web: http://www.rusarchives.ru/federal/rgani/

E-Mail: rgani@gov.ru

Fuente de información: http://www.iisg.nl/abb/rep/B-13.tab1.php?b=B.php%23B-13

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Partido Comunista de la Unión Soviética (PCUS)	1952	1991	Partidos totalitarios

---

Institución: **Archivo Estatal Ruso de Historia Político-Social (RGASPI)**

Año de creación: 1999

Tipo de institución: Archivo

Dirección: 101999, Moscow, ul. Bol'shaia Dmitrovka (formerly Pushkinskaia), 15

Teléfono: (495) 629-97-26

Sitio Web: http://www.rgaspi.ru

E-Mail: RGASPI@inbox.ru

Fuente de información: http://www.iisg.nl/abb/rep/B-12.tab1.php?b=B.php%23B-12

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Partido Comunista de la Unión Soviética (PCUS)	1917	1991	Partidos totalitarios
Komsomol	1919	1991	Organismos represivos

Institución: **Memorial**

Año de creación: 1988

Tipo de institución: ONG

Dirección: Russia 127051 Moscow, Maly Karetnyi Pereulok 12

Teléfono: (095) 2097883

Sitio Web: http://www.memo.ru/

E-Mail: nipc@memo.ru

Fuente de información:

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Represión Política en la URSS	1918	1956	Organismos de DDHH
Programa Polaco	1930	1950	Organismos de DDHH
Programa Víctimas de dos Dictaduras	1940	1960	Organismos de DDHH
Historia de la Disidencia en la URSS	1953	1987	Organismos de DDHH
Historia Oral y Biografías	1990	0	Organismos de DDHH

San Petersburgo

Institución:	**Archivo del Servicio Federal de Seguridad para San Petersburgo y Leningrado**
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	191123, St. Petersburg, Liteinyi prosp., 4
Teléfono:	(812) 438-71-10
Fuente de información:	http://www.iisg.nl/abb/rep/D-19.tab1.php?b=D.php%23D-19

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Administración para S. Petersburgo-Leningrado del KGB y agencias de seguridad precursoras	1918	1990	Organismos represivos

Sudáfrica

Johannesburgo (Braamfontein)

Institución: **Archvio de Historia de Sudáfrica (SAHA)**

Año de creación: 1988

Tipo de institución: Archivo

Dirección: P.O.Box 31719.- Braamfontein, South Africa, 2017

Teléfono: +27 (11) 717 1941

Sitio Web: http://www.saha.org.za

E-Mail: sahap@library.wits.ac.za

Fuente de información: http://www.saha.org.za/research/publications/SAHA_guidebook_06.pdf

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Colección Frente Democrático Unido (UDF) y otras colecciones sobre Luchas por la Libertad	1900	1992	Organizaciones de Resistencia
Colección de materiales relativos a la Comisión de la Verdad y Reconciliación	1995	1998	Comisiones de verdad

---

Johannesburgo (Houghton)

Institución: **Fundación Nelson Mandela. Centro de Memoria y Diálogo**

Año de creación: 2006

Tipo de institución: Centro de Memoria

Dirección: 107 Central Street.- Houghton 2198. South Africa

Teléfono: +27 11 728 1000

Sitio Web: www.nelsonmandela.org

E-Mail: nmf@nelsonmandela.org

Principales fondos documentales:

Fondos:	Fechas:		Tipo:
Oficina del Ex-presidente Mandela	1999	0	Otros
Archivo personal de Nelson Mandela	1918		Organizaciones de Resistencia
Colección de documentos de organizaciones y personas relacionadas con la biografía de Nelson Mandela	0	0	Organizaciones de Resistencia

Pretoria

Institución:	**Archivos Nacionales de Sudáfrica (National Archives and Records Service)**
Año de creación:	1996
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	24 Hamilton Street, Arcadia, PRETORIA .- Private Bag X236, PRETORIA 0001
Teléfono:	(012) 441 3200
Sitio Web:	http://www.national.archives.gov.za/
E-Mail:	archives@dac.gov.za

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Comisión de la Verdad y la Reconciliación de Sudáfrica	1995	1998	Comisiones de verdad
Fondos relativos al control y la represión de la población segregada (Apartheid)	1948	1994	Organismos represivos

Ucrania

Kiev

Institución:	**Archivo Central de las Organizaciones Públicas de Ucrania (TsDAHO)**
Año de creación:	1991
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	01011, Kyiv, vul. Kutuzova, 8
Teléfono:	(38-044) 285-55-16
Sitio Web:	http://www.archives.gov.ua/Archives/index.php?ca02
E-Mail:	cdago@online.com.ua
Fuente de información:	http://www.huri.harvard.edu/abb_grimsted/K-2.html

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Partido Comunista de Ucrania	1921	1991	Partidos totalitarios
KGB	1920	1950	Organismos represivos

Uruguay

Montevideo

Institución:	**Archivo General de la Nación. Uruguay**
Año de creación:	1909
Tipo de institución:	Archivo
Dirección:	Convención 1474 y San Martín 2. Montevideo
Teléfono:	(+5982) 2035672; 2092810; 9007232; 9010315
Sitio Web:	www.agn.gub.uy
E-Mail:	consultas@agn.gub.uy
Fuente de información:	http://www.memoriaabierta.org.ar/censo/front/encuesta1.1.php?idInstitucion=173&nombre=Archivo%20General%20de%20la%20Nación&idPais=5

Principales fondos documentales:

Fondos:	**Fechas:**		**Tipo:**
Justicia Militar	1972	1988	Organismos represivos

LÉGISLATION (SÉLECTION)

ALEMANIA

Ley
sobre los documentos del Servicio de Seguridad del Estado de la antigua República Democrática Alemana (Ley de los Documentos de la Stasi - Stasi-Unterlagen-Gesetz – StUG)
de 20 de septiembre de 1991[114]

BGBI I 1991 pág. 2272, modificado por la Primera Enmienda de la Ley de Documentos del Stasi (StUÄndG), de 22 de febrero de 1994 (BGBl. I pág. 334); Segunda Enmienda de la Ley de Documentos del Stasi (2. StUÄndG) del 26 de julio de 1994 (BGBl. I pág. 1748); artículo 12 párrafo 22 de la Ley de Reorganización del Servicio de Correos y de Telecomunicaciones, de 14 de septiembre de 1994 (BGBl. I pág. 2325); Tercera Enmienda de la Ley de Documentos de la Stasi (3. StUÄndG), de 20 de diciembre de 1996 (BGBl. I pág. 2026), artículo 4 párr. 2 Sexta Ley para la Reforma del Derecho Penal Alemán (6. StrRG) del 26 de enero de 1998 (BGBl. I pág. 164); Cuarta Enmienda de la Ley de Documentos de la Stasi (4. StUÄndG), de 19 de diciembre de 1998 (BGBl. I pág. 3778); artículo 4 párrafo 2 de la Ley para la Reforma de Reglamentos sobre Grupos Parlamentarios (G zur Änd. von Vorschriften über parlamentarische Gremien), de 17 de junio de 1999 (BGBl. I pág. 1334);, artículo 3 núm. 3 de la Ley sobre la Reforma de pensiones civiles y militares, de 2001 del 20 de diciembre de 2001 (BGBl. I pág. 3926); artículo 6 de la Ley de 26 de junio de 2002 sobre adopción del Código Penal Internacional (BGBl. I pág. 2254), Quinta Enmienda de la Ley de los Documentos de la Stasi (5.StUÄndG) del 2 de septiembre de 2002 (BGBl.I. Pág. 3446). El artículo 4 de la Ley de Reforma de la regulación de Armas, de 11 de octubre de 2002 (BGBI I, pág.3970); Sexta Enmienda de la Ley de documentos de la Stasi, de 14 e agosto de 2003 (BGBI I, pág. 1654); Séptima Enmienda de la Ley de Documentos de la stasi, de 21 de diciembre de 2006 (BGBI I, pág. 3326)

[114] Traducción no oficial, realizada a partir de la versión inglesa publicada por el Comisionado Federal para la Administración de los Documentos de la Stasi: http://www.bstu.bund.de/cln_028/nn_1137562/EN/Office/Legal__Bases/Stasi__Records__Act/stasi__records__act__node.html__nnn=true

Índice

Título Primero
Disposiciones generales

Art. 1 Finalidad y ámbito de aplicación de la ley
Art. 2 Custodia, salvaguarda y administración de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado
Art. 3 Derechos del individuo
Art. 4 Acceso y uso de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado
Art. 5 Prohibiciones especiales de uso
Art. 6 Definiciones

Título Segundo
Custodia de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado

Art. 7 Descubrimiento de Documentos del Servicio de Seguridad del Estado, el deber de notificación
Art. 8 Obligación de entrega de documentos por organismos públicos
Art. 9 Obligación de entrega de documentos por entidades privadas
Art. 10 Documentos del Partido Socialista Unificado de Alemania (Sozialistische Einheitspartei Deutschland), de otros partidos ligados a él y organizaciones de masas, así como otros documentos relacionados con el Servicio de Seguridad del Estado
Art. 11 Entrega y devolución de documentos de otras autoridades a través del Comisionado Federal.

Título Tercero
Utilización de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado
Capítulo Primero
Los derechos de los afectados, terceros, empleados del Servicio de Seguridad del Estado y beneficiarios

Art. 12 Normas de procedimiento para afectados, terceros, empleados y beneficiarios del Servicio de Seguridad del Estado
Art. 13 El derecho de los afectados y terceros a información, consulta y reproducción de documentos
Art. 14 (suprimido)
Art. 15 El derecho de los parientes cercanos de los desaparecidos o fallecidos a información, consulta y reproducción de documentos
Art. 16 El derecho de los empleados del Servicio de Seguridad del Estado a información, consulta y reproducción de documentos
Art. 17 El derecho de los beneficiarios a información, consulta y reproducción de documentos
Art. 18 El derecho a la apertura a la consulta y a la consulta y reproducción de los expedientes remitidos a los servicios de Seguridad del Estado por tribunales y fiscales.

Capítulo Segundo
Uso de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado por organismos públicos y privados

Art. 19 Acceso a documentos por organismos públicos y privados, normas de procedimiento
Art. 20 Uso, por organismos públicos y privados, de documentos que no contienen datos personales
Art. 21 Uso, por organismos públicos y privados, de documentos que contienen datos personales de afectados o terceros
Art. 22 Uso de documentos por comisiones parlamentarias de investigación
Art. 23 Uso de documentos con objeto de persecución penal y protección contra amenazas
Art. 24 Uso de los expedientes enviados por tribunales y fiscalías al Servicio de Seguridad del Estado
Art. 25 Uso de documentos por los Servicios de Inteligencia
Art. 26 Uso de instrucciones y planes de organización
Art. 27 Informes no solicitados a organismos públicos
Art. 28 (derogado)
Art. 29 Límites de uso
Art. 30 Notificación

Art. 31 Revisión judicial de decisiones del Comisionado Federal

Capítulo Tercero
Uso de documentos del Servicio de Seguridad del Estado para la investigación política e histórica, así como para su uso en prensa y radio

Art. 32 Uso de documentos para la investigación de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado
Art. 32a Notificación
Art. 33 Procedimiento
Art. 34 Uso de documentos en prensa, radio y cine

Título Cuarto
Comisionado Federal para los Documentos del Servicio de Seguridad del Estado

Art. 35 Comisionado Federal para los Documentos del Servicio de Seguridad del Estado de la antigua República Democrática Alemana.
Art. 36 Estatus jurídico del Comisionado Federal
Art. 37 Obligaciones y competencias del Comisionado Federal
Art. 38 Comisionado Regional, relación con el Comisionado Federal
Art. 39 El Consejo Consultivo
Art. 39a El Consejo Científico Asesor
Art. 40 Medidas para la protección de los documentos
Art. 41 Procedimientos automatizados, procesamiento de datos por encargo

Título Quinto
Disposiciones finales

Art. 42 Costes
Art. 43 Primacía de esta ley
Art. 44 Sanciones penales
Art. 45 Sanciones administrativas
Art. 46 Impunidad
Art. 46a limitación de los derechos fundamentales
Art. 47 Derogación de reglamentos, relevos en el organismo
Art. 48 Entrada en vigor

Título Primero
Disposiciones generales

Art. 1
Finalidad y ámbito de aplicación de la ley

(1) Esta ley regula la custodia, el tratamiento, la administración y el uso de documentos del Ministerio para la Seguridad del Estado (Servicio de Seguridad del Estado) de la antigua República Democrática Alemana, y sus organizaciones antecesoras y sucesoras, con el fin de:

1. Facilitar el acceso de cada individuo a los datos personales, referidos a su persona, almacenados por el Servicio de Seguridad del Estado y, con ello, aclarar la influencia que el Servicio de Seguridad del Estado ha tenido en su destino personal,
2. proteger a cada individuo, para no perjudicar sus derechos personales por causa de las informaciones, referidas a su persona, almacenadas por el Servicio de Seguridad del Estado,
3. garantizar y potenciar la inspección de las actividades históricas, políticas y jurídicas del Servicio de Seguridad del Estado,
4. poner a disposición de organismos públicos y privados de la información necesaria para lograr los objetivos señalados en esta ley.

(2) Esta ley será aplicable a los documentos del Servicio de Seguridad del Estado que se encuentren en organismos públicos federales o regionales, en posesión de personas físicas o demás entidades privadas

Art. 2
Custodia, salvaguarda y administración de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado

(1) El Comisionado Federal para los documentos del Servicio de Seguridad del Estado de la antigua República Democrática Alemana custodiará, para su salvaguarda, administración y uso los documentos del Servicio de Seguridad del Estado con arreglo a lo establecido en esta ley.

(2) El Comisionado Federal podrá usar, con arreglo a esta ley, para el cumplimiento de sus funciones, la siguiente información del Registro Central de Habitantes de la antigua República Democrática Alemana:

- Apellido, nombre,
- Apellido de soltero/a, otros nombres,
- Lugar de nacimiento,
- Identificación personal,
- Última dirección,
- Característica de “fallecido”.

Estos datos se entregarán a petición de los tribunales y de las autoridades penales para el cumplimiento de sus funciones.

Art. 3
Derechos del individuo

(1) Cada individuo tendrá derecho a pedirle al Comisionado Federal información sobre si los archivos contienen información sobre su persona. En tal caso, el individuo tendrá derecho a información, consultar los documentos y al suministro de los documentos, conforme a esta ley.

(2) Cada individuo tendrá derecho a usar la información y documentos que haya recibido del Comisionado Federal, dentro del marco de las leyes generales.

(3) No se podrán perjudicar los legítimos intereses de otras personas a través de la entrega de información, la consulta o la entrega de documentos.

Art. 4
Acceso y uso de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado por los organismos públicos y privados

(1) Los organismos públicos y privados tendrán acceso y podrán usar los documentos sólo en la forma establecida por esta ley. Si afectados, terceros, parientes cercanos de desaparecidos o

fallecidos, empleados o beneficiarios del Servicio de Seguridad del Estado presentaran por iniciativa propia datos personales, estos datos podrán ser usados para la finalidad con el que se presentaron.

(2) Si el Comisionado Federal averigua o se le comunica que la información referida a personas, que existe en los archivos no es correcta, o si la persona a la que se hace referencia, niega su veracidad, esto se anotará en una hoja separada y se adjuntará a los documentos existentes.

(3) Si la información, referida a personas, se ha transmitido por causa de una petición, según los art. 20 a 25, y después se demuestra que los datos emitidos, referidos a personas, por los que se realizó la petición, no son correctos, se deberán corregir frente al receptor, a no ser que sea irrelevante para el caso bajo consideración.

(4) No se podrán perjudicar los intereses legítimos, dignos de protección, de otras personas, por la utilización de los documentos.

Art.5
Prohibiciones especiales de uso

(1) No es admisible usar los datos personales en detrimento de afectados o terceros si tales datos sobre ellos han sido obtenidos en el curso de investigaciones dirigidas contra ellos (incluidas las secretas) o mediante espionaje.. Esto no se aplicará a los casos referidos en el art. 21 párrafo 1 núm. 1 y 2, si los datos facilitados por los afectados o terceros resultan erróneos en parte o en su totalidad sobre la base de estas informaciones.

(2) El uso de documentos será ilícito por un periodo de tiempo restringido, si la fiscalía competente o el tribunal declaran, frente al Comisionado Federal, que su uso durante un periodo determinado perjudica un procedimiento penal. Esto no será válido si, con ello, se perjudica a personas en la salvaguardia de sus derechos de manera inaceptable. En este caso, los documentos se usarán con la conformidad de la fiscalía o el tribunal.

Art. 6
Definiciones

(1) Se consideran documentos del Servicio de Seguridad del Estado:

1. toda información registrada, independientemente del soporte de almacenaje, en particular:
   a) Expedientes, ficheros, documentos, tarjetas, planos, películas y demás grabaciones de audio y vídeo,
   b) Las copias manuscritas o mecanografiadas y cualquier otro duplicado de los documentos arriba mencionados
   c) los medios necesarios para su utilización, sobre todo programas para el procesamiento de datos automatizado, siempre que se crearan por el Servicio de Seguridad del Estado o en el campo de trabajo 1 de la policía criminal (Kriminalpolizei) de la policía popular (Volkspolizei), llegaran a su poder o se los entregaran para su utilización,
2. Los documentos remitidos al Servicio de Seguridad del Estado por tribunales y fiscalías.

(2) No se consideran documentos:

1. Escritos del Servicio de Seguridad del Estado junto a disposiciones que mandara a organismos oficiales y entidades privadas, si tales organismos no tenían una relación legal o de facto con el Servicio de Seguridad del Estado,
2. Documentos remitidos o devueltos a otras instancias por motivos de competencias y en los que no se encuentran indicios de que el Servicio de Seguridad del Estado tomara u ordenara esas medidas,
3. Documentos, cuya tramitación finalizara antes del 8 de mayo de 1945 y en los que no haya indicios de que el Servicio de Seguridad del Estado los usara en su base de datos,
4. Objetos o documentos que el Servicio de Seguridad del Estado substrajera u ocultara a los afectados o terceros de forma ilegal. Si se trata de escritos, el Comisionado Federal podrá realizar duplicados y adjuntarlos a sus documentos.

(3) Los afectados son aquellas personas, de las que el Servicio de Seguridad del Estado ha recogido información, debido a entregas dirigidas de información o espionaje, incluyendo la entrega de información secreta. La frase 1 no será valida para:

1. empleados del Servicio de Seguridad del Estado, en caso de que la recogida de información se usara sólo como seguimiento y propaganda o sirviera como control de su actividad para el Servicio de Seguridad del Estado, y
2. para los beneficiarios, en caso de que la recogida de información sólo sirviera como seguimiento y control de su conducta con relación al beneficio recibido.

(4) Se considera empleados del Servicio de Seguridad del Estado a los empleados a tiempo completo y a los informadores no oficiales
1. Se consideran empleados contratados a tiempo completo a aquellas personas que tuvieran una relación de trabajo o de servicio con el Servicio de Seguridad del Estado y a los oficiales del Servicio de Seguridad del Estado con una "tarea especial".
2. Se considera informadores no oficiales a aquellas personas que se declararon dispuestas a entregar información al Servicio de Seguridad del Estado.

(5) Las disposiciones sobre los empleados del Servicio de Seguridad del Estado serán aplicables *mutatis mutandis* a:
1. personas que legalmente o de facto tuvieran autoridad sobre los empleados del Servicio de Seguridad del Estado, con relación a su actividad en el Servicio de Seguridad del Estado
2. informadores no oficiales del Departamento 1 de la División de Policía Criminal (Kriminalpolizei) de la Policía del Pueblo (Volkspolizei).

(6) Se consideran beneficiarios a aquellas personas, que:
1. fueran sustancialmente asistidas por el Servicio de Seguridad del Estado en particular mediante beneficios económicos,
2. por causa del Servicio de Seguridad del Estado, o debido a sus ordenes, se libraran de la persecución penal,
3. planearan o cometieran algún crimen con el conocimiento, la tolerancia o el apoyo del Servicio de Seguridad del Estado.

(7) terceros son las demás personas, sobre las que el Servicio de Seguridad del Estado ha recogido información.

(8) Para la obtención de información, se tendrá que comprobar por separado, si las personas eran empleados del Servicio de Seguridad del Estado, beneficiarios, afectados o terceros. Para la comprobación será determinante el fin con el que se recogió la información en los documentos.

(9) El uso de documentos abarca la entrega de los documentos, el envío de la información procedente de los documentos, así como otro tratamiento y utilización de la información. Siempre que en este reglamento no se determine otra cosa, serán válidas las definiciones de los art. 2 y 3 de la Ley Federal de la Protección de Datos, con la condición de que las sociedades religiosas pertenezcan a las instancias no oficiales.

Título Segundo
Custodia de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado

Art. 7
Descubrimiento de documentos del Servicio de Seguridad del Estado: el deber de notificación

(1) Todos los organismos públicos apoyarán al Comisionado Federal en su obligación de encontrar documentos del Servicio de Seguridad del Estado, así como en su toma de posesión. Si tienen conocimiento, o descubrieran en el cumplimiento de sus obligaciones, que están en posesión de documentos del Servicio de Seguridad del Estado o copias, reproducciones u otros duplicados, deben comunicárselo inmediatamente al Comisionado Federal.

(2) El Comisionado Federal podrá, con el acuerdo del organismo oficial, inspeccionar los registros, archivos y demás información, si existen indicios suficientes de la existencia de documentos del Servicio de Seguridad del Estado.

(3) Personas físicas y entidades privadas tendrán la obligación, en cuanto tengan conocimiento de ello, de comunicarle al Comisionado Federal sin demora, que están en posesión de documentos del Servicio de Seguridad del Estado, copias, reproducciones o demás duplicados de estos documentos.

Art.8
Obligación de entrega de documentos por organismos públicos

(1) Todos las organismos públicos deberán entregar al Comisionado Federal, a petición de éste, de inmediato los documentos del Servicio de Seguridad del Estado que se encuentren en su poder, inclusive copias, reproducciones y demás duplicados.
(2) En caso de que la instancia oficial necesitara los documentos para el cumplimiento de sus obligaciones, en el marco de vinculación finalista, según los art. 20 al 23 y 25, podrá añadir los duplicados a sus documentos. Sólo se podrá quedar con los documentos originales, en tanto sea imprescindible, en cada caso concreto, para el cumplimiento de sus obligaciones. En este caso, se entregarán los duplicados al Comisionado Federal, a petición de éste.
(3) Los servicios de información federales y locales deberán entregar al Comisionado Federal los documentos sobre afectados, sin sustitución, en su totalidad.

Art. 9
Obligación de entrega de documentos por entidades privadas

(1) Toda persona física o entidad privada deberá entregarle al Comisionado Federal, a petición de éste, de inmediato los documentos del Servicio de Seguridad del Estado, en tanto no sean de su propiedad. La comprobación de adquisición de la propiedad recae sobre la persona física o jurídica privadas. Se considerarán propiedad de las personas físicas o demás instancias no oficiales, según el art. 10 párrafo 4, los documentos que han confeccionado ellos mismos.
(2) Si existe la obligación de entregarle al Comisionado Federal los documentos, se deberán entregar asimismo las copias y demás duplicados.
(3) Cualquier persona física o entidad privada tendrá la obligación de confiarle los documentos del Servicio de Seguridad del Estado de su propiedad al Comisionado Federal, a petición de éste, para realizar copias, reproducciones o demás duplicados.

Art. 10
Documentos del Partido Socialista Unificado de Alemania (Sozialistische Einheitspartei Deutschland), de otros partidos ligados a él y organizaciones de masas, así como otros documentos relacionados con el Servicio de Seguridad del Estado

(1) El Comisionado Federal podrá solicitar, para el cumplimiento de sus obligaciones, a las instancias pertinentes, información sobre la clase, el contenido y el lugar de conservación de documentos del Partido Socialista Unificado de Alemania, de otros partidos ligados a él y de organizaciones de masas de la antigua República Democrática Alemana.
(2) El Comisionado Federal podrá solicitar la inspección de los documentos. Le deberán ayudar en su búsqueda de los documentos requeridos.
(3) Al Comisionado Federal se le entregarán, a petición de él, los duplicados de dichos documentos, que tengan relación con la actividad del Servicio de Seguridad del Estado y que necesite para cumplir con sus obligaciones. Según el art. 6 párr. 1, los duplicados pasarán a formar parte de los documentos.
(4) Los párrafos 1 a 3 serán válidos respectivamente para aquellos documentos, en los que se reconozca la relación de otras organismos públicos o no oficiales de la antigua República Federal Alemana con el Servicio de Seguridad del Estado, que se crearan por órdenes de él o para llevar a la práctica sus órdenes o advertencias.

Art. 11
Entrega y devolución de documentos de otras autoridades a través del Comisionado Federal

(1) El Comisionado Federal deberá devolver los documentos pertenecientes a otras autoridades y que no contengan indicaciones o medidas tomadas u ordenadas por el Servicio de Seguridad del Estado a los organismos pertinentes:
   1. a petición de estos o:
   2. si descubren la presencia de dichos documentos en el cumplimiento habitual de sus obligaciones.

   El Comisionado Federal podrá hacer duplicados para sus archivos.

(2) El Comisionado Federal deberá entregar al Ministro Federal del Interior o a las autoridades locales pertinentes, los documentos federales o locales, así como los documentos de su servicio de información, clasificados como confidenciales o en un grado superior. El Comisionado Federal podrá efectuar duplicados para sus archivos. Los documentos de organizaciones internacionales o supranacionales o de Estados extranjeros, que estén catalogados como documentos secretos o en un grado superior, y a cuya protección, para evitar su conocimiento no autorizado, esté obligada la República Federal Alemana, debido a Tratados de Derechos Internacionales, se entregarán al Ministro Federal del Interior como representante de la Oficina Nacional de Seguridad.

(3) Los documentos sobre las instalaciones de empresas, procedimientos técnicos y sobre la contaminación medioambiental de los terrenos por empresas municipales, que estaban asociadas o incorporadas, en parte o en su totalidad, al Servicio de Seguridad del Estado, se entregarán, a petición, al poder directivo actual. El Comisionado Federal podrá realizar duplicados para sus archivos.

(4) El Comisionado Federal deberá entregar los documentos sobre objetos y otras cosas, sobre todo de planos de plantas, planos de tuberías de abastecimiento, fontanería y calefacción y cables de teléfono a la persona o personal actualmente responsables de tales documentos. El Comisionado Federal podrá hacer duplicados a sus archivos.

(5) Si se contrata para el servicio público a empleados a tiempo completo del Servicio de Seguridad del Estado, o si siguen empleados en un servicio oficial, se entregarán los expedientes personales necesarios al departamento de personal correspondiente. El Comisionado Federal podrá hacer los duplicados pertinentes para sus archivos.

(6) Si los antiguos empleados del Servicio de Seguridad del Estado fueran receptores de pensiones, se entregarán los expedientes personales de esas personas, con la extensión necesaria, al encargado del pago de la pensión. El Comisionado Federal podrá hacer duplicados para sus archivos.

Título Tercero
Utilización de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado
Capítulo Primero
Los derechos de los afectados, terceros, empleados del Servicio de Seguridad del Estado y de los beneficiarios

Art. 12
Normas de procedimiento para afectados, terceros, empleados y beneficiarios del Servicio de Seguridad del Estado

(1) La petición de información e consulta de los documentos, o la entrega de documentos, se realizará por escrito. El solicitante deberá probar su identidad a través de una confirmación de la autoridad regional pertinente y, si va en calidad de apoderado, presentar su poder de representación. Si la petición se realiza a través de un apoderado, con el certificado del poder de representación. Se dará información, se permitirá la consulta de los documentos y se entregarán documentos:
   1. a los afectados, terceros, empleados, beneficiarios o:
   2. a su abogado, si se le ha dado poder expreso para ello.

   Si un derechohabiente a la consulta necesitara ayuda externa al inspeccionar los documentos, le podrá acompañar una persona de su confianza. Se deberá demostrar la necesidad de ayuda. El Comisionado Federal podrá rechazar la entrada del acompañante, si hay razones especiales que lo justifiquen.

(2) El Comisionado Federal entregará la información por escrito, a no ser que, en un caso concreto, sea adecuada otra forma de información. Esa decisión la tomará tras una evaluación adecuada.

(3) Se deberá razonar la causa de la urgencia, a fin de que una petición se trate con prioridad. Se considerarán causas urgentes, si la información sirve como objeto para la rehabilitación, reparación, la defensa de un derecho personal o para una exculpación de la recriminación de haber colaborado con el Servicio de Seguridad del Estado.

(4) Se permitirá la consulta de documentos originales o de duplicados. Si los documentos contienen, además de la información referida al afectado, información sobre otros afectados o terceros, la consulta sólo se permitirá si:

   1.otros afectados o terceros están conformes o:

2.no es posible una separación de la información sobre otros afectados o terceros, o si esto lleva a un esfuerzo injustificable y si no hay ningún motivo para pensar que predomine la salvaguardia de la información, digna de protección y confidencial, de otros afectados o terceros.
Además, se permitirá la consulta de duplicados, en los que se convirtiera en anónima la información, referida a personas, de otros afectados o terceros. La consulta se realizará en la oficina central o en una de las agencias.

(5) Sólo se entregarán los documentos, en forma de duplicados, en los que los datos personales sobre otros afectados o terceros, se convirtiera en anónima.

(6) El derecho a consulta y entrega no será válido para los medios de ayuda necesarios para su análisis (art. 6 párr. 1 núm. 1 letra c). Si no se encontraran otros documentos, o si llevara un esfuerzo injustificable el encontrarlos, se extiende el derecho a la consulta y entrega de duplicados a las fichas que sirvan para el análisis de los documentos, y en los que haya datos personales, sobre el solicitante.

Art. 13
El derecho de los afectados y terceros a información, consulta y entrega

(1) Se entregarán a los afectados, a petición suya, información sobre los documentos existentes con información sobre su persona. No será necesario indicar el objeto por el que piden esa información.

(2) La información conlleva una descripción de los documentos existentes y elaborados sobre la persona del afectado, y una explicación de su contenido básico. La información se podrá limitar, en un principio, a la constatación de que existen documentos y que el afectado podrá inspeccionar estos documentos.

(3) Se permitirá al afectado, a su petición, inspeccionar los documentos producidos que contengan información sobre su persona.

(4) A petición de su parte, se entregarán duplicados de los documentos a los afectados. Se convertirá en anónima la información referida a otros afectados o terceros.

(5) Si en los documentos producidos con información personal sobre el afectado, que ha inspeccionado el afectado, o de los que ha recibido un duplicado, constaran nombres en clave de empleados del Servicio de Seguridad del Estado que recogieran información sobre él, o la usaran o la dirigieran, se le facilitarán, a su petición, los nombres de tales empleados, así como otros datos de identificación, siempre que se deduzcan, de forma inequívoca, de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado. La frase 1 es válida también para otras personas que hayan denunciado al afectado por escrito, si el contenido de la denuncia era capaz de producirle perjuicios al afectado. Los intereses de los empleados y denunciantes, de que se mantengan secretos sus nombres, no obstaculizarán la notificación de sus nombres.

(6) Párrafo 5 frase 1 y 2 no serán válidos, si el colaborador del Servicio de Seguridad del Estado o denunciante todavía no hubiera finalizado su 18. año de vida, en el momento de su actividad contra el afectado.

(7) Para terceros serán válidos los párrafos 1 a 6 respectivamente, en la medida que el solicitante deba dar indicios para facilitar el encuentro de la información. Sólo se entregará la información si el esfuerzo necesario no es excesivo en comparación con las razones de interés, en la información alegada por el solicitante.

Art. 14
(Suprimido)

Art. 15
El derecho de los parientes cercanos de los desaparecidos o fallecidos a información, consulta y entrega

(1) A los parientes cercanos se les entregará, a petición, información para:
1.- la rehabilitación de desaparecidos o fallecidos,

2,. proteger el derecho personal de desaparecidos o fallecidos, sobre todo para la aclaración de las recriminaciones de colaboración con el Servicio de Seguridad del Estado,
3.- la aclaración del destino de desaparecidos o fallecidos.
En la petición se explicará el objeto para el que se recoge esa información, se demostrará su veracidad, y se demostrará la relación de parentesco con la persona desaparecida o fallecida.

(2) Art. 13 párr. 1 frase 2 y párr. 2 a 6, serán válidos *mutatis mutandis*.
(3) Se consideran parientes cercanos a cónyuges, hijos, nietos, padres y hermanos. También se considerarán parientes cercanos, en lo que respecta al parentesco biológico, los hijos adoptivos y los padres biológicos de los hijos adoptados cuando no se pueda excluir que el Servicio de Seguridad del Estado hubiera tenido influencia en la adopción o en el destino de los padres biológicos.
(4) Parientes próximos serán también los de tercer grado si no hay constancia de la existencia de parientes en el sentido descrito en el párrafo 3.
(5) El párrafo 1 no será válido, si el desaparecido o fallecido ha dejado otra disposición o si, por otras causas, se demuestra inequívocamente su deseo contrario.

Art. 16
El derecho de los empleados del Servicio de Seguridad del Estado a información, consulta y entrega

(1) A los empleados del Servicio de Seguridad del Estado se les entregará, a petición, los documentos que contengan datos personales sobre ellos.
(2) La información, además, podrá contener una transcripción de la clase y extensión de sus actividades, del círculo de personas del que han informado, así como de la frecuencia de sus informes.
(3) Al empleado se le permitirá la consulta, a petición, de los documentos sobre su persona. Art. 12 párr. 4 frase 2 núm. 2, no será válidos.
(4) Al empleado se le permitirá inspeccionar, a petición propia, la información sobre los informes que él hubiera realizado, siempre que demuestre, de forma convincente, que tiene un interés jurídico. Esto no será válido si se incumple el interés justificado de afectados o terceros en la confidencialidad.
(1) Al colaborador se le entregará, a petición, duplicado de su expediente personal. En este duplicado, se convertirá en anónima la información personal referida a afectados y terceros.

Art.17
El derecho de los beneficiarios a información, consulta y entrega

(1) Para el derecho de los beneficiarios a información, consulta de documentos y entrega, será válido el art.16 párr. 1, 3 y 5 respectivamente.
(2) El beneficiario deberá aportar datos que posibiliten la localización de la información.
(3) El párrafo 1 no será válido, si la autoridad federal suprema competente o la autoridad regional competente declaran, frente al Comisionado Federal, que no se autorice el permiso a la información, consulta de documentos o entrega de documentos, debido a la prioridad del interés público.

Art. 18
Derecho a la información: documentos remitidos por tribunales y fiscalías al Servicio de Seguridad del Estado

En los documentos guardados por el Comisionado Federal sobre tribunales y fiscalías, serán válidos, para el ejercer el derecho a la información, la consulta y entrega de documentos, en vez del art. 12 párr. 4 a 6 y de los art. 13, 15 a 17 y 43, las correspondientes normas de tramitación legales.

Capítulo Segundo
Uso de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado por organismos públicos y entidades privadas

Art. 19
Acceso a documentos por organismos públicos y entidades privadas, normas de procedimiento

(1) El Comisionado Federal permitirá a organismos públicos y entidades privadas la consulta y entrega de documentos, siempre que se permita su uso, según los art. 20 a 23, 25 y 26. En los casos de los

art. 20 y 21 respectivamente, párrafo 1, núm. 6 letra c a h, núm. 7, letra b a f, se prohíbe la notificación, la consulta y la entrega, si no hay indicios de que tras el 31 de diciembre de 1975 haya existido una actividad no oficial para el Servicio de Seguridad del Estado, o para un servicio de información extranjero. La frase 2 no será válida para personas que soliciten un cargo, una función, la aceptación o contratación, en los casos de los art. 20 y 21 respectivamente, párrafo 1, núm. 6, letras a) a c) o núm. 7, letra a. La frase 2 tampoco será válida, si los documentos contienen indicios de que un colaborador, con relación a su actividad no oficial, ha cometido un delito o ha transgredido los derechos fundamentales de la humanidad o la legalidad constitucional.

(2) Las peticiones se pueden dirigir al Comisionado Federal, por los organismos públicos encargados del cumplimiento de las correspondientes obligaciones. Si la petición la realiza una instancia no oficial, deberá demostrar su autorización por escrito, indicando el fundamento jurídico.

(3) El Comisionado Federal comprobará si las peticiones de información, consulta o entrega se basan en un uso autorizado, en el marco de las obligaciones del solicitante, y hasta qué punto es necesaria la utilización para el objeto señalado. Si las peticiones provienen de tribunales, fiscalías y jefaturas de policía, siempre que actúen como organismos subsidiarios de las fiscalías, el Comisionado Federal sólo comprobará la autorización, si hay indicios que le lleven a ello.

(4) El Comisionado Federal realizará las notificaciones por escrito, siempre que en un caso concreto no se adecue otra clase de notificación. Tomará la decisión tras una evaluación conforme a su deber.

(5) Si una petición de notificación debe ser tratada con prioridad, se deberán exponer los motivos que justifiquen la urgencia. Se considerará que hay urgencia si:

1. la notificación es necesaria para el objeto de rehabilitación, reparación, defensa de una amenaza a un derecho personal o para la exoneración de la acusación de colaboración con el Servicio de Seguridad del Estado,
2. para la aclaración, custodia y protección del patrimonio de la antigua República Democrática Alemana y de los antiguos derechohabientes, con domicilio en su territorio, así como del patrimonio entregado al campo de la coordinación comercial,
3. en caso de una investigación sobre personas, con arreglo al art. 20, párr. 1, núm. 6 y 7 y del art. 21, párr. 1, núm. 6 y 7,
4. en caso de una persecución penal y protección ante amenazas, según el art. 23, párr. 1, frase 1, núm. 1 letra a y b y núm. 2.

(6) Si las notificaciones no son suficientes, se permitirá la consulta de los documentos. El art. 12 párr. 4 será válido, *mutatis mutandis,* con la condición de que en lugar del solicitante, se inscriba a la persona aludida.

(7) Se entregarán los documentos, si la instancia solicitante argumenta que, con la notificación y la consulta, no tiene suficiente o si la consulta está ligada a un esfuerzo injustificable. Sólo se entregarán los documentos originales si son indispensables como objetos de prueba. Se devolverán sin demora al Comisionado Federal, en cuanto ya no se necesite para el objeto de uso. Si los documentos contuvieran, además de datos personales, sobre la persona a la que se refiere la petición, también sobre otros afectados o terceros, será válido el art. 12 párr. 4 frase 2 y 3 respectivamente.

(8) Se negará la notificación, el derecho a consulta y entrega, según los art. 20 y 21 respectivamente, párrafo 1 núm. 6 y 7, si :

1. la información se refiere a una actividad durante el cumplimiento del servicio militar obligatorio en las fuerzas armadas de la antigua RDA, o de un servicio sustitutivo al servicio militar obligatorio fuera del Ministerio para el Servicio de Seguridad del Estado, que no se haya entregado información sobre personas y que no haya continuado con la actividad al finalizar el servicio o:
2. según el contenido de los documentos investigados, quede claro que, a pesar de existir un acuerdo para colaborar, no ha entregado información.

El párrafo 3 frase 1, permanecerá intacto.

Art. 20
Uso de documentos por organismos públicos y entidades privadas, que no contienen información referida a personas, de afectados o terceros

(1) Si los documentos no contienen datos personales sobre afectados o terceros, podrán ser usados, en la medida en que sea necesario, por organismos públicos o privados, para los siguientes propósitos:

1. Rehabilitación de las personas afectadas, los desaparecidos y fallecidos; reparación y asistencia en virtud de la Ley de Asistencia al Prisionero,
2. Protección de la privacidad,

3. Esclarecimiento de la suerte de las personas desaparecidas y muertes no explicadas,
4. Suspensión de las prestaciones de jubilación en virtud de la Ley de Pensiones o la reducción, retirada o suspensión de las prestaciones en los casos aplicables según tal ley,
5. Reconocimiento, captura y protección de los bienes de la antigua República Democrática Alemana y la ex entidad en su territorio, así como de los bienes asignados al sector de Coordinación Comercial,
6. Examen de las siguientes personas, de acuerdo con las normas y con su conocimiento, para determinar si trabajaron a tiempo completo o de forma no oficial para el Servicio de Seguridad del Estado, a menos que lo hubieran hecho antes de cumplir los 18 años de edad:
   a) Los miembros del gobierno federal o un gobierno estatal, así como otros en una relación de derecho público oficial
   b) Los miembros del Parlamento, los miembros de los órganos representativos locales y los funcionarios electos locales,
   c) los funcionarios que puedan ser retirados temporalmente en cualquier momento y los empleados para una función,
   d) Los funcionarios y empleados que dirijan una agencia o administren una oficina similar,
   e) los jueces profesionales y jueces honorarios,
   f) los militares, que en cualquier momento puedan pasar al retiro, los militares, a partir del empleo de coronel, que dirijan una agencia, así como oficiales de Estado Mayor, los que detenten puestos con un peso significativo en el interior del país o en el extranjero,
   g) Los miembros de la Mesa y la Junta y los altos ejecutivos de la Federación de Deportes Olímpicos de Alemán, las organizaciones de bases de los Juegos Olímpicos, los representantes del deporte alemán en los foros internacionales, así como los formadores y supervisores responsables de los equipos nacionales de Alemania,
   h) las personas que aspiren a ocupar los cargos o puestos relacionados en las letras c a g
   El examen puede referirse también a las actividades de inteligencia relacionadas con el exterior
7. Examen de las siguientes personas, de acuerdo con las normas y con su conocimiento, para determinar si trabajaron a tiempo completo o de forma no oficial para el Servicio de Seguridad del Estado, a menos que lo hubieran hecho antes de cumplir los 18 años de edad:
   a) Miembros del Consejo Consultivo, en virtud del art. 39 y el Consejo Científico, de conformidad con el artículo 39 bis,
   b) el comisionado Federal y su personal,
   c) el comisionado provincial en virtud del artículo 38 y sus empleados,
   d) los empleados de los organismos públicos involucrados en la tramitación de las solicitudes en el marco, la Ley de Rehabilitación Penal, Administrativa y Profesional,
   e) los empleados de otros organismos que trabajen, principalmente, en la transformación de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado o los mecanismos de gobierno de la antigua República Democrática Alemana o la antigua zona de ocupación,
   f) las personas que aspiren a ocupar los cargos o puestos relacionados anteriormente
   El examen puede referirse también a las actividades de inteligencia relacionadas con el exterior
8. Procedimientos para la concesión o retirada de un permiso de armas en virtud de la Ley de Armas, la Ley Federal de Caza, la Ley de Explosivos y la ley de Control de Armamento de Guerra de la Ley de comercio exterior, a menos que las referencias a la documentación personal de la fiabilidad de los antiguos empleados del Servicio de Seguridad del Estado puso de manifiesto
9. El reconocimiento de períodos de empleo, el pago y la transferencia de las pensiones de los ex miembros del Servicio de Seguridad del Estado,
10. Los asuntos religiosos,
11. Seguridad de las personas en virtud de las leyes de seguridad de los gobiernos federal y estatal,
12. Verificación de antecedentes de las personas de conformidad con el artículo 7 de la Ley de Seguridad Aérea y artículo 12b, párrafo 2, n º 3 de la Ley de Energía Atómica y artículo 5, párrafo 1 n º 6, nº 6 y artículo 7, párrafo 3 del Reglamento de Inspección Atómica.

(2) El artículo 26 no se verá afectado.

(3) El uso al que se hace referencia en el párrafo 1 n º 6 supra quedará prohibido a partir del 31 de Diciembre 2011. Los documentos producidos y acumulados como consecuencia de las anteriores peticiones de información y examen pasarán al Bundesarchiv o al Archivo del Parlamento.

Art. 21

Uso de documentos por organismos públicos y entidades privadas, que contienen información referida a personas de afectados o terceros

(1) Si los documentos contienen datos personales sobre afectados o terceros, podrán ser usados, en la medida en que sea necesario, por organismos públicos o privados, para los siguientes propósitos:

1. Rehabilitación de las personas afectadas, los desaparecidos y fallecidos; reparación y asistencia en virtud de la Ley de Asistencia al Prisionero,
2. Protección de la privacidad,
3. Esclarecimiento de la suerte de las personas desaparecidas y muertes no explicadas,
4. Suspensión de las prestaciones de jubilación en virtud de la Ley de Pensiones o la reducción, retirada o suspensión de las prestaciones en los casos aplicables según tal ley,
5. Reconocimiento, captura y protección de los bienes de la antigua República Democrática Alemana y la ex entidad en su territorio, así como de los bienes asignados al sector de Coordinación Comercial,
6. Examen de las siguientes personas, de acuerdo con las normas y con su conocimiento, para determinar si trabajaron a tiempo completo o de forma no oficial para el Servicio de Seguridad del Estado, a menos que lo hubieran hecho antes de cumplir los 18 años de edad:

a) Los miembros del gobierno federal o un gobierno estatal, así como otros en una relación de derecho público oficial

b) Los miembros del Parlamento, los miembros de los órganos representativos locales y los funcionarios electos locales,

c) los funcionarios que puedan ser retirados temporalmente en cualquier momento y los empleados para una función,

d) Los funcionarios y empleados que dirijan una agencia o administren una oficina similar,

e) los jueces profesionales y jueces honorarios,

f) los militares, que en cualquier momento puedan pasar al retiro, los militares, a partir del empleo de coronel, que dirijan una agencia, así como oficiales de Estado Mayor, los que detenten puestos con un peso significativo en el interior del país o en el extranjero,

g) Los miembros de la Mesa y la Junta y los altos ejecutivos de la Federación de Deportes Olímpicos de Alemán, las organizaciones de bases de los Juegos Olímpicos, los representantes del deporte alemán en los foros internacionales, así como los formadores y supervisores responsables de los equipos nacionales de Alemania,

h) las personas que aspiren a ocupar los cargos o puestos relacionados en las letras c a g

El examen puede referirse también a las actividades de inteligencia relacionadas con el exterior

7.- Examen de las siguientes personas, de acuerdo con las normas y con su conocimiento, para determinar si trabajaron a tiempo completo o de forma no oficial para el Servicio de Seguridad del Estado, a menos que lo hubieran hecho antes de cumplir los 18 años de edad:

a) Miembros del Consejo Consultivo, en virtud del art. 39 y el Consejo Científico, de conformidad con el artículo 39 bis,

b) el comisionado Federal y su personal,

c) el comisionado provincial en virtud del artículo 38 y sus empleados,

d) los empleados de los organismos públicos involucrados en la tramitación de las solicitudes en el marco, la Ley de Rehabilitación Penal, Administrativa y Profesional,

e) los empleados de otros organismos que trabajen, principalmente, en la transformación de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado o los mecanismos de gobierno de la antigua República Democrática Alemana o la antigua zona de ocupación,

f) las personas que aspiren a ocupar los cargos o puestos relacionados anteriormente

El examen puede referirse también a las actividades de inteligencia relacionadas con el exterior

8.- Seguridad de las personas en virtud de las leyes de seguridad de los gobiernos federal y estatal,

9.- Verificación de antecedentes de las personas de conformidad con el artículo 7 de la Ley de Seguridad Aérea y artículo 12b, párrafo 2, n º 3 de la Ley de Energía Atómica y artículo 5, párrafo 1 n º 6, nº 6 y artículo 7, párrafo 3 del Reglamento de Inspección Atómica.

(2) La prohibición de uso recogida en el artículo 5, párrafo 1 no se verá afectada.

(3) El uso al que se hace referencia en el párrafo 1 n º 6 supra quedará prohibido a partir del 31 de Diciembre 2011. Los documentos producidos y acumulados como consecuencia de las anteriores peticiones de información y examen pasarán al Bundesarchiv o al Archivo del Parlamento.

Art.22
Uso de documentos por comisiones parlamentarias de investigación

(1) El derecho a una diligencia de pruebas por una comisión de investigación parlamentaria, según el art. 44 párr. 1 y 2 de la Constitución, es aplicable también a los documentos del Servicio de Seguridad del Estado.
(2) El párrafo 1 será válido respectivamente para las comisiones de investigación de los parlamentos de los estados.

Art. 23
Uso de documentos con objeto de persecución penal y protección contra amenazas

(1) Los documentos, siempre que contengan datos personales, sobre afectados o terceros, se podrán usar, en la medida en que sean necesarios:
1. para la persecución de:
a) delitos relacionados con el régimen de la antigua República Democrática Alemana, sobre todo si los delitos tenían relación con la actividad del Servicio de Seguridad del Estado, de otras autoridades de seguridad, de persecución de delitos y de cumplimiento de las penas , así como tribunales
b) crímenes en los casos de los art. 211, 212, 239a, 239b, 306 a 306c, 307 a 309,313,314 o 316c del Código Penal, así como delitos por
- art. 6 del Código Penal Internacional,
- art. 51 y 52 párr. 1 y 2, letras c) y d) y art. 5 y 6 de la Ley de Armas,
- art. 19 párr. 1 a 3, art. 20, párr. 1 o 2 respectivamente, también en relación con el art. 21 o el art. 22ª, párr. 1 a 3 de la Ley sobre el Control de Armas de Guerra,
- art. 29, párr. 3, apdo. 2, núm. 1; art. 29ª párr. 1, nº 2 y art. 30, páar. 1, núm. 1 y 2 de la Ley de Narcóticos,
- art. 30 párr. 1 núm. 4 de la Ley de Narcóticos, siempre que el delito se haya cometido como profesional o como miembro de una banda

c) delitos relacionados con el régimen nazi,
d) delitos según el art. 44 de esta ley,
2. para el rechazo de una gran amenaza inminente para la seguridad pública, sobre todo para la prevención de delitos inminentes.
Art. 5 párr. 1 no se aplicará. Las prohibiciones de realización, según los reglamentos del código de enjuiciamiento criminal, quedarán intactas.
(2) Se podrán usar también otros documentos, siempre que sean necesarios, para la persecución de delitos, incluyendo ayuda legal en causas penales, así como el rechazo de grandes peligros para la seguridad pública, sobre todo para la prevención de delitos.

Art. 24
Uso, por tribunales y fiscalías, de los expedientes dejados por el Servicio de Seguridad del Estado

(1) Si son los tribunales y las fiscalías las que usan los documentos custodiados por el Comisionado Federal, tendrán vigor, en vez de los art. 19 a 21, 23, 25 a 30 y 43, los respectivos reglamentos de procedimiento legales. El art. 5, párr. 1, no se aplicará, siempre que se trate de delitos relacionados con el art. 23, párr. 1, núm. 1.
(2) El Comisionado Federal entregará, a petición, los documentos mencionados en el párr. 1, frase 1, a tribunales, fiscalías y jefaturas de policías, siempre que actúen como organismos subsidiarios de la fiscalía. Los documentos se devolverán inmediatamente, en cuanto ya no sean necesarios.

Art. 25
Uso de documentos para su uso por el servicio de información

(1) Los documentos no podrán ser usados por los servicios de información, si hay datos personales, sobre afectados y terceros. Se excluyen aquellos documentos que tienen datos personales, sobre
1. colaboradores de los servicios de información del Estado Federal, local o de los aliados y cuyo uso sea necesario para la protección de estos colaboradores o del servicio de información, o

2. colaboradores de otros servicios de información y cuyo uso sea necesario para la defensa contra el espionaje.

(2) Los documentos podrán ser usados, siempre que no contengan datos personales, sobre afectados o terceros, por o para los servicios de información del Estado Federal y local, en el marco de sus obligaciones legales, así como por o para los servicios de información de los aliados, si contienen información que tenga relación con
   1. el espionaje o la defensa contra el espionaje,
   2. Violencia extremista o terrorismo, según su definición en la la Ley de Protección de la Constitución Federal.

(3) En los casos del párrafo 1 frase 2, el art. 5 párr. 1, queda intacto.

(4) En los casos del párrafo 1 frase 2 y del párrafo 2, el Ministro Federal del Interior podrá ordenar la entrega insustituible de los documentos si, al permanecer los documentos en poder del Comisionado Federal, se causaran perjuicios al bienestar del Estado Federal o local. La orden necesitará la aprobación de la comisión de control parlamentario según la Ley sobre el Control Parlamentario de las Actividades del Servicio de Información del Estado Federal.

(5) Además, se podrán usar los documentos mencionados en el art. 26, por o para el servicio de información, en el marco de sus obligaciones legales.

Art. 26
Uso de instrucciones y planes de organización

Las normas, instrucciones, planes de organización y planes de instancias del Servicio de Seguridad del Estado se podrán usar también para otros objetos, siempre que no contengan datos personales, sobre afectados o terceros. Lo mismo es válido para los planos y listas de objetos y otras cosas del Servicio de Seguridad del Estado, sobre todo planos de plantas, planos sobre tuberías de abastecimiento y sobre cables de teléfono.

Art. 27
Notificaciones sin peticiones a organismos públicos

(1) Si el Comisionado Federal, en el desempeño habitual de sus obligaciones, según el art. 37, averigua que han desempeñado una actividad contratada o no oficial para el Servicio de Seguridad del Estado
   1. personas, que ocupan o desempeñan obligaciones o funciones en cargos públicos, según el art. 20, párr. 1, núm. 6, letras a) y b),
   2. personas que dirijan una oficina o lleven a cabo una función de acuerdo con el art. 20, párrafo 1, nº 7, letra a),
   3. personas, que por su actividad tienen permiso para usar los documentos, según el art. 20, párr. 1, núm. 4 o art. 21, párr. 1, núm. 4,

   deberá notificarlo a la instancia competente.

(2) Si el Comisionado Federal, en el desempeño habitual de sus obligaciones, comprueba que en los documentos existen indicios de
   1. un delito relacionado con la actividad del Servicio de Seguridad del Estado,
   2. alguno de los delitos mencionados en el art. 23, párr. 1, núm. 1 letra b,
   3. un notable peligro para la seguridad pública,
   4. La presencia de patrimonio, según el art. 20, párr. 1, núm. 5 y del art. 21, párr. 1, núm. 5,

   debe comunicárse a la instancia competente.

(3) Si el Comisionado Federal, en el desempeño habitual de sus obligaciones, según el art. 37, comprueba que, en los documentos se encuentra información sobre espionaje, defensa del espionaje, extremismos violentos o terrorismo, según la Ley de Protección de la Constitución Federal, deberá comunicárselo, por su cuenta, al Ministro Federal del Interior como autoridad de la Seguridad Nacional.

(4) Las notificaciones previstas en los párrafos 1 a 3, sólo serán admisibles en la medida en que puedan ser realizadas atendiendo un requerimiento.

Art. 28
(derogado)

Art. 29
Límites de uso

(1) Según los art. 19 a 23 y 25, así como los art. 27 y 28, sólo se podrá emplear y usar la información referida a personas, con la finalidad para la que se haya entregado. Sólo se podrá usar o emplear para otros fines, si se presentan las condiciones de los art. 20 a 23 y 25.
(2) Se necesitará el consentimiento del Comisionado Federal, para emplear o usar para otros fines los datos personales sobre afectados o terceros, según el párrafo 1 frase 2.
(3) Los párrafos 1 y 2 serán válidos respectivamente, para la información referida a personas, contenida en los documentos que, según el art. 8 párr. 2, permanezca en organismos públicos.

Art. 30
Notificación

(1) Si el Comisionado Federal entrega datos personales sobre un afectado, según los art. 21, 27 párrafo 1, se deberá informar al afectado sobre la clase de información entregada, así como su destinatario.
(2) No existirá la obligación de notificar, si el afectado obtiene el conocimiento del envío por otras causas, o si el aviso fuera posible sólo mediante un esfuerzo injustificable.
(3) Se suspenderá la notificación durante el periodo de tiempo en el que la autoridad federal o local suprema competente haga saber al Comisionado Federal, que el conocimiento del envío podría amenazar la seguridad pública o causar perjuicios al bienestar de la Federación o del Estado.

Art. 31
Revisión judicial de decisiones del Comisionado Federal, a petición de las autoridades

(1) Si el Comisionado Federal rechaza la petición de un organismo solicitando comunicación, consulta o entrega de documentos, será el tribunal supremo administrativo, a petición de la autoridad afectada, el que decida sobre la legitimidad del rechazo de esta petición, tras un juicio oral, a través de una resolución. La resolución no se podrá recurrir. No tendrá lugar un procedimiento previo. Será competente el tribunal supremo administrativo en cuyo distrito tenga su domicilio social el Comisionado Federal.
(2) El presidente del tribunal podrá negar o limitar, por razones especiales, la consulta de expedientes o partes de los mismos, así como la producción o entrega de fragmentos o copias.
Esta resolución y la resolución del tribunal supremo administrativo sobre la obligación de presentación de documentos, según el art. 99 párr. 2 de la Orden del Tribunal Administrativo, no serán impugnables. Por lo demás, los implicados estarán obligados a guardar secreto sobre los hechos que hayan conocido por la consulta de los expedientes.

Capítulo Tercero
Uso de documentos del Servicio de Seguridad del Estado para la investigación política e histórica, así como para su uso en prensa y radio

Art. 32
Uso de documentos para la investigación de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado

(1) Para la investigación política e histórica de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado, así como para fines de formación política, el Comisionado Federal pondrá a disposición los siguientes documentos para la consulta:
   1. Documentos, que no contengan información referida a personas,
   2. duplicados de documentos, en los que se haya convertido en anónima la información referida a personas, a no ser que la información sea notoria,
   3. documentos con datos personales de:
      - empleados del Servicio de Seguridad del Estado, siempre que no se trate de actividades para el Servicio de Seguridad del Estado realizadas antes de los 18 años, o
      - beneficiarios del Servicio de Seguridad del Estado,
   4. documentos con datos personales, sobre personajes de la historia contemporánea, titulares de funciones políticas o de cargos públicos, siempre que se trate de información que se refiera a su

papel en la historia contemporánea, al cumplimiento con sus funciones o al cumplimiento de sus cargos públicos,

5. documentos con otros datos personales, si se presenta el consentimiento escrito de la persona afectada; los consentimientos deberán señalar al solicitante, la pretensión y a las personas que llevarán a cabo la consulta.
6. Cuando se trate de información sobre personas fallecidas, cuya muerte hubiera ocurrido treinta años atrás. Si la fecha de la muerte no puede ser precisada o sólo puede serlo con un gran esfuerzo, el período de retención de la documentación durará 110 años a partir de la fecha de nacimiento de la persona.
7. Por añadidura, los documentos con datos personales en la medida en que:
   a) Sean necesarios para la realización de un trabajo científico en universidades o centros de investigación
   b) El uso anónimo de la información no es posible para la finalidad perseguida o la despersonalización implica un esfuerzo desproporcionado, y:
   c) El receptor de la información es un funcionario o persona obligada por ley a guardar secreto.

Los documentos con datos personales, según la frase 1 núm. 3 y 4, sólo se podrán entregar si, a través de su uso, no se perjudica ningún interés principal, digno de protección, de las personas allí mencionadas. Para la valoración se tendrá en cuenta, sobre todo, si la información tiene clara relación con una violación de los derechos humanos.

(2) Los documentos que, según el art. 37 párr. 1 núm. 3 letra b a d, se encuentren en un depósito especial, sólo se podrán usar con el consentimiento del Ministro Federal del Interior.

(3) Información referida a personas, sólo se podrá publicar si

1. éstas son notorias
2. se trata de información sobre:
   - empleados del Servicio de Seguridad del Estado, siempre que estas actividades para el Servicio de Seguridad del Estado no tuvieran lugar antes de los 18 años, o
   - beneficiarios del Servicio de Seguridad del Estado,
3. se trata de información sobre personajes de la historia contemporánea, titulares de funciones políticas o de cargos públicos, siempre que se trate de información que se refiera a su papel en la historia contemporánea, al cumplimiento con sus funciones o al cumplimiento de sus cargos públicos, o
4. las personas sobre las que se quieren publicar datos personales, hayan dado su consentimiento.
5. Cuando se trate de información sobre personas fallecidas, cuya muerte hubiera ocurrido treinta años atrás. Si la fecha de la muerte no puede ser precisada o sólo puede serlo con un gran esfuerzo, el período de retención de la documentación durará 110 años a partir de la fecha de nacimiento de la persona.

A través de la publicación de datos personales, mencionada en la frase 1 núm. 2 y 3, no se podrá perjudicar los intereses principales, dignos de protección, de las personas mencionadas. Para la valoración se tendrá en cuenta, sobre todo, si la divulgación de la información se basa claramente en una violación de los derechos humanos. Los datos personales referidos en el punto 5 del párrafo 1, solo podrán ser publicado si

(4) Los párrafos 1 y 3, conforme al sentido, serán también válidos para la investigación política e histórica del pasado nacionalsocialista.

Art. 32a
Notificación

(1) Cuando, según el art. 32, párr. 1, frase 1, núm. 4, se pongan a disposición documentos, se deberá avisar, con antelación y con tiempo suficiente, y sobre el contenido de la información, a las personas afectadas por ello, para que puedan formular sus objeciones a la accesibilidad a dichos documentos. El Comisionado Federal tendrá en cuenta las objeciones en la valoración de los intereses que debe efectuar, según el art. 32 párr. 1. Si no existe un acuerdo, sólo se podrá acceder a los documentos, cuando hayan pasado dos semanas de la notificación del resultado de la valoración.

(2) Se podrá suspender la notificación, si no se teme que haya perjuicio de los intereses, dignos de protección, de la persona afectada, si la notificación no es posible, o si es posible sólo mediante un esfuerzo injustificable.

Art. 33
Procedimiento

(1) Se podrán consultar los archivos con fines de investigación o para la formación política, en la oficina central o en las oficinas de las ramas del Comisionado Federal.
(2) Debido a la importancia o al estado de conservación de los documentos, se podrá limitar la consulta a la consulta de duplicados.
(3) A petición, se podrá solicitar la entrega de duplicados de los documentos, siempre que esté permitida la consulta de dichos documentos. Esta disposición no será aplicable a los casos referidos en el art. 32, párrafo 1, apartado 1, nº 7
(4) Los duplicados, que se han entregado según el párrafo 3, no se podrán usar por el receptor para otros fines, ni se podrán dar a otras instancias.
(5) No se autorizará la consulta de documentos no investigados.

Art. 34
Uso de documentos en prensa, radio y cine

(1) Los art. 32 y 33 serán válidos respectivamente, para el uso de los documentos en prensa, radio, cine, por sus empresas auxiliares y por las personas que se dedican a la redacción y el periodismo.
(2) Si la publicación de datos personales, a través de canales de radiodifusión del derecho federal, llevara a rectificaciones de personas mencionadas en la publicación, estas rectificaciones se añadirán a la información, referida a personas, y se guardarán junto a ella. La información sólo se podrá volver a publicar junto a la rectificación.

Título Cuarto
Comisionado Federal para los documentos del Servicio de Seguridad del Estado

Art. 35
Comisionado Federal para los documentos del Servicio de Seguridad del Estado de la antigua República Democrática Alemana

(1) El Comisionado Federal para los Archivos del Servicio de Seguridad del Estado de la antigua República Democrática Alemana es una autoridad superior federal, en el área de la autoridad federal competente en Cultura y Medios de Comunicación. Tendrá una oficina central en Berlín y agencias en los Länder de Berlín, Brandenburgo, Mecklemburgo-Pomerania occidental, Sajonia, Sajonia-Anhalt y Turingia.
(2) El director de la autoridad se elegirá, a propuesta del gobierno federal, por el Bundestag, con más de la mitad de los votos legales de sus miembros. En el momento de su votación debe haber cumplido 35 años de vida. El elegido llevará como título el nombre de su autoridad. Deberá ser nombrado por el Presidente Federal.
(3) El Comisionado Federal prestará el siguiente juramento ante la autoridad federal competente en Cultura y Medios de Comunicación:
"Yo juro, que dedicaré todo mi esfuerzo para el bien del pueblo alemán, que aumentaré su provecho, apartaré de él los daños, respetaré y defenderé la Constitución y las leyes federales, que cumpliré con mis obligaciones escrupulosamente y que garantizaré justicia para todos. Lo juro con la ayuda de Dios".
El juramento se podrá prestar también sin la aseveración religiosa.
(4) La duración del cargo del Comisionado Federal es de cinco años. Se permitirá una sola reelección.
(5) Conforme a esta ley, el Comisionado Federal tendrá una relación con el Estado Federal de cargo público y legal. En el ejercicio de su cargo será independiente y sólo se someterá a la ley. Estará subordinado a la vigilancia legal del Gobierno Federal. La vigilancia la realizará la autoridad federal competente en Cultura y Medios de Comunicación.

Art. 36
Situación jurídica del Comisionado Federal

(1) La relación con el cargo del Comisionado Federal comienza con la entrega del documento de nombramiento. Terminará
   1. con la finalización de la duración del cargo,
   2. con el cese.

   El Presidente Federal cesará al Comisionado Federal, si esté se lo pide o a propuesta del gobierno federal, si existen razones que, delante de un juez, justifiquen el despido de por vida de un servicio. En caso de finalización de la relación del cargo, el Comisionado Federal recibirá un documento realizado por el Presidente Federal. El cese será efectivo con la entrega del documento. A petición de la autoridad federal competente en Cultura y Medios de Comunicación, el Comisionado Federal estará obligado a seguir en el cargo hasta el nombramiento de su sucesor.

(2) El Comisionado Federal no podrá tener, además de su cargo, otro remunerado, no podrá desempeñar ninguna profesión, ni oficio. No podrá ser dirigente, ni miembro del consejo supervisor o del consejo administrativo de una empresa con fines lucrativos. Tampoco podrá pertenecer a un gobierno o a un cuerpo federal legislativo. No podrá realizar dictámenes extrajudiciales a cambio de dinero.

(3) El Comisionado Federal informará a la autoridad federal competente en Cultura y Medios de Comunicación sobre los regalos recibidos con relación a su cargo. El Ministro Federal del Interior decidirá sobre el uso de los regalos.

(4) El Comisionado Federal, tras la finalización de su relación de servicio, estará obligado a guardar silencio sobre los asuntos que ha conocido gracias a su cargo. Esto no será válido para notificaciones en el ámbito del trabajo, o sobre hechos notorios, o los que, debido a su importancia, no requieren permanecer secretos. El Comisionado Federal, aunque ya no esté en el cargo, no podrá hablar sobre esas cuestiones sin el consentimiento de la autoridad federal competente en Cultura y Medios de Comunicación, en un juicio, ni de forma extrajudicial, ni tampoco dar explicaciones al respecto. Permanecerá intacta la obligación fundada en la legalidad de denunciar delitos y, ante una amenaza de las leyes fundamentales democráticas y liberales, luchar por su conservación.

(5) El consentimiento de declarar como testigo sólo se suspenderá, si la declaración causara perjuicio al bienestar del Estado Federal o regional alemán o si el cumplimiento de las obligaciones públicas corriera un serio peligro o lo dificultara notoriamente. Se podrá suspender el consentimiento de realizar un dictamen, si esto perjudicara los intereses del servicio. El art. 28 de la Ley sobre el Tribunal Constitucional Federal, en la edición de su promulgación del 12 de diciembre de 1985 (BGBl. I pág. 2229), permanecerá intacto.

(6) Desde el principio del mes natural en el que empieza su relación con el cargo, y hasta el final del mes natural en el que finaliza su relación con el cargo o, según el párrafo 1 frase 6, hasta el término del mes, en el que finaliza su gerencia, el Comisionado Federal recibirá un sueldo por su cargo por valor de un empleado federal con la categoría de sueldo de B9. Se aplicarán respectivamente la Ley Federal de Gastos de Viaje y la Ley Federal de Gastos de Traslado. Por lo demás, se aplicarán los art. 13 a 20 y 21ª, párr. 5 de la Ley del Ministro Federal, con la condición de que en el art. 15, párr. 1 de la Ley del Ministro Federal, en vez de figurar una duración del cargo de dos años, figuren cinco años, y en el art. 21a párr. 5 de la Ley del Ministro Federal, en vez de la categoría de sueldo B 11, figure la categoría de sueldo B9. Divergiendo con la frase 3, en relación con los art. 15 a 17 y 21ª, párr. 5 de la Ley del Ministro Federal, se calcula el sueldo de la pensión de jubilación del Comisionado Federal añadiendo el periodo del cargo a sus años de servicio, en la respectiva aplicación de la ley de pensiones de los funcionarios, si esto le es más favorable y el Comisionado Federal, justo antes de su elección a Comisionado Federal, se encontraba ejerciendo su último cargo habitual como funcionario o juez, antes de alcanzar la categoría de sueldo B9.

Art. 37
Obligaciones y autorizaciones del Comisionado Federal

(1) Según esta ley, el Comisionado Federal tendrá las siguientes obligaciones y autorizaciones:
   1. custodia de los archivos del Servicio de Seguridad del Estado,
   2. La valoración, ordenación, aprovechamiento, custodia y administración de los documentos, siguiendo los métodos de archivo.
   3. Administración de los documentos en el archivo central de la oficina central y en los archivos regionales de las agencias; se guardarán por separado
      a) las documentos remitidos al Servicio de Seguridad del Estado por tribunales y fiscalías,
      b) los duplicados, según el art. 11 párr. 2, frase 2,
      c) los documentos relacionados con empleados del servicio de información del Estado Federal, regional y de los aliados,

d) Documentos sobre colaboradores de otros servicios de información, con indicaciones técnicas o demás indicaciones profesionales o descripciones sobre posibilidades de movilización de medios y métodos en los campos del espionaje, la defensa del espionaje o del terrorismo, si el Ministro Federal del Interior declara, en un caso concreto, que la publicación de documentos puede amenazar la seguridad pública o producir perjuicios al bienestar federal o regional.
Para el archivo por separado, según las letras b) a d), serán válidos los reglamentos sobre el uso de documentos clasificados en el grado de documentos secretos o en un grado superior,

4.- Suministro de información, comunicación de los documentos, la concesión de acceso a los documentos, publicaciones,

5.- Estudio de la actividad del servicio de seguridad del Estado, informando al público acerca de la estructura, los métodos y el modo de acción del Servicio de Seguridad del Estado. Para la publicación de la información personal se aplica el art. 32, párrafo 3. La publicación también puede ser electrónica y por un sistema de comunicación con medios técnicos para garantizar que la información está intacta, completa y actualizada y que no se ha copiado o alterado electrónicamente por terceros y que la publicación en cualquier momento puede atribuirse a su origen. La copia electrónica puede ser admitida si el propósito de la publicación es lícito y por lo tanto no afecta a los intereses legítimos de las personas afectadas,

6.-Apoyo a la investigación y la educación política en el análisis histórico y político de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado, mediante la concesión de acceso a los documentos y la expedición de duplicados de los documentos y el apoyo de instalaciones y monumentos para la recuperación de la historia de la antigua República Democrática Alemana o de la antigua zona de ocupación en lo concerniente a las actividades del Servicio de Seguridad del Estado,

7.- Información y asesoramiento a particulares, entidades privadas y organismos públicos. También las oficinas de las ramas de los länder podrán ofrecer información y asesoramiento,

8.- Establecimiento y mantenimiento de centros de documentación y salas de exposición.

(2) El Comisionado Federal garantizará el cumplimiento de principios comunes en el desempeño de sus funciones.

(3) El Comisionado Federal presentará un informe de actividad ante el Bundestag sobre la solicitud de éste, al menos cada dos años, a partir del 1 De julio de 1993. A partir de su segundo informe periódico de actividades, informará sobre la medida y tiempo en que previsiblemente requerirá de los documentos para el desempeño de sus funciones. A petición del Bundestag alemán o el Gobierno Federal, el Comisionado Federal ofrecerá asesoramiento y producirá cuantos informes le sean solicitados. El Comisionado Federal podrá, en cualquier momento, consultar al Bundestag. En los asuntos de un órgano legislativo, informará directamente a ese órgano.

Art. 38
Comisionado regional, relación con el Comisionado Federal

(1) En los Länder de Berlín, Brandenburgo, Mecklemburgo-Pomerania occidental, Sajonia, Sajonia-Anhalt y Turingia se podrá nombrar un comisionado regional para que ayude con su trabajo al Comisionado Federal en el ejercicio de sus obligaciones, según el art. 37, que se hará cargo de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado de la antigua República Democrática Alemana. Los demás detalles se regirán bajo el derecho del Land.

(2) El Comisionado Federal dará la oportunidad al comisionado regional de adaptarse a las peculiaridades específicas de su Land en el uso de los documentos, según el título tercero de esta ley.

(3) El derecho del Land podrá decidir, que los comisionados regionales asesoren a los implicados en la salvaguardia de sus derechos, según los art. 13 a 17. Esta actividad también se referirá al asesoramiento psicológico y social, tras la finalización de los procedimientos, según el art. 12.

Art. 39
El Consejo Consultivo

(1) El Comisionado Federal creará un Consejo Consultivo. El consejo Consultivo constará de

1. nueve miembros, que serán nombrados por los Länder de Berlín, Brandenburgo, Mecklemburgo-Pomerania occidental, Sajonia, Sajonia-Anhalt y Turingia, y

2. ocho miembros, que serán nombrados por el Bundestag alemán.

Los miembros del Consejo Consultivo se nombrarán por la autirdad federal competente en Cultura y medios de Comunicación por un periodo de cinco años.

(2) El Comisionado Federal informará al Consejo Consultivo sobre asuntos fundamentales u otros asuntos importantes y los debatirá con él. El consejo consultivo asesorará al Comisionado Federal, en particular, sobre los siguientes asuntos:

1. La custodia de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado y el análisis de los documentos, según el art. 10,
2. la fijación de los métodos de archivo para la valoración, ordenación, aprovechamiento, custodia y administración de los documentos,
3. la fijación de los métodos normalizados para la consulta y entrega,
4. la fijación de criterios de valoración en los casos del art. 20 párr. 1, núm. 6 y 7 y del art. 21 párr. 1, núm. 6 y 7,
5. la fijación de prioridades en las peticiones de individuos y en las peticiones de organismos públicos y entidades privadas,
6. la fijación de las obligaciones de las agencias regionales en su actividad asesorara,
7. la creación de programas de trabajo para la investigación de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado, y la información posterior al público y
8. el apoyo a la investigación y la formación política.

Además, el consejo Consultivo se encargará de los informes de actividades contemplados en el art. 37 párr. 3 frase 1.

(3) El Consejo Consultivo elaborará un reglamento interno que necesitará el consentimiento del gobierno federal.

(4) Los miembros del Consejo Consultivo estarán obligados a guardar secreto profesional sobre los hechos que hayan conocido debido a su actividad, siempre que no sean notorios. La obligación de guardar secreto profesional se mantendrá incluso tras el término de su pertenencia al consejo consultivo.

(5) El Consejo Consultivo se podrá dirigir al Bundestag, en cualquier momento, en materias importantes.

Art. 39a
El Consejo Científico Asesor

(1) Para asesorar a los funcionarios federales en la investigación científica de las actividades del Servicio de Seguridad del Estado, así como en el diseño de su investigación existirá un Consejo Científico Asesor, que constará de nueve miembros. El Consejo Científico Asesor dará apoyo a la labor de investigación y publicación del Comisionado Federal y promoverá y apoyará la cooperación y el intercambio de información del comisionado Federal con otras instituciones científicas.

(2) El Bundestag alemán nombrará nueve personas, con particular experiencia en el campo de la investigación sobre la antigua República Democrática Alemana, las dictaduras, el comunismo, la historia comparada o la estructura, los métodos y el modo de operación de los servicios secretos. La autoridad federal competente en Cultura y Medios de Comunicación designará a los miembros por un período de cinco años. Una única reelección es permitida.

(3) Los miembros del Consejo Científico Asesor estarán obligados a guardar secreto profesional sobre los hechos que hayan conocido debido a su actividad, siempre que no sean notorios. La obligación de guardar secreto profesional se mantendrá incluso tras el término de su pertenencia al consejo consultivo.

Art. 40
Medidas para la protección de los documentos

(1) El Comisionado Federal, dentro de su autoridad, tomará las medidas técnicas y de organización necesarias para evitar el acceso no autorizado a los documentos.

(2) Debe garantizar, sobre todo, que:

1. los empleados del Comisionado Federal sólo tengan acceso a los documentos y a los sistemas de procesamiento de datos en el marco de sus obligaciones asignadas, y que todo acceso a los documentos quede registrado, junto con la indicación del motivo.
2. se impida la creación no autorizada de métodos de búsqueda de documentos y la entrada no autorizada de información, así como el conocimiento, la modificación o la anulación de información almacenada,

3. se registre qué documentos o información contenida en los documentos se entregó o transmitió a qué hora,
4. se pueda averiguar y controlar a posteriori, qué información se ha introducido y a qué hora en los sistemas de procesamiento de datos,
5. el edificio, en el que están almacenados los documentos del Servicio de Seguridad del Estado, esté protegido contra la intrusión no autorizada,
6. individuos no autorizados no obtengan acceso a los archivos y a los sistemas de procesamientos de datos que se emplean para el estudio de la información contenida en los documentos,
7. los documentos no se puedan leer, copiar, modificar, destruir o extraer sin autorización,
8. los documentos y los soportes de datos no se puedan leer, copiar, modificar, borrar o destruir durante su transporte,
9. la organización interna esté estructurada de forma que se cumplan las medidas especiales de protección de datos.

Art. 41
Procedimientos automatizados, procesamiento de datos por encargo

(1) El Comisionado Federal sólo podrá almacenar, modificar o usar la información referida a personas, de los documentos del Servicio de Seguridad del Estado en los programas automatizados, como medio de ayuda para el cumplimiento de sus obligaciones. Las bases de datos sólo contendrán la información necesaria para la localización de documentos y la identificación necesaria de personas. A estas bases de datos se aplicará el art. 20 de la Ley Federal de Protección de Datos.
(2) Queda prohibida la instalación de procedimientos de búsqueda automática con objeto de transmisión. El art. 37, párr. 1, nº5 permanece inalterado.
(3) El procesado de la información contenida en los documentos mediante un servicio Proxy (externo) sólo será permitido cuando no sea posible el procesado por el propio Comisionado Federal, con sus medios propios, o que éste sólo sea posible a través de un esfuerzo desproporcionado, y que el adjudicatario de la tarea, bajo una consideración especial de su idoneidad, se haya elegido expresamente para el uso de esta información. El adjudicatario de la tarea sólo podrá trabajar con esta información siguiendo las indicaciones expresas del Comisionado Federal.

Título Quinto
Disposiciones finales

Art. 42
Costes

(1) Se cobrarán los costes (tasas y gastos) por la realización de acciones administrativas, según los art. 13 y 15 a 17, así como frente a instancias no oficiales, según los art. 20, 21, 32 y 34. Asimismo, se cobrarán los costes en caso de una revocación o devolución de una acción administrativa, del rechazo o de la anulación de una petición, de una ejecución de una acción administrativa, así como por recusación o por devolución por reclamaciones. No se cobrarán los costes a los afectados, terceros, parientes cercanos de desaparecidos o fallecidos, así como tampoco se les cobrará por el permiso de consulta de los documentos.
(2) La autoridad federal responsable de Cultura y medios de Comunicación estará autorizada a decidir, de acuerdo con la regulación estatutaria, el establecimiento de a tasas y tarifas.

Art. 43
Primacía de esta ley

Las disposiciones contempladas en esta ley estarán por encima de las regulaciones sobre transmisión de datos personales contempladas en otras leyes. La Ley Federal de Protección de Datos Personales no se aplicará, con excepción de los reglamentos sobre el control de la protección de datos, siempre que no se disponga lo contrario en el art. 6 párr. 9 y el art. 41 párr. 1 frase 2, de esta ley.

Art. 44
Disposición penal

El individuo que haga públicos, en su totalidad o en partes esenciales, del texto, documentos originales o

duplicados de documentos originales protegidos por esta ley, con datos personales sobre afectados o terceros, será castigado con una privación de libertad de hasta tres años o con una multa. Esta sanción no será aplicable si el afectado o el tercero muestran su conformidad.

Art. 45
Sanciones administrativas

(1) Infringe la ley quien, de forma dolosa o negligente, quien:
   1. no comunique en el plazo de a tiempo fijado o no comunique, la posesión de documentos referidos en el art. 7 párr. 3,
   2. no entregue a tiempo o no entregue documentos o copias y demás duplicados de documentos, a petición del Comisionado Federal, en oposición al art. 9 párr. 1, frase 1 y párr. 2, o:
   3. no le deje usar documentos al Comisionado Federal, en oposición al art. 9 párr. 3.

(2) La infracción de esta ley puede ser castigada con una multa de hasta doscientos cincuenta mil euros.

Art. 46
Exoneración de castigo

Quien haya obtenido documentos del Servicio de Seguridad del Estado a través de delitos ilegales, no será castigado si cumple con su deber de notificación, según el art. 7 párr. 3, en un plazo de tres meses tras la entrada en vigor de esta ley.

Art. 46a
Limitación de los derechos fundamentales

Con arreglo a esta ley, se limitan el secreto postal, epistolar y el secreto de telecomunicación (Artículo 10 de la Constitución).

Art. 47
Derogación de reglamentos, relevos en el organismo

(1) Se deroga el reglamento del anexo I capítulo II materia B título II núm. 2 letra b del Tratado de Unificación del 31 de agosto de 1990 (BGBl. II pág. 885, 912).

(2) El estatus jurídico del titular de la oficina en el momento de la entrada en vigor de esta ley, nombrado con arreglo al reglamento mencionado en el párrafo 1 será el establecido en esta Ley. Las normas de transición sobre los sueldos y las pensiones legales, publicadas con arreglo al Tratado de Unificación, serán válidas respectivamente.

Art. 48
Entrada en vigor

(1) Esta ley entrará en vigor el día después de su publicación.

(2) El art. 35 párr. 2 frase 1 se aplicará al nombramiento del nuevo comisionado Federal de esta autoridad superior federal tras la finalización de la duración del cargo del actual titular de la oficina.

ARGENTINA

COMISION PROVINCIAL POR LA MEMORIA. REGLAMENTO PARA LA UTILIZACIÓN DEL ARCHIVO DE LA DIPBA.

CAPITULO I
PRINCIPIOS GENERALES

Artículo 1º: El archivo de la Dirección de Inteligencia de la Provincia de Buenos Aires (DIPPBA) transferidos por LEY N º12642 a la COMISION PROVINCIAL POR LA MEMORIA, se encuentra enmarcado dentro del informe elaborado por el grupo de expertos, del **Consejo Internacional de Archivos y UNESCO** sobre Definición, Función y normativas para Archivos sensibles.

Articulo 2º: Los documentos del Archivos de la DIPBBA conjugan diversos ejes que afectan a grupos, instituciones, e individuos. Estos documentos, constituidos en acervos, se relacionan con **la verdad, con la memoria y con la identidad.**

Articulo 3º : El Archivo de la DIPPBA es un lugar para la investigación, para todos aquellos interesados en indagar, analizar y escribir sobre las dictaduras, la violación a los derechos humanos y/o la **reconstrucción histórica del pasado reciente**.

CAPITULO II
DE LOS DOCUMENTOS Y SU DISPONIBILIDAD

Articulo 4º : Los documentos del Archivos de la DIPPBA conforman un conjunto de escritos de todo tipo. Producido, recolectado, secuestrado y recopilado por un grupo de hombres que conformaban y participaban de las fuerza represivas, clasificando los documentos según su óptica policial y militar en : **secretos, reservados y confidenciales.**

Articulo 4ºbis : Los documentos del Archivos de la DIPPBA fueron **desclasificados** por acción de la **Ley 12642.:** ***"Art. 2° -*** *La Comisión Provincial por la Memoria deberá hacer del archivo un centro de información con acceso público"* convirtiéndose en **documentos públicos**. Los documentos del Archivos de la DIPPBA son considerados acervos públicos de carácter **sensible.**

Articulo 5º : Toda persona tendrá acceso a una copia de los documentos sobre la existencia o no de la información recogida sobre su persona . El acceso a la información se hará de la forma más eficaz garantizando la privacidad de terceros

Articulo 7º: Toda persona que no haya estado al servicio de los órganos represivos, tendrá el derecho a determinar, una vez conocida la existencia de documentos sobre ella, si tales documentos pueden o no ser consultados por terceros**,** entendiéndose, en todo caso, que sin declaración de los afectados, en un sentido o en otro**,** los datos personales de las víctimas de la represión estarán cerrados a la consulta pública sin el permiso expreso de aquellos, o de sus herederos.

Articulo 8º: Toda persona que no haya estado al servicio de los órganos represivos, podrán hacer constar cuántas correcciones o aclaraciones deseen hacer sobre los datos contenidos sobre ellos y sus expedientes personales. Tales correcciones, aclaraciones o manifestaciones, deberán incorporarse a los expedientes claramente diferenciados de los documentos que el órgano represivo conservaba que, por otra parte, no podrán ser modificados.

Articulo 9º: Todos los ciudadanos podrán hacer **uso científico, histórico, o periodístico** de los documentos y sólo se verán limitados por la protección a la privacidad de las víctimas de la represión, así como a terceras partes mencionados en los documentos.

Articulo 10º: Los **Organismos de Derechos Humanos nacionales o internacionales** que tengan como fin la defensa de los derechos humanos y las garantías individuales, tendrán libre acceso a los documentos.

CAPITULO III

DE LOS PROCEDIMIENTOS PARA EL USO DE LOS ARCHIVO

Articulo 12: Para acceder a una copia de los datos de carácter personal obrante en el Archivo, los ciudadanos deberán completar un Formulario: **solicitud de información**, acreditando la identidad con DNI,C.I, L.E .o Pasaporte.

Articulo 13º: Para acceder a los datos sobre un familiar desaparecido, fallecido o con presunción legal de fallecimiento, se deberá completar el Formulario: **solicitud de información**, acreditando la identidad con DNI, C.I, L.E .o Pasaporte, el que será acompañado por: Copia de la partida de Defunción y/o Número de legajo denuncia en CONADEP, y copia de la documentación filiatoria que acredite el vínculo.

Articulo 14º: Para poder acceder a los documentos los investigadores deberán completar un Formulario: **solicitud de material,** acompañar carta de presentación que atestigüe el **interés legitímo,** en los casos pertinentes **aval de la casa de estudios.** Firmar un compromiso de responsabilidad por el uso que se haga de la información, el compromiso de señalar siempre la procedencia del material conforme a las pautas establecidas.

Articulo 15º: Las solicitudes podrán presentarse personalmente o por correspondencia. La información requerida será entregada sólo al solicitante o al familiar que realizó la presentación previo acreditación de identidad.

Articulo 16º: La información sólo podrá ser entregada a un tercero cuando acredite mandato expreso para tal fin, mediante poder especial confeccionado ante Escribano Público o autorización de un Juez de Paz.

Articulo 17º: En todos los casos la protección a terceros queda garantizada por el método de disociación que ampara la identidad, procediendo a tachar los nombres existentes.

Articulo 18º: El acceso a la información del archivo estará a cargo de peritos y referencistas designados por la Comisión Provincial por la Memoria.

CAPITULO IV

DE LAS PENALIDADES

Articulo 19º: El usuario que no cumpliera este Reglamento podrá ser limitado o impedido de consultar este Archivo.

CAPITULO V

CLAUSULA TRANSITORIA

Articulo 20 º: Los documentos del Archivo de la DIPPBA correspondientes al período 1976-1983 están protegidos por aplicación de la cautela dictada por la **Cámara Federal de Apelaciones de La Plata,** por lo que su consulta debe ser autorizada. El resultado de la intervención de la CFALP para la disposición del material debe ser acatado.

BRASIL

Decreto nº 5.584 de 2005. Dispõe sobre o recolhimento ao Arquivo Nacional dos documentos arquivísticos públicos produzidos e recebidos pelos extintos Conselho de Segurança Nacional - CSN, Comissão Geral de Investigações - CGI e Serviço Nacional de Informações - SNI, que estejam sob a custódia da Agência Brasileira de Inteligência - ABIN

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA, no uso da atribuição que lhe confere o art. 84, inciso VI, alínea "a", da Constituição,

DECRETA:

Art. 1º Os documentos arquivísticos públicos produzidos e recebidos pelos extintos Conselho de Segurança Nacional - CSN, Comissão Geral de Investigações - CGI e Serviço Nacional de Informações - SNI, que estejam sob a custódia da Agência Brasileira de Inteligência - ABIN, deverão ser recolhidos ao Arquivo Nacional, até 31 de dezembro de 2005, observados os termos do § 2º do art. 7º da Lei nº 8.159, de 8 de janeiro de 1991.

Art. 2º O recolhimento dos documentos referidos no art. 1º observará o procedimento previsto neste Decreto, devendo ser coordenado, planejado e supervisionado por Grupo Supervisor composto por um representante de cada órgão a seguir indicado:

I - Casa Civil da Presidência da República, que o coordenará;

II - Gabinete de Segurança Institucional da Presidência da República;

III - Secretaria-Geral da Presidência da República;

IV - Ministério da Defesa;

V - Ministério da Justiça; e

VI - Advocacia-Geral da União.

Art. 3º As atividades técnicas necessárias ao recolhimento dos documentos referidos no art. 1º serão executadas por Grupo Técnico composto por cinco representantes do Arquivo Nacional e cinco representantes da ABIN.

Art. 4º Os representantes dos órgãos que compõem os Grupos Supervisor e Técnico serão designados pela Ministra de Estado Chefe da Casa Civil da Presidência da República, mediante indicação dos dirigentes máximos dos órgãos representados, a ser realizada no prazo de cinco dias, contados da publicação deste Decreto.

Art. 5º Os órgãos representados nos Grupos Supervisor e Técnico prestarão apoio administrativo e fornecerão os meios necessários à execução dos trabalhos.

Art. 6º Os trabalhos desenvolvidos pelos integrantes dos Grupos Supervisor e Técnico serão considerados prestação de relevante serviço público e não serão remunerados.

Art. 7º Para acesso e manuseio dos documentos referidos no art. 1º, os integrantes dos Grupos Supervisor e Técnico firmarão termo de manutenção de sigilo e receberão credencial de segurança no grau de sigilo correspondente ao dos documentos.

Art. 8º O recolhimento ao Arquivo Nacional dos documentos públicos referidos no art. 1º deverá estar acompanhado de instrumento descritivo que permita a sua identificação e controle.

Art. 9º Caberá ao Grupo Técnico constituído nos termos do art. 3º executar, dentre outras, as seguintes atividades técnicas:

I - quantificar os documentos referidos no art. 1º, se possível utilizando-se de relatórios gerados por suas respectivas bases de dados;

II - identificar as unidades de acondicionamento e elaborar as respectivas listagens de descrição e controle;

III - elaborar os competentes termos de recolhimento dos documentos referidos no art. 1º; e

IV - controlar o embarque dos documentos, o respectivo transporte e deslocamento, bem como o desembarque e alocação nos depósitos, previamente determinados, na Coordenação Regional do Arquivo Nacional no Distrito Federal.

Parágrafo único. As atividades técnicas previstas no **caput** deverão observar, no que couber, as normas de salvaguarda de documentos sigilosos dispostas no Decreto nº 4.553, de 27 de dezembro de 2002.

Art. 10. Recolhidos ao Arquivo Nacional, os documentos referidos no art. 1º deverão ser disponibilizados para acesso público, resguardadas a manutenção de sigilo e a restrição ao acesso de documentos que se refiram à intimidade da vida privada de pessoas ou cujo sigilo seja imprescindível à segurança da sociedade e do Estado, nos termos do Decreto nº 4.553, de 2002.

Art. 11. Este Decreto entra em vigor na data de sua publicação.

Brasília, 18 de novembro de 2005; 184º da Independência e 117º da República.

LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA
Dilma Rousseff

ESLOVAQUIA[115]

ACT of August 19th, 2002
on Disclosure of Documents Regarding the Activity of State Security Authorities in the Period 1939 - 1989 and on Founding the Nation's Memory Institute (Ústav pamäti národa) and on Amending Certain Acts
(Nation's Memory Act)

Amendment: 110/2003 Coll. Amendment: 610/2004 Coll. The National Council of the Slovak Republic, keeping in mind: - the large number of victims, losses and damages, incurred by the Slovak Nation and the members of minorities living in Slovakia in the years of the Second World War and after its ending, - patriotic traditions of the Slovak Nation in fighting occupants, fascism, and communism, the deeds of citizens acting in the interest of a free and democratic Slovakia and acting to protect freedom and human dignity, - the duty to persecute crimes against peace, humanity and crimes of war, as well as - the duty of our State to rectify the wrongdoings to all those who suffered damage on behalf of a State, which violated human rights and its own laws, - the duty of our State to disclose the activity of repressive authorities, which was kept in secrecy in the period of oppression 1939 - 1989 and to establish responsibility for subduing our Mother Country, murdering, enslaving, committing robberies and degrading others, the moral and economic decline accompanied by judicial crimes and terror against those of different opinions, the destruction of traditional principles of property rights, misuse of upbringing, education, science and culture for political and ideological purposes to express our persuasion that those who do not know their past, are condemned to repeat it, and that no unlawful act on behalf of the State against its citizens may be protected by secrecy or forgotten, agreed on the present Act:

Article I
Section One General Provisions
§ 1 Subject-Matter of the Act

The present Act shall regulate the following: a) establishment of the Nation's Memory Institute, b) recording, collecting, disclosing, publishing, managing and using documents of security authorities of the German Third Reich and of the Union of Soviet Socialist Republics, as well as security authorities of the State, which were created and collected in the period from April 18th, 1939 to December 31st, 1989 (hereinafter referred to as "crucial period") regarding crimes committed against persons of Slovak nationality or Slovak citizens of other nationalities, i.e. 1. Nazi crimes, 2. Communism crimes, 3. other crimes, which include crimes against peace, crimes against humanity or war crimes, 4. other repressive acts due to political reasons, committed by members of the Slovak and Czecho-Slovak authorities active in penal proceedings or persons acting on their behalf which were published in decisions of courts, against persons persecuted for acting in the interest of freedom, democracy and the existence of a free and democratic Slovakia, 5. activity of security authorities as stated in § 2, c) manner of proceeding in revealing or prosecuting crimes according to letter b), d) protection of personal data of prosecuted persons (§ 5), e) activity in the area of public education.

§ 2 Explication of Terminology

For the purpose of the present Act, the following shall be intended: a) by a file – a separate documentation unit created and kept in records by security authorities and registered in record tools of the statistical-registry department of the Federal Ministry of the Interior, of the individual directorates of security authorities, in record-keeping or archiving tools of the archive of the Ministry of the Interior (hereafter referred to as "Ministry") or statistical-registry departments of the regional directorates of the National Security Corps or their predecessors; a file being a personal file or a file containing personal data, b) by a personal file – a file kept in records regarding a particular physical person included in the relevant register of persons, c) by a file containing personal data – a file kept about a particular institution or a group of persons (objects), which contains data stating about particular physical persons, i.e. mainly an object file, d) by a record containing the results of the use of intelligence technology or of surveillance by State Security – a record about the performance of auxiliary intelligence services acting in order to secretly gain information about persons, e) by a personal (cadre) file of a security authority member – a file kept by the service office about a security authority member, containing data regarding the beginning, course and ending of his or her service; an extract from this file is a personal record card of the member, f) by a document – all types of files, sub-files, information outputs from files, records, personal (cadre) files and personal record cards, which are subject to be disclosed or made public according to the present

[115] http://www.upn.gov.sk/data/pdf/553_2002_en.pdf

Act, g) by a security authority – State Security, Main Directorate of the Military Counterintelligence of the National Security Corps (Directorate III), Intelligence Directorate of the Main Directorate of the Border Patrol and State Border Protection, Department of Internal Protection of the Penitentiary Forces, Intelligence Service of the General Staff of the Czechoslovakian Army or predecessors of the above forces in the period from April 18th, 1939 to December 31st, 1989, h) by State Security – components of the former State Security, such as authorities of the National Security Corps, 1) the Main Directorate of Intelligence of the National Security Corps (Directorate I), the Main Directorate of Counterintelligence of the National Security Corps (Directorate II), the Directorate of Surveillance of the National Security Corps (Directorate IV), the Directorate of Intelligence Technology of the National Security Corps (Directorate VI), the Directorate of Passports and Visa of the National Security Corps, territorial units performing activities of the above forces or predecessors of the above forces and units, i) by a person kept in records as a collaborator of a security authority – a person, about whom at any given time during the period from February 25th, 1948 to December 31st, 1989 a file was kept in records by the State Security in the categories resident, agent, informer, keeper of a lent apartment or keeper of a conspiracy apartment, j) by the period of oppression – the period of the years 1939 – 1989, during which citizens of the State did not have a possibility, common in democratic countries at that time, to decide freely about their State and about themselves, and during which time the activity of democratic institutions is limited or abolished and human rights are breached permanently and constantly.

§ 3 Nazi and Communism Crimes

(1) According to the present Act, Nazi and Communism crimes are acts committed by representatives of State authorities during the crucial period, which consisted in the use of violence, repressive actions or other forms of human rights breach against individuals or groups of citizens or in relation to their application, which were criminal acts at the time when they were committed, or acts not reconcilable with basic principles of the law order of a democratic country. (2) For the purposes of the present Act, a representative of a State authority is a public officer as well as a person who was protected on the level of a public officer, especially a person who carried out a managing function in State authorities or Party bodies or organizations.

§ 4 Crimes against Humanity

For the purposes of the present Act, crimes against humanity are mainly crimes of genocide, war crimes, and crimes against humanity pursuant to the Convention on the Non-applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, as well as torture pursuant to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and also other serious persecution due to the belonging of the persecuted persons to a certain nationality, political, social, racial or religious group, if they were carried out by representatives of State authorities or inspired or tolerated by them.2)

§ 5 Persecuted Persons

(1) For the purposes of the present Act, a persecuted person is a person, about whom security authorities of the State collected information in a secret manner, or a person who was limited in his or her rights in any other manner due to political reasons by authorities of the State. (2) In the case of death of a persecuted person, his or her rights resulting from the present Act are the competence of a person close to the deceased. This right shall not apply if there is evidence that it would be in contrast with the will of the persecuted person. (3) A persecuted person is not a person who later on became a member, employee or collaborator of State security authorities.

§ 6 Subject to Disclosure and Being Made Public

(1) Subject to being disclosed and made public shall be preserved and reconstituted documents, which were created as a result of the activity of State Security and other security authorities in the period from April 18th, 1939 to December 31st, 1989, of which records are kept in files or archives (registers) from those times by the above mentioned forces and authorities, or by authorities superior thereof.

(2) Subject to being disclosed and made public shall not be documents, which are excluded from being disclosed due to exceptional reasons. (3) An exceptional reason shall be a presumption that the disclosure or making public of a document might harm the interests of the Slovak Republic in international terms, its security interests or lead to a serious endangerment of a person's life. (4) In order to exclude a document from being disclosed and made public, a proposal of the Slovak Information Service or of the Ministry of Defense of the Slovak Republic shall be necessary, which was

approved by an appointed committee of the National Council of the Slovak Republic (hereafter referred to as "appointed committee"). (5) In order to request an approval, the pertinent authority pursuant to paragraph 4 shall present a document to be decided on, and the exclusion proposal along with a statement of reasons thereof. The appointed committee shall take a stand to the proposal within 60 days from delivery thereof. (6) The appointed committee shall further monitor and evaluate facts regarding the scope and the completeness of disclosure of documents. The appointed committee shall make public statements on the results of this monitoring and evaluation. (7) The proceedings of the appointed committee shall not be public. Once a year the appointed committee shall present a report on its activity at a meeting of the National Council of the Slovak Republic. Unless otherwise stipulated by the present Act, the establishment and proceedings of the appointed committee shall be governed by the provisions of a special act regarding the Rules of Procedure of the National Council of the Slovak Republic pertinent to its bodies.

Section Two Nation's Memory Institute

§ 7 Basic Provisions

(1) Nation's Memory Institute (hereinafter referred to as "Institute") shall be a public-law institution. (2) The Institute shall be a legal entity. (3) The seat of the Institute shall be in Bratislava.

§ 8 The Tasks of the Institute

(1) The tasks entrusted to the Institute by the State shall be mainly as follows: a) to perform complete and unbiased evaluation of the period of oppression, mainly analyze the causes and manner of loss of freedom, symptoms of the Fascist and Communist Regimes and of their ideologies, participation of domestic and foreign persons in them, b) to disclose to persecuted persons documents regarding their persecution, c) to publish data on executors of the persecution and their activity, d) to make motions for criminal prosecution of crimes and criminal offences under § 1; in cooperation with the Attorney General's Office of the Slovak Republic, e) to provide necessary information to the public authorities, f) to collect systematically, and professionally document all types of information, evidence and documents relating to the period of the oppression, g) to cooperate with similar institutions in the Slovak Republic as well as abroad, especially with archives, museums, libraries, resistance memorials, memorials of concentration and labor camps, provide them with information, exploration possibilities and methodical aid, and promote their activity, h) to provide the public with the results of its activity, in particular to publish and declassify information and other documents on the period of the oppression 1939 - 1989 and on the acts and destiny of individuals, publish and disseminate publications, organize exhibitions, seminars, professional conferences, discussion forums, i) to promote the ideas of freedom and defense of democracy from the regimes similar to Nazism and Communism. (2) Within the scope of competence stipulated hereby the Institute shall be authorized to issue administrative decisions and impose penalties for offences. (3) The documents about the activity of the State security authorities [§ 2 letter f) and g)] in the ownership of the Institute are irretrievable testimony of the historical period in which they arose and thus as an important tool for preservation of the nation's memory they form its cultural heritage.

§ 9 Organization of the Institute

(1) The details of the origination and activity of the organization units, their status and relations among them shall be regulated by the Statutes of the Institute. (2) The Institute shall be allowed to form workplaces without legal personality to fulfill the tasks under the present Act.

§ 10 The Bodies of the Institute

(1) The bodies of the Institute shall be as follows:

a) Board of Directors, b) Committee, c) Supervisory Board. (2) Members of the Institute’s bodies shall meet the condition of integrity (§ 11). (3) The membership in the Board of Directors or Supervisory Board shall cease to exist by a) expiry of the term of office of an Board of Directors or Supervisory Board member, b) a written waiver of the membership, c) a withdrawal from the post of a member of the Board of Directors or Supervisory Board, d) death. (4) The Chair of the Board of Directors shall be the statutory body of the Institute. (5) Members of the Board of Directors and Supervisory Board shall be entitled to reimbursement of the expenses connected with the activity in these bodies under special regulations. 2a) The Chair of the Board of Directors and the Chair of the Supervisory Board shall be entitled for the execution of the office to a remuneration on a monthly basis in the amount of the triple of the average monthly nominal wage of an employee in the economy of the Slovak Republic, established by the Statistical Bureau of the Slovak Republic for the calendar year preceding the year in which the remuneration is to be paid out. In addition to the remuneration, the Chair of the Board of Directors and the Deputy Chair of the Board of Directors shall be entitled to a bonus, the amount of which shall be determined by the Board of Directors. Other members of the Board of Directors and Supervisory Board shall be entitled for the execution of the office to a remuneration on a monthly basis in the amount of the double of the average monthly nominal wage of an employee in the economy of the Slovak Republic, established by the Statistical Bureau of the Slovak Republic for the calendar year preceding the year in

which the remuneration is to be paid out. The expenses connected with the execution of the office in the Board of Directors shall be settled from the Institute's budget. (6) The execution of the office in the Board of Directors and Supervisory Board shall be considered as an obstruction in work for the reason of a general interest in which the employee shall be entitled to time off with the wage compensation under special regulations. 2b)

§ 11 Integrity

For the purposes of the present Act, irreproachable is considered a person who was not a member of the Communist Party of Czechoslovakia, of the Communist Party of Slovakia, of political parties associated in the National Front or an officer of organizations associated in the National Front, and who neither was a member or employee of the security authorities of the State [§ 2 letter g) and h)], nor a member of People's Militias nor a person kept in the records as a collaborator of a security force [§ 2 letter i)]. Other provisions under a special regulation shall not be affected thereby 3).

§ 12 Board of Directors

(1) The Board of Directors shall consist of nine members. The Chair and four members shall be elected by the National Council of the Slovak Republic on the proposal of the appointed committee; the Government of the Slovak Republic and the President of the Slovak Republic shall nominate two members each. The Board of Directors shall elect one Deputy Chair. (2) The term of office of the members of the Board of Directors shall be six years. After the first election of the member of the Board of Directors the names of the half of four members appointed by the National Council of the Slovak Republic, two by the Government of the Slovak Republic and two by the President of the Slovak Republic shall be determined by lot, and their term of office shall terminate after three years. Upon the cessation of the membership of a member of the Board of Directors, a new member shall be elected by the body which elected the previous one, namely for the entire term of office. The first term of office of the Chair shall be six years. (3) A member of the Board of Directors shall be allowed to be withdrawn by the body which appointed him/her only on condition that he/she has been validly sentenced for a crime or fails to execute his/her office for the period of at least six months. (4) The scope of competence of the Board of Directors shall include in particular the following a) to appoint and manage the Committee and supervise its activity, b) to approve the wage rules of the Institute, c) to elaborate the draft budget of the Institute and submit it to the Government for discussion, d) to approve the Statute of the Institute and amendments thereof, e) to approve the rules of procedure of the Board of Directors and the Committee, f) to discuss annual financial statements of the Institute and submit them to the Government for discussion, g) to discuss the annual report on the Institute activity for the previous year at the latest by April 30th, h) to reserve the right to decide on matters being, in other circumstances, in the scope of competence of the Committee under the present Act and the Statute. (5) The Institute shall submit the annual report and upon discussion in the Government the draft budget and annual financial statements to the National Council of the Slovak Republic for approval. (6) The Board of Directors shall have a quorum if the absolute majority of the members of the Board of Directors takes part in its session. The consent of the absolute majority of all members shall be required for a decision. The Chair shall decide in case of equality of votes. (7) The Chair, and in his/her absence the Deputy Chair, shall sign the documents on behalf of the Board of Directors.

§ 13 Committee

(1) The Institute's activity, when fulfilling the tasks hereunder and under the instructions of the Board of Directors, shall be ensured by the Committee. (2) Provision of § 12 par. 6 shall apply in a similar manner. (3) The Committee shall consist of seven members. (4) The office of the Committee Chair shall be executed by the Deputy Chair of the Board of Directors; Committee's other members shall be appointed by the Board of Directors for the period of six years. The Committee members may be withdrawn by the Board of Directors only for the reasons stated in § 12 par. 3. (5) The Members of the Committee shall elect from among the midst of them no more than two Deputy Chairs. (6) The Members of the Committee, except for the Committee Chair, shall be the employees of the Institute.

§ 14 Supervisory Board

(1) The Supervisory Board shall be the supreme control body of the Institute; it shall consist of three members. Two members shall be elected and withdrawn by the National Council of the Slovak Republic on the proposal of the appointed committee and one member shall be elected and withdrawn by the Justice Minister of the Slovak Republic. The Supervisory Board shall elect a Chair from among their members. The term of office of the Supervisory Board members shall be six years. (2) The Supervisory Board shall control the activity and economy of the Institute, its Board of Directors and Committee, whether they are in accordance with the present Act, with other generally binding legal regulations and the Statute of the Institute. For this purpose the Members of the Supervisory Board shall be entitled to look into all documents related to the Institute activity. According to the nature of the matter the Supervisory Board shall advise the Board of Directors, the Government and the National Council of the

Slovak Republic of the shortcomings established. (3) The Board of Directors shall discuss the draft budget, the annual financial statements and the annual report at presence of the Supervisory Board before presentation thereof to the National Council of the Slovak Republic.

§ 15 The Assets of the Institute

(1) The State shall transfer from the ownership of the Slovak Republic to the Institute the real estates enabling to fulfill the tasks hereunder. (2) The State shall be able to transfer or permanently lend to the Institute, without compensation, some visual and written documents and other materials related to the period of oppression 1939 - 1989 and to the tasks of the Institute. (3) The State shall further be able to transfer to the ownership of the Institute also other assets provided that the quality, extent and availability of the generally useful services provided by the Institute is improved thereby.

§ 16 Economy and Financing of the Institute

(1) The Institute shall manage a) assets of its own, b) the State assets. (2) The own assets shall represent money, securities, other movables and immovables as well as other proprietary rights and values which may be evaluated by money and which by their nature can serve to fulfill the Institute's tasks. (3) Handling of the State assets, managed by the Institute, shall be regulated by a special regulation.4) (4) For the purpose of fulfillment of the tasks hereunder the Institute shall be provided with subsidies and special-purpose subsidies from the state budget of the Slovak Republic. The Institute shall manage the mentioned subsidies according to special regulations.5) (5) For the purpose of the income tax and donation tax, each donation to the Institute shall be considered a donation to the Slovak Republic.

Section Three

Disclosing and Making Public the Documents in the Scope of Competence of the Institute § 17

(1) Upon a request of a physical person of 18 or more years of age, the Institute shall: a) notify the person whether there is a personal file or a file containing personal data regarding that person kept in records in the preserved information system of documents, which were created by the activity of the State Security, and whether this file is preserved and, moreover, whether a record is preserved containing the results of the use of intelligence technology or of monitoring of that person by the State Security and whether there is an information output from the files or actions preserved, b) disclose to this person a copy of the preserved file stated under letter a), and if it contains the name or a fictitious name (code name) of a person kept in records as a collaborator or member of a security authority, then disclose also 1. a copy of the preserved personal file of the person kept in records as a collaborator of a security authority and 2. a copy of the preserved personal (cadre) file of this member of a security force, c) disclose to this person the preserved record containing the results of the use of intelligence technology and of the monitoring of this person by the State Security, as well as the preserved information output from files, in which he or she is mentioned, including a copy of the preserved personal (cadre) file of the member of a security authority stated in this information output, d) disclose preserved documents, which were created as a result of the activities of the Main Directorate of the Military Counterintelligence of the National Security Corps (Directorate III), and documents, which were created as a result of the activity of other security authorities, kept in records in record tools of this directorate or in archive and record tools of archives of the armed forces, e) disclose preserved documents, which were created as a result of the activities of the Department of Internal Protection of the Penitentiary Forces; if it is a personal file of a person kept in records as a collaborator of the Department of Internal Protection, it shall be disclosed in the case that this person was used for the interests of State security authorities. (2) After the death of a person as defined in paragraph 1, the Institute shall have the duties as defined in paragraph 1, also based on a request submitted by a person eligible to apply the right to protect the dignity of the deceased. 6) (3) If there is a court trial underway regarding the rehabilitation proceeding pursuant to special regulation, 7) persons eligible according to such regulation shall 7) be enabled access to the files created and kept by the State security authorities about persons, which are no longer alive and who suffered property losses or other wrongdoings, for the purpose of obtaining any evidence material regarding the facts as regulated by a special regulation.7)

§ 17a

The Institute shall provide the state bodies, for the purpose of fulfillment of the tasks under the special regulation 7a), with information or disclose the documents under § 6.

§ 18

The Institute further shall, upon a request by a physical person older than 18 years, a) notify, whether a file containing personal data, required by him/her, has been kept in the preserved information systems of the files created by the activity of the State Security and other security authorities and whether it has been preserved, b) notify, whether the person stated by him/her has been kept in records as a collaborator of the State Security and other security authorities and whether the personal file of such person has been preserved, provided that such person not being a foreigner, c) disclose to him/her a copy of the preserved file mentioned in letter a) and the document kept in letter b), provided that such person not being a

foreigner, d) disclose to him/her a copy of the preserved personal (cadre) file or personal record card of a security authority member contained in the list published by the Institute under § 19.

§ 19 Publication of the Documents used for Registration and of Lists of Personal Files

(1) The Institute shall issue by print and by electronic media the rewritten form of records from preserved or reconstituted file protocols and other record tools of State security authorities from the years 1939 through 1989, stating mainly data regarding the date of creation of the file, its movement and archiving, type of file and its amendments, regarding persons, unless they are foreigners, or entities, for whom file records are kept. From the preserved protocols of files of the Main Directorate of Counterintelligence of the National Security Corps (Directorate I), the Institute shall issue an overview of object files kept up to December 31st, 1989 and an overview of active and influential measures. The Institute shall also issue by print and by electronic media the rewritten form of files protocol of the Department of Internal Protection of the Penitentiary Forces in the scope of object files and files of persons kept in records as collaborators of this Department, if they were used for the interests of State security authorities. (2) The Institute shall issue on an ongoing basis by print and by electronic media a list of personal (cadre) files of members of security authorities, disclosed according to § 17 section 1 letter b) point 2, along with the statement of the date of entry of that member into a security authority, the service functions performed in the security authority by that member and the date when this work relation ended.

Section Four Procedure of Disclosure of the Documents

§ 20 Application

(1) The documents shall be disclosed under § 17 and 18 on the basis of an application. The application shall be filed to the Institute in writing. (2) The applicant shall state his/her name, surname, birth identification number or, if he/she has not a birth identification number, the date of birth and his/her address in the application. In the application he/she shall further state a) his/her state citizenship, including previous ones, previous changes in his/her surname, birthplace, address of the permanent residence in the Slovak Republic, including the region names of previous permanent residences, provided that he/she has had or had them if he/she asks for disclosure of the documents under Art. 17 par. 1, b) the name of the institution or the organized group of persons, whom the object file should be related to, or surname and possibly the name and other identification traits of the person regarding whom he/she is asking about, whether he/she has not been kept in files as a collaborator of the State Security and other security authorities, provided that he/she applies for disclosure of the files under § 18 p b),

c) identification of the personal (cadre) file under which the person has been recorded in the list published by the Institute under § 19, provided that he/she applies for disclosure of such file under § 18 par. d),

d) name, surname and birth identification number of a deceased or if he/she has it not, then his/her date of birth and the data on the deceased stated in letter a), if the applicant is a person authorized to submit an application under § 17 par. 2.

(3) The applicant shall set with his/her officially certified signature to the application. The official certification of the signature shall not be needed if the applicant proves his/her identity upon a personal submission of the application.

§ 21 Attending to the Application

(1) The application not containing the requisites stipulated in § 20 par. 2 or 3, shall be rejected by the Institute without unreasonable delay, with stating the established shortcomings of the application; while the Institute shall do so always in a written form, with a personal delivery, with the exception for the cases when the applicant took his/her application back by a declaration into a protocol within an oral proceeding. (2) The application for disclosure of a personal file, containing the requisites stipulated in § 20 par. 2 and 3 shall be attended to by the Institute within 90 days from the delivery date of the application by a written reply to the applicant using a personal delivery. (3) The application for disclosure of documents that are not a personal file, provided that such application contains the requisites stipulated in § 20 par. 2 and 3, shall be attended to by the Institute without unreasonable delay after having ensured the technical resources.

(4) In the written reply the Institute shall notify the applicant about a) the data stated in § 17 par. 1 letter a) and § 18 letter a), b) the place of disclosure of the documents, c) the information on the records of existence of the file, provided that the file has not been preserved, especially its type, period and which part of the security authority it was kept by, d) the finding that the applicant is a person kept in the records as a collaborator of the State Security or another security authority.

§ 22 Method of Disclosure of the Documents

(1) The applicant whom the Institute notified that the documents he/she had applied for are subject to being disclosed, shall have the right to access them (hereinafter referred to as "authorized applicant"). (2) The documents shall be disclosed by making the authorized applicant acquainted with the copies of the documents in the place notified to him/her by the Institute in the written reply. (3) The right to disclosure of documents stated in § 17 par. 1 shall also have, in addition to the authorized applicant, the physical

person having presented the consent of the authorized applicant with his/her officially certified signature. The documents shall be disclosed to such person in the extent and way in which they are being disclosed to the authorized applicant. If the consent can be granted neither by the authorized applicant nor by the persons proving the right for protection of the deceased person, a designated committee of the National Council of the Slovak Republic may decide on disclosure of the documents.

§ 23 Personal Data Protection

(1) Before the disclosure of the file to an authorized applicant, the Institute shall make illegible in the copy of the document the date of birth and residence of other persons and also all data on their private and family life, on their criminal activity, health and property condition. If the document being disclosed is a personal (cadre) file of a security authority member, all data on the persons out of the member's service and public activity shall be also made illegible.

(2) If a physical person, to whom there is kept a personal file or a file containing personal data, hands over to the Institute a statement on the contents of the file or the fact of registration in the records in the information systems of the security authorities files, the Institute shall include such statement in the data regarding such person as an integral part of the document and to disclose it to the authorized applicants together with the documents or records on the registration.

§ 24

Application for notification of legitimate names

The authorized applicant may, when becoming acquainted with the documents being disclosed, ask the Institute for notification of the legitimate name of the person who is mentioned therein under a fictitious name (code name). If the person who is mentioned under a fictitious name (code name) in the document, is a person kept in the records as a collaborator of the security authority and identification of the names is possible, the Institute shall satisfy the authorized applicant without delay on the spot.

§ 25 Issue of a Copy of the Document

(1) The Institute shall issue to the authorized applicant, at his/her request submitted when becoming acquainted with the document being disclosed, one copy of the entire document or a selected part according to his/her choice. The Institute shall stamp each page of the issued copy. The authorized applicant shall confirm takeover of the issued copy by a signature. (2) For the issue of a copy, the Institute shall collect a fee in the amount of SKK 2 for each, even an incomplete page. This fee shall be the income of the Institute.

§ 26 Information System of the Documents

(1) For the purpose of disclosure of the documents the Institute shall operate an information system of documents. (2) The Institute shall keep in the information system the documents to be disclosed and published, data on the authorized applicants and if the authorized applicant is a person authorized under § 17 par. 2, then the data on a deceased person stated in § 17 par. 1. (3) The Institute shall not be obliged to verify whether the data in a document and the data acquired into the information system of the documents from the preserved registration aids stated in paragraph 2 are accurate or truthful. (4) A part of the information system of the documents shall be the registration of applications. In this register the Institute shall keep the applications under § 20 and copies of the replies under § 21 and the confirmations on takeover of the copies under § 25.

§ 27 Duties of Public Authorities, Legal Entities and Physical Persons and Sanctions

(1) The Ministry of Interior of the Slovak Republic, the Ministry of Defence of the Slovak Republic, the Ministry of Justice of the Slovak Republic and the Slovak Intelligence Service shall hand over to the Institute the documents on the activity of the security authorities in their ownership, possession or administration, within eight months from the effective date hereof. They shall also hand over to the Institute the copies of the certificates, issued to the citizens of the Slovak Republic during the effect of the Act No. 451/1991 Coll. stipulating some other prerequisites for execution of some offices in state authorities and organizations of the Czech and Slovak Federative Republic, the Czech Republic and the Slovak Republic. (2) The public authorities and self-government authorities disposing of the evidence and other types of documents related to the activity of security authorities of the State hereunder, shall be obliged to cooperate free of charge with the Institute in preparation of visual, audio or other documentation. (3) Another person, disposing of evidence and other types of documents under paragraph 2, shall be obliged to enable to the Institute to prepare a visual, audio or other documentation at the Institute's expenses. (4) For the purpose stated in paragraphs 1 to 3 the Institute shall be considered the authority stated in a special regulation.9) (5) A person who fails to comply with the duty under paragraph 3, may be imposed a fine up to SKK 100,000. When determining the amount of the fine, the relevancy, importance, period of duration and consequences of breaching the duty shall be taken into account. The fine may be imposed within one year from the day when the Institute established the breaching of the duty under paragraph 3, however, no longer than three years from the day when the duty was breached. (6) The fine shall be payable within 30 days from the day when the decision on imposing the fine came

into force. The fine shall be revenue of the state budget. (7) As for other matters, the general regulations on offences shall apply to the procedure under paragraphs 3 and 5. 10)

§ 28 Joint Provisions

(1) The Government of the Slovak Republic shall ask the governments of the former member states of the Warsaw Pact and the Government of the Russian Federation, the Czech Republic and the Federal Republic of Germany to issue the documents under § 1 letter. a). The Government shall transfer such documents to the Institute's ownership. (2)The administrative procedure 11) shall not apply to the procedure hereunder, with the exception for the procedure under § 27 hereunder.

§ 29 Transitory Provisions

(1) An application for disclosure of the documents within the force of the Institute hereunder, when concerning § 17 and 18 hereunder, may be submitted no earlier than after seven months from the effective date hereof. (2) The Attorney General shall establish, within six months from the effective date hereof, a special group of attorneys at the Attorney General's Office of the Slovak Republic to fulfill the tasks hereunder. These attorneys shall meet the condition of integrity under § 11. (3) The term of office of a Supervisory Board member who executes the office of the Supervisory Board member as of December 1st, 2004, shall terminate by the expiry of six years from his/her election or appointment.

Article II

The Act of the National Council No. 149/1975 Coll. on Archiving, in the wording of the Act of the Slovak National Council No. 571/1991 Coll., of the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 222/1996 Coll. and of the Act No. 312/2001 Coll. shall be supplemented as follows: In § 11 the paragraph 3 shall be supplemented by letter d) with the following wording: "d) if these are file materials and archival documents of the Communist Party of Czechoslovakia and other organizations based on its ideology, activity of which was focused on repressing human rights and democratic system, 1) unless otherwise stipulated by a special act.1a)". Remarks under line to the references 1 and 1a shall read as follows: "1) § 1 of the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 125/1996 Coll. on Immorality and Illegality of the Communist System. 1a) The Act No. 553/2002 Coll. on Disclosure of the Documents on the Activity of the Security Authorities of the State between 1939 and 1989 and on Establishment of the Nation's Memory Institute and on Supplement to Some Acts (Nation's Memory Act).". The existing reference 1 shall be marked as reference 1b.

Article III

The Act of the Slovak National Council No. 320/1992 Coll. on Administrative Fees in the wording of the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 181/1993 Coll. and of the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 58/1995 Coll. shall be supplemented as follows: The item 2 at the end of the text “Exemption” in the tariff of administrative fees shall be supplemented by the following sentence: "If these are copies of the documents disclosed, issued under § 25 par. 1 of the Act No. 553/2002 Coll. on Disclosure of the Documents on the Activity of the Security Authorities of the State between 1939 and 1989 and on Establishment of the Nation's Memory Institute and on Supplement to Some Acts (Nation's Memory Act), the fee shall be reduced by 90 %.".

Article IV

Act No. 140/1961 Coll. – the Penal Act in the wording of the Act No. 120/1962 Coll., the Act No. 53/1963 Coll., the Act No. 184/1964 Coll., the Act No. 56/1965 Coll., the Act No. 81 /1966 Coll., the Act No. 148/1969 Coll., the Act No. 45/1973 Coll., the Act No. 43/1980 Coll., legislative provision of the Presidium of the Federal Assembly of the Czechoslovak Socialist Republic No. 10/1989 Coll., the Act No. 159/1989 Coll., the Act No. 47/1990 Coll., the Act No. 84/1990 Coll., the Act No. 175/1990 Coll., the Act No. 457/1990 Coll., the Act No. 545/1990 Coll., the Act No. 490/1991 Coll., the Act No. 557/1991 Coll., the Act No. 60/1992 Coll., Ruling of the Constitutional Court of the Czech and Slovak Federative Republic of September 4th, 1992 published in the part 93/1992 Coll., the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 177/1993 Coll., the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 248/1994 Coll., the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 102/1995 Coll., the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 233/1995 Coll., the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 100/1996 Coll., the Act No. 13/1998 Coll., the Act No. 129/1998 Coll., the Act No. 10/1999 Coll., the Act No. 183/1999 Coll., the Act No. 399/2000 Coll., the Act No. 253/2001 Coll., the Act No. 485/2001 Coll., the Act No. 237/2002 Coll. and the Act No. 421/2002 Coll. shall be supplemented as follows: § 67a shall be supplemented by the letter d) with the following wording: "d) other criminal actions committed in the period from 1939 up to December 29th, 1989, for which an exceptional penalty may apply, if due to political reasons unreconciliable with the principles of the law order of a democratic state there has been no lawful conviction and nor charges were dropped, if the criminal actions were committed by public officers or if they were committed in relation to persecution of an individual or groups of persons due to political, racial, or religious reasons.".

Article V

§ 31 Effect

The present Act shall come into effect on the declaration date, with the exception for Art. I of the provision of § 19, which shall come into effect on the date of expiry of one year from the declaration date hereof. Act No. 110/2003 Coll. shall come into effect on March 28th, 2003. Act No. 610/2004 Coll. shall come into effect on December 1st, 2004.

Jozef Migaš, in his own hand Mikuláš Dzurinda, in his own hand

---------- /1/ § 9 of the Act No. 40/1974 Coll. on National Security Corps /2/ Edict of the Minister of Foreign Affairs No. 32/1955 Coll. on the Convention on Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. Edict of the Minister of Foreign Affairs No. 53/1974 Coll. on the Convention on the Non-applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes Against Humanity. Provisions of Chapter Ten of the Penal Act. Edict of the Minister of Foreign Affairs No. 143/1988 Coll. on the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. /2a/ Act No. 283/2002 Coll. on Reimbursement of Traveling Expenses. /2b/ For example § 136 of the Labor Code. /3/ § 20 of the Act No. 213/1997 Coll. on Non-profit Organizations Providing Generally Useful Services. /4/ Act Of the National Council of the Slovak Republic No. 278/1993 Coll. on Administration of the State Property, as amended. /5/ Act Of the National Council of the Slovak Republic No. 303/1995 Coll. n Budgetary Rules, as amended. /6/ § 15 of the Civil Code /7/ Act No. 87/1991 Coll. on Out-of-court Rehabilitations, as amended. /7a/ § 20 of the Act No. 241/2001 Coll. on Protection of Official Secrets and on Amendment and Supplement to Some Acts. /9/ § 11 par. 3 letter b) of the Act of the Slovak National Council No. 149/1975 Coll. on Archiving, as amended. /10/ The Act of the Slovak National Council No. 372/1990 Coll. on Offences, as amended. /11/ Act No. 71/1967 Coll. on Administrative Procedure (Code of Administrative Procedure).

HUNGRÍA[116]

Act No. III of 2003. On the Disclosure of the Secret Service Activities of the Communist Regime and on the Establishment of the Historical Archives of the Hungarian State Security

The Parliament wishes to facilitate the familiarisation with the activities of the state security services of the past
regime and with the information compensation of the victims. With a view to this, in order to guarantee the right of those concerned to the information self-determination and to enforce the constitutional right to getting acquainted with the data of public interest – in consideration of the constitutional interest linked up with the sovereignty and the guarantee of the constitutional order of the Republic of Hungary, as well as of the national security interests of the constitutional state – the Parliament passes the following Act:

Article 1: (1) The effect of the Act shall cover the documents and data which were produced at and belonged to
the archival materials of, in connection with the operation of the Hungarian State organs performing state security activities between 21 December 1944 and 14 February 1990,
a) the Office Division III of the Ministry of the Interior, its territorial and local organs, as well as their predecessors (the Political Security Departments of the police headquarters in Budapest and the countryside of the Hungarian State Police and the operative groups of the Economic Security Departments, the State Security
Department of the Hungarian State Police, the State Security Authority of the Ministry of the Interior, the State
Security Authority, the organizational units of the Ministry of the Interior having performed state security tasks
between 1953 and 1956, the Political Investigation Division of the Ministry of the Interior), the Reconnaissance
Department of the Border Guards of the Ministry of the Interior, as well as the Military Political Department of the Ministry of Defence, the Military Political Office Group of the Ministry of Defence, the Military Intelligence Office Division of the Ministry of Defence, the Office Division IV of the Ministry of Defence, the Office Division 2 of the General Staff of the Hungarian People's Army, the Foreign Affairs Department of the Ministry of the Interior, the Department for International Relations of the Ministry of the Interior, the Security Department of the Ministry of the Interior, the Internal Security Department of the Ministry of the Interior, the State Security Operative Registration Department of the Ministry of the Interior or
b) the Personnel Division of the Ministry of the Interior in connection with the employees of the Office Division
III of the Ministry of the Interior, as well as with its "secret" and "strictly secret" staff members,
c) and the committee controlling certain persons performing important, public confidence and public opinion
forming positions.
(2) In the application of this Act:
1. *.document and registration (hereinafter referred to jointly as document):* any document specified in item *c)* of
Article 3 of the Act LXVI of 1995 (hereinafter referred to as the Archival Act) on the official documents, public
archives and the protection of public archives materials;
2. *person concerned:* any natural person, whose personal data are included under any pretext in the documents
controlled by the Historical Archives of the Hungarian State Security (hereinafter as the Archives);
3. *person under observation:* any natural person, on whom the organizations having produced the documents as
specified under item *a)* of Article 1 gathered data purposefully, during an open or secret information collection

[116] http://www.abtl.hu/index_e_start.html

process;
4. *professional employee:* any person, who was in professional service relationship with the organizations having
produced the documents coming under the effect of this Act, including both the "secret" and "strictly secret" staff members;
5. *collaborator:* any person, who provided reports secretly, under coverage and cover-name to the organizations
having produced the documents coming under the effect of this Act, or signed a declaration of being hired to this
effect or enjoyed an advantage for this activity;
6. *operative contact person:* any person, who was kept in records as "voluntary contact" or "occasional contact"
by the organizations having produced the documents coming under the effect of this Act;
7. *third party:* any other natural person not falling under the effect of items 3-6, on whom the organizations,
having produced the documents falling under the effect of items *a)-b)* of paragraph (1) of Article 1, controlled data;
8. *relative:* the spouse, the common-law partner (if the marriage or the common-law partnership existed in the
time of the production of the document and of the death of the person concerned as well), the direct-line relative, the adopted child, stepchild and foster child, the adoptive parent, step-parent and foster parent, sister and brother;
9. *scientific researcher:* any person, who possesses the research permit issued by the advisory board controlled by paragraphs (2)-(3) of Article 23 of the Archival Act;
10. *applicant:* the person concerned, the scientific researcher and any person getting to know the data under
Article 5;
11. *anonymization:* a technical procedure excluding the recognition of the connection between the person and the data;
12. *national security interest:* the interest defined in item *a)* of Article 74 of the Act CXXV of 1995 on the
National Security Services;
13. *public servant:* any person, who exercises public power or was designated for a position entailing the exercise of public power and who forms or formed the political public opinion pursuant to his task.
(3) It has to be stated separately in connection with each data that the person concerned shall be classified as a
person under observation, a professional employee, a collaborator, an operative contact person or a third party. The legal status of the person concerned shall be stated in respect of the particular data by examining which purpose the data capture served for.
Article 2: (1) The previous security status of the data to be found in the documents falling under the effect of the
Act shall cease to exist by virtue of this Act, except if the classification of the data is maintained by the person
entitled thereto pursuant to paragraphs (2)-(3) under the Act LXV of 1995 on the State secrets and service secrets (hereinafter as the Secrecy Act).
(2) The security status of the data classified as a State secret from the sorts of data to be found in the documents
falling under the effect of this Act, specified in the list of State secrets under the Annex to the Secrecy Act may be maintained, which
a) applies to a person, who was attached to the staff of the national security services at the period between 15
February 1990 and 26 May 2002 or in a part thereof, or secretly cooperated with them,
b) applies to an activity performed at the organs specified in Article 1, for which the person concerned would be
threatened abroad with expulsion, ban on entry or a penal procedure,
c) applies to a person, of whom it can be thoroughly supposed for his activity performed at the organs specified in Article 1 that in case of revealing his identity a crime seriously violating or endangering life, health or the personal freedom would be committed against him or his relative for his said activity,

d) results in the disclosure of the personal identity of a collaborator or operative contact person, the recognition of whom would violate apparently or detectably the national security interests of the Republic of Hungary,
e) was produced during the proceedings of the judges controlling certain persons performing important, public
confidence and public opinion forming positions, if as a result of the procedure its subject renounced or initiated his dismissal.
(3) Moreover, the State secret classification may be maintained under the Secrecy Act in respect of the data falling in the scope of State secrets, which
a) is regularly and indispensably necessary for the performance of the tasks laid down by law for the authority
legally possessing it,
b) leads to the disclosure of the device or method of the secret information collection, the familiarization with
which would violate overtly or detectably the national security interests of the Republic of Hungary,
c) in case of its becoming known to the public it would damage overtly or detectably the cipher system or ciphering activity of the Republic of Hungary,
d) its becoming known to the public would violate overtly or detectably the international commitment of the
Republic of Hungary,
e) its becoming known to the public would violate overtly or detectably the relation between the Republic of
Hungary and an other State, or would damage the enforcement of the foreign policy goals of the Republic of
Hungary,
f) its becoming known to the public would violate overtly or detectably the interests of the Republic of Hungary
contained in paragraph (3) of Article 6 of the Constitution, linked up with the enforcement of its responsibility for the Hungarians living beyond the frontier,
g) its becoming known to the public would damage overtly or detectably the implementation of the defence policy goals of the Republic of Hungary, the international relations or combat availability of the Hungarian Army,
h) its becoming known to the public would violate overtly or detectably the national economy interests of the
Republic of Hungary.
Article 3: (1) A person under observation, a third party, a professional employee, an operative contact person and a collaborator may get to know and may make known the personal data included in a document managed in the Archives, which can be brought into connection exclusively with him.
(2) A person under observation may get to know the data necessary for identification of a collaborator, operative
contact person and a professional employee who can be brought into connection with him.
(3) A person under observation and a third party may get to know, and with the consent of the third party or the
person under observation, he may make known the data recording or describing the personal contacts established
between the person under observation and the third party (e.g. data gathered on personal meetings, conversations).
Article 4: (1) A scientific researcher may get to know the data contained in the documents controlled in the
Archives, within the limits laid down by paragraphs (2)-(3) and may use them in compliance with Article 32 of the Act LXIII of 1992 on the protection of personal data and the publicity of data of public interest.
(2) A scientific researcher may get to know the data about the state of health, the harmful habit and sexual life
after thirty years following the year of death of the person concerned. If the year of death is not known, the time of protection shall be ninety years as counted from the birth of the person concerned, and if neither the birth nor the death time is known, it shall be sixty years after the production of the archival material.
(3) A scientific researcher may get to know the data concerning the racial origin, the national, nationality and

ethnic status, the religious or other ideological persuasion – within the time of protection – in an anonymized form.
The advisory board defined under paragraph (2) of Article 23 of the Archival Act authorizes the familiarization
without anonymization if the purpose of the surveillance can be brought into relation with the racial origin, the
national, nationality and ethnic status, and with the religious and other ideological persuasion and the scientific
researcher proves that his familiarization with these data is indispensably necessary for his research started earlier, supported by publications issued in professional journals.
Article 5: (1) Anybody may get to know and may make known in anonymized form the documents controlled in
the Archives.
(2) The data of the person concerned may be familiarized with after thirty years following the year of his death –
within the limits of paragraphs (3)-(4) – without anonymization. If the year of death is not known, the time of
protection shall be ninety years as counted from the birth of the person concerned, and if neither the birth nor the
death time is known, it shall be sixty years after the production of the document.
(3) The data on the racial origin, the national, nationality and ethic status, the religious or other ideological
persuasion, the state of health, the harmful habit and the sexual live may not be familiarized with until sixty years
after the death of the person concerned even in anonymized form. If the year of the death is not known, the time of protection shall be one hundred and twenty years as counted from the birth date of the person concerned, and if neither the birth nor the death time is known, it shall be ninety years after the production of the document.
(4) No anonymization shall be required for the documents,
a) which were recorded in connection with public performances at events open to the public or the audience,
b) which have already been made lawfully public,
c) which are necessary for the identification of the publicly acting professional employee, the publicly acting
operative contact person and the publicly acting collaborator,
d) to the familiarization with which the person concerned agreed in writing.
(5) The data not anonymized may be made public by anyone.
(6) If the applicant wishes to get to know data necessary for the identification of the publicly acting collaborator,
professional employee or operative contact person, the Archives shall request the public servant concerned to make a declaration whether he/she recognizes his/her capacity as a public servant. If in fifteen days after the receipt of the invitation the person concerned makes a declaration that he/she does not recognize his/her public servant's capacity, the Archives shall refuse the application for the familiarization with the data; otherwise it fulfils the request for familiarization. A legal remedy may be resorted to against the decision of the Archives under the provisions of Article 29 of the Archival Act, during which the Court takes up a position on the public servant's capacity of the person concerned. The judge of the Municipal Court of Budapest designated for this task shall proceed in the case. If the Court classifies the person concerned as a public servant, the Archives shall satisfy the application for familiarization.
Article 6: (1) A person under observation and a third party may prohibit in a written declaration the research of
the data under Articles 4-5 for ninety years after the production of the data at most.
(2) After the death of a person under observation or of a third party the rights due to him under this Act may be
exercised by the dependent of the deceased, except if the deceased prohibited it in writing or it is excluded by the law. The person who was authorised thereto in writing by the person under observation or the third party shall also have the right to get to know the documents.
(3) The person concerned may enforce his right to correction in respect of the data included in the documents,

applying to him, by attaching the correct data containing note to the document with leaving the original data
unchanged.
Article 7: (1) The official or employee of the authorities under the guidance of the Minister of Defence, of the
Minister supervising the civil national security services and of the Minister of the Interior, as well as of authorities performing other public tasks may inspect in the matter falling to his/her scope of authority into the personal data contained in the documents deposited in the Archives in case if required for the performance of his/her task stipulated by law, after the prior approval by the National Security Committee of the Parliament or in cases necessitating specially prompt actions with his subsequent information.
(2) In case of the courts the prior approval as contained in paragraph (1) is not required.
Article 8: (1) It is the Archives that handles the documents falling under the effect of this Act with the exception of documents containing the data specified in paragraphs (2)-(3) of Article 2. The Archives shall be the legal successor of the Historical Office.
(2) The Archives shall be a publicly financed organization with independent, complete economic management
authority, an independent heading within the budget section of the Parliament.
(3) The Archive
a) shall ensure the exercise of the right to the familiarization with their personal data for those concerned under the conditions provided for by this Act;
b) shall provide for the data supply to the organizations performing the fact-finding as determined in the law on the publicisation of the national security past of persons playing public life roles;
c) shall ensure the pursue of the research activity with the conditions laid down by this Act;
d) shall perform the tasks specified in the Archival Act.
(4) The operation of the Archives shall be supervised by the Chairman of the Parliament.
(5) The Archives shall be headed by the Director General. The Director General and his Deputy after hearing the
opinion of the Director General shall be appointed by the Chairman of the Parliament for seven years. The selection of the candidates shall take place by way of open competition. The candidates may be appointed if they have been heard previously by the National Security Committee, as well as the Cultural and Press Committee of the Parliament.
(6) The appointment of the Director General of the Archives and his Deputy shall be terminated if
a) his term of assignment expires,
b) he resigns,
c) he dies,
d) he is relieved by the Chairman of the Parliament,
e) the Chairman of the Parliament states incompatibility against him.
(7) Dismissal shall be applied if the Director General (Deputy Director General)
a) has become unworthy of his post,
b) cannot perform his job tasks continuously beyond 90 days for health reasons.
(8) The Director General (Deputy Director General) shall be deemed as unworthy of his post if the Court has found him guilty by a legally binding judgement in committing an intentional crime or if he fails to accomplish his tasks for any reason attributable to him.
Article 9: (1) The Director General (Deputy Director General) of the Archives may not be the person who was a
member of the Government, Under-secretary, an office-holder or employee of the countrywide organization of a
party in the ten years preceding the time of appointment. Neither may the Director General (Deputy Director
General) of the Archives be any person who was employed by the Office Division III of the Ministry of the Interior or by its predecessors or received their reports or was a collaborator or operative contact person who had maintained contact with the said agencies.
(2) The Director General (Deputy Director General) of the Archives may not accept any assignments other than a legal relationship of assignment under scientific, educational, artistic, copyright and patent protection, moreover aimed at literary advising, copy editing activities, may not pursue any salary-earning profession, may not be a lead official of an economic association or member of a supervisory board.
(3) The emergence of the reason of incompatibility shall be notified without any delay to the Chairman of the
Parliament. The reason of incompatibility shall be terminated within 30 days after the appointment or the emergence thereof.

(4) The Director General shall report annually to the committees of the Parliament set forth in paragraph (5) of
Article 8.
(5) The Director General shall exercise the data classifying authority power provided by the Secrecy Act in respect of the systems and measures destined for the protection of data managed by the Archives, falling to the sphere of State secrets and service secrets.
(6) The rules applicable to the public administrative under-secretaries shall be applied to the Director General of the Archives with the divergences stipulated by this Act and the rules applicable to the deputy under-secretaries shall apply to the Deputy Director General mutatis mutandis. With the exception of the appointment and the dismissal, the other employer's rights in respect of the Director General shall be exercised by the Secretary General of the Parliament.
(7) The staff members of the Archives shall be governed in other matters by the provisions of the Act XXIII of 1992 on the Legal Relationship of Civil Servants governing the public service relationship of the civil servants of the central administrative authorities.
Article 10: (1) The operation of the Archives - unless otherwise provided for by this Act - shall be governed by the provisions of the Secrecy Act. Article 28 of the Secrecy Act shall not be applicable to the procedure of the Archives.
(2) The Archives makes the data recognizable in an anonymized form under this Act accessible to the applicant so that it hands over the duplicate copy of the document containing the data and renders the data unrecognizable to the applicant illegible on it. Every duplicate copy made of the documents shall be provided to the person under observation with special promptness and free of charge.
(3) The Archives shall provide for the compliance with the secrecy rules in respect of data classified under the
Secrecy Act.
(4) The Archives shall provide for the registration and management under unified aspects of the documents received and produced.
(5) The effect of the data protection contract concluded under paragraph (3) 24/A of the Archival Act shall cover the documents managed in the Archives if this is explicitly provided for by the contract - with the exact enumeration of the documents.
Article 11: (1) The Act shall enter into force - with the exception contained in paragraph (2) - on the eighth day after its promulgation.
(2) Paragraphs (1)-(4) and (6)-(8) of Article 8, Article 9, as well as paragraph (3)-(4) of Article 13 of the Act shall enter into force on the 1st April 2003.
(3) In thirty days after the entry into force of the Act the Chairman of the Parliament shall announce a competition for performing the post of the Director General of the Archives and shall also provide for the evaluation of the tender within ninety days after the entry into force of the Act.
(4) In fifteen days after the appointment of the Director General of the Archives the Chairman of the Parliament shall announce a competition for performing the post of the Deputy Director General of the Archives and shall also provide for the evaluation of the tender within ninety days after the announcement.
(5) Any natural person and legal person, as well as any organization not having the status of a corporate body shall hand over the documents unlawfully found in his possession, falling within the competence of the Archives –including both their duplicates and copies – to the Historical Office within thirty days after the entry into force of the Act.
(6) He who possesses unlawfully any document falling within the competence of the Archives and hands it over or forwards it incognito to the Historical Office within thirty days after the entry into force of the Act shall be released from the legal consequences of the unauthorized data management and the abuse of special personal data, as well as of the State secret violation. The documents unlawfully possessed, falling within the competence of this Act may not be used as evidences before any authority or court.
(7) The Archives shall hand over any document, for the custody of which it is not authorized by this Act, to its
original owner or its legal successor, and to the competent archival office in case of official documents, within six months after the entry into force of the Act.
(8) The familiarization with a document managed by the Archives, classified under the Secrecy Act shall require the permit specified in item 7 of paragraph (1) of Article 2 of the Secrecy Act.
(9) The documents falling under the effect of the Act may be selected for destruction as from the date of the entry into force of the Act exclusively in compliance with the rules of the Archival Act, in the Archives.
Article 12: (1) Within ninety days after the entry into force of the Act a Committee shall be established, a member of which shall be appointed each by the Government, President of the Hungarian Academy of

Sciences and the President of the Hungarian Historical Association. The members of the committee shall be appointed by the Chairman of the Parliament – after their "C" type national security control. The committee shall supervise the
handover to the Archives of the documents falling under the effect of this Act. The rules of procedure of the
committee shall be approved by the Minister of the National Cultural Heritage in agreement with the Minister
controlling the civil national security services. The members of the committee may inspect without restriction into the documents falling under the effect of this Act at the document management organizations – with the exception of the documents included in a separate list specified in paragraph (5). The committee shall establish a report of the handover of the documents, which shall be forwarded to the Chairman of the Parliament within three months after the expiration of the deadline stated in paragraph (8). The assignment of the members of the committee shall be terminated within 30 days after the establishment of the report.
(2) The revisional procedure regulated in Article 10 of the Secrecy Act shall be conducted after the entry into force of the Act in respect of the documents set forth in items *a)-b)* of paragraph (1) of Article 1 – in consideration of the provisions of this Act, as well as of the Secrecy Act.
(3) The sets of documents which contain data the security status of which was terminated or maintained by the data classifying authority shall remain further on, too in the management of the organization managing the set of
documents. As regards the part of the document set which contains data, the security status of which was terminated by the data classifying authority, the document set managing organization shall make a copy thereof shall hand it over to the Archives.
(4) The list of documents the security status of which was maintained by the data classifying authority shall be
handed over to the Archives. The list may not contain any State secrets. If the Archives does not find it justified to maintain the security status of any document included in the list, it may apply to the Municipal Court of Budapest in order to enforce the termination of the security status. The lawfulness of the maintenance of the security status shall be proved by the data classifying authority. The Court shall decide on the case in a civil, amicable proceeding within thirty days. The judge of the Municipal Court of Budapest designated for this task in the matter shall proceed – after the "C" type national security control. The parties and their representatives may not be present at the hearing of each other. The observation of the regulations concerning the protection of State secrets shall be ensured at every phase of the procedure. No appeal shall be resorted to against the decision of the Municipal Court of Budapest. The Court decision may not contain any State secret.
(5) The Director General of the National Security Service shall draw up a separate list of the documents of
outstanding importance from the viewpoint of the protection of the national security interest from among the
documents containing data specified in paragraphs (2)-(3) of Article 2 during the revisional procedure, which shall be approved by the judge of the Supreme Court designated for this task – after the "C" type national security control.
The documents included in the separate list established under this paragraph shall not be indicated in the list of
documents set forth in paragraph (4).
(6) If the data classifying authority does not confirm the security status, maintained under paragraph (2) of Article 28 of the Secrecy Act, of the document emerged before 1970 within one hundred and eighty days after the entry into force of the Act, the security status of the document shall be terminated and the document shall be handed over to the Archives within thirty days.
(7) If the data classifying authority does not confirm the security status, maintained under paragraph (2) of Article 28 of the Secrecy Act, of the document emerged between 1970 and 1979 within one year after the entry into force of the Act, the security status of the document shall be terminated and it shall be handed over to the Archives within thirty days.
(8) If the data classifying authority does not confirm the security status of the document emerged in 1980 or after
1980 within two years after the entry into force of the Act, the security status of the document shall be terminated
and it shall be handed over to the Archives within thirty days.
(9) The data classifying authority shall review under paragraph (1) of Article 10 of the Secrecy Act the documents containing the data specified in paragraphs (2)-(3) of Article 2, the security status of which he

maintained during the revision determined in paragraph (2). If as a result of the revision, the data classifying authority terminates the security status, the document shall be handed over to the Archives within thirty days.
(10) The documents set forth in item *c)* of paragraph (1) of Article 1 shall be handed over to the Archives within
thirty days after the appointment of the Director General of the Archives.
Article 13: (1) The Articles 1/A, 25/A-25/I of the Act XXIII of 1994 on the control of certain persons performing important, as well as public confidence and public opinion forming positions and on the Historical Office, Articles 3 and 14 of the Act LXVII of 1996 on the amendment to the Act XXIII of 1994 on the control of certain persons performing important positions, as well as the Act XLVII of 2001 on the amendment to the Act XXIII of 1994 on the control of certain persons performing important, as well as public confidence and public opinion forming positions and on the Historical Office and on the law amendments related thereto shall cease to have effect on 31 March 2003.
(2) The Government shall receive an authorization to take the measures required for the implementation of the Act and to provide in this framework for the creation of the regulatory, organizational, budgetary and other conditions necessary for the disclosure of the antecedents of the document control and document protection, as well as for the unification of the documents in respect of those falling under the effect of the Act.
(3) Paragraphs (1)-(4) of Article 19 of the Archival Act shall be superseded by the following provisions:
"(1) Specialized State archives are the Military History Archives, the Archives of the Central Statistical Office and the Water Conservancy Archives, the Historical Archives of the Hungarian State Security, as well as the archives of institutions performing higher educational, scientific, cultural or health services sustained by the State.
(2) Scope of competence of the specialized archives – with the exception of the Historical Archives of the Hungarian State Security - shall cover the archivalia of the following organizations, moreover the archival materials produced during the operation of the legal predecessors of these -
a) in case of the Military History Archives the Ministry of Defence and the Military General Staff, as well as the
military organizations under the direct supervision or guidance of the former – with the exception of the military
national security services,
b) in case of the Archives of the Central Statistical Office the Central Statistical Office and the organizations
belonging under its direct supervision,
c) in case of the Water Conservancy Archives the water conservancy organizations under the supervision of the
Ministry of Transport and Water Conservancy,
d) in case of the archives of higher educational, scientific, cultural or health services providing institutions the
maintaining organization.
(3) The competence of the Historical Archives of the Hungarian State Security shall cover the documents specified in paragraph (1) of Article 1 of the Act on the Disclosure of the Secret Service Activities of the Communist Regime and on the Establishment of the Historical Archives of the Hungarian State Security.
(4) The special rules for the operation of the Historical Archives of the Hungarian State Security, as well as its tasks beyond those stipulated in this Act are laid down by the Act referred to in paragraph (3)."
(4) Paragraph (2) of Article 23 of the Archival Act shall be supplemented with the following sentence:
"The advisory board authorizes the scientific research in the Historical Archives of the Hungarian State Security."
(5) The subtitle before clause 151 of the State Secrets List and clause 151 in the Annex to the Secrecy Act shall be superseded by the following provision:
"Historical Archives of the Hungarian State Security" 151. data of the systems and measures serving for the protection of data falling into the scope of State secrets and service secrets managed by the Historical Archives of the Hungarian State Security. The longest validity time for the security status of a State secret: 90 years."

POLONIA

ACT of 18 December 1998 on the Institute of National Remembrance - Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation[117]

(Journal of Laws, 19 December 1998)

Having regard for:

- the preservation of the memory of the magnitude of the number of victims, the scale of the loss and damage suffered by the Polish Nation in the Second World War and thereafter,
- the patriotic traditions of the struggle of the Polish Nation with the occupying forces of Nazism and communism,
- the acts of citizens aimed at securing the independence of the Polish Nation and defending freedom and human dignity,
- the obligation to prosecute crimes against peace and humanity as well as war crimes,
- and the duty of our state to provide compensation to all persons suffering injury through state violation of human rights -

  - the expression of our conviction that no unlawful action of the state against its citizens may be kept hidden in secrecy or allowed to be forgotten,

  It is hereby resolved as follows:

Chapter 1
General provisions

Article 1
This Act shall govern:
1. the registration, collection, access, management and use of the documents of the organs of state security created and collected between 22 July 1944 and 31 December 1989, and the documents of the organs of security of the Third Reich and the Union of Soviet Socialist Republics concerning:
a) crimes perpetrated against persons of Polish nationality and Polish citizens of other ethnicity, nationalities in the period between 1 September 1939 and 31 December 1989:
ω Nazi crimes,
ω communist crimes,
ω other crimes constituting crimes against peace, crimes against humanity or war crimes,
b) other politically motivated repressive measures committed by functionaries of Polish prosecution bodies or the judiciary or persons acting upon their orders, and disclosed in the content of the rulings given pursuant to the Act of 23 February 1991 on the Acknowledgement as Null and Void Decisions Delivered on Persons Repressed for Activities for the Benefit of the Independent Polish State (Journal of Laws of 1993 No. 34, item 149, of 1995 No. 36, item 159, No. 28, item 143, and of 1998 No. 97, item 604),
c) the activity of the organs of state security referred to in Article 5,
2. the rules of procedure as regards the prosecution of crimes specified in point 1 letter a),
3. the protection of the personal data of grieved parties, and
4. the conduct of activities as regards public education.

Article 2
1. In the understanding of this Act, communist crimes shall be: acts committed by functionaries of the communist state in the period between 17 September 1939 and 31 December 1989, consisting in the use of repressive measures or other violations of human rights or in connection with their use with respect to individuals or groups of people; or acts which already constituted crimes in the understanding of the Polish Penal Act in force at the time of the perpetration of the crime.
2. In the understanding of this Act the functionary of the communist state shall be a public functionary or a person enjoying the protection equal to that of a public functionary, including, in particular, state functionaries and persons occupying high-ranking positions within the statutory body of the communist parties.

[117] http://www.ipn.gov.pl/portal.php?serwis=en&dzial=32&id=46&search=6222

Article 3
(1) Crimes against humanity shall be, in particular, crimes of genocide in the understanding of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide adopted on 9 December 1948 (Journals of Laws of 1952 No. 2, items 9 and 10, and No. 31, item 213, and of 1998 No. 33, item 177), and other serious persecutions on account of the persecuted persons belonging to a specific national, political, social, ethnic or religious group, provided such crimes have been committed, instigated or tolerated by public functionaries.

Article 4
1. (2) The crimes referred to in Article 1 point 1 letter a) which, according to international law, are crimes against peace, humanity or war crimes shall not be barred by the statute of limitations.
1a. (3) In the understanding of Article 2, the running of the period of limitation for communist crimes which are not war crimes or crimes against humanity, commences on 1 January 1990. Such crimes shall cease to be punishable - after 30 years where an act constitutes the crime of homicide, and after 20 years where an act constitutes a different communist crime. Article 4, Paragraph 1 of the Penal Code shall not apply.
2. Where the crimes enumerated in Article 1 point 1 letter a) have been perpetrated against persons other than Polish citizens and if these crimes have been perpetrated in the territory of the Polish State, they shall also be the object of the activity of the bodies established by this Act.
3. The regulations of acts and decrees issued before 7 December 1989 and providing for amnesty or abolition shall not apply to perpetrators of war crimes, crimes against humanity or communist crimes.

Article 5
1. In the understanding of this Act, organs of state security shall be:
1) the Public Security Department of the Polish Committee for National Liberation,
2) the Ministry for Public Security,
3) the Committee for Public Security Affairs,
4) organisational units subordinate to the bodies mentioned in points 1-3,
5) the organisational units of the Security Service of the Ministry of Interior and subordinate field units in provincial and district administration and equivalent headquarters of the Civic Militia and in provincial, regional and equivalent offices of internal affairs,
6) the Frontier Guards Reconnaissance Unit,
7) the Central Board of the Internal Service of the military units of the Ministry of Internal Affairs and subordinate units,
8) the Intelligence Services of the Polish Army, the Board of the Intelligence Services of the High Command of the Polish Army, the Head Office of the Intelligence Services of the Polish Army, the Central Board of the Intelligence Services of the Polish Army and units subordinated to these bodies,
9) the Army Security Service,
10) the Second Directorate of the Central Staff of the Polish Army,
11) other services of the Armed Forces conducting operational and intelligence activities or intelligence gathering activities, including activities with regard to types of weapons and in military regions.
2. In the understanding of this Act, organs of state security shall also include units of the Ministry of Internal Affairs which by law were subject to dissolution upon the establishment of the Office for State Protection, including units which were predecessors thereof.
3. In the understanding of this Act, organs of state security shall also include civilian and military bodies and institutions of foreign states with tasks similar to those of the bodies referred to in clause 1.

Article 6
1. In the understanding of this Act, an grieved party shall be a person about whom the organs of state security collected information on the basis of data collected intentionally and secretly.
2. In the event of the grieved party being deceased, his/her rights issuing from this Act shall be vested in his/her closest person in the understanding of Article 115 Paragraph 11 of the Penal Code. This regulation shall not apply if there is evidence that this would be inconsistent with the will of the grieved party.
3. A person who subsequently became a functionary, or an employee or collaborator of the organs of state security shall not be deemed an grieved party.

Article 7
In the understanding of this Act, a document shall be any object or record on a computer information carrier referred to in Article 115 Paragraph 14 of the Penal Code.

Chapter 2

The Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation and its Bodies

Article 8
1. For the purpose of the performance of the tasks specified in Article 1, the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation, hereinafter referred to as the Remembrance Institute, is hereby established.
2. The Remembrance Institute shall be financed by the state budget in which it constitutes a separate part.
3. (4) The organisation of the Remembrance Institute, to the extent not regulated by this Act, shall be defined by the statute adopted by the Council of the Remembrance Institute upon the request of the President of the Remembrance Institute.

Article 9
1. The Remembrance Institute shall be managed by the President of the Remembrance Institute.
2. (5) The President of the Remembrance Institute shall, in his/her office, be independent of state authorities.

Article 10
1. (6) The President of the Remembrance Institute shall be appointed and dismissed by the Sejm (Lower House) of the Republic of Poland by a majority of 3/5 votes and with the consent of the Senate, at the request of the Council of the Remembrance Institute. The Council of the Remembrance Institute shall present a candidate who is not a member of the Council.
2. (7) The term of office of the President of the Remembrance Institute shall be five years from the day of the Presidentωs taking the oath. After the lapse of the term in office, he/she shall perform the duties of President until the new President of the Remembrance Institute assumes office.
3. (8) Not earlier than six months and not later than three months before the lapse of the term in office of the President of the Remembrance Institute, the Chairman/Chairwoman of the Council of the Remembrance Institute shall announce a public competition for that office, in accordance with the principles and the procedure defined by the Council of the Remembrance Institute. In the event of the office of the President of the Remembrance Institute being vacated for any other reason, the time limit for nominating candidates for the competition for that office shall be 30 days from the competition announcement. Interviews of the candidates for the office of the President of the Remembrance Institute shall be public.
4. The same person may not be the President of the Remembrance Institute for more than two consecutive terms in office.

Article 11
1. A Polish citizen with high moral standing and knowledge conducive to the work of the Remembrance Institute may be appointed to the office of the President of the Remembrance Institute.
2. No person who has served, worked or collaborated with the organs of state security listed in Article 5 and no judge who in a judicial decision has offended the respect of their office, acting contrary to the independence of the judiciary, may be appointed to the office of the President of the Remembrance Institute.
2a.. Person with regard to whom there is evidence in state archive or archives of the Institute of any circumstances mentioned in point 2 shall not be appointed to the office of the President of the Remembrance Institute.
2b. (10) Neither may a person be appointed to the office of the President of the Remembrance Institute whose activity has been connected with the access to state secrets or, being under the protection of state secrecy, is prevented from making a thorough protected by state secret prevents through presentation of information on the course of such a personωs service, work or collaboration be appointed to the office of the President of the Remembrance Institute.
3. The President of the Remembrance Institute may not belong to any political party or trade union, nor may he/she conduct any public activity in conflict with the dignity of his/her office.
4. The President of the Remembrance Institute may not perform any professional activities, with the exception of the position of a professor of academic school 5. The office of the President of the Remembrance Institute may not be combined with a seat in the Sejm or Senate.
6. The conditions referred to in clauses 1, 2, 3 and 5 should also be fulfilled by the public prosecutors and

employees of the Remembrance Institute, including the members of the Council of the Remembrance Institute.

Article 12
(11) Prior to the commencement of performing his/her duties, the President of the Remembrance Institute shall take the following oath before the Sejm of the Republic of Poland:
"I do solemnly swear, in the capacity at the position of the President of the Remembrance Institute entrusted with me, to serve the Polish Nation loyally, to uphold the law, to perform the duties of my office conscientiously and to be guided in my actions by the principles of dignity and integrityω.
The oath may be taken with the following sentence added: "So help me God!"

Article 13
The Council of the Remembrance Institute shall request the dismissal of the President of the Remembrance Institute, by a majority of votes cast, if the President:
1. has resigned from the office,
2. has become permanently unfit to perform the duties of the President of the Remembrance Institute due to a disease, infirmity or loss of strength,
3. has been convicted by a valid court judgment of criminal intentional offence prosecuted ex officio,
4. (12) does not perform his/her duties imposed by this Act, or acts to the detriment of the Remembrance Institute.

Article 14
The President of the Remembrance Institute may not, without the prior consent of the Sejm of the Republic of Poland, be called to criminal liability or deprived of liberty. The President of the Remembrance Institute may not be detained or arrested, except if being caught in the act of committing a crime and his/her detention being necessary to ensure a proper course of justice. Such a detention shall be immediately brought to the attention of the Speaker of the Sejm, who may order the immediate release of the detainee.

Article 15 (13)
1. The Council of the Remembrance Institute shall be formed within the Remembrance Institute. A Polish citizen of high moral standing and knowledge conducive to the work of the Remembrance Institute may be a member of the Council of the Remembrance Institute.
2. The Council of the Remembrance Institute shall be elected for a term of seven years. The term in office shall commence on the day of the Councilωs gathering for its first session.
3. The Council of the Remembrance Institute shall consist of eleven members elected by the Sejm of the Republic of Poland by an absolute majority of votes, provided, however, that two candidates shall be proposed by the National Judiciary Council.
4. Membership in the Council of the Remembrance Institute shall expire as a result of the following:
1) death of member,
2) resignation,
3) conviction for a criminal offence,
4) dismissal by the Sejm by an absolute majority of votes, at the request of the Council of the Remembrance Institute (adopted by a 2/3 majority of votes cast by the statutory composition of the Council), on account of a long-term disease or the permanent incapacity to perform duties, or on account of the non-fulfillment of the duties required by this Act.
5. The Council of the Remembrance Institute shall elect from among its members a Chairman/Chairwoman of the Council and not more than three Vice-Chairmen/Vice-Chairwomen, for a one-year term.
6. Upon the expiry of membership prior to the lapse of the term of office, the Sejm shall elect a new member for the period until the end of the term in office of the Council of the Remembrance Institute.
7. In return for the performance of their tasks the members of the Council of the Remembrance Institute shall be granted allowances determined by an ordinance of the Prime Minister, and this shall include the reimbursement of costs according to the principles governing business trips throughout the territory of Poland.

Article 16
1. The President of the Remembrance Institute shall perform his/her duties with the assistance of the

organisational units of the Remembrance Institute listed in Article 18.
2. The President of the Remembrance Institute may appoint not more than three deputies.

Article 17
1. For the purpose of accomplishing the tasks of the Remembrance Institute in locations being seats of appellate courts, branch offices of the Remembrance Institute, hereinafter referred to as branch offices, are hereby established. In other towns, delegations of the Remembrance Institute, hereinafter referred to as delegations, may be established.
2. A branch office of the Remembrance Institute shall be headed by the branch office director and a delegation of the Remembrance Institute ω by the head of delegation. Branch office directors and heads of delegations shall be appointed and dismissed by the President of the Remembrance Institute.

Article 18
1. Within the Remembrance Institute the following shall be set up:
1) the Chief Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation, hereinafter referred to as the Chief Commission,
2) the Office for the Preservation and Dissemination of Archival Records,
3) the Public Education Office.
2. Within the branch offices the following shall be set up:
1) branch commissions for the prosecution of crimes against the Polish nation, hereinafter referred to as branch commissions,
2) branch offices for the preservation and dissemination of archival records,
3) branch public education offices.
3. Units for the preservation and dissemination of archival records shall be set up within the delegations.

Article 19
1. Public prosecutors of the Chief Commission and branch commissions shall be appointed and dismissed by the General Public Prosecutor at the request of the President of the Remembrance Institute.
2. The organisational units mentioned in Article 18 clause 1 points 2 and 3 shall be headed by directors appointed and dismissed by the President of the Remembrance Institute.
3. The organisational units mentioned in Article 18 clause 2 points 2 and 3 and Article 18 clause 3 shall be headed by heads appointed and dismissed by the President of the Remembrance Institute.
4. The Chief Commission shall be headed by the Chief Commission Director. The Chief Commission Director shall be appointed, from among public prosecutors of the Chief Commission, and dismissed by the Prime Minister at the request of the General Public Prosecutor whose request shall be presented in consultation with the President of the Remembrance Institute. The Chief Commission Director shall be one of the deputies of the General Public Prosecutor.
5. A branch commission shall be headed by the head of the branch commission. The head of the branch commission shall be appointed, from among the public prosecutors mentioned in clause 1, and dismissed by the General Public Prosecutor at the request of the President of the Remembrance Institute.
6. No employee of the Remembrance Institute may take up any other professional activity without the consent of the President of the Remembrance Institute.

Article 20
1. The employees of the Remembrance Institute shall be obliged to keep confidential all the information connected with the activity of the Remembrance Institute obtained in connection with their employment at the Remembrance Institute, also after the cessation of their employment.
2. The President of the Remembrance Institute shall specify types of information and categories of employees who may disclose such information in accordance with their official position.

Article 21
The President of the Remembrance Institute and the members of the Council of the Remembrance Institute shall be obliged to keep secret the information to which they had access in connection with the functions performed thereby, also after the end of their term in office or the cessation of their membership. This requirement shall not apply to publicly known facts.

Article 22
The President of the Remembrance Institute may, in particularly justified cases, allow the disclosure of information constituting state or business secrets or may allow the production of documents or materials

covered by state secrecy to be made available, to a specified person or institution, if the preservation of secrecy would prevent the performance of the tasks of the Remembrance Institute defined in this Act.

Article 23
1. The President of the Remembrance Institute shall periodically present to the Council of the Remembrance Institute information on relevant issues related to the activity of the Remembrance Institute.
2. In addition to the other tasks defined in the Act, the Council of the Remembrance Institute shall, in particular, present its stance on the following issues:
1) full acceptance of documents on issues referred to in Article 1 for the archival resources of the Remembrance Institute, and the evaluation of their completeness,
2) specification of rules for archivisation of documents with regard to evaluation, ordering, dissemination , storage and administration,
3) specification of rules for providing access to documents and rules for their publication,
4) specification of priorities as regards requests of particular persons, institutions, public authority bodies and other entities,
5) evaluation of the Remembrance Instituteœs policy of prosecuting the crimes referred to in Article 1 point 1 letter a),
6) specification of research projects as regards the development of the activity of organs of state security as well as informing and educating society.
3. The Council of the Remembrance Institute shall approve the annual statement referred to in Article 24 point 1.
4. The Council of the Remembrance Institute shall adopt resolutions by a majority of votes with the requirement that at least half of the statutory number of the Council members be present.

Article 24
1. The President of the Remembrance Institute shall, once a year, present an annual statement on the activity of the Remembrance Institute to the Sejm and the Senate.
2. The section regarding the security or defence of the state in the statement referred to in clause 1 may be concealed.
3. The annual statement of the President of the Remembrance Institute shall be made public, excluding the section referred to in clause 2.
4. The President of the Remembrance Institute shall, once a year, present a statement on the matters specified in Article 38 via the Speaker of the Sejm, exclusively to the members of the Sejm Committee for Special Services.

Chapter 3
Collection of Documents by the Remembrance Institute

Article 25
1. No later than within 60 days following the establishment of the Remembrance Institute, the bodies mentioned below shall be obliged to prepare for submission to the archives of the Remembrance Institute: documents, sets of data, registers and files produced and collected by organs of state security (including security agencies of the Third Reich and the Union of Soviet Socialist Republics) bodies, organs of the prison system bodies, courts and public prosecutorœs offices, security agencies of the Third Reich and the Union of Soviet Socialist Republics. This duty shall be incumbent on:
1) the Minister of the Interior and Administration and the Head of the Office for State Protection as regards documents, sets of data, registers and files, and files on functionaries, produced or collected until 6 May 1990;,
2) the Minister of National Defence as regards documents, sets of data, registers and files of military security bodies, including files on functionaries of such services, produced or collected until 31 December 1990;,
3) the Minister of Justice as regards documents, sets of data, registers and files produced or collected by the organs of the prison system until 31 December 1956, documents, sets of data, registers and files produced or collected by the security department of the Central Board of Penal Institutions and units subordinated thereto until 31 December 1989, including penitentiary files on persons repressed for political motives, placed in penal institutions, held in detention or on remand centres and in isolation camps,
4) presidents of civilian and military courts as regards files on persons repressed for political motives,
5) public prosecutors heading civil and military organisational units of the public prosecutorœs office as

regards files on cases, including prosecutorsω files on the subjects referred to in point 4,
6) directors of the New Files Archives and other state archives as regards of files on the former Polish Workersω Party and the former Polish United Workersω Party concerning organs of state security bodies, including the files of the security agencies of occupying states,
7) directors of the Archives of New Files and other state archives as regards documents, sets of data, registers and files referred to in points 1-5 and kept in other archives; submission thereof to the Remembrance Institute shall be made on a basis of lending.
2. The submission of files referred to in clause 1, point 6 shall consist of the delivery of copies .
3. The duty specified in clause 1, points 1-5 shall also apply to copies of documents, sets of data and files, irrespective of the date of preparation thereof.
4. The President of the Remembrance Institute may, at any time, demand that the bodies listed in clause 1, as well as other institutions, submit documents not hitherto submitted.
5. The Minister of the Interior and Administration, the Head of the Office for State Protection and the Minister of National Defence may, for the needs of their office, make copies of files on functionaries in service, these files being produced in the periods referred to in clause 1, points 1 and 2 respectively.
6. The President of the Remembrance Institute shall designate for the bodies specified in clause 1, points 1-7 dates for the take-over of documents, sets of data, registers and files referred to in this provision.

Article 26
Documents produced in the course of the proceedings specified in the Act of 11 April 1997 on the Disclosure of Cases of Work or Service in State Security Bodies or Collaboration with Them between 1944 and 1990 by Persons Holding Public Office (Journal of Laws No. 70, item 443 and of 1998 No. 113, item 715 and No. 131, item 860) shall be submitted to the archives of the Remembrance Institute upon the valid completion of the legal proceedings in a given case.

Article 27
1. After the notification of a relevant governmental, local self-governmental or professional body, the President of the Remembrance Institute may gain access to documents, sets of data, registers and files if there is a justified supposition that they contain information related to the scope of activity of the Remembrance Institute.
2. Anyone in possession of such documents, sets of data, registers and files referred to in Article 25 shall be obliged to notify the President of the Remembrance Institute thereof immediately.
3. Every governmental, local self-governmental or professional body shall be obliged to give immediately to the President of the Remembrance Institute, upon the request thereof, documents, sets of data, registers and files referred to in Article 25, being in the possession of such bodies. This duty shall also apply to the submission of copies.
4. The President of the Remembrance Institute may request that documentation other than that indicated in Article 25 be submitted , irrespective of the date of production or collection thereof, if such documentation is required for the performance of the tasks of the Remembrance Institute specified in the Act.
5. If documents, sets of data, registers or files are necessary for the bodies referred to in clause 3, for the performance of statutory tasks thereof, it may suffice to give the President of the Remembrance Institute copies thereof.

Article 28
1. He or she who, without a legal title is in the possession of documents, sets of data, registers and files containing information related to the scope of the activity of the Remembrance Institute, shall be obliged to release the same to the President of the Remembrance Institute immediately.
2. The owner or person holding a legal title to possess such documents, sets of data, registers or files as referred to in clause 1, shall be obliged to provide the President of the Remembrance Institute with access to the same, upon the request thereof, so that copies can be made.
3. The President of the Remembrance Institute may request any foreign persons or institutions for assistance in making documents, sets of data, registers and files available to grieved parties as well as for public education purposes.

Article 29
As regards its archival activity, the Remembrance Institute shall collect, keep, prepare and make available documents on crimes, where these documents present facts and circumstances related to the history of the Polish Nation in the years 1939-1989 and inform about casualties and damages sustained.

Chapter 4
Provision of Access to Documents by the Institute of National Remembrance

Article 30
1. An grieved party shall be, at his/her request, be provided with information on documents held and available, which are related to such a party.
2. Everyone shall have a right to inquire at the Institute of National Remembrance whether he/she is a grieved party in the understanding of the Act.
3. an application, to be filed in person, should include a declaration on the status of the applicant (the grieved party in the understanding of Article 6 clause 1 or the closest person in the understanding of Article 6 clause 2) and data enabling the localisation of documents should be given. One is not obliged to state his/her reasons for applying to access the information.
4. Citizens of foreign countries shall have the right to file applications on basis of the principle of reciprocity .
5. In cases justified by the applicantœs health, his/her application shall be collected, at his/her request as mentioned in clause 3, from the place of his/her residence.
6. Upon the filing of the application, the applicant may appoint a proxy to exercise his/her rights arising out of the Act.
7. A person having his/her permanent residence abroad may file the application in person with a Polish consular office, the applicantœs signature being required to be legalized by the head of the consular office.

Article 31
1. The Remembrance Institute shall inform an grieved party or his/her closest person about the existence in the archives of the Remembrance Institute of documents related to such an individual and the manner of gaining access thereto.
2. The grieved party shall be issued with copies of documents related thereto at the request thereof.
3. The personal data of other grieved parties or other persons on the copies of documents issued pursuant to clause 2 shall not be disclosed, unless this should prove technically impossible. This regulation shall not prejudice the right of the grieved party specified in Article 32.

Article 32
1. If the existing or available documents to which the grieved party has had access to or received copies of existent and available documents, and these contain the names of functionaries, employees or the cryptonyms of collaborators of organs of state security who collected or evaluated data concerning the grieved party or the names of those who supervised those collaborators, then, the grieved party, at his/her request thereof, should be given the names and further personal data of such functionaries, employees and collaborators, provided that they can be unequivocally determined on the basis of the documents of the relevant organ of such a state security body. This regulation shall also apply to other persons who denounced the grieved party.
2. No names or other identification data of persons who provided information on common offences shall be issued.
3. In the case of refusal to provide identification data of informers, the denial may be appealed against to the President of the Remembrance Institute.
4. () The Treasury shall bear liability for damage caused to a citizen by an employee of the Remembrance Institute on general principles.
5.) () If a claim for compensation of damage caused by an employee of the Remembrance Institute in connection with the Instituteœs activity is accompanied by a statement on the absence of service, work or collaboration with the organs of state security referred to in Article 5, the court shall relieve the plaintiff of court fees.

Article 33
1. A grieved party shall have the right to include his/her own supplements, corrections, updates, clarifications and documents or copies thereof in the set of documents related to such a party. The data already included in the documents shall not, however, be changed.
2. The regulation of clause 1 shall apply respectively to the persons referred to in Article 35.
3. Supplements, corrections, updates, clarifications and documents or copies thereof shall be included in the set of documents with a designation allowing for them to be distinguished from the documents collected by the Remembrance Institute.
4. A grieved party, at his/her request thereof, shall be issued with objects which at the moment of their

loss were his/her property or were in his/her possession, provided such objects are in the archives of the Remembrance Institute.

Article 34
1. Seven years after this Act comes into force, a grieved party shall have the right to request that their data to be made anonymous.
2. (16) In justified cases, the President of the Institute may reject the request to make data anonymous if:
1) another person has a legally justified interest in using such data,
2) such data are required for scientific studies,
3) an authorised body of public authorities had presented a request for access to such data.

Article 35
1. Functionaries and employees of organs of state security bodies may, at their request, obtain a copy of service or work certificates and a copy of their employerως opinion on such service or work.
2. A functionary, an employee or collaborator of organs of state security, following the prior submission of a statement thereby to the Remembrance Institute on their service, work or collaboration with such organs, shall be informed, at the request thereof, about documents related thereto being available in the archives of the Remembrance Institute.

Article 36
Documents containing data on grieved parties or third parties may be used, to the required extent and in a manner not violating the rights of such persons, by public authorities and other institutions, organisations and persons for the following purposes:
1. (17) (repealed),
2. to perform the Act of 24 January 1991 on War Veterans and Certain Persons Being Victims of War and Post-War Repressions (Journal of Laws of 1997 No. 142, item 950 and of 1998 No. 37 item 204 and No. 106, item 668),
3. to perform the Act of 11 April 1997 on the Disclosure of the Cases of Work or Service in State Security Authorities or Cooperation with Them in the years 1994-1990 of Persons Performing Public Functions,
4. to prosecute crimes mentioned in Article 1 point 1 letter a),
5. (18) to carry out scientific research, if approved by the President of Remembrance Institute.

Article 37
1. A grieved party may reserve the following right: that the personal data related to the grieved party which are not subject to being made anonymous pursuant to Article 34. clause 1 and which were collected in a secret manner in the course of the operational and examination activities by organs of state security shall not be made available for research purposes for a specified period, in any event not longer than 90 years from their creation.
2. A grieved party may consent to his/her personal data, as specified in clause 1, to be made available to indicated persons or institutions and to the public opinion.3. The personal data specified in clause 1 may, however, be the subject of research work if:
1) the grieved party or, if deceased, the closest person, consents thereto,
2) they are connected with a public appearance of the grieved party, his/her public activity or they are personal data required by the Act in connection with the performance of a public function.
4. Research work may also be conducted after the personal data referred to in clause 1 have been removed from the copies of documents.
5. The personal data specified in clause 1 may not be used to the disadvantage of the grieved party.

Article 38
1. The functionaries of special services authorised by the Head of the Office for State Protection and within the framework of their statutory tasks may, following the notification of the President of the Remembrance Institute, be provided with access to the data contained in the documents collected by the Remembrance Institute within the limits of their authorisation.
2. Documents of the organs of state security, unless they contain the personal data of a grieved party or a third party, may be used by authorised functionaries of special services within the framework of their statutory tasks if they contain information on the crime of espionage, terrorism or a crime against the constitutional order of the Republic of Poland.
3. Clause 2 shall accordingly apply to the functionaries of special services of the states with which the

Republic of Poland has concluded a relevant international agreement if such documents contain information on a crime of espionage or terrorism.

Article 39
1. The Head of the Office for State Protection or the Minister of National Defence may reserve the right, for a specified period of time, to reserve access to specified documents apart from representatives appointed by them if this is necessary for state security. The bodies of other special services may request such a reservation via the Head of the Office for State Protection.
2. The documents referred to in clause 1 constitute a separate and secret file in the archives of the Remembrance Institute and are subject to special protection.
3. At the request of the Head of the Office for State Protection or the Minister of National Defence, the President of the Remembrance Institute shall approve or annul the reservation of access to specified documents. The Minister of National Defence and the Head of the Office for State Protection shall be entitled to an appeal against the decision of the President of the Remembrance Institute with the Council of the Remembrance Institute.
4. The reservation shall be subject to statesecret .
5. The provision of Article 39 shall not limit the rights of the court in the screening proceedings and of the Public Interest Ombudsman.

Article 40
If the President of the Remembrance Institute, in connection with the performance of his/her duties, discovers that documents contain information on crimes defined in Article 1 Clause 2 points 2-4 of the Act of 6 April 1990 on the Office for State Protection (Journals of Laws No. 30, item 180, of 1991 No. 94, item 422 and No. 107, item 461, of 1992 No. 54, item 254, of 1994 No. 53, item 214, of 1995 No. 4, item 17, No. 34, item 163 and No. 104, item 515, of 1996 No. 59, item 269, No. 106, item 496 and No. 156, item 775, of 1997 No. 28, item 153, No. 70, item 443, No. 88, item 554 and No. 141, item 943 and of 1998 No. 131, item 860), he/she shall immediately notify the Head of the Office for State Protection thereof. The provision of Article 304 of the Polish Code of Criminal Procedure shall not apply.

Article 41
1. The Director of the Office for the Preservation and Dissemination of Archival Records of the Remembrance Institute shall notify a grieved party in the event of the submission of his/her personal data to other persons or institutions pursuant to Articles 31, 36 and 37, informing the grieved party about the nature of the data submitted and the identity of the recipient thereof.
2. Clause 1 shall not apply in the event of the Minister of National Defence or the Head of the Office for State Protection presenting a statement to the President of the Remembrance Institute that such a notification could pose a danger to state security.

Article 42
If the Director of the Office for the Preservation and Dissemination of Documents of the Archive of the Remembrance Institute is notified, particularly as a result of the proceedings specified in the Act of 11 April 1997 on the Disclosure of Cases of Work or Service in State Security Authorities or Cooperation with them between 1944 and 1990 of Persons Performing Public Functions, that the personal data in documents are inaccurate, this latter information shall be attached to the set of documents concerning a given person.

Article 43
Proceedings on matters regulated in this Act shall be conducted pursuant to the provisions of the Code of Administrative Procedure, unless the provisions of this Act stipulate otherwise. In the matters specified in Article 39, no complaints may be filed with the Supreme Administrative Court.

Article 44
Information obtained for scientific or journalistic purposes on the basis of documents of the Remembrance Institute may not be used for any other purposes or submitted to any other institutions.

Chapter 5
Investigative Functions of the Remembrance Institute

Article 45
1. Investigations into cases of crimes listed in Article 1 point 1 letter a) shall be initiated and conducted by the public prosecutor of a branch commission.
2. (19) As regards cases specified in Article 1, the public prosecutors of the Remembrance Institute shall hold the procedural rights provided for public prosecutors in the Code of Criminal Procedure. Whenever the Code of Criminal Procedure mentions an attorney for prosecution or public prosecutor, this shall be understood to mean a public prosecutor of the Remembrance Institute also in cases subject to adjudication by courts martial.
3. The objective of investigations into cases of crimes mentioned in Article 1 shall also be the comprehensive clarification of the circumstances of a case, and in particular the determination of grieved parties.
4. The circumstance referred to in Article 17 Paragraph 1 point 5 of the Code of Criminal Procedure do not represent an obstacle to the implementation of the objective referred to in clause 3. After the implementation of that objective, proceedings shall be discontinued.
5. The provisions of the Code of Criminal Procedure shall apply to investigations conducted by the Remembrance Institute, including the provision of legal assistance with regard to the crimes mentioned in Article 1 point 1.
6. The public prosecutor of a branch commission may desist from initiating an investigation and discontinue an investigation already initiated in connection with the perpetrator of a crime mentioned in Article 1 point 1 letter a) if such perpetrator has voluntarily disclosed, to a body established for the prosecution of crimes, all the relevant information on persons participating in committing a crime and the circumstances thereof, if such information permits the initiation of proceedings against a specific person. In desisting from prosecuting the perpetrator of a crime, the public prosecutor shall consider the degree of detriment to society of the crime committed by the perpetrator and the extent of his/her guilt as well as the type and nature of the disclosed crime. In particular the public prosecutor shall determine whether it is possible to disclose the identity of perpetrators or accessories of crimes in any other manner, and shall also assess the significance of the disclosure of a crime for the performance of the tasks by the Remembrance Institute.
7. The public prosecutor may re-launch an investigation with respect to a perpetrator whose prosecution he/she has abandoned pursuant to clause 6 only where, in the course of further proceedings, such a perpetrator has refused to testify or presents a different testimony from that which justified the decision not to begin proceedings or to discontinue proceedings already begun.
8. If a person whose prosecution has been abandoned pursuant to clause 6 is called as a witness, the public prosecutor of a branch commission may issue a decision to keep such a personœs personal data confidential, even if the circumstances specified in Article 184 paragraph 1 of the Code of Criminal Procedure have not arisen.
9. The public prosecutors of the Chief Commission shall appear in appellate and cassation proceedings.

Article 46
Following consultation with the Chief Commission Director, the President of the Remembrance Institute may make public and disclose to other persons than those mentioned in Article 156 Paragraph 5 of the Code of Criminal Procedure the personal data of a perpetrator of the crimes mentioned in Article 1 point 1 letter a) if criminal proceedings do not conclude with a conviction for a reason indicated in Article 17 paragraph 1 point 5 of the Code of Criminal Procedure or have been suspended pursuant to Article 22 paragraph 1 thereof.

Article 47
1. The Chief Commission Director shall be the superior public prosecutor for public prosecutors of that Commission and branch commissions.
2. Orders of the General Public Prosecutor other than those specified in Article 8 clause 5 of the Act of 20 June 1985 on Public Prosecutorœs Office (Journals of Laws of 1994 No. 19, item 70 and No. 105, item 509, of 1995 No. 34, item 163, of 1996 No. 77, item 367, of 1997 No. 90, item 557, No. 98, item 604, No. 106, item 679, No. 117, items 752 and 753, No. 124, item 782 and No. 141, item 944 and of 1998 No. 98, item 607) exceeding the scope of tasks of the Remembrance Institute may be given to public prosecutors of the Remembrance Institute only upon the consent of the President of the Remembrance Institute.
3. The Chief Commission Director and public prosecutors thereof shall be superior public prosecutors with respect to public prosecutors of branch commissions.
4. A public prosecutor who has been recalled due to the resignation from the position of a public prosecutor of the Remembrance Institute shall have the right to return to the position previously held or be given a position equivalent to the one previously held, provided that there are not other legal obstacles.

5. The remuneration of public prosecutors of the Chief Commission shall be determined by the provisions on the remuneration of public prosecutors of the National Prosecutorωs Office and the remuneration of public prosecutors of branch commissions shall be determined by the provisions on the remuneration of public prosecutorωs of the appellate prosecutorωs office. Such remuneration, including related benefits of a personal nature, shall be financed from the resources of the Remembrance Institute.
6. In matters not regulated herein the provisions of the Act of 20 June 1985 on the Public Prosecutorωs Office shall apply to prosecutors of the Remembrance Institute.

Article 48
A public prosecutor of a branch commission shall issue a decision to initiate or a refusal to initiate an investigation into a case of a crime listed in Article 1 point 1 letter a) within three months of the receipt of a notice of a crime.

Article 49
After the lapse of three months from the date of the initiation of an investigation into a case of a crime listed in Article 1 point 1 letter a), the public prosecutor conducting such an investigation shall submit to the superior public prosecutor a statement on the activities performed. Such a statement shall be submitted after the lapse of each subsequent three-month period of an investigation. The time limits for the completion of an investigation specified in Article 309 of the Code of Criminal Procedure shall not apply.

Article 50 (20)
1. The Chief Commission and branch commissions shall constitute organisational units of a prosecutorωs office in the understanding of international agreements with other states binding the Republic of Poland on legal assistance and legal relations in civil, family, employment and criminal cases.
2. The ministers for justice may, at the request of the President of the Remembrance Institute, delegate a judge to perform activities for the Chief Commission and provide legal assistance.

Article 51
1. (21) The provisions on the regional prosecutorωs office shall apply to the council of public prosecutors of branch commissions accordingly, and the provisions on the assembly and council of the appellate prosecutorωs office shall apply to the assembly and council of public prosecutors of the Chief Commission.
2. (22) Members of the Disciplinary Court and Appellate Disciplinary Court for the public prosecutors of the Remembrance Institute shall be elected by the assembly of public prosecutors of the Chief Commission, in a number determined thereby, from among the public prosecutors of the Remembrance Institute for a period of four years. The Disciplinary Court and Appellate Disciplinary Court shall elect chairmen/chairwomen from among their members.
3. (23) The Disciplinary Court at the Remembrance Institute shall adjudicate in the first instance in the composition of three members and in the second instance ω in the composition of five members. No member of the Court who participated in issuing the judgment appealed against may sit in the adjudicating panel of the second instance.
4. (24) The disciplinary ombudsman for public prosecutors of the Remembrance Institute shall be appointed by the Public Prosecutor General from among public prosecutors of the Remembrance Institute, at the request of the Chief Commission Director.

Article 52.
Bodies of the judiciary, public prosecution, bodies and organisational units accountable to, supervised by or subordinate to the Minister of Interior and Administration, Minister of National Defence, Minister of Foreign Affairs and the Head of the Office for State Protection and bodies of governmental administration and territorial local-government shall be obliged, each within the scope of its activity, to provide assistance to the Remembrance Institute in the implementation of the tasks of the Remembrance Institute, as mentioned in Article 1.

Chapter 6
Educational Functions of the Remembrance Institute

Article 53
The Remembrance Institute shall:

1. carry out scientific research into crimes and events as mentioned in Article 1, and make available documents gathered to other scientific institutions to carry out such research, subject to the terms set forth herein,
2. provide information on documents gathered and publish collections of documents held,
3. inform the public of the structures and methods of activity of institutions within which the Nazi and Communist Crimes were committed and inform the public of the operational methods of the organs of state security,
4. disseminate, in Poland and abroad, the results of its work and research into other institutions, organisations and persons pertaining to the subject of its activity,
5. carry out exhibition activities,
6. formulate proposals as to historical education.

Chapter 7
Penal Regulations

Article 54
1. He who, without authorisation, destroys, hides, damages, removes or changes records in documents or informational records subject to submission to the Remembrance Institute pursuant to Article 25 and Article 28.1, or available in the archives of the Remembrance Institute, or otherwise prevents or materially obstructs an authorised person or institution in examining records, or interrupts or prevents the automatic collection or transfer of such information, shall be liable to the penalty of deprivation of liberty from six months to eight years.
2. He who, being in possession of documents or informational records subject to submission to the Remembrance Institute on the basis mentioned in clause 1, evades, obstructs or prevents such submission shall be liable to the same penalty.
3. He who, in order to obtain information provided to an grieved party pursuant to the provisions of this Act, tells a lie or conceals the truth, being aware that the circumstances referred to in Article 6, clause 3 apply to him/her or that his/her personal data may be disclosed pursuant to this Act without his/her consent shall be liable to the penalty of deprivation of liberty of six months to three years.
4. (25) He who makes a false statement mentioned in Article 32, clause 5 shall be liable to the penalty of deprivation of liberty of six months to thee years.

Article 55
He who publicly and contrary to facts contradicts the crimes mentioned in Article 1, clause 1 shall be subject to a fine or a penalty of deprivation of liberty of up to three years. The judgment shall be made publicly known.

Chapter 8
Amendments to Applicable Provisions; Interim and Final Provisions

Article 56
In the Act of 31 July 1981 on the Remuneration of Persons Holding High-Ranking State Offices (Journals of Laws No. 20, item 101, of 1982 No. 31, item 214, of 1985 No. 22, item 98 and No. 50, item 262, of 1987 No. 21, item 123, of 1989 No. 34, item 178, of 1991 No. 100, item 443, of 1993 No. 1, item 1, of 1995 No. 34, item 163 and No. 142, item 701, of 1996 No. 73, item 350, No. 89, item 402, No. 106, item 496 and No. 139, item 647, and of 1997 No. 75, item 469 and No. 133, item 883) in Article 2, point 2 after the words "the Inspector General for the Protection of Personal Data," the following words shall be added: "the President of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation,".

Article 57
In the Act of 16 September 1982 on the Employees of State Offices (Journals of Laws No. 31, item 214, of 1984 No. 35, item 187, of 1988 No. 19, item 132, of 1989 No. 4, item 24, No. 34, item 178 and 182, of 1990 No. 20, item 121, of 1991 No. 55, item 234, No. 88, item 400 and No. 95, item 425, of 1992 No. 54, item 254 and No. 90, item 451, of 1994 No. 136, item 704, of 1995 No. 132, item 640, of 1996 No. 89, item 402 and No. 106, item 496, of 1997 No. 98, item 604, No. 133, item 882 and 883 and No. 141, item 943, and of 1998 No. 131, item 860) the following amendments shall be made:
1. in Article 1, clause 13 the full stop shall be replaced with a comma and a clause 14 shall be added with the following wording:

"14) the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation.",
2. in Article 36, clause 5, point 1 the word "and" shall be replaced with a comma, and after the words ωthe Inspector General for the Protection of Personal Dataω the words ωthe Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nationω shall be added,ω.

Article 58
In the Act of 14 July 1983 on the National Archive Resources and Archives (Journal of Laws No. 38, item 173, of 1989 No. 34, item 178, of 1996 No. 106, item 496 and No. 156, item 775, of 1997 No. 88, item 554 and No. 141, item 943, and of 1998 No. 106, item 668) the following amendments shall be made:
1. in Article 5, clause 3, point 6 the full stop shall be replaced with a comma and a point 7 with the following wording shall be added:
"7) the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation ω the President of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation.";
2. in Article 17, clause 3 shall have the following wording:
"3. The Ministers of National Defence, Interior and Administration, Foreign Affairs, the Head of the Office for State Protection, the President of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation and the Heads of the Chancellery of the Sejm, the Chancellery of the Senate and the Chancellery of the President, in consultation with the Minister of National Education, shall set forth the rules and procedure for the provision of access to archival materials located in separate archives subordinate to them.ω,
3. the existing wording of Article 19 shall be marked as clause 1 and a clause 2 shall be added with the following wording:
"2. The authority relevant for the matters of the separate archive of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation to the extent regulated by the provisions of this Act is the President of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation.ω;
4. in Article 21, clause 4, point 3 the full stop shall be replaced with a comma and a point 4 shall be added with the following wording:
"4) the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation.";
5. in Article 29:
a) in clause 1, point 4 the full stop shall be replaced with a comma and a point 5 shall be added with the following wording:
"5) the archive of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation.",
b) clause 3 shall have the following wording:
"3. The Ministers of National Defence, Interior and Administration, Foreign Affairs, as well as the Heads of the Chancellery of the Sejm, the Chancellery of the Senate and the Chancellery of the President, the Office for State Protection and the President of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation shall determine the organisation of the separate archives subordinate to them.";
6. In Article 31, clause 3 shall be added with the following wording:
"3. The archival resources of the separate state archives subordinate to the President of the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation shall be set forth by the Act of 18 December 1998 on the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation (Journal of Laws No. 155, item 1016).ω

Article 59
In the Act of 20 June 1985 on the Public Prosecutorωs Office (Journal of Laws of 1994 No. 19, item 70, No. 105, item 509, of 1995 No. 34, item 163, of 1996 No. 77, item 367, of 1997 No. 90, item 557, No. 98, item 604, No. 106, item 679, No. 117, item 752 and 753, No. 124, item 782 and No. 141, item 944, and of 1998 No. 98, item 607) the following amendments shall be made:
1. in Article 1, clause 1, after the words public prosecutors, the following words shall be added "and the public prosecutors of the Institute of National Remembrance - Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation";
2. in Article 6, a clause 3 shall be added in the following wording:
"3. Public prosecutors of the Institute of National Remembrance - Commission for the Prosecution of

Crimes against the Polish Nation are public prosecutors of the Chief Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation of the Institute of the National Remembrance and public prosecutors of branch commissions for the prosecution of crimes against the Polish Nation of the Institute of National Remembrance.ω;
3. in Article 23, clause 1 the words ωdelegated to the Chief Commission for the Examination of Crimes against the Polish Nationω shall be replaced with the words: ωthe Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nationω.

Article 60
In the Act of 5 January 1991 ω Budgetary Law (Journals of Laws of 1993 No. 72, item 344, of 1994 No. 76, item 344, No. 121, item 591 and No. 133, item 685, of 1995 No. 78, item 390, No. 124, item 601 and No. 132, item 640, of 1996 No. 89, item 402, No. 106, item 496, No. 132, item 621 and No. 139, item 647, and of 1997 No. 54, item 348, No. 79, item 484, No. 121, item 770, No. 123, item 775 and 778, No. 133, item 883, No. 137, item 926, No. 141, item 943 and No. 158, item 1042) in Article 31, clause 3, point 2, after the words ωInspector General for the Protection of Personal Data,ω the words shall be added ωthe Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation,ω.

Article 61
In the Act of 23 December 1994 on the Supreme Chamber of Control (Journal of Laws of 1995 No. 13, item 59, of 1996 No. 64, item 315 and No. 89, item 402, of 1997 No. 28, item 153, No. 79, item 484, No. 96, item 589, No. 121, item 770 and No. 133, item 883, and of 1998 No. 148, item 966) in Article 4, clauses 1 and 2, after the words " of the Inspector General for the Protection of Personal Data," the words shall be added ωof the Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation,".

Article 62
In the Act of 23 December 1994 on Determining Resources for Remuneration in the State Budgetary Sector and on the Amendment of Certain Acts (Journal of Laws of 1995 No. 34, item 163, of 1996 No. 106, item 496 and No. 139, item 647, of 1997 No. 133, item 883, and of 1998 No. 117, item 756 and No. 155, item 1014) in Article 2, clause 2, point 1, after the words "the Office Inspector General for the Protection of Personal Data," the words shall be added ωthe Institute of National Remembrance ω Commission for the Prosecution of Crimes against the Polish Nation,ω.

Article 63
When this Act comes into force, the Chief Commission for the Examination of Crimes against the Polish Nation, the Institute of National Remembrance shall be put into liquidation. The liquidator shall be appointed by the Minister of Justice.

Article 64
The President of the Remembrance Institute, appointed for the first term, shall submit to the Council of the Remembrance Institute the statute of the Institute for approval and establish the organisational units of the Remembrance Institute before the lapse of three months from being sworn in.

Article 65
The Sejm of the Republic of Poland shall elect the Council of the Remembrance Institute within one month of this Act coming into force.

Article 66
(26) The Council of the Remembrance Institute shall propose to the Sejm a candidate for the President of the Remembrance Institute not later than one month following the date of the first meeting of the Council of the Institute.

Article 67
The Sejm of the Republic of Poland shall elect the President of the Remembrance Institute for the first term within one month of the proposal of a candidate.

Article 68
1. The archival resources of the existing Chief Commission for the Examination of Crimes against the Polish Nation - the Institute of National Remembrance and its district commissions shall become archival resources of the Remembrance Institute.
2. The property of the existing Chief Commission for the Examination of Crimes against the Polish Nation - the Institute of National Remembrance and its district commissions shall become the property of the Remembrance Institute.

Article 69
In matters not regulated by this Act and relating to the research staff of the Remembrance Institute, the provisions of the Act of 25 July 1985 on Research and Development Units
(Journal of Laws of 1991 No. 44, item 194 and No. 107, item 464, of 1992 No. 54, item 254, of 1994 No. 1, item 3 and No. 43, item 163, of 1996 No. 41, item 175 and No. 89, item 402, of 1997 No. 43, item 272, No. 75, item 467 and 469, No. 104, item 661, No. 121, item 769 and 770 and No. 141, item 943, and of 1998 No. 117, item 756) shall apply.

Article 70
With respect to employees of the Remembrance Institute other than public prosecutors and research staff, the provisions of the Act of 16 September 1982 on Employees of State Offices (Journal of Laws No. 31, item 214, of 1984 No. 35, item 187, of 1988 No. 19, item 132, of 1989 No. 4, item 24, No. 34, item 178 and 182, of 1990 No. 20, item 121, of 1991 No. 55, item 234, No. 88, item 400 and No. 95, item 425, of 1992 No. 54, item 254 and No. 90, item 451, of 1994 No. 136, item 704, of 1995 No. 132, item 640, of 1996 No. 89, item 402 and No. 106, item 496, of 1997 No. 98, item 604, No. 133, item 882 and 883 and No. 141, item 943, and of 1998 No. 131, item 860) shall apply.

Article 71
The activity of the Remembrance Institute, set forth in Article 1, shall permit the processing of such personal data as mentioned in Article 27, clause 1 of the Act of 29 August 1997 on the Protection of Personal Data (Journal of Laws No. 133, item 883), without the consent and knowledge of the person to whom such data pertain.

Article 72
The Act of 6 April 1984 on the Chief Commission for the Examination of Crimes against the Polish Nation - the Institute of National Remembrance shall be no longer effective (Journal of Laws No. 21, item 98 and of 1991 No. 45, item 195).

Article 73.
This Act shall enter into force upon the lapse of 30 days of its announcement.